LES ARTICLES DU JOUR .COM
"Le site internet où le lecteur devient plus intelligent"

VENDREDI 10 JANVIER 2025

NOTRE CERVEAU NE PEUT COMPRENDRE LA RÉALITÉ - Jean-Pierre

► L'acceptation radicale, troisième partie (Erik Michaels) p.2
► Le choc pétrolier : année 19 (Antonio Turiel) p.7
► Dernières nouvelles du collapse : revue d'actualité scientifique (Raphael Stevens) p.12
► Prévisions sur l'énergie et l'économie pour 2025 (Gail Tverberg) p.25
► La réalité de notre « transition énergétique (Andrew Nikiforuk) p.33
► #296 : La situation, pas le résultat (Tim Morgan) p.39
► Vert à l'extérieur, rouge à l'intérieur. Comment l'environnementalisme suit la même voie que le communisme (Ugo Bardi) p.46
► L'écologie politique face à l'effondrement systémique (Anne Rumin) p.52
► Les bombes et réacteurs nucléaires au thorium posent trop de problèmes (Alice Friedemann) p.56

SECTION POLITIQUE # p.67

► Trudeau au Canada annonce sa démission avant l'arrivée de Trump ! (Charles Sannat) p.67
► L'annexion du Canada équivaudrait à l'ajout d'une deuxième Californie (Ryan McMaken) p.68
► La France vient d'avertir Trump sur le Groenland territoire européen… (Charles Sannat) p.71
► D.O.G.E : Mettre fin au Global Engagement Center ! (Ron Paul) p.74
► Cesser de croire (Jeff Thomas) p.78
► Une prière de Noël (James Howard Kunstler) p.81
► Prévisions pour 2025 – Sortir de l'ornière (James Howard Kunstler) p.82
► Bienvenue dans ce 2nd trimestre du XXIème siècle (Dmitry Orlov) p.99

SECTION ÉCOLOGIE # p.102

► Escrologie… Ahurrissant, comment la Chine vend du plastique à l'Europe qui ne peut plus recycler le sien ! (Charles Sannat) p.102
► Marée noire de pétroliers russes à Sébastopol (Laurent Horvath) p.105

► LE COIN A JEAN-MARC JANCOVICI p.107

- Température journalière de l'air en surface
- D'où viennent nos esclaves énergétiques ?
- L'Europe peut-elle se "réindustraliser" sans énergie ?
- Claude Allègre est donc mort
- Toutes les villes qui sont apparues il y a "longtemps"

SECTION ÉCONOMIE # p. 112

► La séquence d'autodestruction du système ne peut être désactivée (Charles Hugh Smith) p.112
► La crise du plafond de la dette américaine qui se prépare… (David Stockman) p.115
► Le plan de Trump pour mettre fin à la guerre des monnaies 3.0 (James Rickards) p.119
► Les taux d'intérêt élevés sont sains, les taux bas sont un poison (Charles Hugh Smith) p.122
► Ces 30 milliards que la Syrie doit à l'Iran qui n'en verra jamais la couleur (Michel Santi) p.124

► Un haut plateau permanent (Bill Bonner) p.125
► Côtelettes d'agneau (Bill Bonner) p.129
► Une prise de conscience soudaine (Bill Bonner) p.132
► Envahir le Canada (Bill Bonner) p.135

▲RETOUR▲

<<>><<>><<>><<>> (0) <<>><<>><<>><<>>

. L'acceptation radicale, troisième partie

Erik Michaels 08 janvier 2025

Rivière Cumberland (lac Old Hickory), Cages Bend, Tennessee

La semaine dernière, j'ai expliqué en détail comment pratiquement tous les symptômes du **dépassement écologique** sont causés par la civilisation, qui est elle-même un sous-ensemble de l'utilisation des technologies avancées et qui en est le support. J'ai également souligné que les idées sur la façon de « régénérer » ou de « réparer » la nature sont totalement inutiles tant que nous continuons à vivre dans la civilisation. Il est impossible d'atténuer ou de réduire les effets du dépassement tant que l'on continue à augmenter le dépassement.

L'argent étant un droit sur l'énergie (dont toute l'économie est dérivée), la collecte de fonds **[et le PIB]** a pour conséquence malheureuse d'augmenter (ou de détourner) le dépassement, et non de le réduire. C'est très problématique si l'on considère que la plupart des activités environnementales partent d'une noble idée, celle de réduire un phénomène considéré comme un problème, mais qui est en fait un symptôme de dépassement. La charge polluante en est un excellent exemple, puisque les émissions de carbone correspondent à ce symptôme. Le changement climatique, bien sûr, ne se limite pas aux émissions de carbone. Nombre de nos activités contribuent au changement climatique au-delà des émissions de carbone. Les changements d'affectation des sols, la déforestation, l'agriculture, le transport de marchandises (assuré à l'origine par des bêtes de somme et qui a conduit

à la construction de chemins de fer, de routes, de ponts et de tunnels), tant sur terre que sur l'eau, la construction de maisons, de réservoirs et d'ouvrages hydrauliques, de systèmes d'égouts, etc. contribuent tous au changement climatique, ainsi qu'à d'autres symptômes. Tous ces symptômes sont liés au dépassement et à l'utilisation de la technologie, ce qui signifie qu'ils sont liés à la civilisation.

Ainsi, une fois de plus, toutes les activités visant à réduire les émissions, à réduire la charge polluante, à accroître la biodiversité, à régénérer la nature ou à sauver les espèces sont, en fait, des illusions complètes tant que nous continuons à vivre dans la civilisation. Réfléchissez un instant : pourquoi abattre des maisons d'oiseaux pour construire des nichoirs ? Ou pourquoi détruisons-nous l'habitat des oiseaux pour cultiver des graines ? En fait, si l'on regarde sous la surface de beaucoup de nos activités, on peut voir toutes sortes d'incohérences et de mesures contre-productives. Il va sans dire que la collecte de fonds est l'une des activités les plus inutiles et les plus contre-productives dans le domaine de l'environnement, car elle sape toutes les activités que l'on prétend mener. Pourtant, si l'on visite un site web sur l'environnement, l'une des toutes premières choses que l'on rencontre est souvent une demande de don financier. Faut-il s'étonner qu'aucun de ces groupes ne fasse autre chose que de fournir les moyens de poursuivre la civilisation à tous leurs employés ? Bien sûr, certains d'entre eux fournissent un exemple à petite échelle de ce qu'ils défendent, mais l'un d'entre eux réduit-il réellement les problèmes ou les situations difficiles qu'ils prétendent combattre à l'échelle requise ? Bien sûr que non. Si c'était le cas, à un moment donné, le groupe ne serait plus obligé d'exister, ce qui éliminerait tous ces « excellents » emplois qui rapportent tout cet « excellent » argent.

En fait, ces **organisations** ne sont rien d'autre que des **escroqueries.** Une fois que l'on a compris comment cela affecte le système global dont nous faisons tous partie (ou devrais-je dire, l'absence de système ?), et que l'on considère comment chacun fait sa part pour augmenter le dépassement plutôt que de le réduire, le résultat de toutes ces organisations devient tout à fait clair. Elles sont littéralement des centaines à collecter autant d'argent que possible auprès de chacun d'entre nous. Une fois que l'on a compris cela, on se rend compte que le secteur de l'assurance est lui aussi dans la même situation. Ajoutez-y le secteur bancaire pour plus de fun. Toutes les industries sont organisées de la même manière. La civilisation, c'est génial, non ?

Voici une courte liste d'organisations qui acceptent volontiers votre argent et c'est la toute première chose qu'elles font lorsque vous visitez leur site - demander de l'argent :

350.org
Environmental Defense Fund
Environmental Working Group
Sierra Club
Earthjustice
World Wildlife Fund
Rainforest Alliance
Natural Resources Defense Council
The Nature Conservancy

Ces organisations (comme le GIEC, l'ONU et des centaines d'autres organisations similaires) existent pour légitimer le système de civilisation, car si elles faisaient réellement ce qu'elles prétendent faire, elles travailleraient à l'élimination de la civilisation.

Nous devrions tous nous interroger sur la place que nous occupons sur cette planète. Pourquoi pensons-nous que nous (les humains) devrions être l'espèce qui accumule toutes les richesses, toutes les ressources et tous les avantages ? En accaparant ces richesses, nous scellons notre propre destin, car sans les autres espèces pour fournir les services écosystémiques dont nous avons besoin pour notre propre survie, nous finirons par nous effacer de la surface de cette planète.

J'ai critiqué un certain nombre de climatologues et d'organisations pour leur obsession constante de la « solution ». L'une des choses qui empêche les « solutions » de résoudre quoi que ce soit est le fait que nous nous trouvons face à une situation difficile **[prédicament]** avec un résultat et non face à un problème avec une solution. Pour comprendre cela, il faut faire un zoom arrière et être capable de voir non seulement un arbre ou un groupe d'arbres ou même une forêt entière, mais la forêt GLOBALE dans son ensemble. En d'autres termes, il faut considérer l'ensemble de la biosphère, de l'hydrosphère, de la cryosphère et de la géosphère, ainsi que les systèmes qui les composent.

Parmi les scientifiques les plus notables ***qui m'irritent***, citons **Michael Mann, Katharine Hayhoe, Zeke Hausfather** et, tout récemment, **Jason Box** (voir ci-dessous). Une chose qui n'aidera pas, comme je l'ai souligné plus haut, c'est de collecter de l'argent. De même, l'utilisation de l'énergie et des ressources augmente avec l'utilisation de la technologie, de sorte que l'utilisation de la technologie ne peut pas nous sauver ni réduire AUCUNE des prédictions de symptômes auxquelles nous sommes confrontés. En outre, la civilisation elle-même est un système non durable qui s'autodétruit, elle ne peut donc pas être sauvée non plus. De nombreux scientifiques qui promeuvent certaines idéologies et/ou technologies ignorent complètement cette simple réalité.

L'une des idéologies qui me dérange le plus est l'idée que nous devons « ~~**sauver la planète**~~ » ou « ~~sauver la biodiversité~~ » ou « ~~sauver le climat~~ » ou « ~~sauver une espèce~~ » ou « ~~nous sauver nous-mêmes~~ ». Nous ne sommes qu'une partie de la nature, pas la nature elle-même. Nous n'avons pas vraiment la capacité de sauver l'un ou l'autre de ces éléments parce que nous ne contrôlons pas la nature. Un nouvel article met le doigt sur ces illusions, et Eliot a tout à fait raison ici, je cite :

> *« De plus, la solution de Hayhoe est plus qu'hypocrite. Hayhoe est une scientifique climatique chrétienne qui prêche l'évangile de la discussion avec les autres tout en bloquant sur les médias sociaux presque tous ceux qui osent être en désaccord avec son message d'espoir et d'optimisme en discutant des scénarios les plus pessimistes. Lorsque Mme Hayhoe bloque ceux qui évoquent les aspects effrayants, elle perpétue le silence qu'elle prétend combattre.*
>
> *Il convient de rappeler qu'il existe des acteurs individuels, institutionnels et gouvernementaux dont l'objectif premier n'est rien d'autre que de parler, de se moquer, d'obscurcir, de troller, de harceler et de semer le doute. Nous vivons à une époque de surcharge d'informations, où le savoir est devenu du spam et les opinions des faits. Les experts sont en concurrence avec les fraudeurs, les manipulateurs et les trolls pour influencer les politiques. Parler ? Cette époque est révolue ».*

Dans le même ordre d'idées, **Jan Umsonst** résume joliment les choses, je cite :

> *« Il est important de comprendre :*
>
> *Il ne s'agit pas seulement du réchauffement climatique, il s'agit de tout.*
>
> *Nous avons dépassé toutes les lignes rouges de notre biosphère, sans rien laisser de côté, même la couche d'ozone que nous sommes sur le point de détruire à nouveau.*
>
> *L'humanité est désormais tuée par un système en pilotage automatique qui ne sert que sa propre finalité : le pouvoir et la richesse !*
>
> *Le plus grand danger auquel nous sommes confrontés : la perte de biodiversité et la perte de fonction alors que la biosphère se stabilise et fournit les conditions de vie nécessaires pour que nous puissions exister sur Terre...*
>
> *Nous sommes confrontés à une machine de destruction de l'humanité et « Oxford » n'a qu'un seul objectif : la servir !*

Par conséquent, le problème doit être réduit au fait qu'il semble n'être qu'« une » fraction du système dans lequel tous les autres prennent soin de notre planète alors que l'ensemble du système dépend de la destruction de notre biosphère...

Il n'existe qu'une seule solution : un changement radical de notre système social, politique et économique ou l'extinction au cours de ce siècle, car nous sommes sur le point de transformer notre planète en un enfer pour toute forme de vie complexe.

Bien sûr, la soi-disant « solution » ne résout pas réellement le problème du dépassement puisqu'elle a un résultat, bien qu'il souligne que la civilisation dépend de la destruction de la biosphère et que la seule façon d'atténuer les choses est de mettre fin à ce système. Cela signifie abandonner la civilisation et renoncer à l'utilisation de technologies avancées. Malheureusement, je ne vois pas cette idée gagner du terrain auprès de la plupart des gens. Nombreux sont ceux qui semblent ignorer la civilisation et blâmer le capitalisme, qui n'est rien d'autre que le système économique soutenu par la civilisation. Le féodalisme était-il un meilleur système ?

Revenons au sujet de la suprématie humaine et de notre place sur cette planète. Récemment, ~~**Jason Box**~~ a fait parler de lui en proposant le ~~bitcoin~~ comme solution au changement climatique. Il a fait quelques vidéos ici et ici à ce sujet, mais je peux vous assurer que c'est surtout une perte de temps de prendre la peine de les regarder parce que son hypothèse de base est erronée dès le départ. Bien sûr, comme je l'ai mentionné plus haut, l'utilisation de la technologie ne peut pas résoudre ou atténuer le changement climatique ou tout autre symptôme de dépassement écologique, de sorte que cette idée peut être jetée par la fenêtre avant même d'examiner les raisons pour lesquelles il pense que c'est le cas. Ce n'est qu'une preuve supplémentaire du réductionnisme à l'œuvre.

En explorant un peu plus le travail d'~~**Elisabeth Robson**~~, j'ai trouvé un autre joyau qui démonte une autre fausse affirmation sur la façon d'éviter l'effondrement (encore une fois, le réductionnisme est à l'œuvre). Une autre scientifique, cette fois ~~**Gaya Herrington**~~, prétend que nous pouvons éviter l'effondrement en adoptant les « cinq grands changements », qui sont ses « *propositions pour une rupture délibérée et radicale avec les affaires courantes* ». Le problème, c'est que, comme le souligne Elisabeth dans sa critique du livre, je cite :

« Je dois admettre que je suis déçue, mais honnêtement pas surprise. Il s'agit essentiellement d'un business-as-usual par des moyens alternatifs ; légèrement plus égalitaire, et légèrement plus agréable pour les femmes. C'est tout. Une rupture radicale ? Je ne pense pas. Attendez, j'ai lu tout ce livre uniquement pour cela ?

*Son enthousiasme pour les soi-disant « ~~**énergies renouvelables**~~ » trahit le fait qu'elle n'a pas réfléchi suffisamment à l'ampleur et à la portée des crises auxquelles nous sommes confrontés, et qu'elle est d'un vert éclatant, ce qui signifie qu'il s'agit moins de la nature que de nous. Cela signifie que, bien qu'elle ait passé une bonne partie de son temps à étudier le modèle des limites de la croissance, elle n'a aucune compréhension profonde du dépassement écologique. Cela signifie qu'avec une seule phrase sur les « droits de la nature », elle n'a aucune compréhension profonde de ce que signifie un véritable droit de la nature ou de ce qu'il impliquerait.*

Cela signifie que toute son analyse est une fantaisie. Elle est superficielle et fondée sur de faux espoirs.

*Le fait que de nombreuses personnes aient exprimé un enthousiasme débridé à l'égard de son travail en me le recommandant me rend triste, car cela reflète la compréhension superficielle de ces problèmes par le grand public. Les gens se tournent vers tout ce qui leur donne de l'espoir à une époque où nous sommes tous préoccupés par de nombreux problèmes mondiaux différents, et un travail comme celui-ci donne de l'espoir aux gens. Sauf qu'**il s'agit d'un faux espoir. Les gens aiment l'optimisme et détestent le réalisme.** Mais comment pouvons-nous faire face aux crises environnementales existentielles si nous ne pouvons pas regarder la réalité en face ?*

Il faut lire cet article dans son intégralité pour apprécier à quel point Elisabeth s'est plongée dans le sujet, et j'aime vraiment la façon dont elle démontre à quel point le livre est anthropocentrique plutôt que biocentrique. Je me plains souvent de ce que la plupart de ces soi-disant « solutions » ne font que reproduire les mêmes systèmes non durables avec des méthodes d'alimentation différentes. En fin de compte, elles ne fonctionneront pas mieux à long terme que ce que nous avons aujourd'hui. La fenêtre de la civilisation technologique commence à se refermer et nous devons accepter ce fait (ou souffrir du chagrin de la non-acceptation).

Jean Arnold a rédigé cet excellent résumé de la situation difficile dans laquelle nous nous trouvons, accompagné de magnifiques illustrations qui ornent les pages de son essai. Une fois de plus, le thème dominant qui revient sans cesse est celui de la suprématie de l'homme aux dépens de toutes les autres espèces. J'ai présenté certains des travaux antérieurs de Jean il y a quelques années, mais le site qu'elle gérait à l'époque n'est malheureusement plus fonctionnel. En fait, de nombreux liens qui apparaissent dans mes anciens articles ne fonctionnent probablement plus pour une raison ou une autre - c'est malheureusement la nature des interwebs et je m'attends à ce que le nombre de sites non fonctionnels se multiplie de façon exponentielle à partir de maintenant en raison de l'effondrement.

J'ai déjà écrit sur le piège multipolaire dans lequel nous nous trouvons, et Daniel Schmactenberger explique ici pourquoi nous sommes en train de créer un avenir dont personne ne veut. Il est important de comprendre comment nous en sommes arrivés là. C'est notre esprit d'innovation, combiné à l'impératif biologique du principe de puissance maximale, qui nous pousse à essayer de concevoir et de construire des solutions pour résoudre les problèmes, **mais lorsque nous essayons de « résoudre » les situations difficiles, nous ne faisons que les aggraver, car elles n'ont pas de solutions.** Remarquez à la fin de cet article sur l'inondation par débordement d'un lac glaciaire (GLOF) dans le lac Catalina au Groenland qu'il est question de concevoir un moyen de capter l'énergie d'un GLOF. Il semble que nous ne puissions pas être heureux si nous ne sommes pas en train d'aggraver notre extinction.

La menace de l'IA (intelligence artificielle) est tout aussi obsédante. Connor Leahy, expert en IA, a expliqué à Imran Garda pourquoi il tire aujourd'hui la sonnette d'alarme sur le fait que nous pourrions être en voie d'extinction. Rendez-vous sur le site de ControlAI pour en savoir plus sur cette menace.

Normalement, j'aborde le problème de notre manque d'autonomie dès le début de mes articles. Cette fois-ci, j'ai décidé de publier de nombreux autres articles pertinents (comme celui-ci de Dave Pollard !) et d'autres médias qui démontrent une fois de plus, à partir de nombreuses autres sources, que ce problème est insoluble avant de publier mes propres articles. Ajoutez un bloc de Jenga de plus (Fartcoin, quelqu'un ?) à ce tour de manège ridicule que nous appelons la vie au sein de la civilisation !

Un article de plus pour aujourd'hui (j'en avais en fait plusieurs autres prêts à être publiés, mais cet article est devenu beaucoup plus long que prévu et il est temps pour moi de commencer à le réduire). Comme d'habitude, **Tom Murphy** frappe encore un grand coup avec cet article (c'est là que j'ai trouvé l'histoire du Fartcoin [à partir d'un commentaire sur mon post à propos de cette histoire]), citation :

> *« Réfléchissez un peu : êtes-vous un « brainiste » (construction parallèle à celle de « raciste ») ? Croyez-vous que nos cerveaux nous donnent des privilèges spéciaux et justifient toute action que nous trouvons commode pour nous-mêmes - quel qu'en soit le coût pour la vie sans cerveau, ou pour ceux dont le matériel cérébral est inférieur ? Les autres espèces ne sont-elles rien pour nous, si ce n'est une utilité - et encore, seulement dans certains cas ? Une telle attitude pourrait-elle contribuer au déclenchement de la sixième extinction de masse à laquelle nous assistons aujourd'hui ? Cette sixième extinction de masse pourrait-elle également sceller le destin d'un mammifère de grande taille, affamé, complexe et exigeant beaucoup d'entretien ? Favorisera-t-elle d'une manière ou d'une autre les gros cerveaux métaboliquement coûteux, ou nous trouvera-t-elle antipathique à notre propre admiration ?*

« Ce que je veux dire, c'est que tout comme notre culture accorde une valeur erronée à l'argent, nous accordons une valeur erronée aux cerveaux, dans une démonstration transparente d'autoflagellation laide. Nous sommes les milliardaires insupportables du secteur cérébral. Les cerveaux humains sont une expérience très récente sur la planète, qui semble être à l'origine d'une sixième extinction de masse. Il est temps d'y mettre un terme. Ne redoublons pas d'efforts et ne nous apaisons pas avec des histoires vides de sens selon lesquelles nous pouvons résoudre tous nos problèmes croissants (de notre création involontaire évidente) avec plus d'innovation et de technologie basées sur le cerveau (les « brain-farts », comme j'ai pris l'habitude de les appeler) ».

Encore un article - j'ai oublié l'un des liens les plus importants pour cet article, compte tenu du sujet traité. Aucun article (ou ensemble d'articles dans ce cas) sur l'acceptation radicale ne serait complet sans une offre de livre GRATUIT de **Richard Adrian Reese** ! Il a enfin terminé son tout nouveau livre, Wild Free & Happy, que l'on peut obtenir en lui envoyant un courriel comme décrit à la fin de cet article ici. Dès le début du livre, il indique clairement que si vous cherchez des solutions, ce livre n'est pas fait pour vous. L'acceptation radicale signifie accepter que nous sommes confrontés à une situation difficile avec une issue, et non à un problème avec une solution. Cela signifie accepter que nous n'avons pas la capacité de faire autre chose que ce que nous avons été conditionnés à faire. Cela signifie accepter que le meilleur plan d'action est de vivre maintenant, comme le montre cette vidéo de Julia Sheehan.

Je vous remercie d'avoir participé à ce voyage en cours. N'hésitez pas à prendre quelques instants pour admirer les photos du parc de Salthouse Branch !

▲RETOUR▲

.Le choc pétrolier : année 19

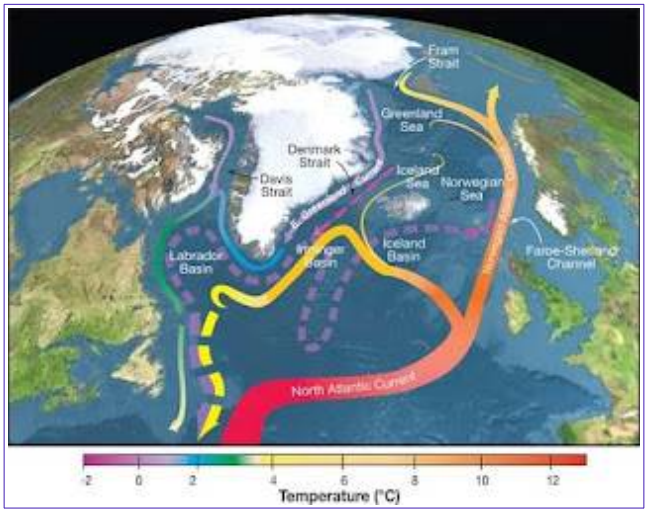
Antonio Turiel Mercredi 8 janvier 2025

Chers lecteurs, chères lectrices :

Avec quelques jours de retard, je vous présente le résumé des faits marquants de l'année 2024 en matière de durabilité, et plus particulièrement en ce qui concerne les aspects environnementaux.

Comme c'est souvent le cas, cette année a été riche en nouvelles et, en général, la situation en matière de durabilité a été bien pire que les années précédentes. En fait, les nouvelles sont si nombreuses qu'il est tout à fait impossible de les énumérer toutes ici.

+ Le chaos climatique croissant : l'année 2024 a été caractérisée par un grand nombre d'événements extrêmes, avec des précipitations et des vents anormaux sur tous les continents, parfois avec des effets très destructeurs. Le plus inquiétant est l'apparition de ces phénomènes dans des endroits où rien de tel n'a été enregistré depuis des décennies, voire des siècles. Des inondations en Arabie Saoudite à la neige au Maroc. Parmi les événements particulièrement destructeurs, citons l'ouragan John à Acapulco (c'est la deuxième fois en 11 mois qu'un ouragan s'intensifie de manière explosive pour atteindre la catégorie 5 en moins de 24 heures), l'ouragan Hélène aux États-Unis (qui a dévasté les Caraïbes) et l'ouragan John au Mexique (qui a dévasté les Caraïbes et qui a dévasté des États jusque-là considérés comme sûrs, comme la Caroline du Nord), les inondations catastrophiques de Katmandou (plus de 200 morts), les inondations en Pologne, en Hongrie et en Autriche en septembre et les inondations répétées en Turquie (de nouvelles inondations se produisent tous les quelques mois) et, dans le cas de l'Espagne, la DANA à Valence.



+ Préoccupation croissante concernant les points de basculement climatiques : en 2024, le débat sur un éventuel ralentissement, voire un arrêt du courant de retournement méridien de l'Atlantique (**AMOC**) est revenu en force, sur la base de plusieurs publications qui, analysant des données récentes, montrent que le danger pourrait être plus proche que nous ne le pensons (j'ai écrit un billet sur l'un de ces articles). Les résultats publiés en 2024 et les recherches en cours ont incité 44 scientifiques à écrire une lettre au Conseil nordique pour l'avertir du danger que représenterait pour leur pays un arrêt brutal de l'AMOC. Malheureusement, un éventuel arrêt de l'AMOC n'est qu'un des points de non-retour que nous pourrions franchir dans les années à venir, parmi lesquels figurent également la savanisation de l'Amazonie ou la fonte de la calotte glaciaire continentale de l'Antarctique occidental, entre autres, et en plus, ils ont tous des dépendances mutuelles, de sorte que surmonter l'un peut en pousser un autre, ce qui pourrait conduire à **une cascade de points de non-retour.** Incidemment, un point de non-retour dont

on ne parle pas parce qu'il n'a pas été catalogué comme tel, bien qu'il semble être dans un état pire que ceux mentionnés ci-dessus, est l'effondrement du SMOC (Southern Ocean Overturning Current, parfois également appelé SOOC), bien que l'on en parlera probablement beaucoup bientôt (et j'espère que nos propres recherches y contribueront).

+ Déstabilisation géopolitique massive : en 2024, la guerre en Ukraine s'est poursuivie, mais le massacre à Gaza et en Cisjordanie, qui a commencé à la fin de 2023, s'est également intensifié ; ces deux conflits représentent un grave problème pour les pays occidentaux et en particulier pour l'Europe, pour des raisons différentes : dans le cas du premier, parce que la peur existentielle d'un conflit sur le sol européen pousse à une militarisation croissante du Vieux Continent, mais aussi à un refus croissant d'allouer plus de ressources dans une Europe où elles sont de plus en plus rares ; dans le cas du second, en raison du rejet exprimé par les citoyens européens du massacre aveugle de la population civile, qui compromet le discours de supériorité morale qui est tellement au goût des Européens. En même temps, le coup d'État au Niger en 2023 a mis en péril l'hégémonie de la France au Sahel, d'autant plus que la coalition de pays africains avec laquelle la France voulait reprendre le contrôle a échoué à la suite des coups d'État au Mali et au Burkina Faso. Aujourd'hui, les pays en conflit ont l'intention de quitter ce groupe coopté par la France, la CEDEAO, ce qui affaiblit encore la puissance française dans cette partie de l'Afrique. La dernière grande nouvelle géopolitique de 2024 est l'effondrement de la Syrie sous l'effet d'une offensive islamiste radicale, un événement si trouble (et rapidement exploité par la Turquie et Israël) qu'il fera parler de lui pendant des années. Un programme de Radioactivité avec David Feria et moi-même sera publié prochainement, couvrant cette question et d'autres.

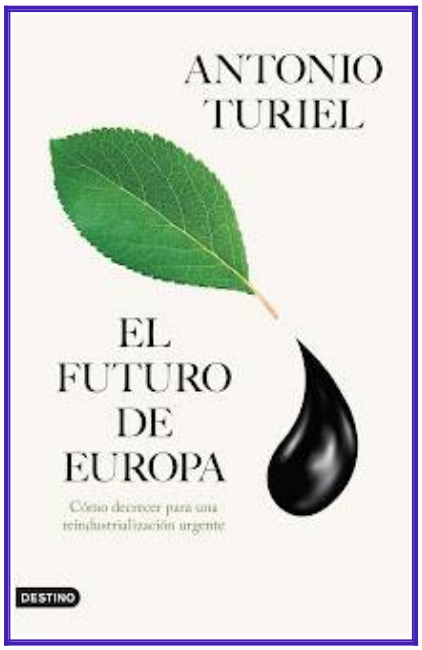
+ Problèmes d'accès aux carburants : 2024 a été caractérisée par des problèmes croissants d'approvisionnement en carburants, en particulier en Afrique et en Amérique latine, certains pays d'Asie étant également touchés, comme le Pakistan. Parmi les événements de 2024 associés à des difficultés d'approvisionnement en carburants à base de pétrole, citons la grève des camionneurs en Colombie, les pénuries au Venezuela, en Bolivie, en Équateur, au Pérou et en Argentine, les pertes agricoles en Bolivie, les protestations contre la pénurie et le prix des carburants au Nigeria, ainsi que les problèmes rencontrés dans de nombreux pays africains : Malawi, Égypte, Burundi, Tanzanie, Afrique du Sud, ... Le problème est tellement répandu qu'il semble ridicule pour certains de nier l'existence d'un problème pétrolier mondial, simplement parce qu'il ne les affecte pas (encore).

+ La récession s'installe en Allemagne : *entre 2020 et 2024, 20 % de l'industrie lourde allemande a disparu,* et les perspectives ne sont pas très bonnes. Des licenciements et des réductions d'effectifs sont annoncés dans de nombreuses entreprises systémiques, telles que BASF, Siemens ou Volkswagen. L'incapacité à obtenir des matières premières et de l'énergie à un prix adéquat pour l'industrie allemande est à l'origine de la destruction économique du pays et porte une grande part de responsabilité dans la chute du gouvernement allemand. Le problème est que la France et d'autres pays de l'UE ne sont pas non plus dans une situation très florissante, à l'exception de l'Espagne.

+ Le recul démocratique à l'Ouest : La montée des partis radicaux en Europe est indéniable : l'extrême droite règne en Italie, en Hongrie, en Pologne ou aux Pays-Bas, et pourrait faire un grand bond en avant lors des élections allemandes de février 2025 ou des élections présidentielles françaises de 2027. La forte répression des manifestations contre le massacre de Gaza (jusqu'à l'arrestation de personnes pour avoir arboré des drapeaux palestiniens, outre l'utilisation indiscriminée de la police anti-émeute), la persécution des groupes environnementaux et, en général, la tension et les menaces sur les médias sociaux, ainsi qu'un contrôle de plus en plus biaisé de l'information diffusée, ***conduisent lentement l'Europe vers un nouveau cauchemar totalitaire.*** Aux États-Unis, la victoire de Donald Trump laisse présager quatre années de recul intérieur des libertés et de radicalisation des politiques populistes.

+ L'« oasis » espagnole : Au milieu de l'effondrement économique et de la tourmente politique de l'Europe, l'Espagne est actuellement une sorte d'oasis à la fois politique et économique (au point d'être une locomotive économique). Sur le plan économique, l'Espagne a contribué à hauteur de 40 % à la maigre croissance de 0,8 % de la zone euro en 2024 (ce qui est davantage un signe de la faiblesse économique européenne que de la force de l'Espagne). Sur le plan politique, l'accord avec la quasi-totalité des partis de l'arc parlementaire, à l'exclusion de la droite nationale, continue de consolider la coalition gouvernementale entre le PSOE et Sumar, malgré les nombreuses hésitations et annonces d'abandon, et le fait que Sumar lui-même a perdu sa coordinatrice, Yolanda Díaz, qui a démissionné après les mauvais résultats aux élections européennes, et la mauvaise nouvelle que l'un de ses principaux partenaires, Más País, a perdu son membre fondateur le plus charismatique, Íñigo Errejón (ce que, compte tenu de la politique de harcèlement de ce parti à l'encontre des universitaires espagnols, je ne peux que considérer avec un certain soulagement). Contre toute attente, l'Espagne reste un pays économiquement solvable et politiquement ? ne disons pas stable, mais mieux établie que d'autres autour de nous. Cependant, en regardant ce qui nous attend dans les mois à venir (le sujet du prochain billet), nous verrons combien de temps cela durera.

Sur une note plus personnelle, cette année a vu la publication de mon cinquième livre d'essais, le troisième que j'ai publié seul : « ***The Future of Europe*** ». J'y présente à la fois une analyse des problèmes de durabilité qui nous affligent et de la non-viabilité du modèle industriel d'électricité renouvelable, mais aussi (et c'est la partie la plus longue du livre) je discute des solutions et des approches techniques pour améliorer notre utilisation de l'énergie et nous rapprocher d'un modèle véritablement durable.



Nous reviendrons bientôt sur les prévisions pour 2025. Restez à l'écoute.

Salut - AMT

▲ RETOUR ▲

.Dernières nouvelles du collapse : revue d'actualité scientifique

par Raphaël Stevens 23 décembre 2024

Compte rendu du séminaire du 14 septembre 2024

L'apocalypse serait-elle devenue un sujet d'étude aussi banal que la photosynthèse ou les fractales ? Ces deux dernières décennies, le vocabulaire de la fin du monde s'est métamorphosé en un champ lexical scientifique florissant. Des concepts comme l'anthropocène ou les planetary boundaries ont proliféré dans les revues académiques. Des notions plus anciennes comme la polycrise d'Edgar Morin et le collapse ont resurgi récemment, transcendant les frontières disciplinaires, tandis que les cascading failures, les wicked problems ou les compound risks sont devenus incontournables dans l'analyse des risques.

Cette explosion terminologique n'est pas qu'un jeu sémantique. Loin d'être de simples abstractions, ces innovations conceptuelles et heuristiques façonnent notre compréhension collective des défis critiques de notre époque. Le concept de tipping points, par exemple, a radicalement transformé notre vision du changement climatique, le faisant passer d'un processus linéaire à une menace de basculements brusques et irréversibles. Au-delà de leurs portées analytiques, ces avancées catalysent la formation de communautés de pensée croisant sciences exactes et sciences humaines et sociales. Elles stimulent également l'allocation de ressources, motivent des lobbies et influencent l'élaboration des politiques publiques.

Regarder l'enregistrement vidéo du séminaire sur notre chaîne You Tube

Introduction

Entre les étés 2023 et 2024, treize mois consécutifs de températures records1 ont propulsé le système climatique dans un « *territoire inconnu* »2, plaçant l'humanité et la biosphère « *au bord d'un désastre irréversible* »3. La majorité des auteurs du GIEC eux-mêmes doutent à présent de notre capacité à maintenir le réchauffement sous les seuils définis par les Accords de Paris4.

Les récentes observations de la circulation méridienne de retournement de l'Atlantique (AMOC) amplifient ces inquiétudes5. Ce mécanisme océanique, crucial pour la régulation du climat mondial, se dérègle plus rapidement que prévu. Il constitue une incertitude critique. Bien que son évolution exacte demeure imprévisible, son impact pourrait être catastrophique. Plus alarmant encore, cet effondrement de la stabilité climatique n'est qu'une des multiples manifestations d'un système Terre aux limites de ses équilibres : **six des neuf frontières planétaires sont désormais franchies**6.

Aujourd'hui, les perturbations se propagent et s'intensifient à travers de multiples dimensions - écologiques, sociales, économiques, sanitaires et démocratiques. La convergence de ces crises crée une « polycrise » globale qui force la communauté scientifique à renouveler continuellement ses approches7.

Si le vocabulaire de l'« apocalypse » a longtemps dominé le débat, les années 1950 ont marqué l'émergence de concepts pionniers tels que le ***pic du pétrole***, l'hiver nucléaire, l'overshoot ou les limites à la croissance (voir annexe 1). Ces notions ont permis de mettre en lumière l'origine anthropique des menaces pesant sur notre avenir, écartant les visions mystiques pour ouvrir la voie à une compréhension rationnelle et mesurable des défis planétaires.

Depuis les années 2000, cette dynamique conceptuelle s'est accélérée, avec l'apparition de termes-clés comme anthropocène, frontières planétaires et points de bascule (tipping points). Ces notions, devenues centrales, esquissent un monde au bord de l'instabilité, où les pressions humaines érodent chaque jour un peu plus les équilibres naturels et sociaux.

Parallèlement, des concepts plus récents comme global systemic risks, existential risks ou cascading failures traduisent une volonté d'explorer les enjeux sous différents angles. Le systemic risk examine les menaces pesant sur des systèmes entiers, tandis que l'existential risk se concentre sur les scénarios extrêmes mettant en péril la survie même de l'humanité. Le cascading failure, quant à lui, illustre comment une défaillance initiale dans un système — comme une crise financière ou une rupture d'approvisionnement énergétique — peut provoquer des effets domino à travers d'autres systèmes interconnectés, amplifiant l'ampleur et la gravité des crises.

Ainsi, ces outils conceptuels et méthodologiques permettent non seulement de cartographier les interactions systémiques, du local au global et du court au long terme, mais aussi de révéler les points de fragilité, les leviers d'action ou des principes de gouvernance encore insoupçonnés. En révélant les interconnexions entre des crises autrefois perçues comme isolées, ces approches traduisent une volonté croissante de dépasser les analyses linéaires pour appréhender un monde marqué par l'imprévisibilité et la multiplicité des crises.

Dans ce paysage, le terme ***collapse*** s'est progressivement imposé comme un concept incontournable. Entre 2000 et 2023, les publications intégrant ce terme ont connu une croissance remarquable : de moins de 50 contributions par an avant 2010, leur nombre est passé à près de 200 en 2020, soit une croissance annuelle moyenne de 35% (voir annexe 2). Au total, 1485 publications mobilisent explicitement ce concept8.

Ce compte-rendu du séminaire s'articule en quatre parties complémentaires. Il débute par une analyse des principales synthèses scientifiques qui cartographient ce champ d'étude, se poursuit par l'examen des nouvelles méthodologies - en particulier les modèles prédictifs -, puis explore l'apport des ouvrages académiques récents et le rôle des centres de recherche spécialisés. Cette organisation permet d'explorer non seulement les connaissances produites, mais aussi la façon dont la communauté scientifique s'organise pour comprendre et anticiper les transformations majeures. Au terme de ce parcours, il apparaîtra que les études sur l'effondrement, loin de se

cantonner à une approche purement quantitative ou qualitative, évoluent vers une plus grande réflexivité. Cette maturité croissante du domaine s'accompagne d'un potentiel émancipateur inattendu, même si certains angles morts persistent comme l'absence d'une coordination internationale structurée.

Les revues de littérature : structuration et cartographie d'un champ dynamique

Face à l'accélération des crises globales, les études sur l'effondrement sociétal (collapse studies) connaissent une expansion remarquable. Les revues de littérature, loin d'être de simples compilations, jouent un rôle fondamental dans l'organisation et la structuration des connaissances. En cartographiant systématiquement les recherches sur les mécanismes de transformation et d'adaptation des sociétés, elles permettent d'établir des ponts cruciaux entre l'analyse des effondrements passés et la construction de réponses aux défis contemporains.

Principaux axes thématiques dans les recherches récentes

Une revue de littérature récente analyse 361 articles et 73 ouvrages académiques sur le sujet9. Elle identifie cinq conversations scientifiques majeures structurant aujourd'hui le domaine : l'étude des effondrements historiques, qui examine en détail les sociétés disparues ; l'élaboration de théories générales, qui cherche à développer des cadres explicatifs globaux ; l'exploration des alternatives à l'effondrement, qui analyse les trajectoires de résilience ; l'étude des récits fictionnels, qui explore l'impact des représentations culturelles des effondrements ; et enfin, l'analyse des liens entre changement climatique et risques d'effondrement sociétal.

Ces cinq conversations scientifiques se nourrissent mutuellement et produisent un réseau dense de nouveaux savoirs. L'étude empirique des effondrements passés alimente directement l'élaboration des théories générales, tandis que l'exploration des alternatives s'appuie sur ces deux premiers axes pour identifier des leviers d'action. Les récits fictionnels, loin d'être déconnectés de la recherche, influencent la perception des risques et donc les réponses sociétales envisagées. Quant à l'analyse du lien entre changement climatique et effondrement, elle bénéficie des apports de toutes les autres conversations, tout en leur apportant une nouvelle perspective critique.

L'évolution du concept

Les premiers textes sur l'effondrement de sociétés se concentraient essentiellement sur une vision binaire : une société était soit stable, soit en effondrement. Cette approche, directement inspirée des études historiques ou archéologiques traditionnelles, définissait principalement l'effondrement comme la fin brutale d'un système politique centralisé. Cependant, ces interprétations, bien qu'ayant posé les bases de la réflexion, se sont révélées trop rigides pour rendre compte de la diversité des effondrements historiques. Face à cette limite, les chercheurs ont progressivement développé des cadres d'analyse plus nuancés, capables de saisir les multiples facettes de ces processus complexes10.

Cette analyse plus fine des processus d'effondrement trouve un écho dans la proposition récente de redéfinition de ce concept comme une « *réduction de la capacité collective entraînant une perte généralisée et difficilement réversible des fonctionnalités de base d'une société* »11. Cette nouvelle approche apporte plusieurs clarifications essentielles.

D'abord, elle établit un lien direct entre durabilité et prévention de l'effondrement. En définissant la durabilité comme la capacité à maintenir les fonctions essentielles d'une société sur le long terme, et l'effondrement comme une réduction de cette capacité, cette approche montre que ces deux notions sont les faces d'une même pièce. Promouvoir la durabilité, par exemple en transitant vers des systèmes socio-économiques plus résilients et adaptés aux contraintes environnementales, devient alors un moyen de prévenir l'effondrement. Inversement, les modèles de développement non durables, même s'ils semblent bénéfiques à court terme, augmentent en réalité le risque d'effondrement à long terme.

Ensuite, cette nouvelle définition nuance le lien entre effondrement sociétal et défaillance de l'État. Si l'incapacité de l'État à subvenir aux besoins fondamentaux de la population est un signe majeur d'effondrement, une société peut, dans une certaine mesure, persister malgré l'effondrement de son gouvernement. La résilience d'une société dépend donc aussi de la robustesse de ses structures sociales et de sa capacité d'auto-organisation.

Les dimensions temporelles et spatiales des effondrements prennent également une place croissante dans l'analyse. Les recherches contemporaines révèlent que les transformations sociales suivent souvent des trajectoires graduelles plutôt que soudaines12. La civilisation mycénienne en offre une illustration saisissante : si les bouleversements politiques ont été rapides, les répercussions sociales et culturelles se sont déployées sur plusieurs générations13, donnant corps au concept de « slow collapse »14. L'échelle spatiale s'avère tout aussi déterminante : l'effondrement de l'Égypte antique démontre comment une catastrophe à l'échelle nationale peut paradoxalement stimuler des dynamiques positives locales, la fragmentation du pouvoir central ayant catalysé une redistribution des richesses et l'émergence de cultures régionales florissantes15.

Cette évolution conceptuelle s'accompagne naturellement d'une transformation profonde des méthodes d'analyse, rendant nécessaire une approche plus intégrée des différentes disciplines.

Le renouveau méthodologique et l'interdisciplinarit

L'étude des effondrements génère un volume croissant de données et de connaissances qui dépassent les capacités d'analyse d'une approche mono-disciplinaire traditionnelle. Face à ce défi, l'interdisciplinarité s'est progressivement imposée comme une nécessité fondamentale. Cette transformation mobilise un large éventail de disciplines : histoire, archéologie, anthropologie, sciences du climat, économie écologique, philosophie et sciences des systèmes16.

L'intégration des disciplines se heurte à plusieurs obstacles majeurs. Les différences méthodologiques, doublées des tensions théoriques entre écoles de pensée, rendent complexe toute tentative de synthèse. Un fossé persiste notamment entre les modèles mathématiques, en quête de points de basculement précis, et l'analyse historique qui révèle des transformations plus graduelles. Cette divergence soulève la question fondamentale de notre capacité à prédire les effondrements systémiques. Les recherches sur les Pueblos anciens en offrent une parfaite illustration : quand l'archéologie traditionnelle interprétait la fin de leur civilisation comme un simple « abandon » des sites, l'apport des savoirs autochtones et de l'anthropologie a mis en lumière des migrations élaborées, guidées par la quête du « middle place », le centre cosmologique de chaque communauté17.

Pour surmonter ces obstacles, de nouveaux outils méthodologiques émergent. Le projet TERRA, par exemple, développe une approche semi-automatisée combinant expertise humaine et intelligence artificielle pour faciliter l'interconnexion des savoirs18. Cette méthode permet non seulement d'identifier plus efficacement les publications pertinentes mais aussi de déceler des connexions inattendues entre différents domaines de recherche.

L'ensemble de ces avancées théoriques et méthodologiques nourrit le développement de ce que l'archéologue Guy Middleton nomme la « collapsologie appliquée » (applied collapsology)19. Cette approche mobilise les enseignements du passé et les nouvelles méthodologies pour éclairer les politiques publiques contemporaines. Elle soulève cependant une question cruciale : comment appréhender concrètement ces interactions entre systèmes sociaux et environnementaux ? Comment tester nos hypothèses sur ces transformations profondes qui peuvent affecter des sociétés entières ?

C'est précisément pour répondre à ces questions que la modélisation s'est progressivement imposée comme un outil complémentaire essentiel. Elle ouvre la voie à une nouvelle approche, plus quantitative, de ces phénomènes sociétaux complexes.

Les modèles : Comprendre et anticiper les effondrements

L'alliance entre histoire et technologie a révolutionné l'étude des dynamiques d'effondrement. Les simulations informatiques permettent désormais d'observer en temps réel les interactions entre variables sociales, économiques et environnementales. Cette évolution qui a débuté dès les années 1970 avec le modèle WORLD3 du Club de Rome, s'appuie désormais sur un accès sans précédent à des masses de données : des archives climatiques aux flux énergétiques en passant par les migrations globales.

Quatre familles d'outils complémentaires ont émergé : les modèles basés sur les agents qui simulent les comportements collectifs, les modèles à faible dimension qui isolent les mécanismes clés, les modèles globaux intégrés qui cartographient les interactions systémiques, et l'analyse mathématique des cycles historiques20.

Des individus aux sociétés : modèles multi-agents

Parmi ces approches, les modèles basés sur les agents (Agent-Based Models, ABM) se distinguent par leur capacité à simuler les interactions entre de multiples agents autonomes - qu'il s'agisse d'individus, de familles ou de communautés21. Ils permettent d'observer comment les comportements individuels locaux génèrent des effets à grande échelle, offrant ainsi un nouvel angle pour tester des hypothèses sur les mécanismes d'effondrement.

Ces modèles ont d'abord prouvé leur valeur dans la modélisation des dynamiques historiques22. L'étude des Ancêtres Pueblos, qui vivaient dans les régions arides des plateaux canyons du sud-ouest des États-Unis, est particulièrement éclairante : en simulant l'interaction entre données climatiques, pratiques agricoles et réseaux d'échanges, ces modèles ont permis de reconstituer des stratégies d'adaptation sophistiquées, démontrant la cohérence entre les choix de déplacement et la préservation des structures sociales traditionnelles23.

Cette capacité à modéliser des systèmes sociaux-écologiques trouve aujourd'hui des applications cruciales dans l'analyse des risques contemporains. Ainsi, l'application des ABM à l'économie mondiale a confirmé un risque majeur formalisé sous le concept de « Point Critique de Défaillance en Cascade » (CFCP)24. Ce seuil révèle comment des perturbations affectant des liens économiques apparemment ténus - comme les échanges commerciaux peu visibles entre l'Afrique subsaharienne et l'Amérique du Sud - peuvent déclencher des réactions en chaîne dévastatrices à l'échelle globale.

Capturer l'essentiel : modèles dynamiques simplifiés

Là où les ABM excellent à révéler les dynamiques émergentes, les modèles dynamiques à faible dimension (LDM) cherchent à identifier les mécanismes fondamentaux. En se concentrant sur un nombre limité de variables clés, ils sacrifient délibérément certains détails pour mettre en lumière des motifs essentiels qui resteraient masqués dans des systèmes plus complexes.

Le modèle HANDY (Human And Nature DYnamics) démontre la puissance de cette approche minimaliste. En modélisant simplement l'interaction entre stratification sociale et exploitation des ressources, il a révélé comment les inégalités peuvent accélérer l'effondrement d'une société, même technologiquement avancée25. Les mises à jour récentes du modèle, intégrant l'innovation technologique et les contraintes climatiques, confirment ce rôle amplificateur des inégalités dans les crises systémiques26.

Les travaux récents utilisant cette approche ont révélé un phénomène paradoxal : certaines sociétés peuvent s'enfermer dans des trajectoires de déclin auto-entretenu, persistant dans des comportements autodestructeurs même lorsque leurs coûts deviennent manifestement insupportables. Ce phénomène, résultant de mécanismes de rétroaction sociale et économique, suggère que plus une société s'engage dans une voie non durable, plus il lui devient difficile d'en changer27.

Penser les systèmes : modèles globaux intégrés

Si les modèles dynamiques à faible dimension isolent des mécanismes spécifiques, les modèles globaux intégrés (IGM) cherchent à intégrer les principales interactions entre systèmes sociaux, économiques et environnementaux. Cette vision holistique a posé les bases conceptuelles de l'analyse des risques systémiques28.

Le modèle WORLD3 reste l'archétype de cette approche. En analysant les interactions entre population, production alimentaire, industrialisation, pollution et ressources non renouvelables, il a produit la première simulation quantitative globale des limites à la croissance. Sa conclusion, alors controversée mais depuis largement validée29, était qu'une croissance infinie dans un monde fini mènerait inévitablement à un dépassement puis à un effondrement systémique.

Sa dernière calibration, enrichie par cinquante années de données supplémentaires (1970-2020), livre des conclusions encore plus alarmantes que le modèle initial. Non seulement nos sociétés suivent les trajectoires d'effondrement prédites en 1972, mais elles s'alignent sur le scénario initial le plus pessimiste, plutôt que sur le scénario optimiste qui supposait un doublement des ressources disponibles et des technologies de recyclage avancées. Un point de basculement pourrait ainsi survenir dès la prochaine décennie30.

Les rythmes de l'histoire : cycles et prédictions

Au-delà de la complexité capturée par les IGM, la cliodynamique ajoute une dimension temporelle unique à l'étude des effondrements. En combinant modélisation mathématique et analyse massive de données historiques, elle transforme des récits historiques complexes en variables quantifiables, révélant des motifs récurrents dans l'évolution des sociétés31.

L'analyse de 10 000 ans d'histoire à travers 700 sociétés a permis d'identifier des cycles d'intégration-désintégration remarquablement réguliers, d'environ 200-300 ans. Ces cycles, caractérisés par des phases successives d'expansion sociale, de multiplication des élites et de compétition croissante, culminent souvent dans des périodes de désintégration politique32.

La puissance prédictive de cette approche s'est révélée de façon saisissante avec l'anticipation des troubles sociaux des années 2020. Dès 2010, l'analyse des tendances structurelles - inégalités, polarisation politique, endettement - permettait de prévoir une période majeure d'instabilité33. Le journal académique dédié à cette approche continue d'enrichir ces modèles en intégrant des variables contemporaines comme l'impact des réseaux sociaux sur la polarisation politique ou les effets du changement climatique sur la stabilité sociale34.

L'analyse comparée de ces approches de modélisation révèle leur complémentarité : les ABM excellent à éclairer les dynamiques émergentes, les LDM à identifier les mécanismes fondamentaux, tandis que les IGM proposent une vision systémique globale que la cliodynamique enrichit d'une profondeur historique inédite.

Cependant, malgré leur sophistication croissante, ces modèles mathématiques ne peuvent seuls appréhender toute la complexité des transformations sociétales35. La réorganisation des systèmes, leur adaptation ou leur effondrement soulèvent des questions fondamentales : quelle est la nature profonde de ces changements ? Pouvons-nous réellement les anticiper ou les influencer ? Quelles sont leurs implications éthiques et sociales ? Pour éclairer ces interrogations, une nouvelle génération de chercheurs propose des analyses qualitatives à travers une production académique foisonnante, comme nous allons le voir dans la section suivante.

Les livres : Baromètres des tendances

L’exploration de la complexité ne se limite pas aux outils quantitatifs. Les approches qualitatives connaissent également un essor significatif, comme en témoigne la multiplication des publications d'auteurs universitaires.

Notre analyse de 66 ouvrages publiés entre 2020 et 2024 met en lumière la grande diversité des réflexions critiques qui agitent désormais les débats académiques autour des crises permanentes et multiples36. Au-delà d'un simple reflet des anxiétés collectives, ces contributions proposent de nouvelles grilles de lecture. Cinq grandes tendances se dessinent.

Un changement de perspective

La première de ces tendances concerne le ton même des publications, qui marque une inflexion notable dans le traitement des enjeux planétaires. Aux approches distanciées et analytiques qui dominaient jusqu'alors succède un discours plus direct et incisif. Des ouvrages comme Fatal Species37, Angry Earth38 ou Hot House Earth39 signent l'abandon de la posture de l'observateur neutre au profit d'une affirmation claire de l'urgence d'une réponse face aux bouleversements en cours.

Dans cette même évolution du ton, plusieurs ouvrages abordent la situation actuelle non plus comme une menace future mais comme une transformation déjà engagée. L'ouvrage Biosecurity, Economic Collapse, the State to Come40 analyse les mutations profondes de l'État à travers la gestion de la pandémie, démontrant l'émergence d'une nouvelle forme de gouvernance déjà opérante. Dans cette même perspective, The Resilient Apocalypse41 déplace la question de la prévention vers celle de l'adaptation, établissant les récits apocalyptiques comme des ressources pour penser et construire la résilience collective.

Une éthique de la fin

La deuxième tendance marque l'émergence d'une « éthique de la fin ». Philosophy for an Ending World42 en pose les fondements théoriques, proposant une philosophie de l'action adaptée à un monde aux horizons réduits. L'ouvrage développe notamment une éthique intergénérationnelle qui repense nos systèmes de valeurs face à la finitude.

Human Extinction43 approfondit cette réflexion en explorant les dimensions éthiques d'une potentielle extinction de l'humanité. L'ouvrage ne se contente pas d'analyser ce scénario extrême : il en fait le point de départ d'une refonte de nos priorités individuelles et collectives, proposant un cadre éthique inédit pour orienter l'action dans l'incertitude.

Pour compléter cette perspective, Catastrophic Thinking44 apporte un éclairage historique essentiel en retraçant l'évolution de notre rapport à l'extinction, de Darwin à l'Anthropocène. Cette généalogie de la pensée catastrophique enrichit le débat contemporain et ancre nos questionnements actuels dans une tradition intellectuelle plus large.

La résurgence du spirituel

La troisième tendance montre comment la perspective de l'effondrement transforme profondément notre rapport au spirituel, qu'il s'agisse de déconstruire les traditions religieuses ou de forger de nouvelles alliances entre sacré et engagement politique.

Theology for the End of the World45 développe une critique profonde du rôle du christianisme dans l'émergence des systèmes de domination actuels. Plutôt que de chercher à "sauver le monde" ou à réhabiliter une version vertueuse du christianisme, l'ouvrage invite à reconnaître comment cette religion a façonné le capitalisme, le racisme et le patriarcat. Il suggère d'abandonner toute tentative de rédemption d'un ordre social fondé sur la violence et l'exploitation, pour mieux accepter et accompagner sa fin.

Political Spirituality in the Face of Climate Collapse46 approfondit cette voie en développant le concept d'écospiritualité civique. En puisant dans les sagesses des peuples premiers tout en dépassant les cadres de pensée occidentaux, l'ouvrage établit un pont inédit entre spiritualité et engagement politique. Cette approche ouvre de

nouvelles perspectives pour mobiliser les consciences au-delà des clivages idéologiques traditionnels face à la crise écologique.

La politisation du discours

La quatrième tendance met en lumière la dimension fondamentalement politique de l'effondrement. The Genocide-Ecocide Nexus47 bouleverse notre compréhension des mécanismes de destruction massive. À travers une analyse comparative de multiples régions du globe, l'ouvrage révèle comment la dégradation des milieux naturels s'articule avec l'oppression systématique de populations entières. Cette grille de lecture inédite permet de repenser les notions de crime environnemental et de violence politique comme deux faces d'un même processus.

Cette lecture politique s'enrichit avec Global Burning: Rising Antidemocracy and the Climate Crisis48, qui analyse la montée simultanée du dérèglement climatique et des régimes autoritaires. L'auteure décrypte les stratégies des mouvements anti-environnementaux, devenus des leviers majeurs de conquête du pouvoir. Au-delà d'une simple analyse des politiques climaticides, l'ouvrage décortique les mécanismes par lesquels cette crise nourrit le basculement démocratique de nombreuses sociétés.

En contrepoints de ces constats, Breaking Together49 développe une vision écolibertarienne de notre avenir. Plutôt qu'un renforcement du contrôle étatique, l'ouvrage défend une approche fondée sur l'autonomie locale et la liberté d'initiative. En s'appuyant sur de nombreux exemples concrets, il montre comment des communautés auto-organisées peuvent développer leur résilience tout en régénérant leurs écosystèmes, esquissant ainsi une alternative aux solutions autoritaires de la crise.

Vers une transdisciplinarité créative

La cinquième tendance dessine les contours d'une nouvelle approche décloisonnée des savoirs. Being a Therapist in a Time of Climate Breakdown50 incarne cette évolution. En fusionnant psychologie clinique, justice climatique et savoirs autochtones, l'ouvrage forge de nouveaux outils conceptuels pour accompagner individus et communautés dans leur adaptation aux bouleversements planétaires. La pratique thérapeutique s'y trouve profondément transformée, intégrant les dimensions écologiques et sociales non plus comme des facteurs externes mais comme des composantes essentielles de la psyché humaine.

Cette transcendance des cadres disciplinaires se poursuit dans Surviving Collapse: Building Community toward Radical Sustainability51. L'auteure y explore les modèles alternatifs de développement durable à travers l'étude comparative d'un écovillage urbain aux États-Unis et d'une ferme urbaine à Cuba. Au-delà d'une simple juxtaposition de cas, l'ouvrage dégage des principes communs, comme l'intégration des savoirs ancestraux, la priorité donnée à l'efficience sociale et écologique plutôt qu'à la rationalité économique, et l'ancrage dans des pratiques low-tech orientées vers la communauté.

Les Centres : Observatoires des crises globales

Si les livres sont les baromètres intellectuels captant les fluctuations des pressions sociétales et écologiques, les centres de recherche spécialisés fonctionnent comme des observatoires de pointe, scrutant avec une précision inédite les crises à l’horizon. Trois types d’institutions se démarquent nettement : celles surveillant les systèmes terrestres critiques, celles dédiées à l’analyse des risques globaux et à leur gouvernance, et enfin, les observatoires des imaginaires apocalyptiques. Ensemble, elles apportent des visions distinctes mais complémentaires.

Des institutions comme le Stockholm Resilience Center et l'Institut Potsdam pour la recherche sur les impacts climatiques (PIK) se consacrent à la détection des points de basculement. Leur mission : repérer les moindres perturbations qui pourraient annoncer des bouleversements majeurs, comme celles affectant la circulation océanique atlantique, dont les récentes études sur son potentiel collapse sont, pour le dire sans détour, glaçantes52. Ces centres ne se contentent pas de la simple détection. Chaque année, ils publient des rapports pour alerter les décideurs sur les défis qui se profilent53, chaque donnée devenant un signal d’alarme.

Décoder les systèmes critiques

La communauté de recherche sur les risques systémiques globaux de l’Université de Princeton (GSR PIIRS)54 et le Cascade Institute55 enrichissent cette analyse avec une approche qui combine les systèmes sociaux et écologiques. Le PIIRS, pionnier dans ce domaine, a posé les jalons conceptuels avec un article fondateur sur l'interconnexion des risques globaux56. Parmi ses contributions récentes, une étude se distingue en montrant un effet inattendu de la mondialisation : un déclin marqué de la santé mentale, malgré l’amélioration globale de la qualité de vie57. En cause ? Une perte d’autonomie face aux réalités de la vie quotidienne. De quoi alimenter le débat sur le projet de la décroissance, la réappropriation des savoir-faire locaux et la souveraineté alimentaire.

Le Cascade Institute de l’Université Royal Roads s’inscrit dans cette dynamique, mais avec un focus particulier sur les crises convergentes, conceptualisées sous le terme de « polycrise globale »58. L'institut analyse notamment comment des événements soudains (déclencheurs) combinés à des tensions prolongées (stress lent) peuvent déstabiliser des systèmes entiers59. Une approche qui résonne avec l'actualité : la crise climatique s’imbrique désormais avec des crises économiques, sociales et géopolitiques, créant un cocktail explosif.

Penser l'impensable

D'autres centres de recherche s’intéressent aux risques catastrophiques globaux (GCR), ces menaces colossales qui pourraient redéfinir l'existence humaine elle-même. Alors que l’analyse des risques systémiques globaux se concentre sur les interdépendances entre les différents systèmes mondiaux (économique, financier, environnemental, social, etc.), les GCR englobent des dangers encore plus vastes, tels qu'un climatique climatique abrupt, les pandémies incontrôlables ou les catastrophes technologiques, susceptibles de provoquer une destruction massive et irréversible.

Le Centre for the Study of Existential Risk (CSER) de Cambridge est une référence mondiale dans ce domaine. Ses récents travaux sur les scénarios climatiques extrêmes ont secoué la communauté scientifique60. Dans un article marquant, Climate Endgame, Luke Kemp et ses collègues alertent sur des scénarios souvent ignorés par le GIEC, mais de plus en plus probables61. Selon eux, il faut désormais intégrer ces futurs catastrophiques dans les discussions politiques. Kemp et son équipe proposent ensuite un cadre pour explorer ces scénarios via trois approches : la prospective, l’agitation et la fiction62. Si la première se distingue par sa rigueur, elle peut parfois paraître trop simplificatrice. L’agitation, quant à elle, mobilise le public mais peut aussi générer du fatalisme, tandis que la fiction, oscillant entre rigueur et imagination, ouvre des portes vers des futurs hypothétiques, souvent effrayants mais potentiellement évitables.

Le colloque de 2023 sur les risques existentiels à Stanford a amplifié ces préoccupations63. Une idée phare a émergé : la création d’un Panel Intergouvernemental sur les Risques Catastrophiques Globaux (IPGCR)64, écho direct des propositions de Kemp et ses collègues. Inspirée par le modèle du GIEC, cette initiative chercherait à étendre l'analyse à toutes les menaces globales, créant ainsi un pont indispensable entre les diverses approches.

Le Stanford Existential Risk Initiative (SERI)65, organisateur du colloque, analyse en profondeur les menaces liées au bioterrorisme, à la sécurité nucléaire, et à l'IA. Parmi leurs travaux récents, une étude a révélé un péril jusqu'alors sous-estimé. Il s'agit de l'intégration d'agents IA dans les processus décisionnels militaires et diplomatiques de haut niveau. Bien que conçus pour optimiser ces processus, ces systèmes pourraient alimenter des dynamiques de course aux armements66.

Explorer les imaginaires de l'effondrement

Saisir les crises globales ne se limite pas à une analyse technique froide. Il est aussi essentiel de comprendre comment ces menaces sont perçues et vécues par les sociétés. Le Centre Käte Hamburger pour les études apocalyptiques et post-apocalyptiques (CAPAS)67 de l'Université de Heidelberg se distingue par une approche

transdisciplinaire. Ce centre explore comment les ruptures sociétales et écologiques, et leurs suites imaginées, peuvent paradoxalement générer des dynamiques « émancipatrices et créatives » .

Chaque année, le CAPAS invite des chercheurs du monde entier pour une collaboration intense, avec un accent particulier sur les dynamiques entre l'Europe, l'Amérique latine et l'Asie. Ce dialogue nourrit une réflexion riche sur des futurs alternatifs, où temporalités non linéaires et visions plurielles du monde se croisent. Avec sa revue académiqueApocalyptica68 et son magazine Apocalypse Quaterly69, il crée un espace de dialogue unique entre les différents points de vue. Ses événements culturels (projections de films, festivals, pièces de théâtre, expositions) viennent enrichir les débats théoriques, unissant art et science pour explorer de nouvelles voies.

Conclusion

Ce compte-rendu du séminaire, initié dans un contexte d'urgence climatique sans précédent, montre comment la recherche s'organise face à la convergence des crises. La notion d'effondrement, d'abord cantonnée au vocabulaire apocalyptique, s'est progressivement imposée comme un concept scientifique majeur, diffusé dans une multitude de disciplines - de l'écologie aux sciences humaines en passant par l'étude du système-Terre. Malgré une croissance remarquable des publications, ce champ de recherche reste relativement modeste et peine encore à trouver une définition consensuelle. Il s'enrichit néanmoins de concepts connexes comme les global systemic risks, les global catastrophic risks ou encore la notion de polycrise, même si leurs frontières et complémentarités demeurent floues. On assiste ainsi à une double maturation : celle des concepts, qui permettent désormais d'appréhender la complexité des transformations sociétales, et celle des méthodes, qui combinent analyses qualitatives et modélisations quantitatives pour éclairer les mécanismes de cette polycrise globale.

Cette évolution méthodologique est particulièrement visible dans la diversification des approches. Si les premières études s'appuyaient essentiellement sur des analyses historiques et philosophiques, l'intégration progressive des approches quantitatives et des modèles numériques a enrichi la compréhension des effondrements. Cette évolution ne marque pas tant un remplacement qu'une complémentarité féconde : les modèles, malgré leurs limites, révèlent des interactions systémiques que l'analyse qualitative peinait à identifier, tandis que les approches historiques et sociologiques donnent sens et contexte aux prédictions mathématiques. Cette hybridation méthodologique ouvre des perspectives inédites, permettant de penser notre futur collectif avec un regard renouvelé et systémique.

Ce séminaire a également montré l'implication des principales disciplines des sciences humaines et sociales. Aujourd'hui, elles convergent pour explorer les causes, risques, et conséquences des menaces, en incluant des perspectives aussi variées que les effondrements écologiques, la déplétion des ressources naturelles, la santé mentale, la spiritualité, la culture, la résilience et la régénération. Cette dynamique crée un espace d'expérimentation interdisciplinaire et même transdisciplinaire où se croisent perspectives culturelles variées (Nord-Sud global) et expertises auparavant cloisonnées.

La recherche institutionnelle joue également un rôle central dans ce domaine. Des centres comme le CSER ou le CAPAS, chacun avec ses perspectives uniques, illustrent l'éventail d'approches nécessaires pour affronter les crises mondiales. Ensemble, ces institutions tissent un réseau de réflexions et d'actions, nous aidant à comprendre l'incertitude et à la traverser avec lucidité.

Cependant, certaines voix n'ont pas pu être suffisamment représentées durant ce séminaire. Par exemple, nous n'avons pas abordé le rôle des doctorants alors qu'ils contribuent activement au renouvellement des idées. De même, les laboratoires d'idées indépendants comme l'Institut Momentum et le Post-Carbon Institute mériteraient une attention particulière, car au-delà de leurs analyses pertinentes, ils proposent des alternatives concrètes aux scénarios dominants. Des organisations comme le décrié World Economic Forum (WEF) ou la Global Challenges Foundation présentent chaque année leur rapport sur les risques globaux et des recommandations sur leur gouvernance70. Il manque encore une institution internationale comparable au GIEC pour centraliser les connaissances et informer efficacement les décideurs. Sans elle, les réponses aux effondrements écologiques et sociaux, en cours et à venir, resteront fragmentés.

L'un des aspects les plus stimulants évoqués lors du séminaire concernant les *collapse studies* réside dans leur potentiel émancipateur. L'effondrement, étudié par l'archéologie ou les sciences sociales actuelles, se révèle non seulement comme catastrophe mais aussi comme source d'innovation. L'étude des sociétés disparues permet d'anticiper les capacités créatives que les crises futures pourraient susciter. Une sorte d'« archéologie du futur » en gestation. Dans cette optique, on pourrait imaginer la création d'« *incubateurs de collapse créatif* », des espaces dédiés où des effondrements contrôlés de certains systèmes serviraient à stimuler l'innovation sociale.

Enfin, au terme de ce séminaire, il apparaît clairement que ce champ connaît une évolution vers davantage de réflexivité et de méta-analyse. Les chercheurs dépassent le simple examen des faits pour interroger l'influence de leurs propres perceptions sur leurs travaux. Cette dynamique ouvre des perspectives nouvelles, permettant de combler certains angles morts et d'adopter des paradigmes plus nuancés, mieux adaptés à la complexité de notre époque. —

1 Associated Press, « July ends 13-month streak of global heat records, but experts warn against relief », The Guardian, 8 août 2024.

2 W.J. Ripple et al., « The 2023 state of the climate report: Entering uncharted territory », BioScience, vol. 73, n° 12, 2023, pp. 841-850 ;

3 W.J. Ripple et al., « The 2024 state of the climate report: Perilous times on planet Earth », BioScience, vol. 74, 2024, p. biae087.

4 Selon deux enquêtes indépendantes publiées en mai et en juin 2024. S. Wynes et al., « Perceptions of carbon dioxide emission reductions and future warming among climate experts », Communications Earth & Environment, vol. 5, art n° 498, 2024. ; D. Carrington, « World’s top climate scientists expect global heating to blast past 1.5C target », The Guardian, 8 mai 2024.

5 S. Rahmstorf, « Is the Atlantic Overturning Circulation Approaching a Tipping Point? », Oceanography, vol. 37, n° 3, 2024, pp. 16-29.

6 K. Richardson et al., « Earth beyond six of nine planetary boundaries », Science Advances, vol. 9, n° 37, 2023, p. Eadh2458. Plusieurs chercheurs proposent d'ailleurs l'ajout d'une dixième frontière : d'abord énergétique (M. Casazza et al., « The Tenth Planetary Boundary: To What Extent Energy Constraints Matter », Journal of Environmental Accounting and Management, vol. 4, n° 4, 2016, pp. 399-411), puis plus récemment la désoxygénation des océans (K.C. Rose et al., « Aquatic deoxygenation as a planetary boundary and key regulator of Earth system stability », Nature Ecology & Evolution, vol. 8, 2024, pp. 1400-1406.)

7 T. Homer-Dixon et al., « A Call for An International Research Program on the Risk of a Global Polycrisis », Cascade Institute, 16 décembre 2021.

8 **Seul le mot « collapse »** est inclus dans cette analyse des titres et des résumés des travaux à vocation scientifique. Les concepts connexes tels que « social breakdown », « ecological/ecosystem breakdown », « failed state », « cascading failure », « global catastrophic », « existential risks », etc... ne sont pas comptabilisés dans ces statistiques. Ces références font partie d'une base de données bibliographique plus large comptant près de 10 000 références sur les transformations sociétales majeures, consultable en ligne (open source) sur collapsologie.info. La compilation et l'analyse de ces publications sont actuellement réalisées manuellement.

9 D. Brozović, « Societal Collapse: A Literature Review », Futures, 2022, p. 103075.

10 Voir notamment G.S. Cumming et al., « Unifying Research on Social-Ecological Resilience and Collapse », Trends in Ecology & Evolution, vol. 32, n° 9, 2017, pp. 695-713.

11 D. Steel et al., « A Dynamic Collapse Concept for Climate Change », Environmental Values, vol. 3, n° 6, 2024, p. 09632719241255857.

12 G.D. Middleton, « Collapse Studies in Archaeology from 2012 to 2023 », Journal of Archaeological Research, 2024.

13 R. Jung et E. Kardamaki, 2022, cité par Middleton, op. cit.

14 R. Storey et G.R. Storey, 2016, cité par Middleton, op. cit.

15 J. Scott, 2017, cité par Cité par Middleton, op. cit.

16 D. Brozović, op. cit.

17 N.C. Laluk et J. Aguilar, « Archaeological Tropes That Perpetuate Colonialism », SAPIENS, 6 septembre 2023.

18 G.E. Shackelford et al., « Accumulating evidence using crowdsourcing and machine learning: A living bibliography about existential risk and global catastrophic risk », Futures, vol. 116, 2020, p. 102508.

19 G. Middleton, op. cit.

20 S. Roman, « Theories and Models: Understanding and Predicting Societal Collapse», in S. Beard et al. (éds.), The Era of Global Risk: An Introduction to Existential Risk Studies, Open Book Publishers, 2023.

21 S.C. Bankes, « Agent-based modeling: A revolution? », Proceedings of the National Academy of Sciences, vol. 99, 2002, pp. 7199-7200.

22J .A. Barceló et al. (éds.), Simulating Prehistoric and Ancient Worlds, Cham, Springer International Publishing, 2016 (Computational Social Sciences).

23 T.A. Kohler et al., « Simulating Ancient Societies », Scientific American, vol. 293, n° 1, 2005, pp. 76-83.

24 H. Kang et al., « The potential for cascading failures in the international trade network », PLOS ONE, vol. 19, n° 3, 2024, p. e0299833

25 S. Motesharrei et al., « Human and nature dynamics (HANDY): Modeling inequality and use of resources in the collapse or sustainability of societies », Ecological Economics, vol. 101, 2014, pp. 90-10.

26 **Le modèle HANDY** est devenu un terrain de jeu pour de nombreuses équipes qui l'ont testé de diverses manières. Voir N. Akhavan et al., « Population collapse in Elite-dominated societies: A differential equations model without differential equations », Applied Dynamical Systems, vol. 19, n° 3, 2020, pp. 1736-1757 ; T.A.K.A. Al-Khawaja, Mathematical Models, Analysis and Simulations of the Handy Model with Middle Class, Thesis in applied mathematical sciences, Oakland University, 2022 ; M. Badiale et al., « A HANDY-type model with non renewable resources », Nonlinear Analysis: Real World Applications, vol. 77, 2024, p. 104071. ; L. Patry et al., « Modeling the effects of natural disasters, wars, and migrations on sustainability or collapse of pre-industrial societies: Random perturbations of the Human and Nature Dynamics (HANDY) model », Preprint, Arxiv, 20 juillet 2024 ; M. Shillor et al., « Analysis and simulations of the HANDY model with social mobility, renewables and nonrenewables », Electronic Journal of Differential Equations, vol. 23, n° 1, 2023, p. 59 ; A. Tonnelier, « Sustainability or Societal Collapse: Dynamics and Bifurcations of the HANDY Model », SIAM Journal on Applied Dynamical Systems, vol 22, n° 3, 2023, pp. 1877-1905.

27 S. Roman et al., « Global history, the emergence of chaos and inducing sustainability in networks of socio-ecological systems », PLOS ONE, vol. 18, n° 11, 2023, p. e0293391.

28 R. Costanza et al., « Integrated global models », in Sustainability or Collapse? An integrated history and future of people on Earth, Cambridge, MA, MIT Press, 2007, pp. 417-446 (Dahlem Workshop Report 96).

29 U. Bardi et al., Limits and Beyond: 50 years on from The Limits to Growth, what did we learn and what’s next?, Exapt Press, 2022.

30 A. Nebel et al., « Recalibration of limits to growth: An update of the World3 model », Journal of Industrial Ecology, vol. 28, n° 1, 2023, pp. 87-99.

31 P. Turchin, « Toward Cliodynamics – an Analytical, Predictive Science of History », Cliodynamics, vol. 2, n° 1, 2011.

32 P. Turchin, End Times: Elites, Counter-Elites, and the Path of Political Disintegration, Penguin Press, 2023.

33 P. Turchin, « Political instability may be a contributor in the coming decade », Nature, vol. 463, n° 7281, 2010, pp. 608-608.

34 P. Turchin, « Editor’s Column: Launching the Journal », Cliodynamics, vol. 1, n° 1, 2010, pp. 1-2.

35 Voir par exemple L. An et al., « Editorial: Meeting Grand Challenges in Agent-Based Models », Journal of Artificial Societies and Social Simulation, vol. 23, n° 1, 2020, p. 13.

36 L'analyse repose sur un corpus de 66 ouvrages publiés entre 2020 et 2024. L'ensemble des références est disponible sur la base de donnéescollapsologie.info/fr/science (mot-clé : « BOOKS »). Les critères de sélection incluent : (1) publication par des auteurs académiques, principalement chez des éditeurs universitaires, avec quelques exceptions notables d'éditeurs grand public ; (2) publication en langue anglaise. L'analyse thématique a été réalisée de manière inductive, permettant l'émergence de cinq tendances majeures, non mutuellement exclusives. Cette approche qualitative s'appuie sur l'exhaustivité présumée du corpus dans le champ étudié.

37 A.Y. Glikson, The Fatal Species: From Warlike Primates to Planetary Mass Extinction, Springer International Publishing, 2021.

38 A. Oliver-Smith et al. (éds.), The Angry Earth: Disaster in Anthropological Perspective, Routledge, 2020.

39 B. McGuire, Hothouse Earth: An Inhabitant's Guide, Icon Books, 2022.

40 C. Boukalas, Biosecurity, Economic Collapse, the State to Come: Political Power in the Pandemic and Beyond, Routledge, 2022.

41 D. Short et al. (éds.), The Genocide-Ecocide Nexus, Routledge, 2021.

42 T. Mulgan, Philosophy for an Ending World, Oxford University Press, 2024.

43 É.P. Torres, Human Extinction: A History of the Science and Ethics of Annihilation, Routledge, 2023.

44 D.C. Sepkoski, Catastrophic Thinking: Extinction and the Value of Diversity from Darwin to the Anthropocene, University of Chicago Press, 2020.

45 M. Rose, Theology for the End of the World, SCM Press, 2023.

46 J.W. Perkinson, Political Spirituality in the Face of Climate Collapse: Of Monsters, Megaliths, Mules, and Muck, Springer Nature Switzerland, 2024.

47 D. Short et al. (éds.), The Genocide-Ecocide Nexus, Routledge, 2021.

48 E. Darian-Smith, Global Burning: Rising Antidemocracy and the Climate Crisis, Stanford University Press, 2022.

49 J. Bendell, Breaking Together: a freedom-loving response to collapse, Good Works, 2023.

50 J. Anderson, Being a Therapist in a Time of Climate Breakdown, Routledge, 2024.

51 C. Ergas, Surviving Collapse: Building Community toward Radical Sustainability, Oxford University Press, 2021.

52 Voir par exemple N. Boers, « Observation-based early-warning signals for a collapse of the Atlantic Meridional Overturning Circulation », Nature Climate Change, vol. 11, n° 8, 2021, pp. 680-688 ; P. Ditlevsen et al., « Warning of a forthcoming collapse of the Atlantic meridional overturning circulation », Nature Communications, vol. 14, n° 1, 2023, p. 4254 ; S. Rahmstorf, « Is the Atlantic Overturning Circulation approaching a tipping point? », in EGU General Assembly Conference Abstracts, 2024, p. 22395.

53 Voir T.M. Lenton et al., « The Global Tipping Points Report 2023 », University of Exeter, 2023.

54 https://risk.princeton.edu/

55 https://cascadeinstitute.org/

56 M.A. Centeno et al., « The Emergence of Global Systemic Risk », Annual Review of Sociology, vol. 41, n° 1, 2015, pp. 65-85.

57 M.A. Centeno et al., « A Delusion of Control: Loss of Agency in Modern Complex Systems », Global Perspectives, vol. 5, n° 1, 2024, p. 117309.

58 T. Homer-Dixon et al., « A Call for An International Research Program on the Risk of a Global Polycrisis », Cascade Institute, 2021.

59 M. Lawrence et al., « Global Polycrisis: The causal mechanisms of crisis entanglement », Global Sustainability, vol. 7, n° 6, 2024.

60 La publication de Kemp et ses collègues a suscité de nombreuses réactions. Voir L. Kemp et al., « Reply to Ruhl and Craig: Assessing and governing extreme climate risks needs to be legitimate and democratic », « Reply to Bhowmik et al.: Democratic climate action and studying extreme climate risks are not in tension », « Reply to Burgess et al: Catastrophic climate risks are neglected, plausible, and safe to study », « Reply to Kelman: The foundations for studying catastrophic climate risks », Proceedings of the National Academy of Sciences, vol. 119, n° 42, 45, 49, 2022.

61 L. Kemp et al., « Climate Endgame: Exploring catastrophic climate change scenarios », Proceedings of the National Academy of Sciences, vol. 119, n° 34, 2022, p. e2108146119.

62 J.P.L. Davidson and L. Kemp, « Climate catastrophe: The value of envisioning the worst-case scenarios of climate change », WIREs Climate Change, vol. 15, n° 2, 2024, p. e871.

63 D. Zimmer et al., Intersections, Reinforcements, Cascades: Proceedings of the 2023 Stanford Existential Risks Conference, Stanford Digital Repository, 2023.

64 R.D. Bressler et al., « The International Panel on Global Catastrophic Risks (IPGCR) », in D. Zimmer et al. (Eds), Op. Cit., 2023, p. 233-247.

65 https://seri.stanford.edu/

66 J.-P. Rivera et al., « Escalation Risks from Language Models in Military and Diplomatic Decision-Making », in Proceedings of the 2024 ACM Conference on Fairness, Accountability, and Transparency, Association for Computing Machinery, 5 juin 2024, pp. 836-898 (FAccT ’24).

67 https://www.capas.uni-heidelberg.de/en

68 https://heiup.uni-heidelberg.de/journals/apocalyptica/index

69 https://www.capas.uni-heidelberg.de/en/outreach/stay-updated

70 The Global Risks Report 2024, 19th Edition, World Economic Forum, 2024 ; Global Catastrophic Risks 2024: Managing risks through collective action, The Global Challenges Foundation, 2024.

▲ RETOUR ▲

.Prévisions sur l'énergie et l'économie pour 2025

par Gail Tverberg Posté le 5 janvier 2025

À l'aube de l'année 2025, la question cruciale à laquelle nous sommes confrontés est celle du **pic de pétrole brut par rapport à la population.** La consommation de pétrole brut est passée de 0,46 gallon par personne, ce qui était assez courant avant la pandémie, à près de 0,42 gallon par personne récemment (figure 1).

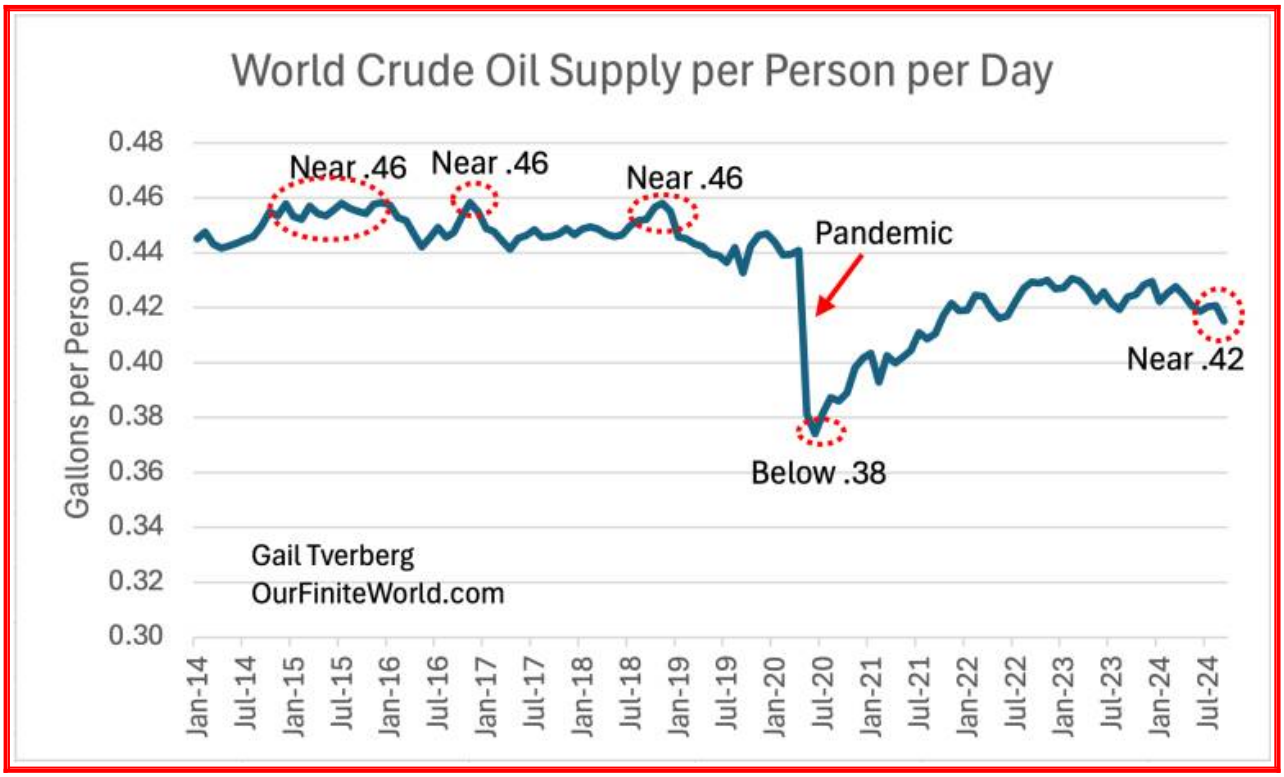


Figure 1. *Production mondiale de pétrole brut par personne, d'après les données de l'US EIA. Données jusqu'en septembre 2024.*

Les gens se font une fausse idée de la façon dont on peut s'attendre à ce que le pic pétrolier mondial se comporte. L'économie mondiale a continué à croître, mais elle commence maintenant à se contracter en raison d'une offre insuffisante de pétrole brut. En fait, il ne s'agit pas seulement d'une offre insuffisante de pétrole brut, mais aussi d'une offre insuffisante de charbon (par personne) et d'une offre insuffisante d'uranium.

Nous savons que lorsqu'un bateau change de direction, cela provoque des turbulences dans l'eau. Cela ressemble aux problèmes que nous observons actuellement dans l'économie mondiale. La physique veut que la taille de l'économie diminue pour correspondre à ses ressources énergétiques, mais aucun pays ne veut participer à cette diminution. Cela conduit indirectement à des changements majeurs dans les dirigeants élus et à un intérêt accru pour les comportements guerriers. Curieusement, cette situation semble également entraîner une hausse des taux d'intérêt à long terme.

Dans ce billet, je partage quelques réflexions sur ce qui pourrait nous attendre en 2025, à la lumière de l'insuffisance cachée de l'approvisionnement énergétique mondial. Je prévois de fortes turbulences, mais pas un effondrement total. Les marchés boursiers auront tendance à se porter mal, les taux d'intérêt resteront élevés, les prix du pétrole et des autres sources d'énergie se maintiendront à leur niveau actuel ou baisseront.

[1] Je pense qu'en 2025, la tendance générale sera à la récession mondiale.

Avec moins de pétrole (et de charbon et d'uranium) par rapport à la population, on peut s'attendre à ce que le monde produise moins de biens et de services par personne. D'une certaine manière, les gens s'appauvriront. Par exemple, moins de personnes pourront s'offrir de nouvelles voitures ou de nouvelles maisons.

Cette tendance à la baisse du pouvoir d'achat tend à se concentrer dans certains groupes tels que les jeunes, les agriculteurs et les immigrants récents. Par conséquent, les personnes plus âgées qui sont aisées ou solidement établies peuvent être en mesure d'ignorer en grande partie ce problème.

Bien que l'évolution vers un monde plus pauvre ait été partiellement cachée, elle a joué un rôle important dans le retour au pouvoir de Donald Trump. D'autres pays connaissent également des changements majeurs en matière de leadership, car une part croissante des citoyens est mécontente de la situation actuelle.

[2] De nombreux gouvernements tenteront de dissimuler les tendances à la récession en émettant davantage de dette pour stimuler leur économie.

Dans le passé, l'augmentation de la dette s'est avérée être un moyen efficace de stimuler l'économie mondiale parce que les approvisionnements en énergie soutenant l'économie mondiale n'étaient pas sérieusement limités. Il était possible d'ajouter de nouvelles sources d'énergie à peu de frais. La combinaison de nouvelles sources d'énergie peu coûteuses et d'une « demande » supplémentaire (fournie par l'endettement supplémentaire) a permis d'augmenter la quantité totale de biens et de services produits. Lorsque les approvisionnements en énergie ont commencé à être sérieusement limités (vers 2023), cette technique a commencé à fonctionner beaucoup moins bien. Si la production d'énergie est limitée, **l'impact probable de l'augmentation de la dette sera une augmentation de l'inflation.**

Le problème est que si l'augmentation de la dette publique n'ajoute pas réellement de l'énergie bon marché, elle créera plutôt plus de pouvoir d'achat par rapport au même nombre, ou à un plus petit nombre, de produits finis et de services disponibles. Je pense qu'en 2025, nous nous dirigeons vers une situation où l'augmentation de la dette publique conduira principalement à l'inflation du coût des produits finis et des services.

[3] Les prix de l'énergie resteront probablement trop bas pour que les producteurs de combustibles fossiles et d'uranium puissent augmenter leurs investissements.

La récession et les prix bas ont tendance à aller de pair. Bien qu'il puisse y avoir des pics occasionnels dans les prix du pétrole et d'autres sources d'énergie, 2025 devrait apporter des prix du pétrole et d'autres sources d'énergie qui ne sont, en moyenne, pas plus élevés que ceux de 2024, corrigés de l'augmentation globale des prix due à l'inflation. Avec des prix généralement bas, les producteurs réduiront leurs nouveaux investissements. Cela entraînera une nouvelle baisse de la production.

[4] Je m'attends à ce que de nombreux produits liés à l'énergie soient surabondants en 2025.

Les excédents sont liés à la récession et aux prix bas pour les producteurs. Le problème sous-jacent est qu'une grande partie de la population trouve que les produits finis, fabriqués avec des produits énergétiques et des investissements aux taux d'intérêt actuels, sont trop chers à acheter.

Même les agriculteurs sont touchés par la faiblesse des prix, comme ils l'étaient à l'époque de la Grande Dépression. Nous pouvons considérer la nourriture comme un produit énergétique qui est consommé par les gens. Les agriculteurs constatent que leur retour sur investissement est trop faible et que leurs salaires implicites sont bas. Le faible revenu des agriculteurs du monde entier se répercute sur le système sous la forme d'un faible pouvoir d'achat pour les nouveaux équipements agricoles et pour l'achat de biens et de services en général.

En 2025, je prévois une surabondance de pétrole brut en raison du manque de pouvoir d'achat de nombreux pauvres dans le monde. Mes prévisions sont similaires à celles de l'AIE qui prévoit une offre excédentaire de pétrole en 2025. Par ailleurs, un article paru en décembre 2024 dans mining.com indique qu'« une surabondance de charbon en Chine devrait faire chuter les prix encore plus bas ».

Même les éoliennes et les panneaux solaires peuvent atteindre un point de surproduction. Selon un article, le nombre de constructeurs chinois de panneaux solaires semble être beaucoup trop élevé par rapport à la demande

mondiale, ce qui pourrait entraîner une rupture. À mesure que la part de l'énergie éolienne et solaire ajoutée au réseau électrique augmente, la fréquence des paiements faibles ou négatifs pour l'électricité en gros s'accroît. Cela rend problématique l'ajout de nouvelles éoliennes et de nouveaux panneaux solaires, après un certain temps. Nous ne disposons pas encore d'un moyen rentable de stocker l'électricité intermittente pendant des mois. Cela semble expliquer en partie pourquoi il n'y a pas eu récemment de soumissionnaires pour produire davantage d'énergie éolienne en mer au Danemark.

[5] Je m'attends à ce que les taux d'intérêt à long terme restent élevés. Ce sera un problème pour les nouveaux investissements de toutes sortes et pour les emprunts d'État.

Dans la section 2 de ce billet, j'ai tenté d'expliquer que l'impact du pic pétrolier sera probablement l'inflation. En effet, l'augmentation de la dette pour tenter de stimuler l'économie ne permet plus d'extraire du sol des produits énergétiques bon marché supplémentaires. Au lieu d'obtenir autant de produits finis et de services que prévu, la dette supplémentaire tend à produire de l'inflation.

Je pense que nous atteignons un stade d'épuisement des combustibles fossiles où il devient de plus en plus difficile d'augmenter la production, même avec des investissements supplémentaires. En raison de la dette supplémentaire ajoutée pour tenter de contourner l'épuisement, on peut s'attendre à une inflation du prix des produits finis et des services. Les investisseurs commencent à considérer l'inflation à long terme comme un problème probable. Ils commencent donc à exiger des taux d'intérêt à long terme plus élevés pour compenser la baisse attendue du pouvoir d'achat.

Figure 2. *Taux d'intérêt sur les titres du Trésor américain à 10 ans, dans un graphique de la Réserve fédérale de Saint-Louis. Les données vont jusqu'au 30 décembre 2024.*

La figure 2 montre que les taux d'intérêt américains à long terme ont beaucoup varié. Une période de baisse générale des taux d'intérêt à long terme a été observée de 1981 à 2020. À partir de la fin de l'année 2020, les taux d'intérêt ont commencé à augmenter ; en 2023 et 2024, ils se situaient dans une fourchette de 4 à 5 %. Ces taux relativement élevés s'expliquent par le fait que les prêteurs exigent des taux d'intérêt à long terme plus élevés en réponse à la hausse des taux d'inflation.

En raison des pressions inflationnistes, je m'attends à ce que les taux d'intérêt à long terme tendent à rester au niveau élevé d'aujourd'hui en 2025 ; ils pourraient même augmenter davantage. Le maintien de ces taux d'intérêt élevés posera un problème à de nombreuses familles désireuses d'acheter un logement, car les taux d'intérêt hypothécaires américains augmentent et diminuent avec les taux d'intérêt américains à 10 ans. Souvent, les familles sont confrontées à la fois à des prix immobiliers élevés et à des taux d'intérêt élevés. Cette combinaison fait des coûts hypothécaires un problème pour de nombreuses familles.

Les gouvernements sont également touchés. Ils ont tendance à détenir de grandes quantités de dettes qu'ils ont accumulées sur une période de plusieurs années. Jusqu'en 2020, une grande partie de cette dette cumulée était souvent assortie d'un taux d'intérêt très bas. Avec l'augmentation de la dette à long terme à des taux d'intérêt plus élevés, les paiements annuels d'intérêts ont tendance à augmenter rapidement. Cela peut entraîner la nécessité d'augmenter les impôts. Le Japon, en particulier, serait affecté par des taux d'intérêt plus élevés en raison du niveau élevé de sa dette publique par rapport au PIB.

La hausse des taux d'intérêt entraînera également une augmentation des coûts pour les citoyens qui tentent de financer l'achat d'un logement et pour les investisseurs qui souhaitent construire des éoliennes ou des panneaux solaires. En fait, les investissements dans tout type d'usine, de pipeline ou de transmission d'électricité tendront à devenir plus coûteux.

D'une certaine manière, il semble que le problème du pic pétrolier se déplace d'une façon qui affecte les taux d'intérêt et l'économie en général. La hausse des taux d'intérêt ou des prix du pétrole aura tendance à pousser l'économie vers la récession. Nous avons tendance à attendre de la hausse des prix qu'elle signale un problème d'approvisionnement en pétrole, mais cela ne fonctionne peut-être que lorsque la demande est excessive. Si le problème réside réellement dans une offre insuffisante de pétrole, peut-être devrions-nous plutôt rechercher des taux d'intérêt à long terme plus élevés.

[6] Dans le monde entier, l'industrie risque d'être particulièrement touchée par les tendances à la récession.

L'industrie a besoin d'investissements. Des taux d'intérêt plus élevés rendent les nouveaux investissements industriels plus coûteux. L'industrie est également une grande consommatrice de produits énergétiques. Compte tenu de ces observations, il ne faut pas s'étonner que les nouveaux investissements industriels soient l'un des premiers à être réduits en raison du pic pétrolier.

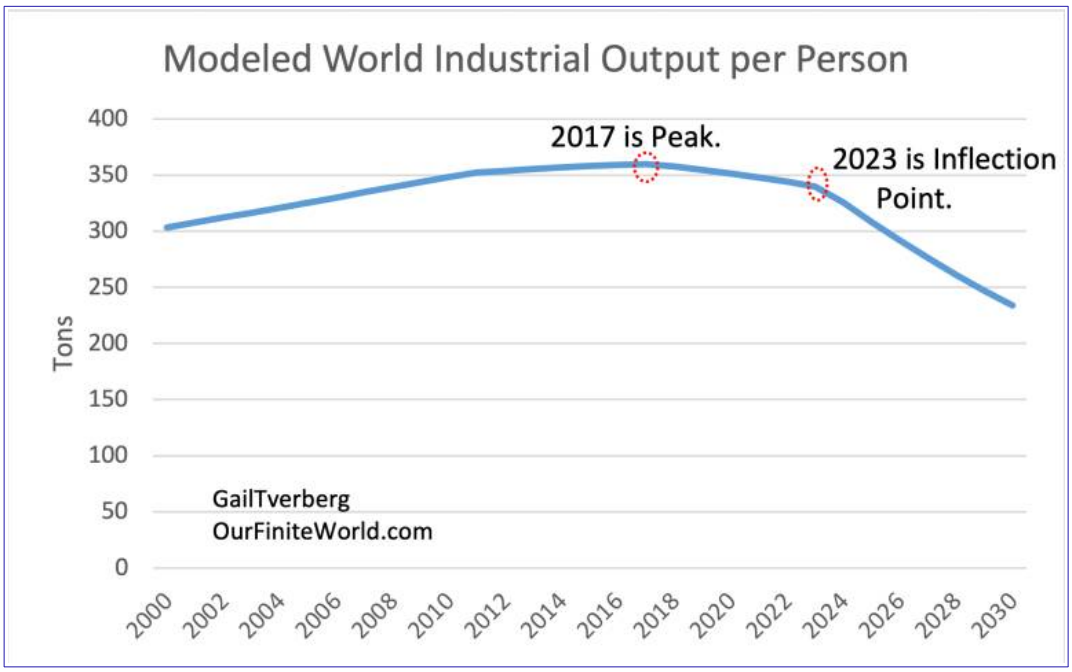


Figure 3. *Production industrielle mondiale attendue, d'après les calculs que j'ai effectués en utilisant les prévisions de production industrielle et de population à partir des données de production détaillées fournies avec l'article Recalibration of limits to growth : An update of the World3 model » par Arjuna Nebel et al.*

L'analyse originale des limites de la croissance de 1972, dans son modèle de base, suggérait que les ressources commenceraient à manquer à peu près maintenant. Les variables de ce modèle ont été récemment recalibrées dans

l'article « Recalibration of limits to growth : An update of the World3 model ». Sur la base des données détaillées fournies dans les notes de fin d'article, j'ai calculé l'industrialisation attendue par habitant présentée dans la figure 3.

Sur la base de la figure 3, ce modèle montre que l'industrialisation par personne a atteint un pic en 2017. Le pic d'industrialisation (total, pas par habitant) a été atteint en 2018, ce qui coïncide avec le pic d'extraction de pétrole brut (pas par habitant).

Le modèle semble suggérer qu'après un point d'inflexion en 2023 (c'est-à-dire en 2024 et après), **l'industrialisation commencera à chuter plus fortement**. Le modèle indique une diminution de la production par habitant de 4,1 % en 2024 et de 5,3 % en 2025. De telles baisses pousseraient l'économie mondiale vers la récession.

Le modèle suggère que les gens, en moyenne, s'appauvrissent en termes de quantité de biens et de services qu'ils peuvent se permettre d'acheter. Les voitures, les motos et les maisons neuves deviennent moins abordables. Les pays fortement industrialisés, tels que la Chine, la Corée du Sud et l'Allemagne, devraient être particulièrement touchés par les vents contraires à l'industrialisation. Je m'attends à ce que les problèmes économiques de ces pays perdurent et s'aggravent probablement en 2025.

[7] Les États-Unis ont tenté de s'isoler de cette récession quasi mondiale. Je pense qu'en 2025, les États-Unis entreront eux aussi de plus en plus en récession.

Il y a plusieurs raisons à cela :

(a) Les États-Unis dépendent fortement des importations de matières premières. La Chine restreint les exportations de minéraux essentiels utilisés par les États-Unis. Il sera donc très difficile, voire impossible, d'accélérer le développement des industries de haute technologie comme prévu.

(b) Les États-Unis dépendent fortement de la Russie pour l'approvisionnement en uranium enrichi. Tout plan visant à augmenter la production d'électricité nucléaire doit tenir compte de l'origine de l'uranium qui alimentera ces centrales. Il doit également tenir compte de la manière dont cet uranium sera enrichi pour atteindre la concentration requise d'uranium 235.

(c) Si les États-Unis parviennent à augmenter leur production de pétrole brut et de gaz naturel, ils pourront peut-être contrer la tendance à la récession américaine et mondiale. Malheureusement, l'offre récente de pétrole américain n'a pas augmenté ; au contraire, sa production est restée relativement stable. La production de gaz naturel est en fait en baisse depuis février 2024. Des plans ont été élaborés pour augmenter rapidement les exportations américaines de gaz naturel liquéfié (GNL), mais ces plans ne peuvent pas fonctionner si l'offre de gaz naturel américain diminue déjà.

(d) Le gouvernement américain a bénéficié d'un avantage en matière d'emprunt, car le dollar américain est la monnaie de réserve mondiale. À ce titre, les États-Unis sont, en quelque sorte, le premier emprunteur, entraînant le reste du monde dans son sillage. En augmentant leurs taux d'intérêt à court terme par rapport à ceux de nombreux autres pays, les États-Unis ont pu échapper en grande partie à la récession en 2023 et 2024. Ces taux d'intérêt plus élevés ont attiré des investissements supplémentaires aux États-Unis. Mais les États-Unis ne peuvent pas suivre cette stratégie indéfiniment. D'une part, un dollar américain élevé handicape les exportations. D'autre part, les coûts d'intérêt sur la dette publique deviennent lourds.

(e) Donald Trump a l'intention de fermer les secteurs inefficaces de l'administration. Ces changements, s'ils sont mis en œuvre, réduiront la « demande » au sein de l'économie, car les travailleurs de ces secteurs perdront leur emploi. À long terme, ces changements pourraient être bénéfiques, mais à court terme, ils risquent d'entraîner une récession.

(f) Il est difficile pour les États-Unis de faire beaucoup mieux que le reste du monde. Si le reste du monde est en récession, les États-Unis auront tendance à se diriger également dans cette direction.

[8] Je m'attends à davantage de conflits en 2025, mais les guerres d'aujourd'hui ne ressembleront pas beaucoup à la Première ou à la Seconde Guerre mondiale.

Aujourd'hui, peu de pays sont en mesure de construire d'immenses flottes d'avions de combat. Même la construction de drones et de bombes semble nécessiter des lignes d'approvisionnement qui s'étendent à travers le monde. Les guerres sont donc menées par des moyens non militaires, tels que les sanctions et les droits de douane.

Je m'attends à ce que cette tendance à l'abandon des conflits militaires directs se poursuive, et à ce que des approches plus novatrices telles que l'interférence sur l'internet et les dommages furtifs aux infrastructures prennent le relais.

Je ne m'attends pas à ce que des bombes nucléaires soient utilisées, même en cas de conflit direct entre des adversaires puissants. D'une part, l'uranium contenu dans ces bombes est nécessaire à d'autres fins. D'autre part, le risque de représailles est trop élevé.

[9] Je m'attends à ce que de nombreux types de gains en capital soient faibles en 2025.

La situation à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui est à l'opposé de la baisse des taux d'intérêt à long terme observée entre 1981 et 2020, dans la figure (2) ci-dessus. Cette baisse historique des taux d'intérêt a permis aux entreprises de financer plus facilement de nouveaux investissements. Elle a également permis aux particuliers de s'offrir davantage de maisons et de voitures. Il n'est donc pas surprenant que cette période ait été marquée par une hausse des cours boursiers, en particulier aux États-Unis.

Le problème économique mondial est qu'il n'a plus le vent arrière de la baisse des taux d'intérêt à long terme. Au contraire, la hausse des taux d'intérêt à long terme devient un vent contraire. Les prix de l'immobilier sont inabordables pour la plupart des acheteurs potentiels aux taux d'intérêt actuels. Un problème similaire se pose pour ceux qui espèrent acheter des équipements et des terres agricoles aux prix et aux taux d'intérêt élevés d'aujourd'hui.

Nous ne devrions pas être surpris si les prix des logements et des exploitations agricoles se stabilisent et commencent à baisser. Les prix des actions sont susceptibles de rencontrer des vents contraires similaires. Les prix des investissements dans les produits dérivés pourraient même être plus mauvais que les actions elles-mêmes.

Récemment, une grande partie de la force du marché américain s'est concentrée sur quelques actions. Pour que cela change, il faudrait que l'intelligence artificielle (IA) profite très rapidement à l'ensemble du marché boursier. Je ne peux pas imaginer que cela se produise. Les États-Unis s'enfonçant dans la récession, je m'attends à ce que le marché boursier américain atteigne au mieux un plateau en 2025.

[10] Avec moins d'énergie disponible et des taux d'intérêt plus élevés sur la dette publique, je m'attends à voir de plus en plus d'organisations gouvernementales se dissoudre.

Il faut de l'énergie, directement et indirectement, pour faire fonctionner n'importe quel type d'organisation gouvernementale. L'élimination des organisations gouvernementales est un moyen d'économiser de l'énergie. C'est ce qui s'est passé lorsque le gouvernement central de l'Union soviétique s'est effondré en 1991. Je pense que des changements parallèles pourraient commencer à se produire dans les prochaines années, dans de nombreuses régions du monde.

À un moment donné, peut-être dès 2025, l'Union européenne pourrait s'effondrer. Si les choses vont mal pour de nombreux pays membres, ils seront moins enclins à soutenir l'Union européenne avec leurs recettes fiscales. L'OTAN et l'Organisation mondiale du commerce sont d'autres organisations qui semblent en péril.

D'une certaine manière, une telle réduction serait parallèle au plan de Trump visant à éliminer les organisations gouvernementales inutiles aux États-Unis. Toutes ces organisations consomment de l'énergie ; la réduction de leur nombre permettrait de diminuer la consommation de pétrole brut et d'autres sources d'énergie.

[11] Il est possible que l'économie mondiale finisse par sortir de sa tendance apparente à la récession, mais je crains que cela ne se produise bien après 2025.

Nous savons que l'économie mondiale a tendance à fonctionner par cycles. Nous aimerions croire que l'apparent cycle baissier actuel n'est que temporaire, mais nous ne pouvons pas en être sûrs. La physique nous dit que nous avons besoin d'un approvisionnement énergétique adéquat pour toute action contribuant au PIB. Une pénurie d'énergie est donc très préoccupante.

Nous savons également que les approches actuelles sont très inefficaces. Par exemple, l'extraction du pétrole laisse une grande partie de la ressource en place. En théorie, l'IA pourrait améliorer considérablement les techniques d'extraction.

Nous savons également que **la consommation d'uranium est terriblement inefficace.** M. King Hubbert pensait que l'énergie nucléaire utilisant l'uranium avait un potentiel extraordinaire, mais la majeure partie de ce potentiel reste inexploitée. L'IA pourrait peut-être aider à cet égard également. À défaut, le recyclage du combustible usé pourrait peut-être être rendu moins coûteux et moins problématique.

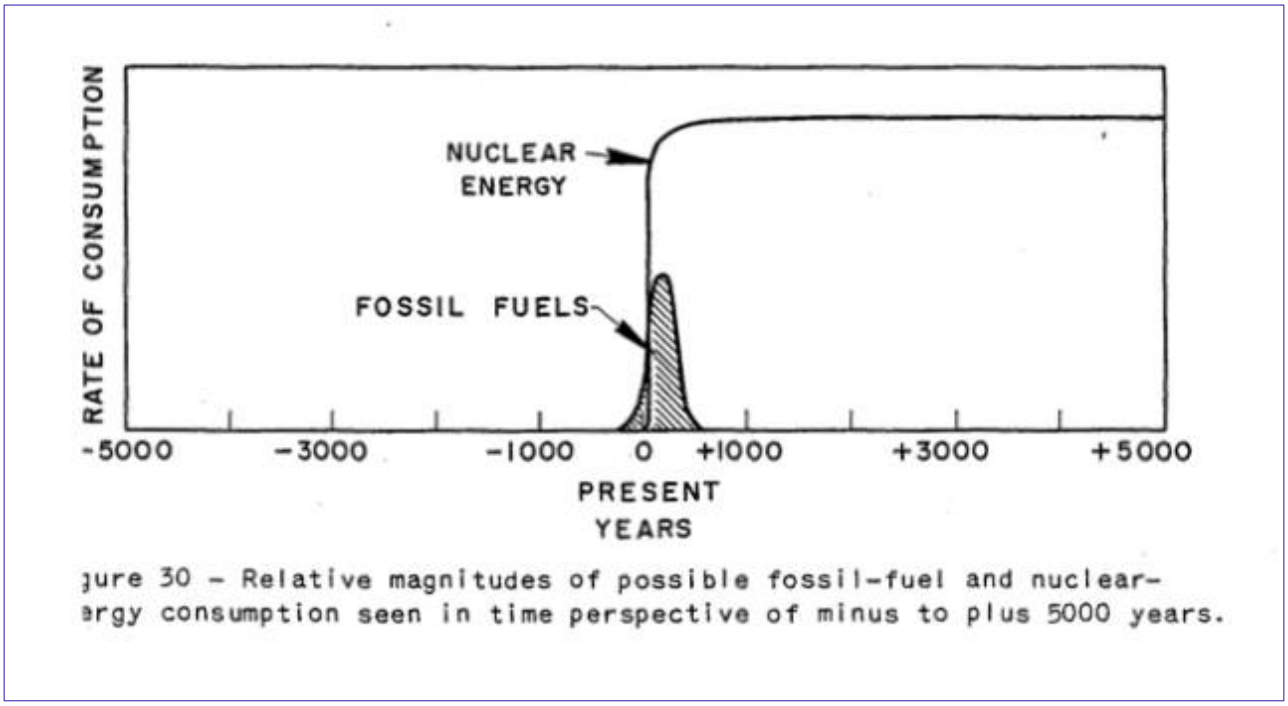


Figure 4. *Figure tirée de l'article de Hubbert de 1956, Nuclear Energy and the Fossil Fuels (L'énergie nucléaire et les combustibles fossiles).*

Nous ne pouvons pas savoir ce qui nous attend. Il se peut qu'il y ait une fin « religieuse » à notre situation actuelle que nous écartons et qui est en fait la « bonne histoire ». Il se peut aussi qu'il existe une solution « technofix » qui nous permette d'éviter l'effondrement ou la catastrophe. Mais pour l'instant, la façon dont le cycle baissier actuel se terminera reste une source d'inquiétude majeure.

▲ RETOUR ▲

La réalité de notre « transition énergétique

À nos risques et périls, il n'y a pas eu de révolution verte. Il n'y a eu qu'une addition verte à l'augmentation de l'utilisation des combustibles fossiles.

Andrew Nikiforuk 2 janv. 2025 Le Tyee

Andrew Nikiforuk est un journaliste primé dont les livres et les articles portent sur les épidémies, l'industrie de l'énergie, la nature et bien d'autres sujets.

L'historien français de l'énergie Jean-Baptiste Fressoz qualifie les promesses d'une transition énergétique verte de « manœuvre dilatoire » contre la « diminution de la consommation d'énergie ».

La « transition énergétique » tant vantée, qui promettait un grand bond en avant des combustibles fossiles vers les énergies renouvelables, ainsi qu'une corne d'abondance de technologies, est aujourd'hui aux prises avec l'histoire et la complexité. Quelques faits en témoignent.

Malgré tous les discours sur la « décarbonisation », la production mondiale de charbon a atteint un niveau record en 2023. Le plus sale des combustibles représente 26 % de la consommation totale d'énergie dans le monde. Et malgré toutes les promesses de révolution verte, le pétrole, le gaz et le charbon représentent toujours 82 % du bouquet énergétique mondial.

Entre-temps, les émissions de gaz à effet de serre ont atteint un nouveau sommet en 2023. La concentration de dioxyde de carbone dans l'atmosphère a augmenté de 11,4 % en 20 ans seulement.

Dans le même temps, l'explosion de l'IA et des centres de données est en concurrence avec de nouvelles sources d'électricité provenant des énergies renouvelables, du méthane et de l'énergie nucléaire. Cette demande, selon certains experts, créera une « demande insatiable d'électricité qui dépassera la capacité des fournisseurs de services publics à accroître leur capacité suffisamment rapidement ».

Si nous ne faisons pas face à ces faits et si nous ne changeons pas radicalement notre façon de nous comporter et de consommer l'énergie, nous livrons la civilisation humaine aux aléas d'une crise climatique prolongée et à la perspective d'un effondrement. Étant donné qu'une solution technique ne suffira pas à réduire les émissions, n'est-il pas temps de s'interroger sur le type de transitions politiques, comportementales, démographiques et économiques que les sociétés doivent envisager pour se préparer à la fois au chaos climatique et aux limites de la consommation d'énergie ?

Certains experts lucides nous exhortent à repenser notre réponse au changement climatique, sous peine de calamité.

C'est le cas de l'historien français Jean-Baptiste Fressoz, qui n'est pas surpris par notre incapacité apparente à remplacer et à soustraire les combustibles fossiles par des énergies renouvelables qui nécessitent des combustibles fossiles pour leur construction.

Une mauvaise approche

Une transition vers l'énergie verte à l'échelle promise par les courtiers du pouvoir mondial ne se produira tout simplement pas, affirme Fressoz dans son nouveau livre More and More and More : An All-Consuming History of Energy. En fait, il refuse d'approuver l'expression « transition énergétique verte », qu'il qualifie d'illusion et de « tactique dilatoire qui détourne l'attention de questions telles que la diminution de la consommation d'énergie ».

Dans deux entretiens récents, l'un avec le défenseur du nucléaire Chris Keefer sur le podcast Decouple et l'autre publié sur le site Resilience, Fressoz a exposé son raisonnement ainsi que l'histoire surprenante de notre consommation d'énergie.

Le problème, explique Fressoz, c'est que les humains ne passent pas d'une source d'énergie à l'autre comme des marionnettes. Ils ne passent pas non plus, comme une armée de robots, de la biomasse au charbon, au pétrole et aux énergies renouvelables.

Les sociétés évolutives à forte consommation d'énergie intègrent leurs anciennes dépendances énergétiques dans de nouvelles afin de résoudre davantage de problèmes. Par conséquent, elles consomment davantage d'énergie, quelle qu'elle soit.

La transition n'est tout simplement pas « la bonne façon de présenter les choses », déclare M. Fressoz. Il a une autre expression pour décrire notre état énergétique dynamique. Il l'appelle « expansion symbiotique ».

L'idée de base est que la société technologique exploite différentes formes d'énergie pour accélérer les flux de biens matériels. Ce faisant, la société ajoute plus de sources d'énergie qu'elle n'en soustrait.

Cette histoire suggère que l'adoption de technologies à forte intensité matérielle et énergétique, telles que le captage et le stockage du carbone ou les véhicules électriques, pour lutter contre le changement climatique ne permettra pas d'atteindre l'objectif de zéro carbone net d'ici 2050, et que seule une réduction radicale de la consommation d'énergie et de matériaux pourrait faire la différence.

Les fausses histoires du passé en matière d'énergie

La plupart des écoliers et même quelques étudiants ont entendu l'histoire selon laquelle l'utilisation croissante du charbon a réduit la demande de bois (biomasse) pour le chauffage et a ainsi sauvé les forêts. En effet, la biomasse a fourni 98 % de l'énergie utilisée par les humains avant 1800, mais cette histoire est profondément incomplète.

L'avènement des fours à charbon et des machines à vapeur alimentées au charbon n'a pas préservé les forêts, affirme M. Fressoz. Elle a simplement repositionné la consommation de bois dans l'économie.

La demande de charbon augmentant, les pays ont construit davantage de mines de charbon. Et toutes ces nouvelles mines avaient besoin de bois pour empêcher les toits et les murs de s'effondrer. Voici un fait étonnant : Fressoz calcule que les mines de charbon ont en fait utilisé plus de bois pour soutenir les toits au XIXe siècle que l'Angleterre n'en a brûlé au XVIIIe siècle.

« Oubliez l'histoire selon laquelle le charbon a remplacé le bois. Ce n'est pas ce qui s'est passé.

Ajoutez maintenant l'impact des trains à vapeur et la nécessité de multiplier les voies ferrées, ce qui a entraîné la consommation de 20 millions de mètres cubes de bois pour les traverses de chemin de fer aux États-Unis. Cela équivaut à 10 % de la production américaine de bois dans les années 1800.

« C'est l'enchevêtrement du charbon et du bois qui est à l'origine de la révolution industrielle.

La part du bois dans l'énergie primaire mondiale est passée de 11 % en 1960 à 4 % aujourd'hui. Mais la consommation de bois a atteint un niveau record (quatre milliards de mètres cubes en 2022) grâce aux tronçonneuses et aux abatteuses-empileuses alimentées par le pétrole.

« *Les matières premières et l'énergie ne sont pas à la mode* », note M. Fressoz.

Il en va de même pour le pétrole. Il n'a pas remplacé le charbon mais lui a trouvé de nouvelles utilisations. En effet, chaque tonne de pétrole nécessitait 2,5 tonnes de charbon pour être extraite. Le charbon a permis de fabriquer l'acier pour les tuyaux, les camions et les puits nécessaires à l'extraction du pétrole.

« Au lieu d'une transition, nous avons l'histoire d'une expansion symbiotique des énergies.

Entre-temps, l'industrie pétrolière aime raconter que ses produits à base de kérosène ont contribué à sauver les baleines de l'extermination en éliminant la demande d'huile de baleine pour l'éclairage.

Mais le pétrole n'a pas du tout supprimé le commerce des baleines. Il a trouvé de nouvelles utilisations pour les baleines (des corsets aux lubrifiants) et a en fait accéléré le massacre des baleines grâce aux navires alimentés par des combustibles fossiles qui pouvaient capturer plus de baleines et des baleines plus grosses plus rapidement. Comme le souligne Fressoz, trois fois plus de baleines ont été massacrées au 20e siècle qu'au 19e siècle.

« La transition énergétique est un slogan mais pas un concept scientifique », explique Fressoz. « Elle tire sa légitimité d'une fausse représentation de l'histoire. Les révolutions industrielles ne sont certainement pas des transitions énergétiques, elles sont une expansion massive de toutes sortes de matières premières et de sources d'énergie ».

D'autres font écho à Fressoz

Fressoz n'est pas le premier à faire le constat dramatique que la foi dans une transition énergétique verte est déplacée parce qu'elle ignore la complexité de l'utilisation de l'énergie (et ses liens avec tout) ainsi que la difficulté de concevoir une civilisation plus simple qui consomme fondamentalement moins d'énergie.

Le géologue et ingénieur minier australien Simon Michaux a calculé le volume de métaux et de minéraux nécessaires pour remplacer environ 46 000 centrales électriques à base de combustibles fossiles par près de 800 000 centrales à base d'énergies renouvelables. Sa conclusion : il y aura de graves pénuries de matériaux et des goulets d'étranglement, au point que « la transition verte ne fonctionnera pas ». Il propose une refonte totale.

Vaclav Smil, le célèbre écologiste de l'énergie, s'est également inquiété de l'intensité matérielle des énergies renouvelables et de la demande insoutenable de matériaux supplémentaires.

Le sociologue américain Richard York a déclaré dans un article de 2018 que le terme « transition énergétique » est totalement trompeur et contre-productif, car l'histoire ne montre qu'un ajout constant de sources d'énergie au fil du temps. « Il est tout à fait inédit que ces ajouts provoquent un déclin durable de l'utilisation des sources d'énergie établies. »

M. York a averti que la production d'un plus grand nombre de sources d'énergie renouvelables, en raison de leur intensité matérielle et de leur faible densité énergétique, ne ferait qu'encourager une plus grande croissance de la consommation d'énergie.

Nate Hagens, l'un des plus grands critiques mondiaux en matière d'énergie, a fait des observations similaires dans son podcast « Great Simplification » et dans ses présentations.

Il note que l'énergie solaire et l'énergie éolienne connaissent effectivement une croissance rapide et représentent aujourd'hui 2,5 % de la consommation totale d'énergie. Le chiffre est probablement plus proche de 5,6 %, selon l'Energy Institute. Mais la production mondiale de combustibles fossiles a augmenté de 21 % au cours des 15 dernières années. « Jusqu'à présent, il n'y a pas eu de révolution verte, seulement une addition verte.

Pour illustrer son propos, M. Hagens fait remarquer que l'utilisation de la biomasse (excréments d'animaux et plantes) est aujourd'hui plus importante qu'elle ne l'était en 1850, avant l'avènement du pétrole. En fait, la consommation de biomasse a doublé depuis 1800. La transformation de la matière ligneuse en pellets (production d'électricité) et en emballages explique cette tendance morose.

En fait, environ 6 % de l'électricité produite en Colombie-Britannique chaque jour provient de la combustion de la biomasse. C'est plus que l'énergie éolienne ou les combustibles fossiles réunis.

Le géologue Peter Haff, aujourd'hui décédé, a tenu des propos similaires, mais dans une perspective différente. Il nous a exhortés à contempler notre enfermement dans une « technosphère » que nous avons construite nous-mêmes et qui agit comme un parasite sur la biosphère.

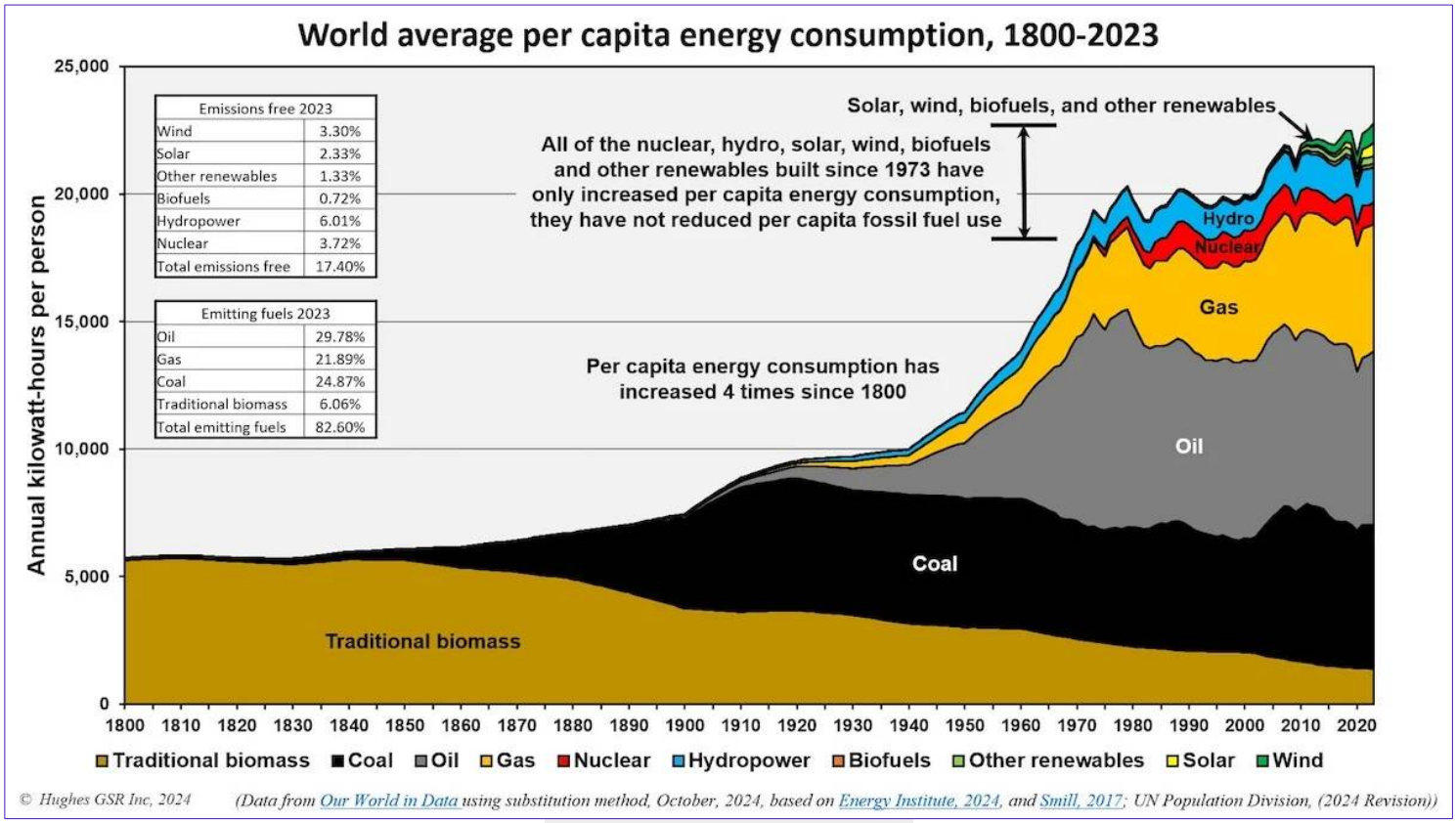
Haff explique que les humains ont utilisé les combustibles fossiles pour construire un monde technologique dépendant d'un approvisionnement constant et croissant en énergie qui s'approprie des rivières de matériaux pour construire la complexité. Haff décrit la technosphère comme un phénomène largement autonome dont les humains ne sont que de simples composants.

Par conséquent, Haff ne pense pas que la technosphère tolérera une soustraction de sources d'énergie. « Quel que soit l'avenir de certaines sources d'énergie renouvelables, les forces motrices sont déjà en place pour une transition vers des taux de consommation d'énergie plus importants, voire beaucoup plus importants, que le niveau de puissance actuel de l'utilisation des combustibles fossiles.

Le prix à payer pour s'accrocher aux illusions

L'analyste énergétique canadien David Hughes ajoute une autre perspective critique.

Il confirme sobrement que toutes les centrales nucléaires, hydroélectriques, solaires, éoliennes, les biocarburants et autres énergies renouvelables construites depuis 1973 n'ont fait qu'augmenter la consommation d'énergie par habitant et n'ont pas réduit la consommation de combustibles fossiles par habitant.



Graphique de David Hughes.

Mais il prévient qu'un changement radical est à venir, qu'il soit planifié ou non.

« J'aimerais nuancer la déclaration de Fressoz », m'a-t-il dit, en proposant ces révisions en caractères gras : « Il est peu probable qu'une transition énergétique se produise volontairement, mais elle se produira très certainement, car les combustibles fossiles sont limités.

Il note que l'industrie ne peut pas maintenir les taux d'extraction de pétrole actuels pendant plus d'une décennie en raison des taux d'épuisement et de l'augmentation des coûts énergétiques liés à la production de ressources de moins en moins bonnes, telles que le bitume et le pétrole fracturé.

Depuis des décennies, les économies mondiales consomment plus de combustibles fossiles qu'elles n'en découvrent, ajoute M. Hughes. En 2023, 10 barils de pétrole et de gaz ont été consommés pour chaque nouveau baril découvert, calcule le chercheur en énergie.
Les travaux de Fressoz et ceux de Hagens, Smil, Michaux et York soulèvent une autre question : D'où vient l'expression « transition énergétique » ? Fressoz apporte une réponse historique.

Il provient en fait des scientifiques atomistes des années 1950, préoccupés par l'épuisement des énergies fossiles et la surpopulation. Ils ont imaginé un futur utopique dans lequel l'énergie nucléaire pourrait produire de l'énergie sans fin et de l'eau dessalée, mais pas avant le 23e ou le 24e siècle. Le terme de « transition énergétique » est donc bien né chez les ingénieurs nucléaires qui imaginaient un monde entièrement propulsé par les surgénérateurs.

Fressoz pose ensuite une bonne question : « Comment se fait-il que cette futurologie très étrange soit devenue la futurologie dominante ? »

« Et il y a une sorte de scandale scientifique, je pense, à recycler une notion, la transition énergétique, qui était censée se produire en trois ou quatre siècles, et qui était motivée par l'augmentation du prix des combustibles fossiles... au changement climatique qui est un problème complètement différent » et qui doit être traité en trois ou quatre décennies.

Fressoz ne propose aucune solution utopique à notre situation énergétique difficile.

Il ne pense pas que l'on puisse rompre l'habitude qu'a l'humanité d'augmenter sa consommation d'énergie par des discours irréalistes sur les transitions. Mais les données sur les ajouts d'énergie suggèrent fortement que les communautés doivent se préparer à s'adapter aux tempêtes climatiques qui font rage actuellement sur la planète.

« Il faut ensuite parler de suffisance et de décroissance. Je pense qu'une partie de l'objectif de ce livre est de montrer que ces sujets, qui ont été complètement négligés par les économistes... devraient être pris plus au sérieux ».

Elizabeth Kolbert, la journaliste du New Yorker qui écrit sur la science du changement climatique avec esprit et vigueur depuis des décennies, a récemment conclu que le changement climatique n'est pas un problème qui peut être résolu avec de la « volonté ». Elle ne pense pas non plus qu'il puisse être « réparé » ou « conquis » pour les nombreuses raisons exprimées par ces critiques.

« Il n'y aura pas de fin heureuse, ni de fin gagnant-gagnant, ni, à l'échelle humaine, de fin tout court », écrit Kolbert dans H Is for Hope. « Quoi que nous voulions croire de notre avenir, il y a des limites, et nous nous y heurtons.

Ou comme le dit David Hughes : « En résumé, Maman Nature s'occupera de la transition énergétique à venir si les humains ne le font pas ».

▲RETOUR▲

#296 : La situation, pas le résultat

Tim Morgan Publié le 6 janvier 2025

L'ÉCHEC DES GRANDES EXPÉRIENCES

Les grandes entreprises et les marchés financiers ont jusqu'à présent été épargnés par la plupart des turbulences que la société, la politique et les relations internationales ont connues ces derniers temps.

Les revenus et la rentabilité des entreprises se sont maintenus - voire ont augmenté - alors même que les gouvernements se succédaient, que la guerre faisait rage en Europe de l'Est et au Moyen-Orient et que des millions de personnes étaient confrontées à la « *crise du coût de la vie* ».

Après s'être rapidement remis du choc de la pandémie, les marchés ont largement ignoré les effets ultérieurs de l'inflation, des hausses de taux, de l'assouplissement quantitatif, des perturbations du commerce international et de l'inversion en cours de la tendance antérieure à la mondialisation.

Même la probabilité croissante d'une récession ne semble guère effrayer les investisseurs, notamment parce qu'un ralentissement économique s'accompagne généralement d'un assouplissement de la politique monétaire qui stimule le marché.

Pour certains, cette immunité face à l'adversité a été un cas de cause à effet. Loin de souffrir des effets de l'inflation, les entreprises surpuissantes l'ont devancée, la concurrence ayant cessé de protéger le consommateur dans un système économique post-capitaliste. Partout dans le monde, les politiques ont été façonnées pour répondre aux besoins des entreprises.

D'autres prétendent qu'au contraire, les grandes entreprises sont tout simplement mieux organisées que les gouvernements, poursuivant l'objectif clair et net d'accroître la valeur des actions, tandis que les politiciens, tels des papillons, passent d'un problème insoluble à l'autre.

La réalité est plus complexe, et l'avenir des entreprises et des marchés beaucoup plus trouble, que ne le laisse supposer l'un ou l'autre de ces points de vue polarisés. Tout d'abord, toute hypothèse selon laquelle nous nous dirigeons vers rien de pire qu'une « nouvelle récession » est extrêmement erronée.

Nous assistons plutôt à une inflexion de l'économie, qui passe de la croissance à la contraction, ce qui exercera une pression sur les marchés des produits et services discrétionnaires (non essentiels) dont dépendent tant de géants de l'économie.

La vigueur des marchés d'actifs, quant à elle, est le produit direct de politiques monétaires de plus en plus dangereuses et désespérées, motivées par la volonté de maintenir un semblant de normalité face à des tendances macroéconomiques qui ne cessent de s'aggraver.

1

Il est devenu habituel qu'au début d'une nouvelle année, les analystes et les commentateurs fassent des prédictions sur les événements susceptibles de se produire au cours des douze mois à venir. Cet exercice peut être utile, intéressant et divertissant.

En vous souhaitant la bienvenue dans le premier article de Surplus Energy Economics de l'année 2025, j'aimerais cependant vous proposer un point de vue différent. En effet, les principales tendances sont désormais si bien établies qu'il est préférable de les suivre jusqu'à leur conclusion logique. **Rétrospectivement, on pourrait identifier 2024 comme l'année où la promesse d'une « *croissance économique infinie sur une planète finie* » s'est finalement révélée fallacieuse.**

Les principes fondamentaux sont devenus clairs comme de l'eau de roche. La croissance de l'économie matérielle ralentit depuis longtemps et tend à se contracter. Les coûts réels des produits de première nécessité suivent désormais une trajectoire ascendante tout à fait prévisible. L'économie sous-jacente est devenue incapable de supporter l'énorme fardeau des engagements financiers qui lui ont été imposés.

L'histoire économique moderne nous a permis de mener deux expériences gigantesques destinées à tester les possibilités d'échapper à la fin et à l'inversion de la croissance économique. L'échec de ces grandes expériences est le point de départ de toute analyse prospective.

2

L'intrigue de base du ***Guide du voyageur galactique*** de Douglas Adams est la suivante : après que la Terre a été démolie pour faire place à une voie de contournement hyperspatiale, il apparaît que la planète a été construite comme un gigantesque ordinateur chargé de trouver « la Question ».

Un superordinateur précédent avait découvert que « 42 » était la réponse à « *la question ultime de la vie, de l'univers et de tout* ». Il fallait maintenant trouver la bonne question pour expliquer cette réponse mystifiante.

Dans un étrange cas où la réalité rejoint la fiction, l'économie mondiale a été utilisée comme laboratoire pour mener deux vastes expériences. Ces expériences, qui se sont déroulées sur trois décennies, ont tenté de répondre à **des questions** presque aussi profondes que leurs équivalents fictifs.

Premièrement, la croissance économique peut-elle se poursuivre alors que nous passons de combustibles fossiles épuisables et nuisibles au climat à des sources d'énergie renouvelables ?

Deuxièmement, pouvons-nous endiguer et inverser la décélération économique matérielle en utilisant les divers outils monétaires à notre disposition ?

Nous savons aujourd'hui que ces deux expériences ont échoué. Les énergies renouvelables, avec leurs densités énergétiques inférieures, ne peuvent pas remplacer complètement les combustibles fossiles sur le plan économique. Aucun gadget monétaire - pardon, aucune « innovation » - ne peut enrayer le déclin de l'économie matérielle qui en résulte.

Certaines recherches scientifiques peuvent être dangereuses, et la deuxième de nos grandes expériences a été menée au prix d'énormes risques. En 1934, P.G. Wodehouse, dans sa veine comique inimitable, se demandait si « *les oiseaux qui essaient de diviser l'atome* » ne se sentiraient pas idiots s'ils faisaient accidentellement voler la maison en éclats.

Les exercices successifs d'expansion déréglementée du crédit, d'assouplissement quantitatif, de politique monétaire zéro et de politique monétaire attrayante ont placé des charges de démolition dans les fondations du système financier mondial basé sur le crédit.

3

L'échec des deux « grandes expériences » peut être considéré comme un progrès de l'apprentissage, qui peut enfin se débarrasser d'une orthodoxie économique qui nous a toujours assuré que la croissance économique ne devait jamais prendre fin.

Cette orthodoxie a toujours insisté sur le fait que les processus économiques peuvent être expliqués uniquement en termes d'argent. Cette orthodoxie ne laisse aucune place aux qualités des matières premières, aux changements dans les coûts énergétiques de l'énergie ou aux caractéristiques finies de la tolérance de l'environnement aux conséquences de l'activité économique humaine.

On peut facilement comprendre l'attrait d'une école de pensée qui réduit toutes les questions économiques à des questions d'argent. L'argent est un artefact humain, entièrement sous notre contrôle. Si l'argent était en effet le seul

moteur des résultats économiques, la croissance ne pourrait jamais cesser à moins que nous ne prenions la décision collective de poursuivre un autre ensemble d'objectifs.

En bref, notre destin économique serait entièrement entre nos mains.

Cette pensée établie affirme explicitement que les limites matérielles n'ont aucune pertinence pour l'économie. La critique classique de l'ouvrage ***The Limits to Growth,*** publié en 1972, était que ses auteurs n'avaient pas tenu compte de l'ingéniosité humaine et des « lois de l'économie ». Ensemble, les progrès de la technologie et les mesures d'incitation nous permettraient toujours de contourner les contraintes matérielles.

4

Ces prétendues solutions de contournement n'ont pas donné de bons résultats ces derniers temps.

La technologie a effectivement progressé, mais elle nous a donné une pléthore de nouvelles façons de consommer de l'énergie, plutôt que des méthodes supérieures pour la fournir.

Des mesures incitatives ont été mises en place à une échelle gargantuesque, mais elles n'ont servi qu'à saper le système capitaliste de marché et à nous accabler d'obligations financières que nous ne pourrions même pas honorer à des taux d'intérêt réels normaux, et encore moins honorer à leur juste valeur.

Ce faisant, l'incitation elle-même a été détournée du productif vers le destructif.

Les pénuries d'eau sont emblématiques de l'échec des solutions économiques classiques aux contraintes de ressources, solutions basées sur la substitution et l'innovation technologique.

Tout d'abord, il n'existe pas de substitut à l'eau douce. Nous pouvons augmenter l'offre d'eau, notamment en recourant à la technologie du dessalement. Mais cette solution nécessite de l'énergie, non seulement pour faire fonctionner les usines de dessalement, mais aussi pour accéder aux matières premières nécessaires à leur construction et les transformer.

En bref, nos problèmes d'eau sont des problèmes énergétiques, pas des problèmes monétaires.

L'étalonnage économique orthodoxe est tout aussi erroné. Au niveau mondial, l'agriculture et la pêche ne représentent que 6 % du PIB. Cette base de mesure implique que ces industries ne sont pas très importantes - certainement moins importantes que la technologie, les transports ou les services financiers - et que les 94 % restants de l'économie pourraient continuer à fonctionner sereinement même si nous perdions notre capacité à produire de la nourriture.

Ce genre de **charabia statistique** nous rappelle que l'économie n'a jamais été scientifique jusqu'à présent. L'économie a été qualifiée de « ***science sombre*** » mais, dans sa forme classique, si elle est effectivement « sombre », elle n'est en aucun cas une « science ». Ce que beaucoup se plaisent à appeler les « lois » de l'économie ne sont rien d'autre que des observations comportementales sur l'artefact humain qu'est l'argent, et ne sont pas du tout analogues aux lois de la science.

La détérioration de l'environnement rend un verdict décisif à l'égard de l'orthodoxie économique qui a échoué. En d'autres termes, nous ne pouvons pas « acheter » le changement climatique avec de l'argent, ni le « réparer » avec de la technologie.

5

Les lecteurs réguliers savent que l'objectif principal de l'économie n'est pas le flux et le reflux de l'argent, mais la fourniture de produits physiques et de services à la société.

Les biens - et l'infrastructure nécessaire à la fourniture de services - sont créés en utilisant de l'énergie pour convertir des matières premières non énergétiques en produits et artefacts.

Certains de ces produits sont consommés, d'autres s'usent, dans un processus continu de création, d'élimination et de remplacement. L'énergie et les matériaux incorporés sont renvoyés dans le système, parfois par le biais du recyclage, mais beaucoup plus souvent sous forme de décharge et d'émissions dans l'environnement.

Ce cycle est régi par **une équation conjointe de production et de dissipation.** Alors que les matières premières sont converties en produits, l'énergie passe d'un état dense à un état diffus. Dans cette équation, toute réduction de la densité des intrants énergétiques tronque le processus dissipatif, ce qui entraîne une réduction de l'offre et, par conséquent, une économie plus petite. C'est en définitive la raison pour laquelle les énergies renouvelables, avec leurs densités énergétiques moindres, ne peuvent pas remplacer complètement le pétrole, le gaz naturel et le charbon.

L'argent sert à la distribution et à l'échange de ces produits et services matériels. N'ayant aucune valeur intrinsèque, l'argent n'a de valeur qu'en tant que « créance » exerçable sur la production de l'économie matérielle. Nous pouvons utiliser des incitations monétaires pour accélérer le processus de production-dissipation vers un système de dissipation-décharge, mais cela augmente la vitesse à laquelle nous nous approchons des limites très réelles de l'énergie à bas prix, des ressources et de la tolérance environnementale.

Nous reviendrons sans doute sur ces questions. Mais ce qu'il faut retenir, c'est qu'il est parfaitement possible de calibrer et de projeter les tendances de l'économie « réelle » des produits matériels et des services, et de les utiliser pour comparer les développements de l'économie « financière » parallèle de l'argent, des transactions et du crédit.

Il va sans dire que l'énergie, les ressources et la tolérance environnementale ne peuvent pas être prêtées par le système bancaire, ni tirées de l'éther par les banquiers centraux. Lorsque nous permettons à l'offre d'argent-crédit d'augmenter à des taux dépassant les capacités actuelles ou futures de l'économie matérielle, nous créons des tensions qui ne peuvent avoir qu'un seul résultat.

6

Cela nous amène à l'inévitabilité d'une « GFC II » beaucoup plus importante que la crise financière mondiale de 2008-09.

Bien que les données disponibles ne soient ni complètes ni actuelles, nous pouvons estimer que, à valeurs constantes, *les actifs financiers mondiaux ont augmenté d'au moins 450 000 milliards d'USD, soit 150 %, au cours d'une période de vingt ans durant laquelle le PIB réel mondial n'a augmenté que de 70 %, soit 44 000 milliards d'USD.*

Dans un système de monnaie de crédit, les actifs du système financier sont les passifs des administrations publiques, des ménages et des entreprises privées non financières (EPNF) qui sont les seuls à pouvoir honorer ce stock de créances monétaires.

L'implication apparente - à savoir que plus de 10 dollars de nouvelles créances financières ont été créés pour chaque dollar de croissance - est une sous-estimation sérieuse de la gravité réelle de la situation. Tout d'abord, les engagements supposés mais non contraignants, tels que les énormes déficits des régimes de retraite, ne sont pas inclus dans le numérateur du passif. À l'échelle mondiale, ces « lacunes » en matière de pensions pourraient aujourd'hui dépasser largement les 200 milliards d'USD.

Quant au dénominateur de cette équation, le PIB, en tant que mesure de l'activité transactionnelle plutôt que de l'offre de valeur, ne parvient pas à saisir les effets de distorsion des dépenses d'argent emprunté et ne tient absolument pas compte des conséquences négatives des augmentations incessantes du coût de l'énergie, qui est le déterminant le plus important de l'évolution de la prospérité économique matérielle.

L'ampleur du stock de créances révèle l'étendue du risque d'échelle dans le système financier, mais ne peut quantifier la question tout aussi importante du risque de complexité.

Ce n'est pas l'occasion de discuter d'économie monétaire, mais nous savons que le système financier est constitué d'un énorme réseau d'obligations à garanties croisées. Tout dégonflement sérieux de la « ***bulle de tout*** » sur les marchés des capitaux déclenchera une succession de dégradations des garanties dans l'ensemble du système, entraînant une vague chaotique de défaillances.

7

Au-delà de l'idée bizarre selon laquelle les innovations monétaires pourraient revigorer l'économie matérielle, l'expansion inconsidérée des obligations financières peut être attribuée à la détermination de soutenir le statu quo face aux tendances négatives irréversibles de l'économie sous-jacente.

Une brève histoire de cette folie commence dans les années 1990, lorsque l'expansion du crédit était considérée comme la solution à la « stagnation séculaire » de l'économie.

Lorsque cet exercice d'« aventurisme du crédit » a culminé avec le GFC de 2008-09, nous avions le choix. Nous aurions pu laisser le fonctionnement normal de la dynamique financière en matière de risque et de rendement se poursuivre jusqu'à sa conclusion logique, qui aurait été l'anéantissement des surendettés et des malchanceux.

Au lieu de cela, nous avons opté pour l'« aventurisme monétaire », en utilisant l'assouplissement quantitatif, le NIRP et le ZIRP pour soutenir les marchés. En fixant le prix du capital à des niveaux réels négatifs, nous avons encouragé l'emprunt et gonflé artificiellement le prix des actifs.

Cela a creusé un fossé entre les expériences d'une minorité qui possédait déjà des actifs et celles d'une majorité qui dépendait des revenus du travail. Il ne fait aucun doute qu'une grande partie de l'accroissement ultérieur des inégalités est le résultat de décisions délibérées qui ont eu pour effet de fausser la relation entre les prix des actifs et toutes les formes de revenus.

Tout aussi grave, ces actions ont sapé les principes fondamentaux du système capitaliste de marché. Les investisseurs ne pouvaient plus obtenir de revenus réels appropriés sur leur capital, ce qui les poussait à accepter des risques toujours plus grands dans leur quête de rendement, tandis que les marchés étaient empêchés d'exercer leur fonction qui consiste à fixer un prix pour le risque.

Tous ces éléments ont inscrit le dénouement de la crise dans le système. Soit une reconnaissance tardive de la faiblesse économique, soit un simple tremblement de vertige, fera éclater la « bulle du tout ».

La collatéralisation croisée déclenchera alors une cascade de défaillances dans tout le système. L'ampleur bien plus grande de l'exposition par rapport à 2008-09 et les bilans bien plus fragiles des gouvernements rendent impossible une répétition réussie des interventions du GFC.

8

Cela ne signifie pas que, comme les protagonistes fictifs d'Adams, nous dînons dans le restaurant de la fin de l'univers.

Seul un cynique pourrait considérer la consommation irréfléchie comme la plus haute itération possible du projet humain. Renverser la vague du consumérisme pourrait être notre meilleur - voire notre seul - moyen d'échapper à une dégradation désastreuse de l'environnement et de l'écologie.

Les systèmes et institutions actuels, trop centralisés et imposés par le haut, seront probablement remplacés par des alternatives décentralisées et imposées par le bas, fonctionnant à une échelle plus humaine.

Mais avant que tout cela ne se produise, nous devrons traverser une crise financière d'une ampleur qui éclipsera les événements de 2008-09. Si le chaos que cet événement est susceptible de provoquer est évident, une conséquence moins évidente sera la destruction de larges pans de ce que l'on entend aujourd'hui par « richesse ».

La « deuxième crise financière mondiale » pourrait s'avérer être, comme la première ne l'a jamais été, un grand niveleur, rétablissant la relation entre la richesse et les revenus.

Cette perspective devrait nous rappeler la différence fondamentale entre la richesse théorique et la valeur matérielle. Aucun gouvernement, aussi radical soit-il, ne pourrait simplement « prendre » la valeur des grandes entreprises et utiliser ce prétendu « argent » pour lutter, par exemple, contre la pauvreté dans le monde. Une telle tentative ne ferait que détruire la « valeur » papier de ces actions.

Les évaluations globales du marché sont une construction vide de sens, créée en multipliant les prix de transaction marginaux des actifs par le stock total de ces actifs. Dans leur intégralité, ces évaluations ne peuvent jamais être monétisées, car les seules personnes à qui les agrégats des marchés boursiers ou immobiliers pourraient jamais être vendus sont les mêmes que celles à qui ils appartiennent déjà.

9

À une époque où les multinationales sont largement détestées et craintes, nous devrions être clairs sur notre besoin absolu de l'innovation apportée par l'entreprise privée, lorsque l'alternative est la stase, la répression et l'inégalité extrême d'une économie entièrement contrôlée par des apparatchiks.

Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est un nouveau modèle d'entreprise plus conforme aux besoins des citoyens et à l'évolution rapide des conditions économiques.

L'arrêt et l'inversion de la croissance signifient que certaines entreprises s'adapteront avec succès aux nouvelles conditions économiques, tandis que d'autres n'y parviendront pas. La surcapacité devrait entraîner une concurrence accrue, la baisse de la prospérité renforcera l'importance des choix des consommateurs, et les échecs des entreprises surdimensionnées créeront des opportunités pour les nouveaux entrants.

À mesure que l'économie se contracte, les entreprises passeront de la croissance à la résilience, ce qui implique une série d'étapes décrites dans notre taxonomie de la décroissance. Ces étapes comprennent le décloisonnement et la simplification des produits et des processus en réponse aux dangers de l'inversion d'échelle et à la perte potentielle de masse critique. Nous pourrions revenir sur ces questions à l'horizon 2025.

Entre-temps, l'analyse SEEDS indique que, à l'exception des économies les plus faibles, la fourniture des produits essentiels à tous peut rester abordable jusque dans les années 2040, date à laquelle la définition du terme « essentiel » aura changé.

En d'autres termes, si la tendance à l'appauvrissement de millions de personnes se poursuit, ce ne sera pas par nécessité, mais par choix.

Si l'on comprend bien, l'inflexion de l'économie mondiale de la croissance vers la contraction est une situation difficile, et non un résultat prédéterminé.

Mais c'est une situation difficile que, malgré les preuves qui s'accumulent rapidement, peu de gens reconnaissent encore, et encore moins comprennent vraiment.

▲ RETOUR ▲

Vert à l'extérieur, rouge à l'intérieur. Comment l'environnementalisme suit la même voie que le communisme

Ugo Bardi 06 janvier 2025

Il fut un temps où le communisme était une idée respectable qui comptait un grand nombre d'adeptes. Aujourd'hui, il est considéré comme la quintessence du mal. Une évolution similaire est en train de se produire pour l'environnementalisme, qui passe rapidement dans la catégorie des « idées maléfiques ». Dans un certain sens, c'était inévitable : L'environnementalisme, en tant que mouvement politique, a hérité du communisme certaines de ses caractéristiques déplaisantes, notamment la tendance à opprimer les gens au nom d'une idéologie. (voir aussi mon article précédent sur le « Greenbashing »)

Lorsque j'ai atteint l'âge adulte en Italie dans les années 1970, l'Italie était grosso modo divisée en deux moitiés : les « Blancs » (non pas en tant que couleur de peau, mais en tant que démocrates-chrétiens) et les « Rouges » (les communistes). Les démocrates-chrétiens étaient majoritaires dans le sud et les îles, tandis que le parti communiste italien (PCI) était fort dans le nord et nettement majoritaire dans le centre de l'Italie. La Toscane, où je suis né et où j'ai vécu, était un bastion communiste.

Vivre en Italie dans les années 1970 et 1980 impliquait de reconnaître l'existence de « zones d'influence » où l'un des deux camps gérait presque tout. Les « Rouges » avaient leurs magasins, leurs cinémas, leurs marchés, leurs espaces sociaux, tandis que les « Blancs » avaient leurs équivalents. Les centres des différents quartiers étaient la « Casa del Popolo » (maison du peuple) pour les Rouges et les ACLI (Associations des travailleurs italiens chrétiens) pour les Blancs. Hormis l'orientation idéologique, ces lieux étaient très semblables : un mélange de cafés, de bars, de théâtres, de salles de bowling, de salles de billard et d'endroits où les gens passaient leur temps à d'interminables parties de cartes, de Scopa ou de Briscola.

Plus tard, j'ai retrouvé la même situation dans un autre pays, le Liban, où j'ai voyagé pour travailler sur divers projets de recherche. Là, la séparation se faisait en termes de croyances religieuses, plutôt qu'en termes politiques.

Et il s'agissait d'une subdivision beaucoup plus nette, ayant conduit à une guerre civile majeure qui a débuté en 1975. En Italie, au contraire, les interactions entre les deux camps n'ont presque jamais été violentes. Ce qui ne veut pas dire qu'ils étaient amicaux l'un envers l'autre. Certains Blancs étaient des anticommunistes forcenés, tandis que certains Rouges étaient fiers de leur rôle dans la guerre contre les nazis et avaient tendance à laisser entendre qu'ils avaient toujours leurs armes, bien cachées, et qu'ils pouvaient décider de s'en servir. Mais il y avait des règles de cohabitation acceptées. Il n'y avait pas de gardes armés ni de barbelés séparant les zones d'influence. Si, en tant que « Blanc » connu, vous vous arrêtiez par hasard dans un magasin « rouge » pour prendre un café, vous pouviez le boire sans problème. Vous aviez juste l'impression de ne pas être au bon endroit. D'une certaine manière, vous le « saviez ».

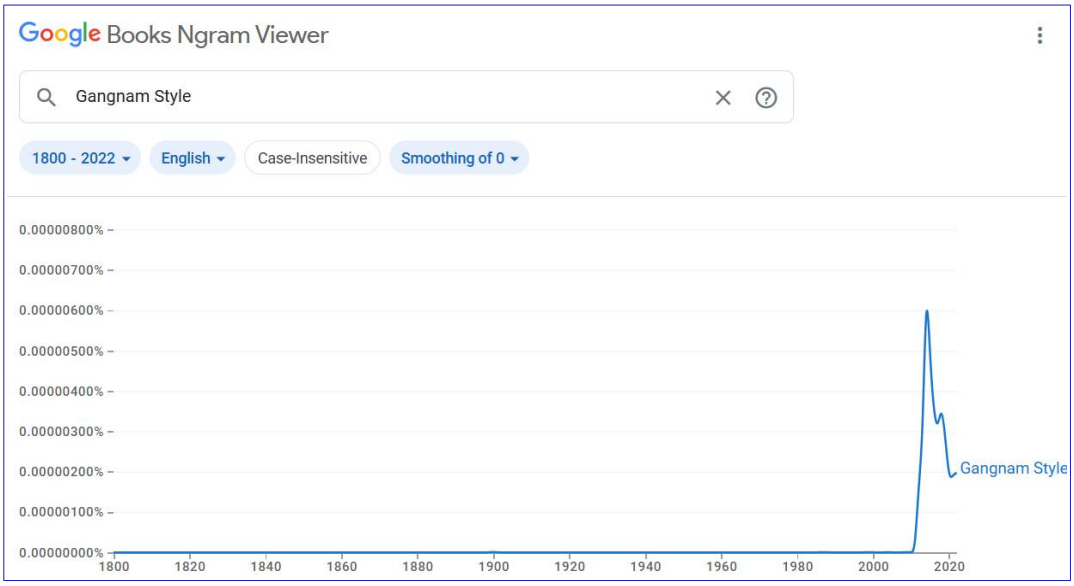
À bien des égards, l'appartenance à l'une ou l'autre couleur dépendait du lieu de naissance. Tout comme au Liban, on appartenait à la religion de ses parents, en Italie, on héritait des opinions politiques de ses parents. Mon père était un membre actif du parti démocrate-chrétien, ce qui m'a donné un certain degré d'héritage « blanc ». Personnellement, je me suis toujours considéré comme un indépendant, mais j'ai eu beaucoup de mal à maintenir cette position. Si j'essayais de trouver un terrain d'entente, les Blancs me considéraient comme un traître et les Rouges comme un espion. C'était la même situation qu'au Liban : on était soit chrétien, soit musulman, il n'y avait pas de juste milieu possible.

Même avec les filles, j'ai vite appris que les Rouges m'étaient interdites. C'était étrange : je trouvais certaines d'entre elles très attirantes, mais elles avaient une apparence différente, elles s'habillaient différemment, elles parlaient différemment. Peut-être étaient-elles aussi génétiquement différentes (il semble vrai que les différences politiques ont une origine génétique !) Quoi qu'il en soit, une barrière infranchissable me séparait d'eux. J'ai fini par épouser une fille issue d'une famille « blanche » (je suis toujours marié à elle) et je suis parti aux États-Unis, où les barrières sociales étaient d'une toute autre nature, mais c'est une autre histoire.

À la fin des années 1980, je suis revenu en Italie. Les anciens communistes (le « zoccolo Duro ») étaient toujours là, mais le parti communiste avait entamé une spirale de déclin qui allait s'accélérer avec l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, jusqu'à sa disparition totale. À cette époque, j'ai assisté à la fondation du parti vert italien, dont j'ai été membre pendant plusieurs années. C'était une histoire intéressante ; entre autres choses, j'ai vu beaucoup d'anciens communistes se recycler en « Verts », tout en conservant leur approche sectaire traditionnelle. Aujourd'hui, je vois l'histoire se répéter, l'environnementalisme entamant une spirale de déclin similaire à celle du parti communiste dans les années 1990.

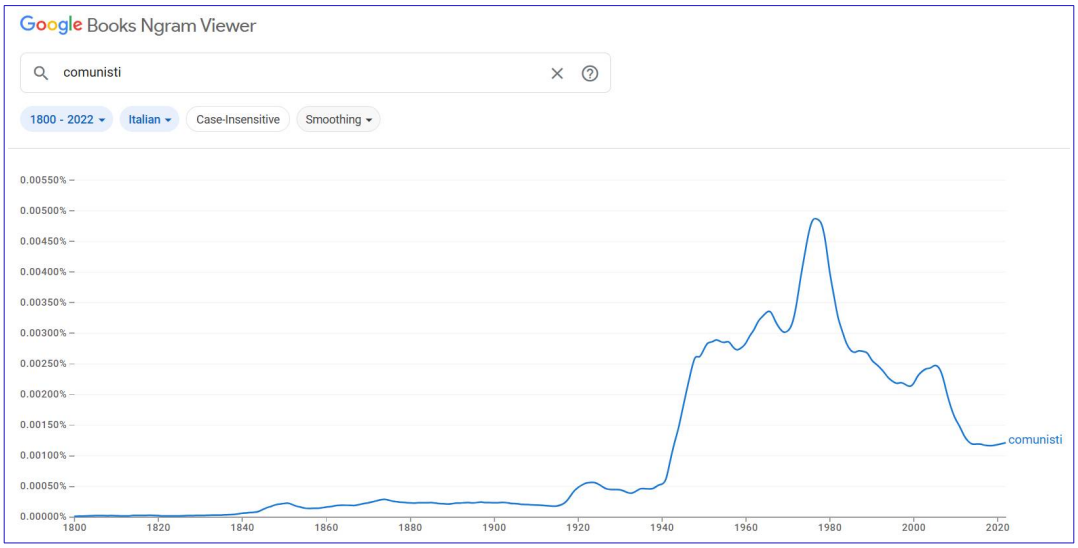
La mémétique de l'environnementalisme

En tant que modeste praticien de la science de la mémétique, le cycle de croissance et de déclin des idées me fascine. Le communisme est un mème, tout comme le fascisme, la démocratie, le libéralisme et bien d'autres idées qui nous envahissent, correctement définies par Daniel Dennett comme des « singes infestés de mèmes ». Tous les bons mèmes ont leur cycle. Certains sont très longs - nous les appelons parfois des « religions », et d'autres sont si courts que nous les appelons des « modes » (pensez à « Gangnam Style »).

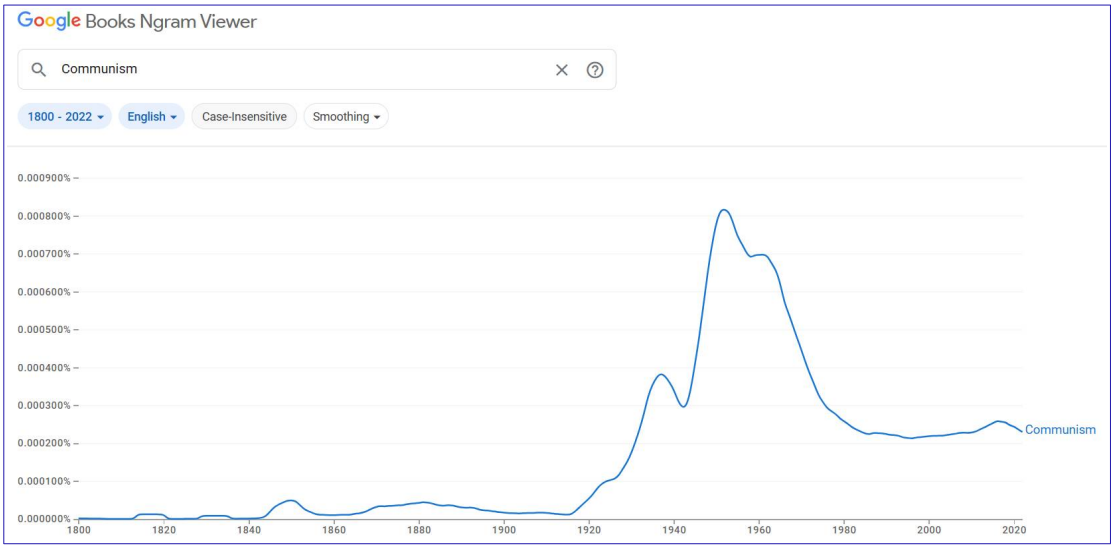


Le comportement est le même que celui des virus biologiques ou d'autres créatures infectieuses. Ils se développent, atteignent des sommets et déclinent lorsque la population touchée développe une immunité. Les virus virtuels (mèmes) ont le même comportement. Dans la plupart des cas, ils déclinent naturellement, à moins que l'on ne fasse quelque chose pour les maintenir en vie.

Le communisme ne fait pas exception. Nous pouvons suivre sa parabole de croissance et de déclin en utilisant les toujours précieux « Google Ngrams », qui nous indiquent combien de fois un certain terme a été mentionné dans le vaste corpus de livres que Google a numérisé. Puisque j'ai commencé par discuter de l'histoire de l'Italie, permettez-moi de montrer comment la popularité du communisme a évolué dans ce pays.

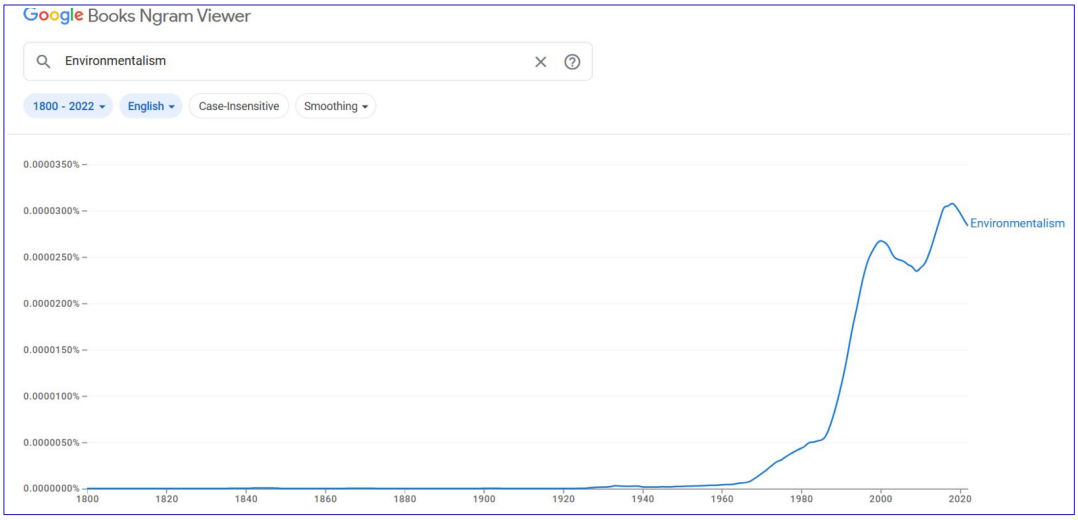


La popularité du mème correspond à l'expérience réelle que j'ai eue en Italie. L'intérêt pour le communisme a culminé au début des années 1980, puis s'est estompé. Voici le terme « Communism » en anglais



Vous voyez qu'il a atteint son apogée plus tôt qu'en Italie, mais qu'il a suivi une trajectoire similaire.

Examinons maintenant le cycle de l'environnementalisme.



L'environnementalisme ne s'est pas encore effondré, mais il est clair qu'il ne progresse plus. Les Ngrams de Google ne peuvent pas vous dire quand le terme est utilisé pour approuver ou désapprouver l'idée. Pourtant, le débat en cours montre clairement qu'il est désormais bien avancé dans la phase de rejet qui aboutira finalement à celle de la diabolisation.

Dans un billet précédent, j'ai décrit le « greenbashing » qui se répand dans le monde entier, accusant les Verts d'être des « ennemis du peuple » avec un langage très similaire à celui que j'ai vu dans les pamphlets anticommunistes que mon père ramenait à la maison quand j'étais enfant. En voici un exemple.
battifora_1-3

La propagande anti-écologique est aujourd'hui un peu plus sophistiquée, mais pas tant que ça.

Les écologistes sont constamment accusés d'être des « pastèques », vertes à l'extérieur mais rouges à l'intérieur. Ils sont accusés d'être des communistes déguisés, utilisant l'environnement comme un simple paravent pour cacher leur véritable projet d'imposer une dictature communiste. Cette accusation n'est pas complètement fausse : l'environnementalisme a absorbé plusieurs des sous-mèmes du communisme ; l'un d'entre eux, en particulier, est l'idée qu'il faut forcer les gens, pour leur bien, à faire des choses qu'ils ne veulent pas faire. Par exemple, la « décroissance » est peut-être une caractéristique inévitable de notre avenir, mais la proposer comme objectif politique a été un échec aux proportions bibliques.

Mais je ne dirais pas qu'une seule erreur a conduit les Verts à leur perte, ni qu'ils sont des communistes déguisés. Non, la raison de ce déclin est plus simple. Une idée politique, quelle que soit sa nature, est adoptée et mise en pratique parce qu'elle est censée résoudre certains problèmes importants. Le communisme promettait de résoudre le problème de l'inégalité ; l'environnementalisme, en tant que mouvement politique, promettait de nous défendre

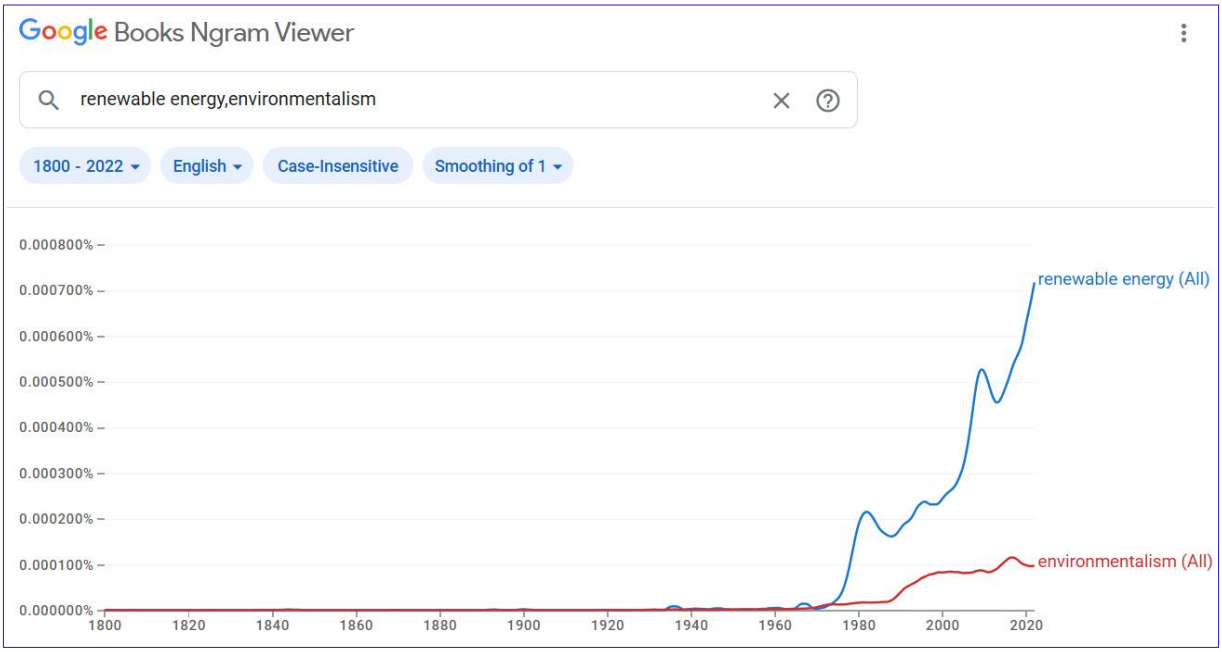
contre le réchauffement de la planète et la pollution. Mais le communisme en Union soviétique n'a abouti qu'au remplacement de l'ancienne élite par une nouvelle. L'environnementalisme a donné lieu à de nombreuses conférences internationales au cours desquelles des délégués du monde entier ont pris l'avion pour discuter des moyens de réduire la pollution et la consommation d'énergie, sans jamais trouver de solution. Il n'est donc pas étonnant que les gens aient perdu confiance dans ces deux idées. Ils ne se sont pas contentés de perdre confiance ; ils sont devenus de fervents défenseurs de concepts qui, selon eux, ont été utilisés pour les escroquer. Voir les réactions négatives actuelles à l'égard de la science du climat et de la science en général.

Pourtant, nous restons des singes infestés de mèmes. Si nous perdons un mème, nous sommes susceptibles d'être infectés par un autre. Dans ce moment de confusion générale, les gens font maintenant confiance à des mèmes maléfiques, comme celui d'un curieux diablotin qui porte une tronçonneuse et promet d'aider les pauvres en détruisant les infrastructures qui les maintiennent en vie.

« Motosierra », le plan de Milei pour réduire les dépenses publiques

Ce mème va de pair avec celui appelé « MAGA ». Les deux promettent beaucoup, mais ne pourront probablement pas maintenir grand-chose.

Un autre mème est-il en train de se développer ? Oui, il y en a un : **Les énergies renouvelables.**



Contrairement au mème générique de l'« environnementalisme », avec son bagage peu ragoûtant de décroissance et de limitations, les énergies renouvelables promettent de résoudre des problèmes concrets. Elles luttent contre la pollution, créent des emplois, génèrent des richesses, améliorent la sécurité, ne créent pas de guerres, etc. Et vous voyez comment elles se développent.

Les énergies renouvelables, en tant que moyen de résoudre les problèmes, suivront-elles le même chemin que l'utilisation d'une tronçonneuse ? Seront-elles d'abord adoptées avec enthousiasme, puis diabolisées ? Au stade actuel, nous ne pouvons pas le dire. Peut-être que les énergies renouvelables résoudront vraiment nos problèmes, ou peut-être que leur destin est d'être jetées dans la poubelle des mauvaises idées. De toute façon, c'est notre destin de singes d'être infestés par des mèmes. C'est ainsi.

▲ RETOUR ▲

L'écologie politique face à l'effondrement systémique

par Anne Rumin 14 décembre 2024

La collapsologie, néologisme créé par Pablo Servigne et Raphaël Stevens en 2015, se veut une science de l'effondrement systémique. Si cet effondrement a fait l'objet de nombreuses conceptualisations (Meadows, 1972 ; Tainter, 1988 ; Diamond, 2005 ; Orlov, 2013…), les collapsologues envisagent un phénomène brutal, inévitable et devant avoir lieu dans un futur proche (Cochet, 2011 ; Servigne et Stevens, 2015 ; Cochet, 2019, 2024). Plus largement, la collapsologie s'inscrit dans une littérature catastrophiste qui lui préexiste, émergeant dans les années 1950 face à la menace nucléaire (Anders,1956 ; Rens et Grinevald, 1975). Les collapsologues proposent donc une reformulation de cette perspective catastrophiste, resserrée autour du motif de l'effondrement systémique. La collapsologie connaît à partir de 2018 un succès éditorial et médiatique auquel succède une entreprise de disqualification. Universitaires, militants et militantes en soulignent notamment les insuffisances politiques : ce discours exercerait une emprise sur ses publics, les condamnant à la sidération et à l'inaction, tout en amputant l'écologie politique de sa critique sociale et donc de sa dimension idéologique. Ces objections, qui rejouent en grande partie celles déjà adressées au catastrophisme (Riesel et Semprun, 2008) peuvent être bienvenues. Cependant, elles soulèvent aussi de nombreuses questions, particulièrement lorsqu'elles se contentent de supposer des effets de la collapsologie sur son auditoire, sans s'intéresser à la réalité de ses réceptions. Plus encore, en interrogeant les liens entre collapsologie et écologie politique, ces critiques rejouent une controverse de théorie politique environnementale portant sur la définition de l'écologie politique elle-même : sommes-nous en présence d'une idéologie singulière et stabilisée (Dobson, 1990 ; Semal, 2022…) ?

Ainsi, la thèse présentée lors du séminaire propose de s'intéresser aux réceptions de la collapsologie, pour observer les recompositions théoriques et pratiques qu'elles entraînent au sein de l'écologie politique, soudain confrontée au développement de sa branche catastrophiste. En effet, il se pourrait que ces évolutions contemporaines placent l'écologie politique face à ses propres ambiguïtés idéologiques. Cette recherche, qui s'ancre en théorie politique, a alors recours aux outils de la sociologie (notamment pragmatique). Elle s'appuie sur un travail empirique mené entre 2019 et 2024 au sein de différents espaces, institutionnels (la stratégie de résilience territoriale du Département de la Gironde), militants (le mouvement de désobéissance civile Extinction Rebellion) et autonomes (la « Commune imaginée du Bandiat » de la « Suite du Monde », dans le Périgord).

Diffusion et réceptions de la collapsologie

Sur tous ces espaces, le discours de la collapsologie se diffuse via un phénomène de bouche-à-oreille, encouragé par une effervescence médiatique marquée mais passagère, et par les réseaux sociaux (Gadeau, 2019). Eventuellement, les acteurs enquêtés peuvent avoir recours à des professionnels de la collapsologie proposant des conférences sur l'effondrement systémique, mais demeurant peu nombreux. Ainsi, la collapsologie ne dispose pas réellement de relais institutionnels (Villalba, 2020) et sa diffusion dépend principalement d'individus tâchant de convaincre leurs entourages. Certains de ces individus ont pu ressentir, à la découverte de la collapsologie, un choc moral ou une sidération ; d'autres évoquent plutôt une forme de « confirmation d'une intuition antérieure ». La perspective d'un effondrement à venir entraîne alors, pour de nombreux effondristes, une défiance envers la politique spécialisée, surtout aux échelles nationales et internationales. Trois critiques convergent en ce sens : celle d'une défaillance des institutions face aux chocs (mégafeux ; Covid) ; celle de la professionnalisation du politique, qui élèverait le coût d'entrée dans la vie politique et éloignerait les citoyen-nes du débat politique ; et celle d'une classe politique perçue comme vieillissante et « corrompue par le jeu du pouvoir ». Cependant, cette défiance ne signe pas une démission du politique. Elle participe d'abord d'une revalorisation de l'échelle locale - le rôle des maires est tout particulièrement souligné par nos enquêté-es. Plus encore, la découverte de la collapsologie entraîne chez nos enquêté-es une relative écologisation des convictions et comportements politiques, s'incarnant dans de premiers engagements (premières participations à des actions de désobéissance civile), dans une réorientation des idées politiques (notamment dans les pratiques du vote), ou encore dans un redoublement des engagements déjà menés.

A mesure que les effondristes se tournent vers l'action collective, le discours de la collapsologie devient secondaire : au sein des espaces enquêtés, le motif de l'effondrement laisse place à ceux de résilience, d'autonomie ou de résistance. Cet effacement progressif s'explique certes par ces cohabitations thématiques, mais aussi par la grande réflexivité des effondristes, qui s'approprient les nombreuses critiques faîtes à la collapsologie. Ainsi, la définition même de l'effondrement ne fait pas tant consensus : alternativement pris pour une hypothèse-repoussoir, pour une certitude future ou pour une dynamique déjà présente et pouvant être enrayée, nos enquêté-es reformulent les hypothèses les plus centrales de la collapsologie. Dès lors, nous envisageons que le discours sur l'effondrement systémique participe de l'émergence d'une nouvelle génération de militant-es écologistes, s'engageant à partir de la collapsologie tout en en réinterprétant le discours pour le mettre parfois à distance. La thèse s'inscrit donc en complémentarité de travaux soulignant l'agentivité des effondristes (Tasset, 2019, 2022). Mais cette nouvelle génération, dont l'homogénéité ne doit en aucun cas être fantasmée, s'inscrit-elle pleinement et consciemment dans une tradition écologiste ? Il est envisageable que ces engagements primo-militants viennent exacerber des tensions théoriques déjà existantes au sein de l'écologie politique. Les milieux écologistes pourraient alors y trouver une occasion de mener un travail de clarification politique sur plusieurs points, relatifs au temps, à la science et aux oppressions systémiques.

Quelle construction politique du temps l'écologie politique entend-elle défendre ?

Premièrement, si nos enquêté-es adoptent différentes définitions de l'effondrement, cette diversité se reflète dans les « régimes du futur » (Chateauraynaud et Debaz, 2020 ; Blanchard, Li Vigny et Tasset, 2022) qu'ils mobilisent. Au sein du Département de la Gironde, les effondristes utilisent par exemple le régime de la prospective : l'effondrement systémique est un scenario parmi d'autres, permettant de sensibiliser les citoyen-nes, élus et agent territoriaux aux enjeux environnementaux et climatiques. Voilà qui doit permettre peu à peu d'anticiper les risques pouvant affecter le territoire girondin, pour mieux renouer avec une logique prévisionniste. Dans ce cas, le détour par la collapsologie permet de réaffirmer le rôle des institutions et le rapport au temps qui les caractérise

traditionnellement. Dans une toute autre mesure, les collapsologues ont parfois recours au régime de la prophétie, lorsqu'ils annoncent avec fermeté qu'un effondrement est à venir, inéluctable. La prophétie peut alors entraîner un sentiment d'urgence, auxquels certains effondristes opposent un retour au présent éventuellement rythmé de pratiques méditatives ou spirituelles (Chamel, 2018, 2023) permettant de composer avec l'angoisse. Plus encore, il n'est pas rare que les effondristes, tâchant d'anticiper l'effondrement, réinvestissent le temps présent depuis une forme de « quotidienneté critique » (Pruvost, 2021) : sur la Commune Imaginée du Bandiat, le quotidien s'organise autour de travaux de subsistance et temps dédiés à la vie communautaire. De telle sorte que nos enquêté-es développent parfois des engagements préfiguratifs (Graeber, 2014 ; Vitiello, 2019 ; Jeanpierre, 2022…) : il s'agit d'incarner dès aujourd'hui le changement souhaité à l'avenir, au-delà même de la seule perspective d'effondrement.

Ces « régimes du futur » témoignent de l'existence, au sein des espaces enquêtés, de différentes constructions politiques du temps. Les logiques prévisionnistes adoptées s'inscrivent ainsi dans une conception développementaliste du temps, où celui-ci, linéaire et infini, se soumet volontiers à la rationalité institutionnelle : on reconnaît là le paradigme de la « durée », depuis lequel sont élaborées les politiques de développement durable comme celles de transition écologique. La prophétie fait alors événement en ce qu'elle bouscule cette représentation du temps, révélant son caractère construit. On pourrait y voir une stratégie pour réhabiliter une autre construction politique du temps, chère aux auteurs catastrophistes, le « délai » (Anders, 1956). Chez Anders, le délai constitue une période historique dans laquelle nous serions déjà plongés, dernière phase du développement historique auquel nulle autre ne doit succéder. Ce délai, certes angoissant, ne doit en aucun cas signer un renoncement au politique. Au contraire, il s'agit de réorienter nos priorités politiques depuis la reconnaissance de notre finitude, pour tâcher de prolonger, temps que possible, le temps qui nous reste (Anders, 1956 ; Villalba et Semal, 2013). Les politiques de décroissance peuvent ainsi s'appréhender depuis le prisme de ce rapport au temps. Or, cette cohabitation entre la durée et le délai nous renseigne peut-être moins sur les milieux effondristes que sur les ambigüités théoriques de l'écologie politique elle-même, et sur l'histoire de son institutionnalisation. Le récent développement de la branche catastrophiste de l'écologie pourrait alors la pousser à s'interroger : quelle construction politique du temps entend-elle défendre ?

Quelle articulation entre science et politique l'écologie politique suppose-t-elle ?

Un deuxième point doit retenir notre attention, portant sur le rapport aux sciences des milieux effondristes. Il nous faut d'abord souligner que les sciences, chez nos enquêté-es, occupent une place primordiale dans la construction de leur rapport à la « nature » : leur appréhension de la situation environnementale et climatique repose bien souvent sur leur appropriation d'un corpus scientifique. Ils et elles se trouvent alors affectés par des « savoirs libéraux » – ce qui nous renseigne d'ailleurs en partie sur la sociologie de notre échantillon (Chédin, 2023). Ainsi, pour beaucoup de nos enquêté-es, il serait urgent « d'écouter la science ». Pourtant, cette affirmation qui fait débat au sein même des sphères effondristes, n'est pas dénuée d'ambigüités. Dans certains milieux effondristes, on observe en effet un glissement de la science à l'expertise, laquelle tend plus volontiers vers la préconisation politique ; glissement redoublé par une personnification et une starification de l'expert (on pense notamment à la figure de Jean-Marc Jancovici (Jeanneau, 2020)). Voilà qui dénote peut-être moins d'une « écoute de la science » que d'une sacralisation de la parole experte, sapant paradoxalement les conditions de possibilité d'un dialogue entre scientifiques et citoyen-nes. Plus encore, les milieux effondristes peuvent se montrer très critiques envers les sciences, estimant qu'elles auraient été dévoyées, dans leur développement contemporain, par des intérêts privés et des finalités productivistes (une critique analysée par Isabelle Stengers ; Stengers, 2023). Eventuellement, la critique de cette articulation peut faire l'objet d'une essentialisation : certains effondristes cultiveront alors une méfiance envers toute forme de science, considérée comme intrinsèquement manipulatoire.

Cette relative crise de confiance envers les sciences, s'incarnant à la fois dans la sacralisation des experts et les critiques essentialistes de l'activité scientifique, interroge plus largement l'écologie politique. En effet, celle-ci s'est historiquement construite depuis une articulation à une écologie scientifique qui a pu connaitre d'importants relais institutionnels et médiatiques. Ainsi, quel rapport entre science et politique l'écologie politique entend-elle proposer ? S'agit-il de réaffirmer la « représentation publique des sciences », pour gouverner à partir de faits scientifiques établis en amont de la décision politique ? Ou de tendre au contraire vers une « intelligence publique des sciences », supposant de faire dialoguer savoirs scientifiques et savoirs expérientiels des citoyen-nes (Stengers, 2011) ? La collapsologie, s'adressant tout à la fois au grand public et aux scientifiques pour évoquer l'hypothèse d'un effondrement systémique, court-circuite les mécanismes de production du savoir les plus traditionnels. Elle donne à voir, aux yeux de toutes et tous, les tâtonnements des sciences, jetant ainsi le trouble au sein des milieux scientifiques. Voilà qui pourrait se comprendre comme une invitation à investir de nouveaux dispositifs de mise en partage des sciences, allant peut-être dans le sens d'un « amatorat distribué » (Stengers, 2011, 2023).

Quelle prise en compte des oppressions systémiques au sein de l'écologie politique ?

L'enquête s'intéresse enfin aux principes identitaires avancés par les effondristes pour rendre compte de leurs engagements. Sur ce point, on observe un relatif désinvestissement des questions de classe, de race et de genre, profitant à une politisation des rapports d'âge et liens de parenté. En entretien, les inégalités de classe sont régulièrement évoquées pour affirmer que justice sociale et enjeux environnementaux et climatiques sont intrinsèquement liés. Pourtant, dans leur majorité, nos enquêté-es reconnaissent être issus de milieux plutôt aisés, de telle sorte que le motif de la classe n'occupe pas toujours une place centrale dans leur politisation. Les questions de genre et de race, quant à elles, demeurent plus marginales encore. Au contraire, on observe une valorisation de la jeunesse, portée par des dynamiques discursives d'hetero et d'auto-qualification : des groupes d'individus, désignés par de multiples acteurs comme jeunes et comme premières victimes d'un effondrement systémique à venir, s'approprient cette étiquette pour faire entendre leur voix dans le débat public. De la même manière, les effondristes se mobilisent souvent à partir de leurs liens d'affection et de parenté. Face à un futur sombre, ils et elles manifestent le désir de protéger leurs proches, à commencer par leurs familles. Pour les détracteurs de la collapsologie, cette dynamique pourrait encourager un repli sur soi infrapolitique, voire des logiques excluantes et xénophobes (selon un argument observé et nuancé par Laurence Allard, Alexandre Monnin et Cyprien Tasset : Allard, Monnin et Tasset, 2019).

En effet, « protéger sa famille » est une revendication qui soulève de nombreux débats. Dans une certaine mesure, la volonté de se protéger, soi et ses proches, pourrait alimenter un idéal sécuritaire dont les potentiels dangers ont d'ores et déjà été explorés (Dorlin, 2017). Plus encore, l'institution familiale, comme construction sociale et politique, participe pleinement de la reproduction d'oppressions de classe, de race et de genre, qui permettent le maintien d'une société capitaliste et productiviste (O'Brien, 2023 ; Szuba, 2008). L'idéal familial est celui de la famille blanche et bourgeoise, s'imposant au détriment d'autres formes de familles, queer, racisées, qui ne bénéficient ni de la même reconnaissance, ni des mêmes droits (hooks, 1984 ; O'Brien, 2023 ; Ouassak, 2023). Dès lors, ces questionnements liés à la notion de famille, tirés des réceptions de la collapsologie, pourraient pousser les milieux écologistes à s'interroger plus largement sur leur prise en compte des oppressions systémiques (Belmallem, en cours). L'écologie politique pourrait ainsi mener sa saine auto-critique.

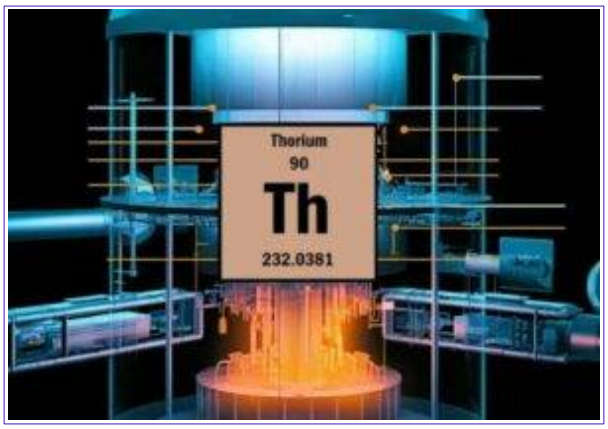
En définitive, la thèse espère avoir contribué à plusieurs chantiers. Il s'agissait d'abord d'historiciser les débats relatifs à la collapsologie et de « désamorcer la caricature » du catastrophisme (Semal, 2019), en faisant reconnaître l'agentivité des effondristes. La collapsologie ne condamne pas nécessairement à l'inaction et le discours sur l'effondrement, pour être mieux compris, gagne à être observé depuis les milieux qui le reçoivent, s'en emparent, le transforment. Puis, à partir des réceptions de la collapsologie, la thèse entend proposer un essai de cartographie

des tensions et ambiguïtés traversant l'écologie politique, exacerbées par ses recompositions contemporaines. Dès lors, cette recherche espère contribuer à un travail de clarification théorique au sein des milieux écologistes, permettant de réaffirmer, face à la catastrophe écologique globale en cours, le projet démocratique de l'écologie politique.

▲RETOUR▲

Les bombes et réacteurs nucléaires au thorium posent trop de problèmes

Alice Friedemann Posté le 8 janvier 2025 par energyskeptic



Préface. Je ne peux pas expliquer dans un blog toutes les nuances et les complexités des dommages et des dangers de l'énergie et des armes nucléaires. Pourtant, c'est une technologie qu'il est important de comprendre, car elle représente peut-être la plus grande menace d'extinction parmi toutes les menaces de dépassement (changement climatique, perte des aquifères et des eaux souterraines, érosion des sols, etc.) Elle n'a pas non plus la chaleur élevée nécessaire à la fabrication et ne produit que de l'électricité. Mes livres et ce site web expliquent pourquoi les systèmes critiques essentiels et interdépendants ne peuvent pas être électrifiés (ou fonctionner à l'éthanol, aux biocarburants, à la transformation du charbon en liquides, à l'ammoniac, à l'hydrogène, au méthanol, etc.) Il est donc insensé de construire des réacteurs nucléaires, qui ne font que laisser en surface des déchets toxiques qui nuiront à la santé des générations futures pendant des centaines de milliers d'années.

Je vous recommande vivement de lire le livre de Ramana intitulé « Le nucléaire n'est pas la solution » pour vous informer sur l'énergie nucléaire. Vous trouverez ci-dessous un extrait de son livre sur le thorium. À propos, l'une des raisons pour lesquelles j'ai supprimé les commentaires de mon site web était le courrier haineux et les commentaires de trolls chaque fois que je publiais quelque chose de négatif sur l'énergie nucléaire. Ils ont un lobby sacrément puissant et essaient d'affaiblir les réglementations, le Conseil de Régulation Nucléaire, et de révoquer l'interdiction de tester les nouvelles armes nucléaires en cours de développement dans le cadre de la modernisation de 2 trillions de dollars qu'Obama a commencé en 2010 (WH 2010). Actuellement, le Lawrence Livermore National Laboratory dispose de moyens de tester les armes nucléaires sans avoir à les déclencher.

***

Ramana MV (2024) Nuclear is Not the Solution : La folie de l'énergie atomique à l'ère du changement climatique. Verso.

« Si j'avais un dollar pour chaque fois qu'on m'a parlé des réacteurs au thorium en réponse à l'une de mes critiques de l'énergie nucléaire, je serais assez riche.

L'un des arguments en faveur de ces êtres mythiques est qu'ils ne peuvent pas être utilisés pour fabriquer des armes nucléaires. J'utilise le terme « mythique » parce qu'il n'existe aucun réacteur commercial au thorium et que le cycle du thorium pose plusieurs problèmes techniques graves qui n'ont pas encore été résolus. Mais même si un réacteur était construit, il est faux de penser qu'il ne peut pas être utilisé pour produire des matériaux pour des armes nucléaires.

Le thorium lui-même, contrairement à l'uranium, ne peut pas être utilisé comme combustible de réacteur parce qu'il n'est pas fissile ; il ne peut pas entretenir une réaction en chaîne. Par conséquent, la plupart des réacteurs dits au thorium utilisent en fait un isotope fissile de l'uranium, l'uranium-233, produit lorsque l'isotope thorium-232 absorbe un neutron et subit une série de désintégrations nucléaires. L'uranium-233 ne se trouve pas dans la nature, car il est instable. L'isotope uranium-233 peut être utilisé pour fabriquer des armes nucléaires. À certains égards, il est supérieur aux deux isotopes couramment utilisés dans les armes nucléaires, l'uranium 235 et le plutonium 239, car il faut moins d'uranium 233 pour déclencher une réaction en chaîne. Une arme fabriquée à partir d'uranium-233 est moins susceptible qu'une arme fabriquée à partir de plutonium d'exploser avant le moment voulu par ses concepteurs. L'uranium-233 présente donc des propriétés très intéressantes pour ceux qui souhaitent fabriquer des armes nucléaires.

En même temps, l'uranium 233 possède une propriété qui le rend moins souhaitable. Lorsque l'uranium 233 est produit dans les réacteurs, il est généralement associé à un autre isotope de l'uranium, l'uranium 232, qui est radioactif et émet des rayons gamma à haute énergie. C'est la principale raison pour laquelle les concepteurs d'armes nucléaires ne préfèrent pas l'uranium-233 ».

Thorium : Pas de combustible nucléaire commercial à court terme

30 mai 2013. Andrew T. Nelson. Bulletin des scientifiques atomiques.

…….

Résumé

À la suite de la catastrophe de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi, les faiseurs d'opinion et les décideurs politiques ont travaillé au niveau international pour stimuler l'intérêt pour le thorium en tant que combustible alternatif possible pour les réacteurs nucléaires commerciaux. La principale question posée était la suivante : Un combustible à base de thorium pourrait-il présenter des avantages s'il était déployé dans les réacteurs actuels ? Depuis plusieurs décennies, on sait qu'un cycle complet alimenté par le thorium et utilisé pour produire et utiliser de l'uranium 233 pour la production d'électricité présente toute une série d'avantages. Pour évaluer pleinement l'utilité pratique de l'utilisation du thorium dans les réacteurs à eau légère existants, il est nécessaire de disséquer de manière critique les avantages promus du cycle du combustible au thorium. Les avantages potentiels du thorium sont relativement faibles, écrit l'auteur, lorsqu'ils sont examinés sous l'angle des infrastructures actuelles et des réalités économiques et politiques.

Le thorium. Dans la presse populaire, cet élément a souvent été présenté comme pouvant changer la donne. Alexis Madrigal (2011), de The Atlantic, a qualifié les réacteurs alimentés au thorium de « solution brillante à notre dilemme énergétique : ils seraient à l'épreuve des fusions, pourraient être construits plus rapidement et plus petitement que les centrales nucléaires traditionnelles et ne pourraient pas être utilisés pour produire des matières radioactives pour les armes nucléaires ». Des articles parus dans Forbes (Katusa, 2012) et le Telegraph (Evans-

Pritchard, 2011) ont également vanté les avantages d'un parc de réacteurs commerciaux fonctionnant au thorium, sous la forme d'une sécurité nettement accrue, d'un coût du combustible nettement inférieur et donc d'une électricité moins chère, et de l'obsolescence des problèmes de déchets nucléaires et des préoccupations liées à la prolifération.

Les journalistes s'empressent de souligner que la différence la plus fondamentale entre un cycle du combustible au thorium et le cycle du combustible à l'uranium conventionnel, tel qu'il est actuellement utilisé dans l'industrie, réside dans le simple fait que le thorium lui-même n'est pas fissile. Ils citent des experts qui affirment que cette source d'énergie est supérieure aux réacteurs conventionnels existants dans presque tous les domaines critiques : sécurité, économie, résistance à la prolifération et réduction considérable de la production de déchets radioactifs. Mais ces articles ne sont pas uniquement l'œuvre de journalistes scientifiques avant-gardistes ; en fait, ils s'inspirent largement de divers efforts internationaux. Depuis des décennies, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a mis en place un groupe de travail mondial chargé de promouvoir la recherche et le développement du cycle du combustible au thorium par les États membres (Agence internationale de l'énergie atomique, 2005). La Chine et la Grande-Bretagne ont adopté cette année des lois prévoyant des fonds pour la recherche sur le cycle du combustible au thorium et la technologie des réacteurs. Aux États-Unis, une proposition de loi vise à assurer un soutien important à la recherche et au déploiement du thorium (Thorium Energy Security Act of 2010).

Les événements survenus à la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi en mars 2011 ont convaincu de nombreux décideurs américains que les ressources précédemment consacrées à la recherche sur les systèmes futurs seraient mieux utilisées pour améliorer la technologie des réacteurs existants. Ce changement d'orientation découle d'une question : Si les réacteurs refroidis à l'eau et alimentés au dioxyde d'uranium sont fondamentalement défectueux du point de vue de la sûreté, le gouvernement et l'industrie devraient-ils remplacer le combustible conventionnel au dioxyde d'uranium et la gaine en zirconium utilisés dans la plupart des réacteurs commerciaux - une gaine qui a une probabilité accrue d'induire une corrosion rapide, une dégradation et une défaillance finale lors d'un accident - par une alternative qui atténue ou même élimine la possibilité d'un accident semblable à celui de Fukushima ?

Dans les années à venir, divers groupes d'intérêt préconiseront toute une série de possibilités pour relever ce défi, notamment des combustibles métalliques, des alliages de gainage avancés, des systèmes de combustible composites et d'autres approches1 . Mais l'un des candidats à la production d'énergie nucléaire aux États-Unis pourrait bien être le thorium. En fait, le débat a déjà commencé sur la capacité du thorium à produire de l'énergie nucléaire sans les inconvénients associés aux réacteurs à eau légère conventionnels fonctionnant à l'uranium. Toutefois, comme c'est souvent le cas lorsqu'il s'agit de traduire les avantages annoncés d'une technologie, il est essentiel de distinguer la réalité de l'hyperbole et d'apporter quelques précisions importantes aux déclarations générales.

L'utilisation à court terme du thorium doit être évaluée en fonction de deux critères : le déploiement dans le parc de réacteurs existant et l'utilisation du thorium dans un cycle de combustible ouvert.2 Mais est-il possible de passer au thorium en utilisant le parc de réacteurs actuel ? C'est peu probable. Un examen approfondi des réalités physiques et économiques suggère fortement que les avantages éventuels - que ce soit dans le cadre d'une exploitation normale ou d'un scénario d'accident - seraient soit inexistants, soit trop faibles pour encourager les exploitants de centrales à réaliser les investissements importants nécessaires et à accepter les risques éventuels d'une conversion à court terme au combustible au thorium.

…….

Vue d'ensemble du thorium

Les risques, les coûts et les avantages de l'utilisation du thorium dans la génération actuelle de réacteurs nucléaires commerciaux doivent être soigneusement pesés afin d'élaborer un pronostic critique sur ses perspectives à court terme en tant que combustible nucléaire. Une telle analyse nécessite une compréhension claire des principes fondamentaux d'un cycle du combustible au thorium et de la manière dont ce cycle peut être intégré dans une industrie construite sur 60 ans de dépendance quasi exclusive à l'égard de l'uranium.

Le thorium existe dans la nature principalement sous la forme d'un seul isotope, le thorium 232. Le thorium a acquis une certaine notoriété au début du XXe siècle, lorsque sa radioactivité naturelle a été détectée et signalée par les Curie dans l'un de leurs premiers travaux sur le sujet. Hormis l'intérêt occasionnel de la communauté nucléaire, le thorium n'a été utilisé que dans des applications industrielles éparses et spécialisées, notamment dans les filaments spéciaux et les céramiques nécessitant une ténacité accrue. Le thorium présente une grande différence avec l'uranium : il n'est pas fissile. Un réacteur nucléaire entièrement alimenté au thorium serait aussi efficace qu'un réacteur rempli de plomb. Contrairement au plomb et à la grande majorité des éléments, le thorium possède toutefois la capacité de se transmuter en un isotope fissile, si on lui fournit un neutron et le temps nécessaire pour parcourir la chaîne de désintégration. Sous irradiation neutronique, le thorium-232 capture un neutron et se transmute d'abord en protactinium, puis en uranium-233, qui peut être utilisé dans une réaction de fission soutenue. Ainsi, un cycle de combustible au thorium peut être alimenté par du thorium, mais dépend de l'uranium 233 produit pour subir une fission, générer de la chaleur et produire de l'électricité dans un réacteur.

Cette facette du cycle du combustible au thorium a une implication critique. Le thorium a besoin d'une source de neutrons pour entamer le processus de transmutation, c'est-à-dire qu'un élément fissile doit être présent dans le cœur du réacteur au moment du démarrage. Les deux possibilités les plus probables seraient soit l'uranium familier, soit l'uranium-233 séparé du thorium qui a été transmuté précédemment.3 Bien que cette distinction puisse sembler insignifiante, puisque les deux sont chimiquement identiques, un certain nombre de conséquences importantes découlent du choix de l'isotope fissile qui entraînera la reproduction de l'uranium-233 à partir du thorium.

L'un des principaux avantages attribués au cycle du combustible au thorium est la réduction de la production de déchets. Si les isotopes présents dans le combustible à un moment donné de sa vie sont principalement du thorium 232, du protactinium 233 et de l'uranium 233, qui se fissionne ensuite en isotopes beaucoup plus légers, la production de déchets radioactifs se limitera en grande partie à ces produits de fission. Dans la plupart des cas, ces isotopes fils se désintègrent de manière substantielle après seulement quelques centaines d'années. À l'inverse, la population isotopique de l'uranium faiblement enrichi tel qu'il est utilisé actuellement se compose d'un peu moins de 5 % d'uranium 235, le reste étant essentiellement de l'uranium 238. Ce dernier isotope contribue de manière négligeable à la fission, mais il est responsable de la production d'éléments transuraniens à longue durée de vie tels que le neptunium, le plutonium et l'américium, qui posent des problèmes d'élimination à long terme et suscitent des inquiétudes en matière de prolifération.

La réalisation des avantages d'un cycle de combustible au thorium en matière de réduction des déchets nécessite donc l'utilisation d'uranium 233 pour la fission. Lorsqu'un réacteur alimenté au thorium fonctionne, de l'uranium 233 est produit comme décrit ci-dessus. Mais la source de neutrons pendant les premières semaines de fonctionnement, avant que l'uranium-233 ne commence à s'accumuler de manière significative dans les piles, doit également être de l'uranium-233. Le seul moyen de produire une source constante d'uranium 233 à l'échelle nécessaire pour alimenter un réacteur commercial chargé en thorium au démarrage serait une installation de séparation massive où le combustible usé précédemment utilisé dans le réacteur serait soumis à un processus d'extraction de l'uranium 233 cuit. Ni le soutien politique ni le financement d'une telle infrastructure ne sont susceptibles d'être disponibles dans les décennies à venir.

La seule alternative à un investissement aussi massif est de fournir des neutrons au thorium par le biais de l'uranium faiblement enrichi conventionnel, ce qui annule la réduction de la production de déchets à long terme offerte par un cycle complet du thorium.

…….

Considérations relatives au déploiement commercial du thorium

Compte tenu de son avantage négligeable en termes de réduction des déchets, le thorium ne serait intéressant pour les exploitants actuels de centrales nucléaires que si l'on pouvait démontrer qu'il présente des avantages en termes

de performances. Ceux-ci pourraient, par exemple, prendre la forme d'une amélioration des réactions du réacteur en cas d'accident ou d'une contribution directe à la production ou à l'économie du réacteur.

Le thorium pourrait, en théorie, apporter plusieurs avantages de ce type. Une meilleure conductivité thermique permettrait de réduire les températures du combustible et de disposer d'un plus grand laps de temps pour une action réparatrice avant que le cœur ne soit endommagé lors d'une perte de refroidissement actif. D'un point de vue commercial, l'attribut inhérent au cycle du combustible au thorium - une production continue d'uranium 233 fissile - pourrait offrir la possibilité de prolonger l'utilisation du combustible au-delà des cycles standard de 18 à 24 mois et, par conséquent, d'augmenter les bénéfices. Tous ces avantages avérés ou potentiels doivent toutefois être évalués à l'aune des paramètres de performance établis par l'industrie.

Lorsqu'on examine les propriétés ou les gains de performance que le thorium pourrait offrir à la génération actuelle de réacteurs commerciaux, la première question à se poser est celle de la forme. Le thorium pourrait être fabriqué sous la forme d'un certain nombre d'alliages métalliques ou de composés céramiques destinés à être utilisés comme combustible solide. Les deux seules formes de thorium qui ont fait l'objet d'une attention soutenue de la part de la communauté nucléaire sont le thorium pur sous sa forme métallique et le dioxyde de thorium, une céramique5.

Le choix entre ces deux options plausibles est simple. Si le thorium doit être utilisé dans les réacteurs commerciaux actuels, il doit être totalement compatible avec les contraintes géométriques des cœurs des réacteurs et avec le liquide de refroidissement à l'eau qui transfère la chaleur générée par la fission pour produire de l'électricité.

Le combustible nucléaire utilisé dans les réacteurs commerciaux est assemblé d'une manière relativement standardisée, avec seulement des différences mineures dictées par le fournisseur de combustible et le type de réacteur. Les pastilles de combustible de dioxyde d'uranium, qui contiennent environ 5 % d'uranium 235, sont d'abord transformées en cylindres droits d'environ 10 millimètres. Ces pastilles sont ensuite chargées dans des gaines en alliage de zirconium, dimensionnées pour permettre un très faible écart entre les pastilles et les gaines. La longueur totale des tubes de gaine est de plusieurs mètres. La gaine est ensuite remplie d'hélium et soudée pour obtenir un joint hermétique. En fonction du réacteur et de sa conception, un peu moins de 100 à environ 250 barres de combustible sont ensuite rassemblées pour former des assemblages ou des grappes. Un cœur de réacteur complet mesurant plusieurs mètres de diamètre est constitué de plusieurs centaines d'assemblages de ce type.

Bien qu'elles ne soient décrites que sommairement ci-dessus, les dimensions et l'orientation précises des pastilles de combustible, de la gaine, des barres et des assemblages ont une influence déterminante sur les performances du réacteur. Il est théoriquement possible de revoir complètement la géométrie du cœur pour utiliser un diamètre de pastille plus petit ou plus grand, un espacement plus serré ou plus lâche des crayons au sein d'un assemblage, ou un combustible entièrement différent, mais pas sans augmenter considérablement les coûts et les risques en raison d'autres impacts sur le fonctionnement du réacteur. Il est peu probable qu'une campagne visant à apporter de telles modifications à la conception réussisse, à moins qu'un combustible révolutionnaire ne soit accompagné d'une incitation économique drastique pour les compagnies d'électricité et les vendeurs qui financeraient le développement. Si le thorium doit être déployé dans les réacteurs existants, il doit être interchangeable avec les pastilles de combustible de dioxyde d'uranium avec un impact négligeable ou nul sur la géométrie ou la fonction de la gaine, du crayon et de l'assemblage.

Le deuxième critère important auquel doit répondre le combustible au thorium est sa compatibilité avec les réfrigérants à eau des réacteurs commerciaux actuels. La gaine est conçue pour protéger le combustible des interactions avec le liquide de refroidissement et pour retenir les espèces radioactives produites par la fission, mais l'expérience a prouvé que des défaillances isolées de la gaine se produisent et qu'elles ne doivent pas entraîner l'arrêt des réacteurs. Heureusement, avec le combustible au dioxyde d'uranium, le résultat d'une défaillance de la gaine - qu'elle soit due à un défaut de fabrication ou à une autre cause - est loin d'être catastrophique.

En fait, c'est plutôt le contraire qui est vrai. Aux températures relativement basses rencontrées en fonctionnement normal, le dioxyde d'uranium peut être exposé à l'eau sans impact notable sur les performances ou la sûreté. Il n'y a

lieu de s'inquiéter que dans le cas d'un scénario d'accident au cours duquel les températures peuvent rapidement atteindre plusieurs fois celles du fonctionnement en régime permanent. Dans le cas d'un accident au cours duquel des ruptures de gaine à grande échelle sont probables et l'exposition du combustible à l'eau ou à la vapeur à des températures élevées suivra immédiatement, il est inacceptable qu'un combustible nucléaire perde rapidement son intégrité ou subisse des réactions chimiques préjudiciables.

Malheureusement, les combustibles métalliques au thorium sont fatalement défectueux à cet égard. La réaction avec l'oxygène, l'azote et la vapeur d'eau dégrade le matériau de manière désastreuse, même à des températures modérées. Il serait possible d'améliorer la résistance à la corrosion à haute température du thorium métallique par un processus d'alliage, mais cela impliquerait la mise au point d'un combustible nucléaire entièrement nouveau et n'est pas réalisable dans un délai raisonnable.

Le dioxyde de thorium est donc le seul candidat possible pour un déploiement à court terme dans les réacteurs existants. Des pastilles de dioxyde de thorium ont été fabriquées avec succès dans la géométrie cylindrique requise et irradiées dans plusieurs réacteurs, ce qui permet d'acquérir une expérience limitée mais inestimable. Deuxièmement, les expériences réalisées à ce jour suggèrent que cette forme est au moins aussi résistante à l'oxydation que le dioxyde d'uranium dans des environnements d'eau liquide et de vapeur. Des études plus détaillées pourraient en fait révéler des gains dans ce domaine si le dioxyde de thorium est utilisé.
Le défi technique que représente l'utilisation du dioxyde de thorium dans les réacteurs existants ne concerne pas la capacité de l'industrie à fabriquer le matériau.6 La contrainte technique dominante qui régit le remplacement du dioxyde d'uranium conventionnel par le dioxyde de thorium concerne plutôt les performances du réacteur.

Pour rester commercialement viables, tous les cœurs de réacteurs - qu'il s'agisse des réacteurs classiques à uranium faiblement enrichi ou des variantes au thorium proposées - doivent fonctionner à une puissance thermique donnée pendant une durée requise. Un rendement thermique réduit équivaut à une production d'électricité moindre ; un besoin plus fréquent de ravitaillement nécessite des arrêts du réacteur, qui durent généralement environ un mois. La limite à laquelle sont confrontés les ingénieurs qui cherchent à incorporer le thorium dans les schémas de chargement des réacteurs existants est simple : Le volume de combustible disponible est fixe. L'introduction d'atomes de thorium sous forme d'oxyde doit remplacer un nombre à peu près équivalent d'atomes d'uranium. L'exercice d'équilibre peut donc être grossièrement envisagé de la manière suivante : À une extrémité du spectre, le cœur serait chargé principalement de dioxyde de thorium ne contenant qu'une petite quantité de dioxyde d'uranium. Au maximum, 6 % du total des atomes d'uranium disponibles seront de l'uranium 235 fissile7 . Cela peut suffire à assurer une brève criticité pour le démarrage, mais la réserve d'uranium 235 disponible sera rapidement épuisée et le cœur deviendra sous-critique avant que de l'uranium 233 ne puisse être produit. L'extrême opposé serait le cas où la grande majorité du cœur est constituée de dioxyde d'uranium conventionnel. La petite fraction de thorium incluse entraînerait un écart négligeable par rapport aux performances d'un cœur existant, mais il est clair qu'une très petite quantité de thorium n'apporterait aucun avantage potentiel.
Il s'agit donc d'équilibrer les teneurs en uranium et en thorium au moment du démarrage, de telle sorte que la population évoluée d'uranium 233 et d'uranium 235 maximise à la fois les performances et l'utilisation du combustible.8 De nombreuses études se sont penchées sur ce problème en tenant compte d'un large éventail d'hypothèses. Elles montrent qu'il existe un autre facteur tout aussi important que la fraction de thorium initialement incluse dans le cœur : la distribution.

La réalité de la conception des réacteurs dépend de la gestion des neutrons avec une résolution spatiale de l'ordre du millimètre dans les trois dimensions. L'emplacement spécifique des isotopes fissiles dans le cœur déterminera cette distribution. Les pastilles de combustible pourraient être fabriquées avec la même composition pour l'ensemble du cœur, c'est-à-dire que chaque pastille contiendrait une fraction prescrite de thorium et d'uranium. La seconde option consisterait à fabriquer séparément du dioxyde de thorium pur, de sorte que des pastilles de combustible contenant à la fois de l'uranium et du thorium seraient utilisées pour construire le cœur.

L'une ou l'autre option a un impact critique sur les performances du réacteur et sur les avantages potentiels de l'utilisation du thorium. La séparation des pastilles de dioxyde d'uranium et de dioxyde de thorium offre l'avantage

important de la flexibilité dans la conception du cœur. Il est possible de placer des barres de combustible entièrement chargées de pastilles de dioxyde d'uranium ou de dioxyde de thorium dans des dispositions différentes au sein des assemblages combustibles afin d'obtenir des performances optimales du réacteur.
Cette approche présente toutefois un inconvénient majeur : l'absence quasi-totale d'avantages commerciaux tangibles liés à l'utilisation du thorium. Une quantité importante de dioxyde d'uranium conventionnel resterait dans le cœur du réacteur et fonctionnerait selon l'expérience acquise, qu'elle soit positive ou négative. Un cycle du combustible à passage unique implique qu'aucune extraction de l'uranium 233 contenu dans les crayons de dioxyde de thorium après leur retrait du cœur ne serait possible. Du point de vue des performances, il semble donc probable qu'un tel chargement de cœur puisse répondre aux critères requis pour une utilisation dans un réacteur existant, mais les gains - évalués du point de vue de l'électricité fournie au réseau - ne seraient pas possibles.

Tous les facteurs susmentionnés indiquent que l'utilisation de pastilles de dioxyde de thorium et de dioxyde d'uranium séparées dans les réacteurs commerciaux est une expérience sans possibilité de gain pour les compagnies d'électricité.

L'autre solution, qui consiste à modifier le processus de fabrication du combustible pour produire un seul type de pastille contenant à la fois du thorium et de l'uranium, est potentiellement réalisable. Une telle approche permettrait une gestion plus simple du combustible, puisque tout le combustible neuf serait identique. Des recherches limitées seraient nécessaires pour adapter les techniques de fabrication en laboratoire à l'échelle industrielle. Mais il n'y aurait pas d'incertitudes majeures à résoudre avant que l'infrastructure existante de traitement du combustible puisse être utilisée pour fabriquer des pastilles de dioxyde d'uranium-thorium. Plus important encore, cette composition représenterait une forme de combustible entièrement différente de celle du dioxyde d'uranium conventionnel, et elle serait capable d'offrir des avantages uniques.

…….

Avantages possibles du thorium en termes de performances

Les perspectives de déploiement des pastilles d'oxyde de thorium et d'uranium comme combustible pour les réacteurs nucléaires existants peuvent être résumées par les réponses à deux questions essentielles : Quels sont les gains de performance possibles d'un tel combustible ? Et le prix payé pour ces avantages justifie-t-il l'investissement économique requis et l'écart par rapport à des décennies d'expérience industrielle ?

Comparé au dioxyde d'uranium conventionnel, le combustible à base de dioxyde de thorium et d'uranium pourrait, dans l'absolu, offrir un certain nombre d'avantages potentiels. Le dioxyde de thorium pur possède généralement des propriétés supérieures à celles du dioxyde d'uranium. Malheureusement, l'inclusion du thorium dans les réacteurs vise à produire de l'uranium en pile. Ce processus génère une forme de combustible qui comprend non seulement du thorium et de l'uranium, mais aussi du protactinium en tant que produit intermédiaire. Alors que des études limitées ont examiné les propriétés du dioxyde d'uranium-thorium, à ce jour, aucune donnée expérimentale n'a pris en compte les effets du protactinium inclus dans une composition de dioxyde de thorium-uranium d'intérêt.

Même si les performances sont améliorées d'une manière ou d'une autre par l'utilisation de combustible à base de dioxyde de thorium et d'uranium, une question essentielle demeure : à quel prix et à quel risque ? Les intérêts commerciaux ont besoin d'une motivation importante pour tolérer une incertitude accrue dans le fonctionnement des réacteurs nucléaires - et un nouveau combustible créera inévitablement une telle incertitude.

Dans le cas du thorium, l'amélioration des propriétés thermophysiques - une conductivité thermique accrue ou un point de fusion plus élevé, par exemple - pourrait permettre aux ingénieurs de disposer d'une plus grande marge thermique dans le combustible. En d'autres termes, le combustible du réacteur pourrait être conduit en toute sécurité à produire plus de chaleur tout en conservant une marge de sécurité acceptable, ce qui pourrait sembler être un avantage important pour l'exploitant d'une centrale nucléaire. Cependant, pour une raison pratique, ce n'est pas le cas.

Le coût du remplacement du combustible dans un réacteur nucléaire est presque nominal, si l'on considère le coût de la modernisation des échangeurs de chaleur et des turbines qui transforment la chaleur du cœur d'un réacteur en électricité. Si ces composants fonctionnent déjà à un niveau proche de leur capacité, il n'y a aucune raison d'augmenter la production de chaleur dans le cœur du réacteur.

Le consensus général dans l'industrie est qu'il y a peu d'intérêt à déployer une nouvelle forme de combustible (comme le thorium) conçue pour la génération actuelle de réacteurs et capable d'une plus grande production de chaleur. L'industrie nucléaire a connu un succès remarquable en améliorant et en prolongeant la durée de vie des centrales commerciales conçues à l'origine et construites en grande partie il y a plus de cinq décennies. La capacité de production de ces centrales est donc largement à sa limite supérieure en raison d'une série de facteurs qui n'ont rien à voir avec le combustible lui-même.

Les compagnies d'électricité seraient intéressées par un autre avantage possible du combustible au thorium, à savoir l'allongement des cycles du combustible. Malheureusement, les combustibles à base de thorium et de dioxyde d'uranium, alimentés par de l'uranium enrichi à moins de 6 %, ne peuvent pas prolonger le cycle du combustible dans les centrales nucléaires actuelles, car un tel combustible mixte ne pourrait même pas atteindre les performances du cycle du dioxyde d'uranium.9

Le seul autre avantage significatif des combustibles à base de dioxyde de thorium et d'uranium peut être trouvé dans le domaine de la performance en cas d'accident. A haute température, les alliages de gaine en zirconium s'oxydent facilement en présence d'eau et génèrent de l'hydrogène. La formation de dioxyde de zirconium, combinée à l'hydruration à des températures encore plus extrêmes, entraîne une perte rapide de l'intégrité mécanique et une défaillance probable de la gaine.

À ce stade, la réaction du combustible lui-même à l'environnement riche en oxygène détermine la poursuite de la détérioration du cœur et le rejet des produits de fission accumulés et des produits de transmutation tels que le plutonium. Les combustibles à base de dioxyde de thorium et d'uranium peuvent présenter un certain nombre d'attributs de performance favorables dans ce scénario, notamment l'allongement de la durée pendant laquelle le combustible peut supporter une perte de réfrigérant avant de fondre10.

Les études réalisées à ce jour suggèrent également que le dioxyde de thorium-uranium possède une résistance accrue à la fracture et à la fissuration, problèmes associés au dioxyde d'uranium. La réduction de la propagation des fissures améliore à la fois le fonctionnement du combustible en régime permanent et les performances dans les scénarios d'accidents potentiels. La libération de produits de fission hautement radioactifs lors d'une défaillance de la gaine et d'une perte de confinement se produit d'abord sur les surfaces exposées des pastilles. Une pastille de combustible très fracturée présente de nombreuses surfaces susceptibles de libérer rapidement les produits de fission collectés en cas de rupture de la gaine. Enfin, les caractéristiques chimiques du dioxyde de thorium et d'uranium sont susceptibles de retarder la vitesse à laquelle le combustible s'oxyde lors d'une exposition à la vapeur d'eau à haute température, comme c'est le cas lors d'un accident de perte de réfrigérant. L'oxydation d'une pastille de combustible de dioxyde d'uranium au cours d'un accident est responsable de la pulvérisation finale de la pastille et de la libération généralisée de radioactivité au cours d'un accident de réacteur catastrophique et d'une perte de confinement.

Toute forme de combustible offrant une réponse chimique ou mécanique retardée à la vapeur d'eau à haute température présentera un intérêt dans la critique en cours des réponses des réacteurs actuels aux scénarios d'accident. Il semble probable que le dioxyde de thorium-uranium offrira des avantages par rapport au dioxyde d'uranium conventionnel dans ce domaine. Mais il est important de considérer que la réponse du combustible n'a, en réalité, d'importance technique que si la gaine est défaillante. Si l'amélioration de la tolérance aux accidents est l'objectif principal, il est logique de s'intéresser d'abord au matériau de gainage lui-même. Une nouvelle gaine ou un nouveau procédé de modification qui protégerait efficacement le combustible dans tous les scénarios envisagés éliminerait en grande partie l'intérêt d'une amélioration de la réponse du combustible.

…….

Le potentiel à court terme des combustibles au thorium dans les réacteurs existants : Faible

Dans les limites du scénario du thorium le plus probable pour la prochaine décennie, le déploiement dans un cycle nucléaire ouvert alimenté par de l'uranium plafonné à un taux d'enrichissement de 6 % d'uranium 235, un certain nombre d'avantages du thorium généralement mis en avant sont considérablement réduits à néant. L'affirmation selon laquelle les combustibles au thorium sont « à l'épreuve de la fusion » n'a aucun fondement dans la réalité, à moins que l'on ne conçoive, développe et construise des types de réacteurs entièrement nouveaux.

Les avantages en termes d'élimination des déchets seraient au mieux minimes. L'utilisation du dioxyde de thorium et d'uranium permettrait une réduction faible mais légitime de l'inventaire des éléments transuraniens tels que le neptunium, le plutonium et l'américium dans le combustible usé. Toutefois, ces gains n'auraient pas d'impact significatif sur la radioactivité, les procédures de manipulation ou les exigences de stockage du combustible usé. Si les États-Unis décidaient de modifier leur politique d'élimination des déchets et d'imposer aux services publics une redevance pour leur production de déchets nucléaires basée sur la quantité, la réduction de la production de déchets facilitée par l'utilisation du thorium dans les réacteurs existants pourrait rendre ce combustible plus attrayant. Mais il n'y a aucune raison de penser que le gouvernement fédéral modifiera sa politique de longue date.

Le combustible usé d'une centrale nucléaire alimentée par de l'oxyde de thorium et d'uranium ne présenterait pas d'avantage en termes de non-prolifération par rapport au combustible actuellement utilisé. Le thorium n'éliminerait pas la production de plutonium dans les réacteurs actuels et fournirait un deuxième isotope utilisable pour les armes, l'uranium 233, au combustible usé.11

Plus que d'argumenter pour ou contre les mérites particuliers des résultats du thorium en matière de prolifération, il est important de reconnaître une réalité pratique : Les entités commerciales et les vendeurs de combustible n'accorderont qu'une valeur minime à toute différence mineure dans les risques théoriques de prolifération. Il s'agit certainement d'un domaine que le gouvernement doit bien comprendre avant d'entreprendre le déploiement du thorium dans les réacteurs existants. Mais du point de vue des compagnies d'électricité, le seul moteur légitime capable de motiver la poursuite de l'utilisation du thorium est l'économie.

L'un des avantages traditionnellement cités d'un cycle au thorium est la disponibilité du combustible, étant donné l'abondance du thorium par rapport à l'uranium. Mais cet avantage est souvent considéré comme une hypothèse fondée sur une situation antérieure de plusieurs décennies, lorsqu'une expansion significative de l'énergie nucléaire était prévue. Or, la réalité du marché actuel et prévu est celle d'un prix de l'uranium stable. En outre, la nécessité d'un générateur d'uranium 235 pour initier tous les cycles à passage unique ne libérera jamais complètement les réacteurs actuels du besoin d'uranium.

Le seul autre impact économique significatif possible du thorium proviendrait de l'allongement des cycles du combustible. La possibilité de faire fonctionner le réacteur pendant des périodes plus longues sans devoir s'arrêter pour refaire le plein serait considérée comme une victoire importante. Les études réalisées à ce jour suggèrent toutefois qu'il sera extrêmement difficile pour le thorium introduit dans les réacteurs existants sous la forme de pastilles de dioxyde de thorium-uranium de satisfaire aux paramètres de performance actuellement requis dans des cycles plus longs que ceux utilisés actuellement.

Les combustibles à base de dioxyde de thorium et d'uranium pourraient bien présenter une série de propriétés qui les rendraient supérieurs au dioxyde d'uranium. Toutefois, pour justifier une utilisation dans le parc de réacteurs actuel, des études sur les propriétés de base sont nécessaires pour caractériser les paramètres d'une importance fondamentale tant pour les conditions d'exploitation normales que pour les scénarios d'accidents graves. Il pourrait être possible d'échanger le combustible actuel à base de dioxyde d'uranium contre une solution de remplacement présentant un meilleur comportement en réacteur et permettant d'obtenir un rendement identique pour une

différence de coût négligeable. Malheureusement, la capacité des combustibles thorium-uranium à répondre aux critères de performance des réacteurs existants reste incertaine, et la fabrication de combustible à base d'oxyde de thorium et d'uranium nécessiterait des coûts de développement et des efforts de qualification initiaux. Il semble extrêmement improbable que les compagnies d'électricité fassent un tel investissement pour les bénéfices minimes évoqués ci-dessus.

Pour l'avenir, les décideurs politiques et les exploitants nucléaires ne doivent pas négliger la possibilité de faire évoluer l'infrastructure nucléaire américaine vers un cycle complet de combustible au thorium, à mesure que le parc actuel de réacteurs approche de la fin de sa durée de vie. Un véritable cycle fermé du thorium qui intègre le recyclage complet de l'uranium 233 offrirait des avantages évidents dans le domaine de la réduction de la production de déchets, qu'il soit déployé dans des réacteurs utilisant des combustibles solides et des caloporteurs traditionnels ou peut-être dans des conceptions avancées qui n'ont pas encore été entièrement développées ou testées. Malheureusement, dans le cadre des contraintes politiques actuelles, l'adaptation du combustible au thorium pour une utilisation dans les réacteurs existants refroidis à l'eau nécessiterait un investissement trop important et n'apporterait pas de bénéfices clairs.

Pour que le thorium joue un rôle important dans l'avenir nucléaire des États-Unis, ses défenseurs doivent inclure ces conditions. Présenter le thorium comme une solution miracle capable de convertir instantanément l'industrie nucléaire en une source d'énergie sans fusion, sans déchets et sans problème de prolifération est non seulement inexact, mais rend également un mauvais service en communiquant sur les nombreux facteurs politiques et économiques complexes qui convergent pour façonner l'avenir de la production d'énergie nucléaire dans le monde entier.

…….

Andrew T. Nelson est chercheur à la Division de la science et de la technologie des matériaux du Laboratoire national de Los Alamos, spécialisé dans le développement et la caractérisation des combustibles nucléaires céramiques. Son principal centre d'intérêt est l'étude des propriétés thermophysiques des combustibles nucléaires à haute température. Nelson est actif dans la caractérisation des performances des matériaux dans les environnements de spallation, ainsi que dans la conception de systèmes de matériaux pour les applications de cibles de spallation. Nelson est actuellement responsable des essais d'irradiation des combustibles céramiques dans le cadre du programme de recherche et de développement sur le cycle du combustible du ministère américain de l'énergie et dirige le laboratoire de recherche sur les combustibles à Los Alamos.

…….

Notes sur l'article

↩1 Les solutions proposées vont de l'évolution - comme le revêtement des gaines de combustible avec un matériau résistant à l'oxydation à haute température - à la véritable révolution : du combustible particulaire encapsulé dans du carbure de silicium, un changement qui pourrait modifier fondamentalement la façon dont une perte de refroidissement affecte les réacteurs nucléaires. Le grand défi pour tout concept de tolérance aux accidents suggéré est de parvenir à une grande transparence du point de vue de la compagnie d'électricité responsable de l'exploitation du réacteur.

↩2 Il existe deux grandes options pour la construction d'un cycle du combustible nucléaire. Dans la première, connue sous le nom de cycle du combustible ouvert, le combustible est fabriqué et utilisé une seule fois avant d'être retiré du réacteur et stocké indéfiniment dans un dépôt. L'autre solution consiste à retraiter le combustible usé afin de récupérer les matières fissiles utilisables ou de séparer les déchets radioactifs pour les stocker plus efficacement ou les renvoyer dans des réacteurs spécialisés en vue de leur destruction. Dans les années 1970, en partie à cause de l'utilisation par l'Inde de plutonium issu du retraitement lors de son premier essai d'arme nucléaire en 1974, les États-Unis ont décidé d'opter pour la première solution. Non seulement les États-Unis ont décidé d'éviter de

retraiter leur combustible usé, mais ils ont activement découragé cette pratique dans d'autres pays, par exemple en Corée du Sud. Feiveson et al. (2011) présentent un examen approfondi des politiques internationales actuelles en matière de retraitement et des évolutions plausibles au cours de la prochaine décennie.

↩3 Le plutonium 239 a également été considéré comme un élément moteur du cycle du thorium. Toutefois, la motivation typique de ces travaux est la consommation de matières de qualité militaire provenant des stocks plutôt que la production d'électricité. L'utilisation du plutonium engendre également une série de préoccupations opérationnelles et de défis techniques.

4 La fissuration du combustible céramique à base de dioxyde d'uranium utilisé dans les réacteurs existants se produit couramment à grande échelle, affectant le fonctionnement normal et amplifiant le risque de rejet de radioactivité en cas d'accident grave.

↩5 D'autres alliages métalliques ou céramiques contenant du thorium comme composant principal existent et peuvent présenter des propriétés favorables. Pour un déploiement à court terme, cependant, il n'est pas possible de chercher à développer et à qualifier une forme de combustible entièrement nouvelle - un processus qui peut prendre plusieurs décennies.

↩6 L'adaptation des lignes de dioxyde d'uranium pour la fabrication de dioxyde de thorium est possible. En outre, les incertitudes concernant les performances du dioxyde de thorium pendant l'irradiation sont relativement faibles. Les essais d'irradiation effectués à ce jour permettent de croire qu'aucune évolution inattendue des matériaux ne se produira en cours de service.

7 Il est important de distinguer les raisons pour lesquelles on cite une limite d'enrichissement de 6 % plutôt que celle de 20 % que l'on rencontre couramment. S'il est vrai que les études de conception des réacteurs envisageant un enrichissement de 19,5 % d'uranium 235 sont compatibles avec la désignation « faiblement enrichi », aucune installation commerciale de fabrication de combustible n'est autorisée à respecter cette limite. L'octroi d'une nouvelle licence aux installations commerciales pour la fabrication de combustible contenant jusqu'à 20 % d'uranium 235, soit nettement plus que les limites actuelles de 5 ou 6 %, ne se ferait pas sans dépenses supplémentaires.

8 Ce dernier point est particulièrement important dans le cadre des contraintes d'un cycle du combustible à passage unique. L'uranium 233 issu du thorium dans le combustible usé après son retrait du réacteur peut être extrait et valorisé dans des scénarios de retraitement, mais dans l'environnement actuel, il ne fait que poser un risque possible de prolifération.

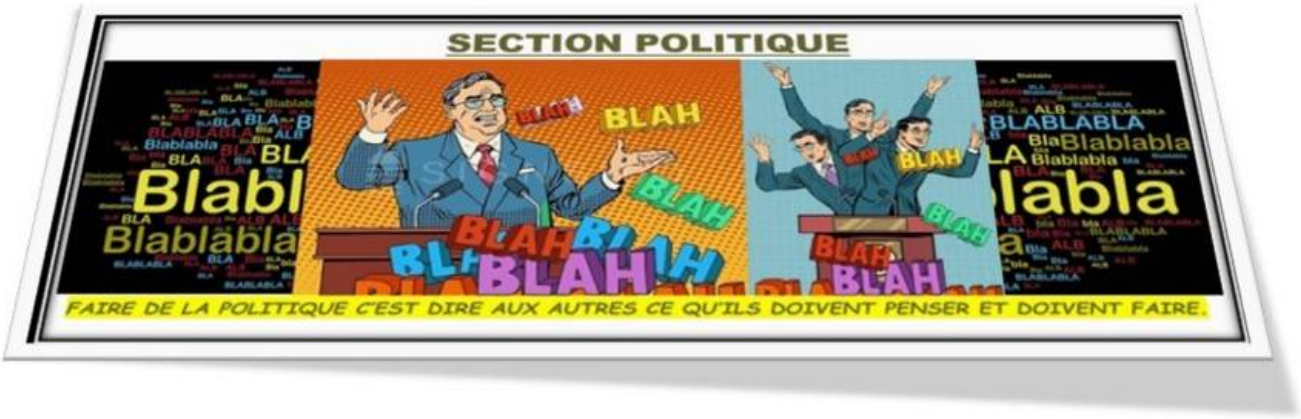
↩9 Les installations de fabrication de combustible nécessiteraient une révision de leurs licences actuelles pour permettre un enrichissement supérieur à 6 %. Il pourrait être possible de réattribuer progressivement des licences aux installations, mais seulement après des dépenses considérables pour l'opérateur, ce qui nécessiterait un retour sur investissement clair et décisif.

10 Cet avantage est tempéré par le fait qu'un certain nombre d'autres processus excessivement dommageables et dangereux se produiraient dans le cœur avant que la fusion du combustible ne se produise.

↩11 La production d'uranium-232 à partir de l'inclusion de thorium constituerait un moyen de dissuasion radiologique supplémentaire pour renforcer les barrières naturelles du combustible usé contre le vol et la prolifération. L'uranium 232 est produit en petites quantités dans les piles à partir de la capture de neutrons par le protactinium 233, suivie de la désintégration de deux neutrons et d'une désintégration bêta. L'augmentation de la prolifération attribuée à l'uranium 232 vient du fait que l'isotope se désintègre à son tour en une longue série d'émetteurs gamma énergétiques. Mais cette chaîne se termine par un isotope stable relativement rapidement du point de vue du stockage géologique du combustible usé. L'une des principales préoccupations en matière de gestion du combustible usé concerne les barrières qui subsistent après plusieurs centaines d'années de stockage. À

ce stade, les produits de fission hautement radioactifs présents initialement dans le combustible usé et qui constituent un moyen de dissuasion radiologique appréciable contre la prolifération se sont considérablement désintégrés. L'uranium 232 et ses isotopes de filiation n'apaiseront pas cette inquiétude.

▲RETOUR▲



.Trudeau au Canada annonce sa démission avant l'arrivée de Trump !

par Charles Sannat | 7 Jan 2025

Difficile de ne pas voir de lien de cause à effet entre la démission annoncée de Justin Trudeau, le premier ministre canadien à la popularité en berne (un peu comme comme Emmanuel Macron) et l'arrivée dans quelques jours de Donald Trump à la Maison Blanche.

Ce deuxième mandat de Trump s'annonce certainement beaucoup plus fort et rude que le premier, notamment pour tous ceux qui veulent s'opposer au nouveau président qui semble avoir décidé d'utiliser toute sa force politique et économique.

Le Canada est clairement dans la ligne de mire du républicain.

Cette démission de Trudeau ne doit rien au hasard.

La nouvelle administration Trump va tenter dans tous les pays où c'est possible de faire basculer vers des partis plus souverainistes contre les partis plus globalistes et mondialistes.

▲RETOUR▲

.L'annexion du Canada équivaudrait à l'ajout d'une deuxième Californie

- Ryan McMaken 01/07/2025 - Mises Wire

Donald Trump veut une frontière ouverte avec le Canada. Du moins, c'est ce qui se passerait si Trump mettait à exécution sa préférence déclarée pour l'annexion du Canada en tant que cinquante-et-unième État.

Ces derniers jours, le président élu Donald Trump a fait un certain nombre de commentaires suggérant que le Canada devrait être annexé par les États-Unis en tant que nouvel État. Par exemple, mardi, Donald Trump a déclaré lors d'une conférence de presse que les États-Unis et le Canada réunis en un seul pays « *seraient vraiment quelque chose* ». Cette déclaration faisait suite à un post X/Twitter dans lequel M. Trump énumérait un certain nombre d'avantages pour le Canada et concluait que « *si le Canada fusionnait avec les États-Unis* », l'union qui en résulterait serait « *une grande nation* ».

Tout dépend de ce que l'on entend par « *grande nation* ». Si l'objectif est de déplacer les États-Unis plus à gauche idéologiquement, et de rendre les États-Unis plus semblables à la Californie, alors oui, l'ajout du Canada comme nouvel État serait certainement une bonne chose. Pour les gens qui aiment la liberté, en revanche, ce n'est pas une bonne idée.

Le type d'électeur MAGA qui pense que c'est une bonne idée n'est pas vraiment doué d'esprit critique. En revanche, ceux qui sont capables de réfléchir à tête reposée pourraient remarquer que l'ajout du Canada en tant que nouvel État créerait une frontière ouverte avec un pays de 40 millions de Canadiens, dont la plupart ont des opinions politiques bien à gauche de celles de l'Américain moyen. Il semble que certains des conservateurs qui se plaignent de voir les Californiens s'installer dans leur État veuillent également ouvrir la frontière à un nouvel État de la taille de la Californie, situé au nord.

En quoi le Canada est-il différent des États-Unis sur le plan politique ? D'une manière générale, il est très à gauche. Par exemple, un récent sondage réalisé auprès des Canadiens a montré que 70 % d'entre eux sont favorables à l'interdiction de tout nouvel achat d'armes de poing, et 80 % à l'interdiction des armes d'assaut. 80 % d'entre eux

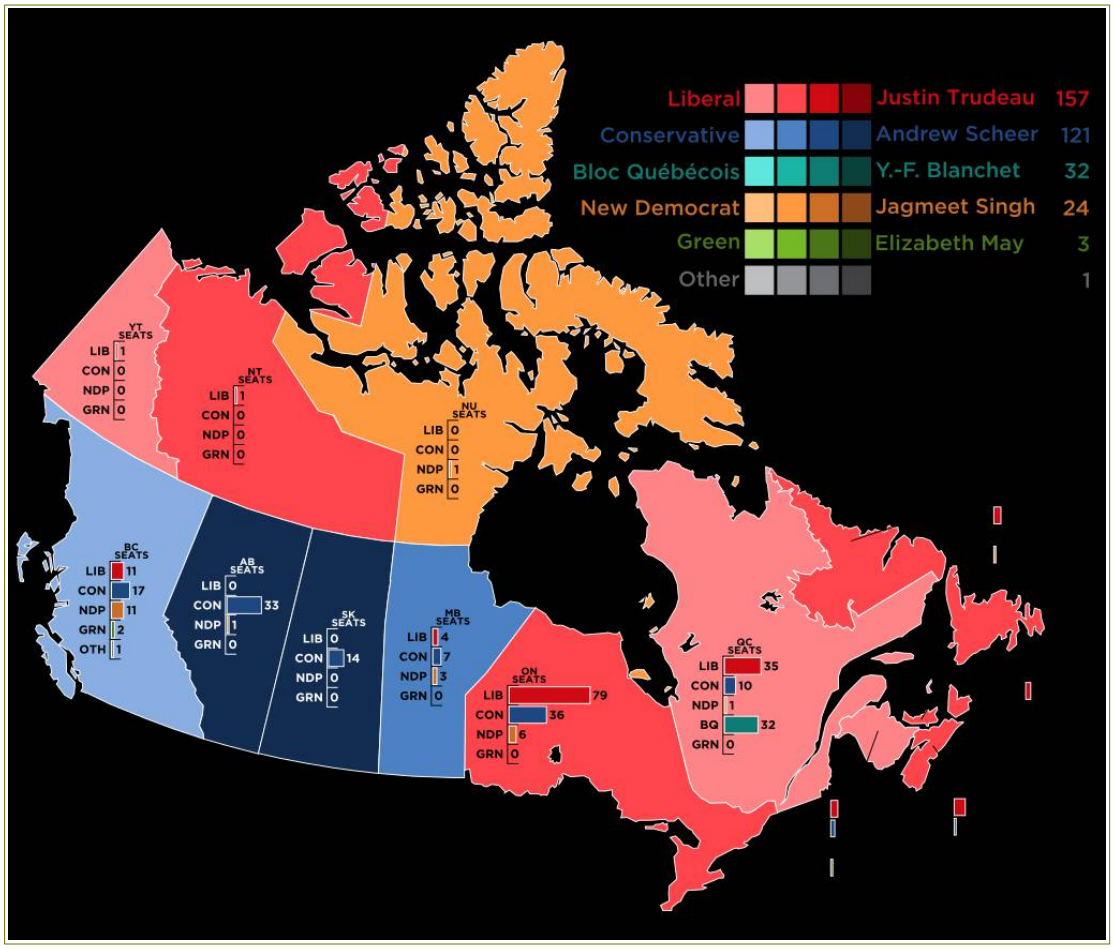
sont favorables à l'interdiction des « armes d'assaut », dont la définition varie. Ces chiffres sont généralement de dix à vingt pour cent plus élevés que ceux relevés aux États-Unis. De même, 80 % des Canadiens interrogés sont généralement favorables à l'avortement sur demande. Aux États-Unis, ce chiffre est plus proche de 60 %. Aux États-Unis, 43 % des Américains interrogés déclarent que le système de santé devrait être géré par le gouvernement. Au Canada, 86 % des personnes interrogées préfèrent que le système de santé soit géré par l'État. En fait, comme l'a fait remarquer Ronald Hamowy, le soutien au système de santé public est presque un dogme religieux au Canada. En outre, une majorité votante de Canadiens s'oppose depuis longtemps à la liberté d'expression, ayant adopté des lois draconiennes sur les « *discours de haine* » depuis les années 1970.

Cela ne surprend personne qui connaît la politique canadienne. Comme l'a dit Peter St Onge, les « conservateurs » canadiens sont essentiellement ce que nous appellerions des démocrates centristes aux États-Unis. Les personnes que nous pourrions qualifier de conservateurs ou de libertaires en Amérique ne représentent qu'une infime minorité au Canada.

Apparemment, le plan de Trump - applaudi avec enthousiasme par nombre de ses fidèles partisans MAGA - consiste à ajouter aux États-Unis des millions d'électeurs qui veulent un système de santé public, l'interdiction de toutes les armes de poing, davantage d'avortements et des lois sur les discours haineux. En outre, le Canada deviendrait le plus grand ou le deuxième État des États-Unis, ce qui assurerait des dizaines de nouveaux votes au collège électoral pour les démocrates. En d'autres termes, avec le Canada comme cinquante et unième État, la seule façon pour les Républicains de remporter une nouvelle élection nationale serait de se déplacer encore plus à gauche qu'ils ne l'ont déjà fait. Avec une « *deuxième Californie* » ajoutée au mélange, le Congrès se déplacerait de manière significative vers la gauche puisque les électeurs canadiens enverraient des douzaines de nouveaux membres du Congrès - des membres avec une idéologie politique canadienne - à Washington, DC.

Certains défenseurs de l'annexion pourraient prétendre que cela ne poserait pas de problème si chaque province canadienne devenait son propre nouvel État. Mais cela ne servirait pas à grand-chose. La majorité des Canadiens vivent en Ontario ou au Québec, et ces provinces penchent nettement à gauche. Le parti libéral bat régulièrement les conservateurs dans les plus grandes provinces. Les provinces « conservatrices » du Canada, telles que l'Alberta et la Saskatchewan, feraient partie des plus petits États si elles étaient ajoutées aux États-Unis, et on nous rappellerait sans doute rapidement que les conservateurs canadiens sont des centristes selon les normes américaines.

Voici, par exemple, les résultats des élections législatives de 2019. (Au Canada, le bleu est la couleur du parti conservateur) :



Bien sûr, le GOP pourrait obtenir une poignée de nouveaux sièges dans les petits « États » du centre du Canada. Toutefois, la plupart des nouveaux membres du Congrès après l'annexion seront des Québécois et des Ontariens de gauche.

Donc, oui, si l'objectif est d'ajouter une deuxième Californie aux États-Unis, ou au moins une ou deux nouvelles copies de l'Illinois ou de l'État de Washington, l'annexion du Canada est une excellente idée.

En outre, il n'y a absolument aucune raison de supposer que les Canadiens resteront au Canada si Trump réussit à créer une frontière ouverte au nord. Beaucoup d'entre eux choisiraient de partir vers le sud et de remplir les villes et les banlieues américaines de nouveaux électeurs de centre-gauche ou d'extrême-gauche. La migration sera probablement plus importante que tout ce que nous observons actuellement en Californie. L'ampleur de l'émigration californienne est limitée par le fait que le climat et la géographie de la Californie sont très agréables. D'autre part, le Canada a les mêmes impôts élevés, la même réglementation excessive et le même coût de la vie que la Californie, mais avec un climat épouvantable. L'exode canadien fera passer l'exode californien pour une affaire mineure en comparaison. Si Trump parvient à ses fins, préparez-vous à être régulièrement harangué par vos nouveaux voisins canadiens qui viennent de déménager vers le sud et qui vous feront la leçon sur la nécessité de mettre en place un système de santé à payeur unique et d'interdire les armes à feu.

En effet, la perspective d'annexer le Canada permet d'aborder le problème de l'ouverture des frontières sous de nouveaux angles intéressants. Les conservateurs présentent généralement le débat sur l'ouverture des frontières comme un problème lié à l'arrivée d'un trop grand nombre d'immigrants du « tiers monde », soi-disant indésirables. Au contraire, nous dit-on, les États-Unis devraient chercher à importer davantage de migrants du « premier monde ». L'importation de millions de Canadiens blancs (pour la plupart) du « premier monde » pourrait ne pas se dérouler tout à fait comme le pensent de nombreux conservateurs.

▲ RETOUR ▲

.La France vient d'avertir Trump sur le Groenland territoire européen… Alerte crise !

par Charles Sannat | 9 Jan 2025

https://x.com/libe/status/1876967086758735949?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetembed%7Ctwterm%5E1876967086758735949%7Ctwgr%5Ee092f7402cca7868f189034be03ac7522ee33623%7Ctwcon%5Es1_c10&ref_url=https%3A%2F%2Finsolentiae.com%2Fla-france-vient-davertir-trump-sur-le-groenland-territoire-europeen-alerte-crise-ledito-de-charles-sannat%2F

Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Vous le savez, je suis un passionné d'économie car l'économie est l'intendance de nos vies… Mais elle n'en est que l'intendance, une intendance devant d'ailleurs être au service des gens et pas l'inverse.

Pourtant, et je le rappelle souvent, tout est politique.

La primauté va toujours à la décision politique.

Nous avons l'illusion que l'économie dirige le monde, mais ce n'est qu'une illusion.

C'est la politique qui dirige le monde.

C'est la politique qui fait l'histoire.

C’est ce que vous voyez sous vos yeux ébahis avec une forme d’accélération de l’histoire alors que Trump n’est même pas encore entré dans le bureau ovale.

Il veut annexer le Canada.

Il veut prendre le Groenland (qui signifie terre verte, ce qui est surprenant pour une terre gelée mais c’est un autre sujet mais je serais obligé d’y revenir plus bas) au Danemark… pays de l’Union Européenne.

Laissons les problèmes canadiens à nos amis canadiens et concentrons nous sur les problèmes européens.

Le Danemark est un membre de l’Union Européenne.

Prendre le Groenland au Danemark c’est donc prendre une partie très importante du territoire de l’Union Européenne.

Make Américain vraiment plus great again !

Personne ne prend le temps d’écouter Trump qui dit globalement tout ce qu’il va faire. Peu importe les raisons, mais les erreurs de compréhension et d’analyse qui en découlent seront politiquement désastreuses et économiquement plus que dangereuses.

Quand Trump vous dit qu’il veut rendre l’Amérique plus grande à nouveau, et bien il faut comprendre qu’il veut rendre l’Amérique plus grande !

Simple.

Dans les faits cela veut dire récupérer la Canada et le Groenland, sans oublier le Canal de Panama passé sous contrôle chinois ce qui ne va pas rester ainsi encore très longtemps et va nous mener vers de grandes tensions géopolitiques donc économiques.

Notre ministre des Affaires étrangères, souvent étranger aux affaires, a donc mis en garde les États-Unis contre l’annexion du Groenland et Elon Musk contre l’utilisation de son réseau social qu’il menace de bannissement.

C’est bien mon Barrot. Mais je crois qu’il faut expliquer à notre ministre étranger aux affaires deux trois notions de base des relations géopolitiques mondiales.

> 1/ Quand on l’ouvre mieux vaut en avoir une grosse. Plus elle est grosse mieux c’est. Je parle de l’armée évidemment, du stock de bombes et de missiles et du nombre de porte-avions.
>
> 2/ Quand on l’ouvre mieux vaut en avoir une grosse. Plus elle est grosse mieux c’est. Je parle de l’économie bien évidemment, du système financier, des entreprises et de tout ce qui va avec ce que j’appelle l’intendance.
>
> 3/ Quand on l’ouvre mieux vaut en avoir une petite. Plus elle est petite mieux c’est. Je parle de la dette mon Barrot. Oui la dette et nos 3 308 milliards d’euros. Pas génial.

Voilà j’avais dit 2/3 choses, je n’irais pas plus loin.

Résumons.

Barrot et Macron menacent Trump, les États-Unis d’Amérique et Elon Musk et sa plateforme Twitter devenue X, en déployant à Mayotte le réseau Starlink… de Musk !

Ils menacent en ayant une armée toute petite, une économie toute petite et une dette énorme.

Que va-t-il se passer ?

Soit Barrot, notre ministre étranger aux Affaires, et notre phare du palais, notre Mozart élyséen rentrent aimablement dans le rang, soit les agences de notation (américaines) dégraderont la France, la finance mondiale de Wall-Street cessera de financer les dettes de la France. Les droits de douane seront augmentés sur tous les produits français. Toutes les banques françaises seront soumises à des amendes et pénalités jamais vues et en 3 mois les USA mettront notre pays à genoux.

Mais au fait pourquoi diable Trump veut-il le Groenland ?

Je vous disais plus haut que Groenland cela veut dire terre verte…

Et l'avantage du réchauffement climatique c'est que le Groenland, qui devait être à une époque qu'aucun de nous n'a connue une terre verte va le redevenir… et **le Groenland** dispose de vastes ressources en minéraux : uranium, zinc, cuivre, plomb, diamants. Il est également riche en réserves de terres rares, essentielles à la production de voitures électriques et de smartphones ! Comme en plus il n'y a que **60 000 habitants** là-bas vous pouvez faire des trous partout sans ennuyer personne ou presque. Pratique.

Bon ces ressources seraient toutes aussi utiles à l'Union Européenne si vous voyez ce que je veux dire. Mais la grosse Commission est atlantiste… donc ? On filera le Groenland pour racheter hors de prix des matières premières aux États-Unis dont nous étions propriétaires. Un peu comme cette histoire de gaz russe pas cher remplacé par du GNL américain hors de prix. Nous sommes gérés par des as, je vous dis.

Enfin, le réchauffement climatique fait fondre les glaces.

En fondant, les glaces libèrent de nouvelles routes maritimes par là-haut, entre l'Asie et l'Europe, et les États-Unis veulent pouvoir les contrôler.

Tout est affaire de puissance, de politique et de domination.

Pour tenir notre rang, encore faut-il en avoir les moyens.

De Gaulle nous a laissé un pays sans dette, avec une industrie, des grands projets technologiques d'Arianespace, aux centrales nucléaires en passant par Airbus et le TGV. Macron attache les bouchons aux bouteilles plastiques.

Macron c'est l'inverse.

La puissance nécessite de la souveraineté, une bonne gestion, des efforts et du travail.

Alors, à ce rythme, la question qui doit être posée est **quand est-ce que la France sera attaquée par les Etats-Unis, Trump et Musk ?** Ce n'est sans doute qu'une question de jours et peut-être même de semaines.

Trump n'est pas. Ne sera pas et ne sera jamais le président français. Vous pouvez aimer nombre de ses positions. Vous pouvez apprécier certains effets de son élection (comme le retour d'une certaine liberté d'expression).

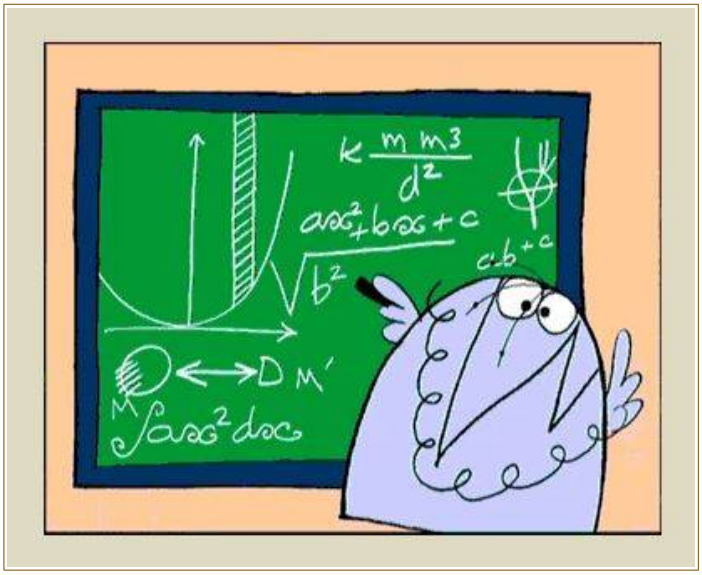
Mais ne vous y trompez pas. Nous allons vivre des moments à la fois exceptionnels, historiques, mais aussi d'une immense et terrible violence.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu.

Préparez-vous !

• • •

." Shadow banking", la finance de l'ombre progresse 2 fois plus vite que le secteur bancaire classique.



Rapport mondial de suivi sur l'intermédiation financière non bancaire 2024 (source FSB.org ici).

A noter : secteur de l'intermédiation financière non bancaire (IFNB) ou NFBI = ce que l'on appelle communément le Shadow banking ou la finance de l'ombre.

Cette finance de l'ombre progresse deux fois plus vite que le secteur bancaire traditionnel. Le problème c'est qu'elle n'est pas régulée, que les crises peuvent s'y développer à l'abri des regards des autorités politiques et monétaires et qu'une crise peut frapper sans crier gare.

"La taille du secteur NBFI a augmenté de 8,5 % en 2023, soit plus du double du rythme de croissance du secteur bancaire (3,3 %), portant la part des NBFI dans le total des actifs financiers mondiaux à 49,1 %.

La surveillance complète des tendances mondiales, des vulnérabilités et des innovations du secteur de l'intermédiation financière non bancaire (IFNB) est un élément clé des efforts continus du CSF pour améliorer la résilience du système financier. Ce rapport décrit les grandes tendances de l'intermédiation financière dans 29 juridictions qui représentent environ 88 % du PIB mondial, avant de se concentrer sur le sous-ensemble d'activités IFNB qui sont plus susceptibles de donner lieu à des vulnérabilités.

En 2023, la taille du secteur des IFNB a augmenté de 8,5 %, soit plus du double du rythme de croissance du secteur bancaire (3,3 %), portant la part des IFNB dans le total des actifs financiers mondiaux à 49,1 %. La croissance du secteur des IFNB a été largement attribuée à la hausse des valorisations des instruments évalués à la valeur de marché, qui ont rebondi après une baisse significative en 2022. Les entrées d'investisseurs dans les entités IFNB ont également contribué à cette augmentation.

En 2023, tous les sous-secteurs des IFNB ont connu une croissance environ deux fois supérieure à leur moyenne sur cinq ans . Les actifs de presque tous les types d'entités ont augmenté, les fonds d'investissement continuant de stimuler les variations des niveaux d'actifs du secteur des IFNB. Les actifs des fonds du marché monétaire (MMF) ont augmenté dans la majorité des juridictions déclarantes, principalement en raison de l'augmentation des flux

résultant des rendements plus élevés des MMF par rapport aux dépôts bancaires ainsi que, en partie, de la crise bancaire de mars 2023 aux États-Unis et en Suisse.

Les actifs financiers des entités classées dans la mesure étroite du CSF – le sous-ensemble des IFNB exerçant une activité d'intermédiation de crédit et pouvant donner lieu à des risques pour la stabilité financière – ont augmenté de 9,8 % pour atteindre 70 200 milliards de dollars, le niveau le plus élevé jamais enregistré dans cet exercice. La mesure étroite reflète une évaluation des risques basée sur la « fonction économique » (FE) basée sur l'activité .

Les emprunts des institutions financières ont continué d'augmenter en 2023, malgré le contexte de taux d'intérêt plus élevés. Les emprunts du secteur des IFNB ont augmenté à un rythme légèrement plus rapide que celui des banques (4,1 % contre 3,4 %, respectivement). Les institutions financières captives et les courtiers-négociants étaient les types d'entités du secteur des IFNB avec le plus grand montant total d'emprunts, tous deux à environ 6,3 trillions de dollars. Les fiducies de placement immobilier (FPI), les sociétés financières, les courtiers-négociants et les véhicules de financement structuré étaient les types d'entités avec les niveaux d'endettement les plus élevés.

La plupart des indicateurs de vulnérabilité des IFNB sont restés stables au cours de l'année écoulée, les fonds à revenu fixe et mixtes affichant des degrés élevés de transformation de la liquidité, tandis que les sociétés financières, les courtiers-négociants et les SFV affichaient des niveaux d'endettement relativement élevés. Pour compléter le suivi des vulnérabilités, les juridictions ont également fourni des informations sur la disponibilité des outils politiques pour les activités de prêt dépendantes du financement à court terme (principalement les sociétés financières) et les activités d'intermédiation dépendantes du financement à court terme (principalement les courtiers-négociants), détaillées dans l'encadré 3-1 du rapport.

Le rapport inclut également, pour la première fois, des données sur les prêts aux entreprises de technologie financière non bancaires de certaines des juridictions participantes, dans la mesure du possible. Cela répond à une partie de la troisième phase de l'Initiative du G20 sur les lacunes en matière de données, qui comprend une recommandation visant à combler les lacunes en matière de données liées aux prêts aux entreprises de technologie financière non bancaires."

• • •

.Pourquoi on peut tromper le cerveau humain et donc le vôtre et donc… vous manipuler !

A tous ceux qui se pensent invincibles, que la pub n'a pas d'effet sur eux, ou qu'ils "pensent" librement après avoir écouté France Inter, le cerveau humain se manipule bien.

Je dirais même qu'il se manipule de mieux en mieux.

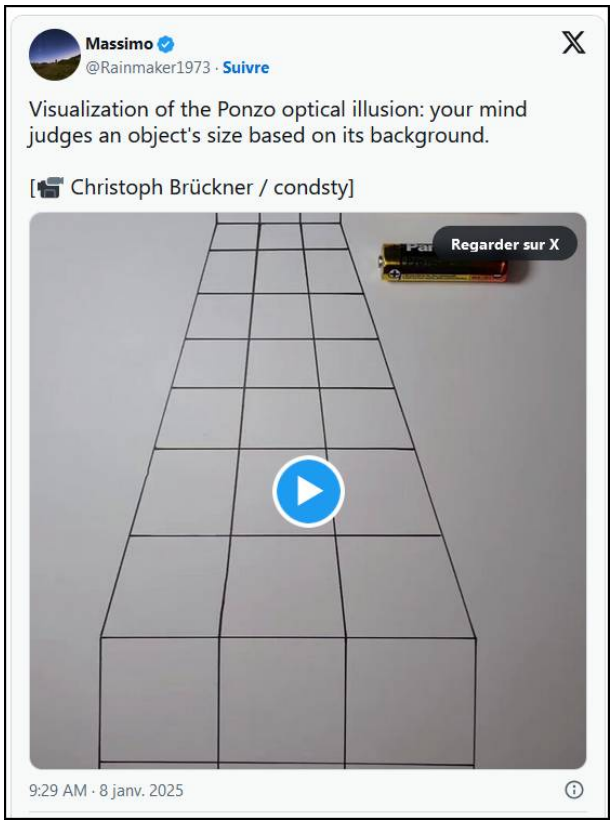
Pourquoi ?

Parce qu'avec la progression des neurosciences, notre compréhension du cerveau humain a fait des pas de géants.

Cette petite vidéo de quelques secondes permet juste d'illustrer notre fonctionnement cérébral et comment nous pouvons être trompés, manipulés ou endoctrinés.

Cela a donné les techniques nudges (regardez cette thématique et l'utilisation de ces méthodes par les dirigeants actuels pour influencer nos comportements).

Vive la liberté.



https://x.com/Rainmaker1973/status/1876999715113349122?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetembed%7Ctwterm%5E1876999715113349122%7Ctwgr%5E3cdedc783b068dc7fa975d07b0ba612dea228b10%7Ctwcon%5Es1_c10&ref_url=https%3A%2F%2Finsolentiae.com%2Fpourquoi-on-peut-tromper-le-cerveau-humain-et-donc-le-votre-et-donc-vous-manipuler%2F

▲ RETOUR ▲

.D.O.G.E : Mettre fin au Global Engagement Center !

Ron Paul 7 janvier 2025

Dans son livre *Crisis and Leviathan*, le penseur libertaire Robert Higgs souligne que l'État utilise les crises pour accroître son pouvoir et son contrôle sur les citoyens. À chaque nouvelle « crise » - souvent causée directement ou indirectement par l'État lui-même - le gouvernement s'étend et notre liberté se rétrécit.

La cause première des attentats du **11 septembre 2001** était l'interventionnisme américain, par exemple. Comme je l'ai dit lors d'un débat présidentiel quelques années plus tard, ***ils sont venus ici parce que nous étions là-bas***. Mais au lieu de s'attaquer à cette cause profonde, on a déterminé que le vrai problème était le manque de gouvernement.

Ainsi, profitant de la crise, le Congrès a créé un directeur du renseignement national, un département de la sécurité intérieure et a adopté le Patriot Act.

La crise du « Russiagate » a été inventée par la campagne d'Hillary Clinton comme un mauvais tour à utiliser contre Donald Trump lors de la campagne électorale de 2016. Elle n'a peut-être pas vaincu Trump, mais elle a entravé sa présidence.

Le résultat de cette affirmation fabriquée selon laquelle les Russes (et les Chinois et les Iraniens, etc.) se mêlent de nos affaires et manipulent nos élections est que le gouvernement fédéral a déterminé que le premier amendement ne s'applique plus à nous.

Il a décidé que la consommation de certains médias ne devait pas être autorisée - pour notre propre sécurité - et a donc **refusé aux Américains le droit d'accéder aux médias des pays que le gouvernement américain considère comme des « ennemis ».** Au nom de la lutte contre une ingérence étrangère imaginaire dans nos élections, ce sont les Américains qui voient leurs droits restreints.

Ils ont même créé une entité gouvernementale entière au sein du département d'État - le « Global Engagement Center » (GEC) - juste après le lancement de l'opération bidon du « **Russiagate** » pour « *reconnaître, comprendre, exposer et contrer la propagande étrangère étatique et non étatique et les efforts de désinformation visant à saper ou à influencer les politiques, la sécurité ou la stabilité des États-Unis...* »

Il s'est avéré que ce « Centre » ne visait pas du tout à contrer les « mauvais acteurs » étrangers, mais à réduire au silence les Américains qui défendaient des points de vue que le pouvoir en place à Washington n'aimait pas.

Comme l'a écrit Roger Kimbell dans un article récent sur le GEC, « *parce que le GEC ne pouvait pas agir contre les Américains directement, il l'a fait indirectement en finançant des entités comme le Global Disinformation Index, basé en Grande-Bretagne, qui a compilé une liste de publications et d'individus qui disaient des choses que le régime n'aimait pas. Cette liste était consultée par les annonceurs soucieux de ne pas se retrouver du mauvais côté du gouvernement.... Résultat ? Des millions de dollars de recettes publicitaires se sont taris, mettant en péril l'avenir de ces médias* ».

Et, comme le souligne Kimbell, même lorsqu'ils ont été pris en flagrant délit de violation de nos droits, ils se sont contentés de cacher la bête au sein du Léviathan. Ainsi, même si le financement de la GEC a été supprimé du projet de loi omnibus de 1 500 pages du président Johnson, la bête continue de vivre.

L'administration Biden a rebaptisé le centre « Counter Foreign Information Manipulation and Interference (R/FIMI) Hub » et a conservé les mêmes anciens employés du GEC.

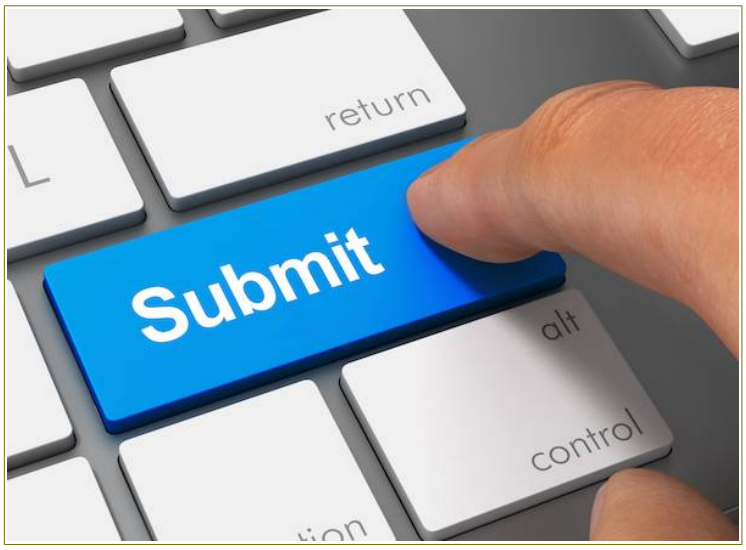
Maintenant que ce changement a été révélé, il y a une chance - pour une fois - de mettre fin à un mauvais programme gouvernemental. Elon Musk a été l'un des premiers à dénoncer les méfaits du GEC et il se trouve qu'il travaille maintenant avec le Department of Government Efficiency (D.O.G.E.) pour mettre fin à ce type d'abus gouvernemental.

Les programmes de censure du gouvernement ne doivent plus être dissimulés sous de nouveaux noms et de nouvelles marques. Plus un seul dollar ne doit être dépensé pour censurer les Américains !

▲ RETOUR ▲

.Cesser de croire

par Jeff Thomas 7 janvier 2025



En 1776, Thomas Jefferson est chargé de rédiger un projet de document fondateur pour ce qui allait devenir les États-Unis.

Dans son deuxième paragraphe, il dit

> *« Nous tenons ces vérités pour évidentes, à savoir que tous les hommes sont créés égaux, qu'ils sont dotés par leur Créateur de certains droits inaliénables, parmi lesquels figurent la vie, la liberté et la recherche du bonheur ».*

Les pères fondateurs de l'Amérique étaient si convaincus que cette déclaration représentait leur conviction collective que les vingt-huit signataires l'ont acceptée sans en modifier le libellé.

Pourrait-on en dire autant aujourd'hui ? Les Américains possèdent-ils aujourd'hui une conviction collective ?

Les Américains perçoivent-ils collectivement le mot « droits » ? Et le mot « liberté » ? Un échantillon aléatoire d'Américains donnerait-il la même définition de ces mots ?

Ou, si l'on considère que la plupart des Américains sont incapables de répondre à des questions aussi simples que « dans quel état se trouve New Your City », combien d'Américains répondraient à une demande de définition de ces mots par un simple regard vide ?

Mais pourquoi en serait-il ainsi ?

Il y a seulement une ou deux générations, les Américains bénéficiaient d'un niveau d'éducation exemplaire dans le monde. Pourtant, aujourd'hui, il est universellement admis que les Américains ont été considérablement « abrutis », à tel point qu'une majorité de diplômés de l'enseignement secondaire ne maîtrisent même pas de simples notions de mathématiques et de grammaire.

Plus inquiétant encore, les croyances fondamentales des Américains sont passées d'une certitude relative à l'arbitraire et à la confusion.

Examinons-en quelques-unes :

La foi religieuse :

La plupart des gens s'imaginent qu'ils possèdent une compréhension de base du bien et du mal. Pourtant, les Américains excusent souvent volontiers les musulmans pour les crimes commis contre les femmes, au motif qu'ils ne font que « pratiquer leur religion ». De même, les artistes de rap peuvent être pardonnés pour leur misogynie, car leur approbation des abus est classée comme « culturelle ». Par conséquent, la « conviction » religieuse devient en fait flexible en fonction de la personne à laquelle elle s'applique.

En outre, bien qu'environ trois quarts des Américains se considèrent comme chrétiens, le simple fait de s'identifier comme chrétien peut suffire pour être accusé d'antisémitisme ou de racisme. Aucune logique n'est nécessaire pour expliquer cette accusation ; être accusé, c'est être coupable.

La famille :

Pendant des décennies, l'aide sociale a contribué à éliminer le mariage, car une femme reçoit plus d'aide sociale si l'homme n'est pas présent. Pendant la pandémie de COVID, les parents ont découvert que leurs enfants étaient endoctrinés par les écoles d'une manière que les parents n'auraient jamais approuvée. De plus, on leur a régulièrement dit que les écoles avaient plus d'autorité sur le choix des informations que les parents. Les parents sont responsables des dépenses de l'enfant, mais c'est l'école qui décide de ce que l'enfant croit.
La biologie :

Ici, les croyances deviennent encore plus confuses. On dit aux Américains que les hommes peuvent être des femmes et vice versa. Il suffit de « s'identifier » au sexe opposé pour que cela devienne un fait accepté.

Mais cela ne s'arrête pas là. Il n'y a plus deux genres, il y en a des dizaines - si nombreux que personne ne peut se les rappeler tous. Pourtant, les jeunes craignent continuellement de désigner l'un de leurs camarades de classe comme étant d'un seul genre, se trompant ainsi sur la perception qu'il a de lui-même et s'exposant à la honte des autres camarades de classe.

LBGTQ+ est devenu un cauchemar de confusion - un labyrinthe en perpétuelle mutation que personne ne peut encore corriger.

L'égalité :

L'une des croyances les plus nobles est sans doute celle de l'égalité. Oui, nous sommes tous différents à d'innombrables égards, mais le concept d'égalité suggère que tous les individus devraient avoir les mêmes chances. C'est ensuite à l'individu de décider ce qu'il fait de cette opportunité.

Mais l'équité insère le mot « juste ». Dans la pratique, cela signifie que, pour être juste, nous devons ignorer l'égalité et accepter les préférences et les préjugés.

Les personnes à la peau plus foncée doivent bénéficier de plus de droits et celles à la peau plus claire doivent avoir honte. Les hommes doivent être diminués socialement, à moins qu'ils ne s'identifient comme des femmes, auquel

cas ils peuvent bénéficier d'un avantage dans les compétitions sportives. Ceux qui appartiennent à une minorité raciale ou ethnique doivent bénéficier d'une préférence, voire d'un accès exclusif aux offres d'emploi désignées.

Comme l'a dit George Orwell dans son livre La ferme des animaux, « Tous les animaux sont égaux, mais certains sont plus égaux que d'autres ».

Alors, que se passe-t-il ici ? S'agit-il simplement du fait que les gens remettent davantage en question les croyances traditionnelles qu'auparavant ? Sont-ils plus ouverts d'esprit et prêts à envisager d'autres perceptions ?

Eh bien, non. Si c'était vrai, ceux qui ont une opinion conventionnelle ne seraient pas humiliés par ceux qui n'en ont pas. Les élèves qui défendent des croyances conventionnelles sont expulsés de leur école. Les employés qui défendent les croyances conventionnelles ont été licenciés simplement parce qu'ils avaient des pensées « incorrectes ». Ceux qui décident de ne pas se faire vacciner peuvent s'attendre à ce que leurs droits fondamentaux leur soient retirés.

Il existe un mouvement concerté, mené par les médias mais soutenu par une grande partie du public, visant à remettre en question les croyances conventionnelles et à les éliminer.

Existe-t-il donc un nouvel ensemble de croyances destinées à supplanter les anciennes ? Pas vraiment. La semaine dernière, il y avait 52 genres ; cette semaine, il y en a 74. Qu'en sera-t-il la semaine prochaine ?

À ce stade, l'individu moyen, même s'il essaie (j'espère que c'est un pronom acceptable), est susceptible de dire : « Bon sang, je ne sais plus quoi croire. »

Et voilà... tout l'intérêt de la rééducation des croyances. Il s'agit de créer un tel niveau de confusion que les gens non seulement cessent d'exprimer leurs convictions, mais finissent par s'en débarrasser, acceptant tout ce qu'on leur dit de croire... pour l'instant.

Ce faisant, on crée une population docile. Si l'on veut instaurer un régime totalitaire, il faut avant tout que les gens soient dociles. Ils doivent accepter volontairement (et immédiatement) la croyance qui leur est imposée.

Mais dans quel but ?

Eh bien, sans croyance, l'individu n'est en fait pas un individu. Il n'est qu'un outil utile pour l'État.

Laissez cette pensée vous pénétrer un peu.

C'est à ce moment-là qu'il devient nécessaire de prendre du recul et d'avoir une vue d'ensemble. Lorsqu'un État en est arrivé au point de dresser son peuple à ne plus avoir de croyances, il a déjà largement dépassé le stade de la validité.

À ce stade, la population est confrontée à un choix très désagréable de solutions possibles : La première consiste à se rebeller contre l'État sous une forme ou une autre. La seconde consiste à quitter son pays dans l'espoir de trouver ailleurs des pâturages plus verts.

Si ces deux choix sont trop décourageants pour être envisagés, il en existe un troisième.

Soumettre.

▲ **RETOUR** ▲

.Une prière de Noël

Par James Howard Kunstler – Le 23 Décembre 2024 – Source Clusterfuck Nation

Si le moment est venu pour vous de partir, partez de bon cœur, comme vous le feriez pour accomplir tout ce qui peut l'être avec grâce et honneur. – **Marc Aurèle**

La nuit la plus longue et la plus froide de l'année est arrivée, avec ses présages de fin, de mort de choses, de personnes comme nous, mais aussi de corps de pensée, de mouvements culturels et politiques. Et malgré le froid et l'obscurité, on sent les prémices de choses qui attendent de naître. Noël est une belle distraction pour une courte période, puis le difficile travail de la nation commence pour de bon dans la longue nuit de l'année.

Ce moment dans le froid et l'obscurité est aussi le point culminant de la Grande Prétention. Vous saviez que « **Joe Biden** » en arriverait là, qu'il serait démasqué. Que dans les derniers jours de son triste mandat, son entourage à la Maison-Blanche le trahirait en lui révélant la vérité : **qu'il était mentalement inapte au poste dès le départ**, depuis ces jours lugubres de la campagne d'automne 2020 où il s'est caché chez lui dans le Delaware pendant que le FBI dissimulait l'énorme histoire de corruption et de raison cachée dans l'ordinateur portable d'Hunter. Et depuis quatre ans, les personnes qui entourent « Joe Biden » ont prétendu au monde entier qu'il faisait son travail, qu'il allait bien, alors qu'il n'allait absolument pas bien, comme ils le savaient très bien.

Ce n'était qu'un gros mensonge parmi les milliers de mensonges mis en place par la conspiration entre ce gang de la Maison Blanche et les perfides organes d'information, en particulier le New York Times. Si vous voulez voir à quel point les employés de ce journal sont stupidement malhonnêtes, lisez cette « table ronde » de plusieurs experts du Times qui tentent de faire le point sur l'état de leur patron, le Parti démocrate. Pardonnez-moi de me citer moi-même dans le commentaire que j'ai posté il y a une demi-heure :

> *Vous êtes tous remarquablement ignorants et malhonnêtes. Votre parti est en ruine parce que vos politiques sont intolérables et souvent insensées : la censure, la guerre, la folie du genre, l'inondation du*

> *pays par des immigrants illégaux – non, pas « sans-papiers » dans votre langage, comme s'il s'agissait d'une simple erreur d'écriture. Et vous : Les journalistes alignés sur le Parti démocrate sont encore pires que les politiciens, parce que vous êtes censés faire un effort pour déterminer la vérité, et qu'au lieu de cela, vous manipulez délibérément le public. Honte à vous et au Parti démocrate. C'est aussi simple que cela.*

Il est difficile d'en être sûr, mais il semble que ces journalistes – en fait, l'ensemble de l'intelligentsia d'élite américaine – se manipulent eux-mêmes, continuant à prétendre qu'ils ne savaient pas ce qui se passait, un coup d'État contre leur propre pays. Tout ce qu'ils ont dit et publié est à l'opposé de la réalité. Et maintenant, tout cela est sur le point de se répandre parce que d'autres personnes sont sur le point de prendre les leviers du pouvoir.

Par exemple : le CDC et d'autres agences de santé publique peuvent-ils continuer à mentir sur les vaccins désastreux **Covid-19,** sur les décès et les handicaps qu'ils ont provoqués chez des millions de personnes ? Sous l'égide de « Joe Biden », Rochelle Walensky et Mandy Cohen n'avaient d'autre choix que de mentir. Et comprenez-moi bien : des femmes ont été choisies pour diriger le CDC parce qu'on n'est pas censé croire que « maman » nous mentirait, surtout lorsqu'il s'agit de questions de vie ou de mort. Il n'y avait pas d'autre solution parce que le crime était si grand et qu'ils étaient tous dans le coup – pas seulement Rochelle et Mandy, mais les centaines de hauts fonctionnaires du CDC, de la FDA et du NIH qui ont participé à tout cela.

Bien entendu, il est difficile de savoir si l'affaire Covid-19 n'était qu'un projet vénal et insensé d'Anthony Fauci et de ses collègues pour jouer les « héros » tout en gagnant beaucoup d'argent. Ou s'il s'agissait en fait d'une tentative délibérée du blob des services de renseignement pour fausser les élections de 2020 en imposant une modification de la procédure de vote qui permettrait une fraude massive, dans le but d'annuler Donald Trump. Il est possible qu'il s'agisse d'un mélange des deux.

La vérité sur tout cela, et bien d'autres choses encore, éclatera au grand jour, que Bobby Kennedy, Kash Patel et d'autres candidats soient ou non confirmés dans leurs fonctions, parce qu'il y a beaucoup d'autres personnalités tout aussi compétentes derrière eux qui seraient nommées et finalement confirmées pour diriger ces départements. Ces journalistes du New York Times se manipulent eux-mêmes s'ils pensent que le blocage de quelques nominations va sauver leur réputation. Cette révolution populiste est plus importante que cela. Il s'agit de renverser un paradigme de mensonges.

Nous ne savons vraiment pas si notre pays est allé trop loin. Les dégâts accomplis sous l'imposture de « Joe Biden » sont prodigieux. Les difficultés financières suffisent à elles seules à faire sombrer la République dans la pénurie, et il sera difficile d'esquiver la vérité sur ce point également, car les citoyens et les ménages savent quand ils souffrent. Lorsqu'ils ont suffisamment mal, ils passent à l'action, visiblement, bruyamment, et vous ne l'éviterez pas.

Ce devrait être un Noël qui donne à réfléchir. C'est la pause à la fin des choses où nous pouvons considérer combien il est important de se dire la vérité. Mâchez cela avec les sucres d'orge de la saison pendant que nous attendons ce quelque chose qui est en train de naître.

▲ RETOUR ▲

Prévisions pour 2025 – Sortir de l'ornière

Par James Howard Kunstler – Le 27 Décembre 2024 – Source Clusterfuck Nation

L'un des principaux réflexes de ces décennies de folie postmoderne a été le rejet constant de ce que nous pensions savoir en faveur de croyances nouvelles et améliorées venues d'en haut. – **Matt Taibbi, Racket News**

Je suppose que vous avez l'impression que tout peut arriver maintenant. Il est difficile d'exclure la possibilité que nous soyons tous vaporisés avant de passer à la prochaine tâche banale de la journée. L'ordre mondial est dangereusement en mouvement. Le régime américain Woke-Jacobin de *« Joe Biden »* a été battu lors des élections de 2024, mais il n'était apparemment qu'une façade pour la sinistre entité que nous appelons le *« blob »* ou l'État profond, qui, ces dernières années, a agi de manière constante et voyante contre les intérêts de notre pays.

Ainsi, le blob demeure, et il tisse probablement des plans dans l'arrière-plan profond de la vie quotidienne, alors même qu'un nouveau gouvernement attend. Mais si les *« Woke-Jacobin Biden-istas »* étaient liés à la soi-disant entreprise *« globaliste »* centrée sur la bureaucratie de l'UE, avec l'aide du réseau de zillionnaires et de banquiers du Forum économique mondial, … eh bien, cette coalition a l'air plutôt en échec aujourd'hui. Elle est en train de danser la douleur. Elle est un peu en fuite.

Ce qui n'est pas brisé pour le moment – un moment ténu – c'est la détermination du nouveau régime Trump à corriger les désordres de la civilisation occidentale, en commençant par les affaires des États-Unis, selon des normes séculaires de comportement basées sur la réalité et des relations de bonne foi entre le peuple et son gouvernement. La confiance a été rompue et doit être rétablie. Le président élu a réuni une équipe extraordinaire de réformateurs, à condition qu'ils puissent accéder à leur poste sans subversion. Et, bien sûr, Trump lui-même doit échapper à d'autres tentatives visant à l'éliminer, à le faire disparaître du tableau de jeu avant qu'il ne prenne ses fonctions, et il doit ensuite survivre aux mois qui suivront son investiture. Vous avez donc raison d'être nerveux.

Paradoxalement, Trump doit d'abord gérer le gouvernement américain comme s'il méritait un sentiment de continuité rassurant, ce qui, à bien des égards, n'est pas le cas. Tant d'institutions et de relations entre elles ont été perverties et endommagées. Comment pouvons-nous prétendre que les niveaux supérieurs de gestion de n'importe quelle agence fédérale – les strates qui dirigent réellement les choses en dessous des personnes nommées pour des raisons *« politiques »* – peuvent rester en place comme si toute cette perversion n'avait jamais eu lieu ? Le ministère de la justice et le FBI sont remplis d'avocats et d'agents qui ont abusé de leur pouvoir de manière flagrante et sont entrés en guerre contre le peuple américain. Le travail de l'agence devra simplement s'arrêter pendant un certain temps. La nation peut probablement supporter que les enquêtes et les poursuites soient suspendues pendant soixante jours, le temps de régler les problèmes de personnel – qui part et qui reste.

Mais qu'en est-il du ministère de la défense et de la CIA ? Le pays doit pouvoir se défendre. Ces départements sont les repaires des acteurs du blob les plus dangereusement enracinés. Le ministère de la défense et la CIA sont organisés comme des opérations de racket. Ils sont tous deux impliqués dans des activités de blanchiment d'argent à l'échelle nationale et dans des rackets à l'étranger – comme les nombreuses combines autour de l'Ukraine, auxquelles participent des entités financières géantes telles que BlackRock. (Vous savez, par exemple, que BlackRock était sur le point d'acquérir le contrôle des ressources naturelles de l'Ukraine, jusqu'à ce que la détermination de Poutine mette fin à ce fantasme). Et la CIA est soupçonnée d'être profondément impliquée dans les opérations des cartels du crime mexicains, tant dans le domaine de la drogue que dans celui de la traite des êtres humains. Les imputations sont écœurantes. La Défense et la CIA se battront désespérément pour préserver leurs avantages et leurs projets, et pour éviter la prison. Mais jusqu'à présent, ils n'ont pas vraiment été mis au défi.

Les agences de santé publique, la FDA, le NIAID, le CDC, le NIH, etc. sont devenues de véritables mafias, avec des labyrinthes de circuits de blanchiment d'argent, de subventions gouvernementales et d'escroqueries pharmaceutiques, notamment autour de la farce toujours mystérieuse et meurtrière du Covid-19, avec le programme de vaccin ARNm mortel qui lui est associé. Leur ennemi juré, RFK Jr, est en train de monter à bord pour superviser exactement ce qui s'est passé dans ces fiefs corrompus. Si vous avez lu ses livres sur le Dr Anthony Fauci, vous savez qu'il est bien préparé pour découvrir ce qui a mis la santé publique américaine hors d'état de nuire. N'oubliez pas non plus que l'ensemble du corps médical gît dans un bourbier de déshonneur pour avoir approuvé les protocoles de traitement Covid-19 (intubation, remdesivir, midazolam et morphine), faux et mortels, qui ont tué tant de personnes inutilement. À cela s'ajoute la diabolisation malhonnête par les médecins de l'ivermectine et d'autres traitements viables, ainsi que le comportement honteux et mensonger des revues médicales dans toute cette escroquerie répugnante. Considérons ensuite le système d'assurance maladie américain, bancal, cruel et kafkaïen, qui est aujourd'hui quasiment à la tête des cabinets médicaux. C'est un véritable gâchis. Que peut-on faire d'autre que de souhaiter bonne chance à Kennedy pour qu'il commence à démêler tout cela ? Il est certain que de nombreuses personnes impliquées méritent d'aller en prison.

Pour ce que vous en savez, les poids lourds de ce damné blob pourraient être en train de préparer une sorte de coup d'État pendant les fêtes de fin d'année pour empêcher Trump de prendre le pouvoir le 20 janvier. L'échec de ce coup d'État serait en fait le signe d'une faiblesse essentielle dans l'architecture de l'entreprise du blob. Le blob a certainement tout essayé jusqu'à présent, jusqu'à un véritable coup d'État, c'est-à-dire une discontinuité brutale dans le gouvernement constitutionnel – par exemple, avec des chars autour du Capitole et des généraux dans le bureau ovale. L'autre problème du blob est qu'il n'a pas de leader individuel puissant derrière lequel se rallier, personne de charismatique. Il n'a que ses multiples tentacules – départements, agences, bureaux et opérations – que Trump et ses lieutenants peuvent couper à grands traits. Ils peuvent limoger des généraux, supprimer des projets, fermer des bureaux et des programmes, envoyer des US Marshals au siège de la CIA à Langley, en Virginie, pour verrouiller les archives de documents tout en débusquant les employés. Dès le début, l'équipe Trump doit évaluer le patriotisme des personnes travaillant dans ces départements. Au vu du comportement du blob au cours de la dernière décennie, la fidélité de chacun à la Constitution ne peut être tenue pour acquise.

Il sera certainement nécessaire d'ouvrir des enquêtes sur le comportement récent de certaines personnalités politiques de premier plan afin de démontrer une intention sérieuse de réforme. Pour ne citer qu'un exemple, Alejandro Mayorkas, le responsable de la sécurité intérieure qui a laissé la frontière américaine grande ouverte pendant quatre ans, présente un cas de cause probable de trahison. Peut-être le nouveau procureur général pourra-t-il convoquer un grand jury en dehors du district judiciaire fédéral de Washington dominé par le blob, par exemple au Texas, où ces crimes à la frontière ont réellement été commis – des crimes tels que l'ordre donné à la patrouille frontalière américaine de se retirer pendant que des caravanes entières traversaient le Rio Grande.

Le procureur général Merrick Garland doit répondre publiquement de sa coordination d'une conspiration massive du DOJ. Comment l'adjoint du procureur général Matthew Colangelo s'est-il retrouvé dans le bureau du procureur de Manhattan Alvin Bragg ? Qui a donné son feu vert aux poursuites sévères engagées par Matthew Graves à l'encontre des suspects du 6 janvier, et notamment à leurs longues détentions en isolement avant le procès ? Qui, à la Maison Blanche, a confié à l'avocat Nathan Wade le soin de gérer l'affaire du comté de Fulton contre Trump et dix-huit autres accusés ? Pourquoi l'avocat fédéral du Delaware David Weiss a-t-il laissé s'écouler le délai de prescription dans les affaires de fraude fiscale de Hunter Biden en 2014 et 2015 ? Des questions de ce genre.

Et, bien sûr, le directeur du FBI Christopher Wray doit répondre de l'affaire des bombes artisanales du DNC et du RNC du 6 janvier, et du rôle des *« sources humaines confidentielles »* dans l'émeute du Capitole du 6 janvier – y compris les pitreries du tristement célèbre Ray Epps. De plus, les trois années de RussiaGate et son utilisation cavalière des tribunaux FISA. Pendant que vous y êtes, veuillez également citer à comparaître le juge James Boasberg du district sud de la Californie à ce sujet. Il ne faudra pas beaucoup d'enquêtes comme celles-ci pour faire passer le message. Le fait est qu'après de nombreuses années d'absence, les conséquences sont de nouveau à l'ordre du jour pour ceux qui abusent du pouvoir.

Pendant la période de transition (du 6 novembre au 20 janvier), Trump a quelque peu tergiversé sur ses intentions de rétablir les conséquences dans les activités fédérales. D'une part, il affirme qu'il n'est *« pas intéressé par les représailles »*, tandis que d'autre part, il a nommé des personnes telles que Kash Patel au FBI et John Ratcliffe à la CIA, qui connaissent intimement les activités illégales menées dans ces lieux et qui se sont déclarées désireuses de leur faire subir les conséquences de leurs actes. Il est difficile d'imaginer qu'ils hésiteront à obtenir des réponses sur ce qui s'est passé et sur les responsables, et qu'ils ne prennent pas de mesures correctives.

S'il réussit à se faire confirmer, il sera peut-être moins difficile pour le secrétaire à la défense Pete Hegseth de remettre de l'ordre au Pentagone. L'armée est beaucoup plus explicitement hiérarchique, et les ordres sont des ordres. Les généraux et les bureaucrates se verront ordonner de quitter le bâtiment. Mais il existe aussi de vastes réservoirs d'activités cachées au public, comme le DARPA et ses nombreuses ramifications, qui peuvent être plus difficiles à pénétrer. Vous devez imaginer qu'il existe des opérations cachées même au Secrétariat à la Défense. Nous entendons constamment dire que le Pentagone ne peut pas se soumettre à un audit et qu'il ne peut pas rendre compte des milliards de dollars mal dépensés. Devinez quoi ? Quelqu'un (ou plusieurs) peut être traduit en cour martiale pour cela. Encore une fois : les conséquences reviennent.

Soudain, les choses sont faites correctement. Peut-être même qu'un sens de l'honneur perdu est restauré.

L'abîme fiscal

Qui sait ce que le groupe DOGE d'Elon et Vivek peut accomplir ? Mais il y a des limites strictes dans des domaines comme la sécurité sociale, Medicare et Medicaid, et les prestations aux anciens combattants, qui ne rapporteront pas grand-chose. Le blogueur David Stockman, ancien directeur du Congressional Budget Office, estime que même le licenciement des trois quarts des employés fédéraux ne permettrait d'économiser qu'environ 700 milliards de dollars, ce qui n'est pas suffisant pour éviter la spirale de la dette. La dette reportée pourrait à elle seule couler tout ce que Trump cherche à accomplir, d'autant plus qu'elle peut se transformer à tout moment en une crise monétaire mortelle – une inflation galopante et/ou un effondrement du marché obligataire qui mettrait un grand nombre de personnes et d'entreprises sur la paille, provoquant une nouvelle grande dépression.

On parle toujours de *« croissance »* pour sortir de l'endettement. Je doute que nous soyons en mesure de le faire de la manière proposée, en raison de la dynamique économique que nous aborderons plus loin. Au cours de son premier mandat, Trump a évoqué le défaut de paiement de la dette américaine. Je pense que vous entendrez des rumeurs à ce sujet dans les premiers jours de 2025. Bien que cela semble horrible, le défaut de paiement se

produira d’une manière ou d’une autre : soit par une répudiation honnête du papier du Trésor (Désolé, nous ne pouvons tout simplement plus effectuer les paiements), soit en permettant à l’effondrement de la monnaie de faire le sale boulot pour nous (Désolé, mais notre argent ne vaut rien… Voici un milliard de dollars. Profitez du bagel que vous obtiendrez en échange).

Une grande partie du reste du monde se trouve dans une situation similaire en termes d’endettement, en particulier l’Europe et la Chine. Le système de Bretton Woods, qui régit la monnaie mondiale, est en état de mort cérébrale depuis de nombreuses années. Il n’est pas difficile d’imaginer quelque chose pour le remplacer, y compris le statut du dollar américain en tant que monnaie de réserve mondiale (avec tous les privilèges exorbitants que cela implique). Il reste à voir quel rôle, le cas échéant, les crypto-monnaies pourraient jouer dans le commerce mondial. Nombreux sont ceux qui sont impressionnés par la progression du bitcoin au-delà de 100 000 dollars ces derniers temps. Je ne suis toujours pas convaincu qu’il s’agisse d’autre chose que d’une bulle classique dans une spéculation qui ne représente rien – sauf peut-être l’électricité dépensée pour traiter les calculs liés à sa *« création »*. Un ami blogueur soulève un point intéressant :

> Ce qui compte, c’est qu’une transaction en bitcoins équivaut à environ un mois d’électricité pour un ménage américain moyen. À mesure que le bitcoin se développe, la *« consommation »* d’énergie augmente de manière exponentielle. Notez que j’ai bien dit CONSOMMATION, et NON PRODUCTION. Si vous croyez en une énergie infinie et bon marché alimentée par de l’argent gratuit et de la dette à l’infini, alors tout le pouvoir est pour vous ! Sans mauvais jeu de mots. . . . – Wendy Williamson

Malgré tout ce *« wow »*, le bitcoin ne possède toujours pas les principales propriétés d’une véritable monnaie. Ce n’est pas un moyen d’échange pratique (pour acheter des choses), ce n’est pas une réserve de valeur utile (avec ses krachs et ses booms périodiques), ni un indice fiable des prix (idem). Pour moi, il s’agit d’une fugacité qui a permis à un petit nombre de personnes de s’enrichir considérablement au cours d’une période limitée de l’histoire. Naturellement, les personnes qui se sont enrichies, qui ont converti leurs bitcoins en villas, en yachts et en actions de Nvidia, se sont entichées du bitcoin et du phénomène des crypto-monnaies. S’il y a une chose qui pourrait caractériser les temps nouveaux dans lesquels nous entrons, c’est la reconnaissance que les choses réelles ont plus de valeur que les choses fausses. Nous avons été traumatisés par le faux et, à l’avenir, nous nous efforcerons de l’identifier. Notre survie dépend de notre capacité à discerner le faux du vrai.

L’argent et l’économie

Le monde a-t-il vraiment besoin d’un accord monétaire universel certifié ? Rien de tel que Bretton Woods n’a existé avant les dernières quatre-vingts dernières années, et il n’a vu le jour que parce que les États-Unis dominaient tellement la planète après une guerre ruineuse en Europe et en Asie qu’ils pouvaient commander l’obéissance du monde – du moins les parties qui n’étaient pas communistes. Avant cela, les monnaies, les devises et les matières premières existaient, bien sûr, et les gens prenaient des risques calculés en les échangeant. En général, mais pas toujours, la monnaie d’un pays dominait pendant un certain temps, comme la livre sterling avant la Seconde Guerre mondiale. Mais les monnaies de papier sont une nouveauté relative. Les États-Unis n’ont commencé à utiliser le papier-monnaie que dans les années 1860. Lorsque la *« monnaie »* était essentiellement constituée de pièces d’or ou d’argent, les taux de change étaient faciles à déterminer en fonction de la pureté et du poids de la pièce. Lorsque le papier est entré en scène, les banquiers, les spéculateurs et les commerçants ont dû faire preuve de diligence pour déterminer si X tonnes de minerai de fer, X tonnes de charbon ou X tonnes de blé valaient la peine d’être échangées contre X yens, deutschemarks, livres sterling et dollars. Ces dilemmes ont donné naissance aux opérations de couverture sur les devises et les matières premières – un dispositif aujourd’hui sauvagement perverti, déformant la dynamique du risque et du calcul des prix dans tous les domaines.

Nous nous dirigeons probablement vers un retour à ce monde de monnaies diverses avec des risques inhérents, faisant partie intégrante d'un monde multipolaire d'hégémons régionaux. Le dollar américain ne peut plus servir de collatéral universel garantissant toutes les transactions. Par conséquent, le commerce de la dette, des obligations et des emprunts reprend des niveaux de risque absents depuis longtemps. Les emprunts d'État – l'émission d'obligations souveraines – diminuent nécessairement dans ce contexte, car l'aléa moral réapparaît dans les affaires financières et les gouvernements ne peuvent plus faire flotter leurs dépenses sur la dette de manière inconsidérée. D'autres pays ont déjà cessé d'acheter du papier du Trésor américain. Ce n'est qu'une autre façon pour les nations et leurs habitants de se rendre compte de la nouvelle donne.

Pour l'instant, il a probablement été démontré que les monnaies numériques des banques centrales ont peu de chances de fonctionner. (Le programme eNaira du Nigeria, la première expérience à grande échelle de CBDC au monde, a échoué lamentablement). Outre les problèmes de surveillance tyrannique, trop de citoyens comptent sur les transactions en espèces, et si l'argent liquide n'est plus bon, ils trouveront d'autres instruments de transaction, peut-être même des choses aussi brutes et simples que l'or et l'argent, sans risque de contrepartie, sans effet de levier et sans connerie. Pour moi, cependant, le retour à la monnaie forte impliquerait une évolution vers des économies beaucoup moins complexes et des niveaux de vie beaucoup plus bas.

Tout cela va à l'encontre de l'enthousiasme actuel pour les avancées technologiques qui compensent le déclin des systèmes de la modernité – dérivé de la religion du progrès sans fin et sans limite du 20e siècle – en créant toujours plus de (faux) capitaux disponibles. C'est ce que l'on attend de l'intelligence artificielle, des progrès des *« technologies vertes »* (en particulier des batteries électriques améliorées), de l'énergie nucléaire de nouvelle génération et des technologies énergétiques qui n'ont pas encore été réalisées mais dont on rêve, telles que la fusion atomique et l'énergie du point zéro.

Le pétrole

Pour l'instant, la principale ressource de notre économie reste le pétrole. Toutes les autres technologies, y compris le nucléaire et les technologies *« vertes »*, ont encore besoin de pétrole pour la production de leur matériel et leur entretien. La production pétrolière américaine a atteint un niveau record à la fin de 2024, avec 13,6 millions de barils par jour – bien plus que l'ancien chiffre du *« pic pétrolier »* de l'ère pré-fracking, qui était de 10 millions de barils par jour en 1970, et superficiellement impressionnant. Le fracking a fait toute la différence au cours des deux dernières décennies, mais il ne s'agit pas d'une installation permanente dans la condition humaine. L'augmentation continue de la production est due à l'amélioration des techniques de forage, alors même que l'offre de *« sweet-spots »* de premier ordre dans le bassin permien, à l'ouest du Texas, a nettement diminué – et le bassin permien est le dernier bastion de pétrole de schiste économique (pétrole qui vaut la peine d'être récupéré économiquement) aux États-Unis.

Trump a promis haut et fort de *« Fore, bébé, fore »*. Des forages agressifs et l'ouverture à la production pétrolière des frontières restantes, comme la Réserve naturelle nationale de l'Arctique, pourraient prolonger l'abondance pétrolière de l'Amérique à court terme, mais il n'y a plus de perspectives d'*« exploration »* significatives en Amérique du Nord au-delà de cela. Nous nous trompons nous-mêmes. Ce fut une belle aventure, mais la fin est en vue.

Dans le bassin permien, les meilleurs sites de forage sont de plus en plus rares, car les zones les plus productives ont été exploitées. Selon les données d'Enverus, la production dans le bassin permien a diminué de 15 % depuis 2020. Les seuils de rentabilité augmentent. La productivité des nouveaux puits par pied latéral diminue. La ZIRP n'existe plus et le coût du capital (intérêts sur l'argent emprunté) augmente avec l'inflation. De 2009 à 2020 – les années de la ZIRP – les investisseurs se sont rués sur les actions du secteur du pétrole de schiste, car ils ne pouvaient pas gagner d'argent avec les obligations. Mais les producteurs de schiste ont eu du mal à gagner de

l’argent, même s’ils produisaient beaucoup de pétrole. Beaucoup ont fait faillite. Par la suite, les investisseurs ont commencé à hésiter à investir dans le pétrole de schiste. À l’avenir, les capitaux risquent de manquer pour ces opérations à forte intensité capitalistique.

Avec l’ancien pétrole – disons le pétrole conventionnel de l’Oklahoma, en 1950, où il suffisait de planter un tuyau dans le sol pour faire jaillir le pétrole – le coût de forage d’un puits était d’environ 500 000 dollars par puits (en monnaie d’aujourd’hui). Ces puits ont produit des milliers de barils par jour pendant des décennies. Les puits de pétrole de schiste coûtent entre 6 et 12 millions de dollars par puits, grâce au forage horizontal et à la fracturation (qui utilisent de grandes quantités d’eau acheminées par camion, ainsi que des produits chimiques et du sable de fracturation pour maintenir les fractures ouvertes). Les puits de schiste produisent beaucoup moins par jour que les anciens puits conventionnels et leur production diminue de plus de 50 % en un an. Au bout de trois ou quatre ans, ils sont épuisés. Voyez-vous la différence ?

Des prix du pétrole plus élevés sont nécessaires pour justifier de nouvelles dépenses d’investissement. Pourtant, jour après jour, la classe moyenne américaine en déclin perd progressivement sa capacité à payer plus cher le pétrole, et les individus et les ménages se ruinent sous la pression des prix plus élevés. La dynamique globale de notre économie commence à vaciller. De moins en moins de personnes peuvent prétendre à un prêt automobile, alors que c’est principalement par ce biais que les Américains achètent des voitures. Les constructeurs automobiles se retrouvent avec des stocks excédentaires. Le modèle d’entreprise des constructeurs automobiles finit par s’effondrer. Par ailleurs, il devrait être clair à présent que nous ne passerons pas des voitures fonctionnant au pétrole aux voitures entièrement électriques – certainement pas à la même échelle de propriété de masse. Les voitures électriques coûtent tout simplement trop cher.

Que se passe-t-il lorsque l’automobile de masse devient de moins en moins massive, de moins en moins démocratique, et qu’elle est réservée aux plus aisés ? Réponse : Elle s’arrête. Elle devient un objet de ressentiment et de rage. Elle perd ses subventions publiques (réparation des autoroutes, etc.). Cela conduit également à la disparition du premier mode de vie américain : la banlieue. Cela fait des années que j’écris sur ce dilemme. Il plane au-dessus de la tête de l’Amérique, et nous sommes incapables d’imaginer comment il va se dérouler – principalement en raison des coûts titanesques qu’il implique. Nous avons investi une si grande partie de notre richesse historique cumulée dans la construction de l’infrastructure nécessaire à ce mode de vie qu’il est impensable de l’abandonner. Pourtant, il est déjà en train de devenir gravement dysfonctionnel. Et, bien sûr, à mesure que cela se produit, ses composantes – les maisons individuelles, les centres commerciaux, les parcs de bureaux – perdront de leur valeur, ce qui signifie qu’il sera de plus en plus difficile pour de nombreuses personnes d’en sortir et d’aller s’installer ailleurs.

Et même dans ce cas, où se situerait cet ailleurs ? Ce problème est exacerbé par l’état de ruine des villes américaines et leur trajectoire future. De nombreuses villes américaines sont déjà en faillite – Detroit, St. Louis, Cleveland, Baltimore, Buffalo, etc. Elles sont mal gérées et tombent en ruines. Elles sont remplies d’une humanité sans but, d’âmes perdues, de criminels dangereux et de lieux d’emploi de moins en moins nombreux. Même les villes dont on peut dire qu’elles réussissent encore – New York, Boston, Miami – ont atteint une échelle de fonctionnement qui n’est plus viable, qui n’est pas compatible avec les pénuries de ressources et de capitaux à venir. Elles devront se contracter, supprimer des services, perdre des habitants – et le processus sera très désordonné. En fin de compte, elles seront plus petites, mais elles occupent encore certains des meilleurs sites géographiques et ne disparaîtront donc pas complètement. La contraction prendra beaucoup de temps à se résorber.

Pour l’heure, il reste les milliers de petites villes américaines qui ont été vidées de leur vitalité et de leurs investissements pendant des décennies. Malgré les dégâts, elles ont deux grandes vertus : elles existent déjà à une échelle plus propice au redéveloppement à une époque où les ressources et les capitaux sont limités ; et nombre

d’entre elles sont géographiquement proches d’endroits où l’on peut cultiver de la nourriture pour subvenir à leurs besoins. Nous découvrirons que c’est vers là que l’action se déplacera. C’est là qu’une grande partie de la population restante se réinstallera lorsque les villes géantes et les banlieues entameront leur déclin épique.

Plus de changements que prévu

L’euphorie de l’*« âge d’or »* est palpable en ces semaines précédant l’investiture de Trump. Wall Street s’extasie en imaginant une renaissance des entreprises grâce à la levée d’un régime réglementaire punitif. Mais, tout comme les villes gigantesques ont tendance à faire faillite sur la question de l’échelle, l’économie dans son ensemble a besoin d’être réorganisée à un niveau plus fin. Le gigantisme lui-même, les entreprises gigantesques avec leur tropisme pour le monopole, sont devenus de plus en plus ruineux pour les communautés, les ménages et les vies individuelles à notre époque. Les Américains ont besoin de plus d’autonomie dans leur vie économique. L’ennui, c’est que nous pourrions devoir y parvenir à la dure – par le biais d’un effondrement général des choses organisées à trop grande échelle, ce qui obligerait à la reconstruction nécessaire à une échelle plus petite et plus locale. Cela implique l’arrivée d’une deuxième grande dépression.

Il n’est pas difficile d’imaginer qu’un tel krach se produise au cours de la première année du régime Trump. D’une part, il y a sûrement des parties et des personnes malveillantes qui aimeraient que cela se produise, qui pourraient même chercher à organiser un accident financier pour se venger de Trump et de ses partisans. Quoi qu’il en soit, un marché boursier gravement surévalué ne demande qu’à être corrigé. Il en va de même pour le marché immobilier (et le collatéral surévalué qu’il représente) sur lequel repose une grande partie de la finance. Trop de banques sont insolvables. Le bourbier de la dette empêche le gouvernement de se précipiter à la rescousse, comme il l’a fait dans des situations d’urgence antérieures, pour renflouer les banques sans détruire le dollar.

Vous pourriez également vous interroger sur la proposition exposée dans le livre de David Rogers Webb, *The Great Taking*, concernant le plan méticuleusement planifié par les banquiers centraux pour saisir une grande partie des garanties dans le monde, c’est-à-dire tous vos biens. Cela peut sembler un peu grandiose et absurde, mais le fait est que les autorités de régulation de la société occidentale ont furtivement réécrit les règles bancaires au fil des ans, de sorte que toute personne possédant un compte en banque est désormais considérée comme un créancier de second rang dont les actifs peuvent être saisis en cas d’urgence bancaire. Votre épargne est simplement qualifiée de *« garantie »*, et votre *« propriété »* des actifs n’est pas celle que vous pensiez. L’escroquerie semble fantastique, mais les règles sont en place, attendant d’être appliquées. Le livre concis de 99 pages de Webb est disponible gratuitement en format pdf.

Bien sûr, une implosion mondiale des marchés d’actions et d’obligations marquerait la fin de la vie financière telle que nous la connaissons, et aucun des débats abstraits sur les règles bancaires ne tient suffisamment compte du désordre social grotesque qui accompagnerait un tel événement, de sorte que toute grande prise pourrait finir par être hors sujet – l’essentiel étant que tout le monde soit ruiné, que personne ne puisse effectuer de transactions et que les choses deviennent terriblement désastreuses. Mais nous allons un peu trop vite en besogne en nous engageant sur cette voie. Revenons donc aux choses que nous connaissons.

Les réformes économiques proposées par Trump ont des connotations inévitables de contraction. La réduction des effectifs du gouvernement fédéral peut présenter de nombreux avantages, mais elle provoquerait probablement une dépression dans la région métropolitaine de Washington en raison des suppressions massives d’emplois, et les dommages économiques se propageraient au reste du pays à mesure que les ministères seraient réduits et fermés, et que l’argent qui en sort cesserait de circuler. L’effet d’une augmentation des taxes douanières pourrait nuire aux entreprises américaines à court terme. Le remplacement des importations est un objectif louable, mais le chemin pour y parvenir risque d’être semé d’embûches. Les lignes d’approvisionnement seront interrompues. Les personnes et les entreprises n’obtiendront pas ce dont elles ont besoin pour produire des biens. Il faut du temps et

des capitaux pour créer de nouvelles usines. La tendance sera de confier la production à des robots dans la mesure du possible – alors, où les gens gagneront-ils leur vie ? Les robots ne deviendront pas des consommateurs. Il faut aussi se demander, plus généralement, s'il est vraiment possible de reconstituer l'orgie industrielle du milieu du XXe siècle. Détroit ne sera pas ce qu'elle était en 1962.

« Joe Biden » laisse derrière lui une économie déjà augurée, dissimulée par des dépenses fédérales monumentales d'argent créé de toutes pièces dans les mois précédant l'élection de 2024 pour masquer la défaillance de l'économie privée américaine. En outre, tous les rapports officiels sur l'emploi en 2024 ont été falsifiés afin de favoriser l'élection du parti au pouvoir. Les dépenses du gouvernement américain pour l'année se sont élevées à 6 752 milliards de dollars, contre des recettes de 4 919 milliards de dollars. Le gouvernement ne peut pas résoudre le problème du chômage de masse en donnant à tout le monde des emplois publics, et Trump n'est pas philosophiquement aligné sur ce type d'action du Big Government du 20e siècle. Quoi qu'il en soit, trop d'emplois aujourd'hui sont des emplois de merde au service d'entreprises sans pitié qui maltraitent leurs travailleurs, de sorte que le sens même du travail s'est dégradé jusqu'à devenir une nouvelle forme d'esclavage. En outre, trop d'Américains ne travaillent pas du tout, mais subsistent grâce à l'aide du gouvernement ou à la criminalité. Comment changer cette situation ?

Tout d'abord, il n'y a pas de changement sans que la nation ne traverse une période de désordre, de discontinuité et de détresse. Lorsque la situation changera, le changement sera systémique et émergent. Il ne viendra pas d'un gouvernement ou d'un processus de gestion de haut en bas. Il émergera des circonstances que la réalité présente – en particulier, la nécessité pour les gens de subvenir à leurs besoins, de se rendre utiles à leurs semblables, dont les relations forment des réseaux d'affaires et de travail qui deviennent une écologie sociale, une communauté.

Ainsi, le second mandat de Trump pourrait inaugurer une période de profondes difficultés économiques, alors que nous essayons de trouver le moyen de refaire l'économie américaine et de reconstruire ces écologies locales d'entreprises. Trump peut-il jouer un rôle semblable à celui de Franklin Roosevelt dans les années 1930 ? Une voix paternelle s'adressant directement au peuple et le rassurant dans une période troublée ? Il s'agit manifestement de personnalités très différentes. En outre, l'opposition politique persistante à Trump est bien plus nocive à gauche que tout ce que FDR a dû affronter de la part de la droite en 1933. La gauche d'aujourd'hui est encore fonctionnellement folle, plongée dans des illusions marxiennes et woke, des animosités raciales et sexuelles, et une libido intempestive pour le pouvoir, le tout augurant mal de la stabilité politique.

Les Américains ont l'habitude de s'en remettre à des autorités distantes et sans visage pour s'occuper d'eux et résoudre leurs problèmes : Sécurité sociale, invalidité, Medicaid, compagnies d'assurance, tribunaux. Tout cela fonctionne très mal aujourd'hui et, d'ici peu, une grande partie de ces systèmes pourrait ne plus fonctionner du tout. Nous devrons prendre soin les uns des autres. Il n'y a jamais eu autant de ménages composés d'une seule personne qu'aujourd'hui. La solitude et l'anomie sont épiques. Le départ des baby-boomers marquera probablement la fin des soins en maison de retraite et de l'aide à la vie autonome, qui coûtent plusieurs milliers de dollars par mois. Les générations qui remplacent les baby-boomers sont loin d'être aussi riches. Elles n'ont pas eu la possibilité d'acheter des maisons de maître qui pourraient être liquidées pour des millions de dollars afin de financer les soins de fin de vie. Nous assisterons probablement à l'essor de ménages composés de personnes sans lien de parenté. Mais le cadre par défaut de l'être humain est la famille et la famille élargie.

Certaines relations humaines qui étaient courantes à des époques antérieures de l'histoire, et absentes à notre époque, pourraient réapparaître. Il y a un peu plus d'un siècle, dix pour cent des personnes employées en Amérique étaient des domestiques, y compris dans les ménages de la classe moyenne de l'époque. Aujourd'hui, seules les personnes très riches ont des domestiques. Ce qui n'a pas changé, c'est que les gens ont besoin d'une place et d'un but, et une place utile dans un ménage n'est pas nécessairement une mauvaise affaire dans une société civilisée.

C’est juste que nous n’en avons pas fait l’expérience depuis de nombreuses décennies et que beaucoup d’Américains trouveraient probablement cette proposition ridicule. Pourtant, trop de gens n’ont pas de place dans la société et n’ont rien à faire, y compris des activités qui pourraient être considérées comme des devoirs les uns envers les autres.

Au XIXe siècle, de nombreuses villes disposaient d’institutions appelées *« Poor Farm »* (ferme des pauvres). Cela peut sembler terrible, mais c’était un moyen d’offrir un lieu et de véritables devoirs à des personnes qui n’avaient nulle part où aller et rien pour les occuper. Elle était généralement organisée comme une œuvre de bienfaisance locale. Les résidents devaient travailler selon leurs capacités, cultiver leur propre nourriture dans des jardins, s’occuper du bétail, faire la lessive et le ménage. Aujourd’hui, cela pourrait être considéré comme *« cruel »*, mais est-ce aussi grave que de laisser des milliers de personnes camper dans les rues et sombrer dans la toxicomanie ? Ce qu’il faut, c’est la volonté politique d’organiser des institutions utiles et bien dimensionnées autour de ces besoins. Pour y parvenir, nous devons abandonner de nombreux préjugés idéologiques.

Nous sommes confrontés à de très graves problèmes avec l’agriculture organisée à une échelle gigantesque, utilisant des machines de plusieurs millions de dollars (généralement hypothéquées), des prêts géants pour mettre en place des cultures, des *« intrants »* énormes de produits chimiques et d’engrais. Ce système est probablement en train de disparaître, malgré les fantasmes techno-narcissiques actuels d’AgrobBusiness. Nous aurons probablement besoin de plus d’êtres humains travaillant directement dans les exploitations agricoles, de plus petites exploitations, avec moins de machines géantes, moins d’argent emprunté pour les cultures et moins d’intrants chimiques. En d’autres termes, il est probable qu’un pourcentage plus important de la population travaillera à la production de notre nourriture, ce qui n’a pas été le cas depuis longtemps. Je suppose qu’il est difficile de concevoir que notre société se réorganise si différemment, qu’elle renoue avec des modes de vie et de travail en commun qui sont conformes à la nature humaine, qui ont fait leurs preuves au fil du temps, mais qui sont aujourd’hui considérés comme dépassés.

Il est évident que ressusciter de telles relations nécessite des changements majeurs dans notre psychologie nationale. Aujourd’hui, il est impossible de persuader un grand nombre de citoyens qu’ils ont besoin de faire quelque chose d’utile pour vivre. Ou, pour voir les choses différemment, qu’il pourrait y avoir des activités pour occuper leurs journées qui seraient intéressantes, satisfaisantes et récompensées par un salaire – plutôt que de se contenter de flâner, de se droguer et de regarder des divertissements en boîte. Aujourd’hui, nous manquons d’innombrables niches professionnelles dans la société qui permettaient à des personnes aux capacités très différentes de trouver une place et un but, en particulier, aujourd’hui, aux personnes peu qualifiées. Si j’ai raison de dire que la macro-tendance est de redimensionner notre économie et de la relocaliser, ces places et ces objectifs peuvent revenir. Cela nécessitera probablement aussi un retour des vérités éternelles, comme moyen de gérer les relations sociales : vérité, beauté, liberté, amour fraternel, confiance, équité… des conditions et des comportements que nous devrions avoir. Il s’agit de conditions et de comportements auxquels nous devrions au moins accepter d’aspirer dans une culture commune digne de notre allégeance.

Je doute que la future administration Trump voie les choses évoluer dans le sens d’une réduction d’échelle, d’une décomplexification et d’une localisation. Elle semble plutôt s’attendre à des entreprises toujours plus grandioses, du moins dans ce que l’on appelle le secteur privé, alors même qu’elle réduit la taille de l’État. Mais, en réalité, tout ce qui concerne la vie quotidienne de cette nation devra être réduit et se dérouler différemment. Nous aurons besoin de moins d’entités géantes comme Walmart et de plus de réseaux commerciaux locaux de petites entreprises adaptées aux communautés locales. Comme vous l’avez peut-être déduit, je pense que les circonstances nous conduiront de toute façon à cette nouvelle disposition des choses, que les dirigeants politiques soient d’accord ou non. Si Trump est sage, il reconnaîtra la tendance et suivra le mouvement.

Autres régions du monde

À l'heure où j'écris ces lignes, les gouvernements tombent un peu partout. Olaf Scholz ne parvient pas à former une coalition gouvernementale en Allemagne. En France, la faction au pouvoir d'Emmanuel Macron a subi une lourde défaite lors des élections anticipées de l'été dernier, sans majorité claire pour une quelconque coalition, ainsi que lors des élections parlementaires de l'UE. Les deux pays ont recours au droit pour vaincre leurs opposants. M. Scholz et ses alliés tentent d'interdire le parti Alternative for Deutschland (AFD), qui monte dans l'opposition, en particulier après que l'AFD a montré une force croissante lors des élections régionales en Saxe, dans le Brandebourg et en Thuringe. Le parquet de Paris tente d'épingler Marine Le Pen pour avoir détourné des fonds européens afin de payer les salaires du personnel de son parti, le Rassemblement national.

L'Allemagne, la plus grande économie de l'UE, s'est suicidée au cours de la dernière décennie. Le pays a fermé entièrement son parc de réacteurs nucléaires et s'est lancé dans un programme d'énergie *« verte »* (éolienne et solaire) qui est loin de pouvoir répondre à ses besoins. Il s'apprêtait à recevoir un approvisionnement fiable en gaz naturel russe bon marché en 2022 lorsque quelqu'un – probablement les États-Unis – a fait exploser les gazoducs Nord Stream One et Two. Joe Biden avait déclaré en toutes lettres qu'il allait *« arrêter »* les Nord Stream quelques mois plus tôt, alors pourquoi ne pas le croire ? Les Allemands ont simplement accepté ce qui aurait normalement été interprété comme un acte de guerre à leur encontre, de la part d'un allié de l'OTAN qui plus est.

En conséquence, du jour au lendemain, l'économie industrielle avancée de l'Allemagne, ses constructeurs automobiles, ses entreprises chimiques, ses fabricants de machines-outils, sont devenus non compétitifs sur les marchés mondiaux et l'économie allemande est entrée dans une lente spirale de mort. L'Europe est aujourd'hui censée être heureuse de recevoir du gaz naturel liquéfié américain, dont le transport et le déchargement sont beaucoup plus coûteux que ne l'aurait été le gaz russe acheminé par gazoduc. La France n'a été que marginalement mieux lotie grâce à sa solide production d'énergie nucléaire pour fournir de l'électricité, mais elle a également perdu l'accès au gaz naturel russe bon marché nécessaire à l'industrie et au chauffage domestique.

Pendant ce temps, les autres nations de l'UE ont toutes, à un degré ou à un autre, adhéré au pacte de suicide européen. L'UE est en guerre contre ses propres agriculteurs depuis des années pour des raisons qui semblent complètement insensées – peut-être sous l'impulsion de Klaus Schwab et de son Forum économique mondial. L'architecture réglementaire de la Commission européenne écrase les entreprises sous son programme d'énergie *« verte »* et d'atténuation du changement climatique. Le Parti pour la liberté (PVV) de Geert Wilders a remporté, contre toute attente, le plus grand nombre de sièges lors des dernières élections en Hollande, mais pas la majorité absolue, et n'a pas pu former une coalition de travail. Wilders n'est pas devenu premier ministre – le poste a été confié à Dick Schoof, un bureaucrate de carrière qui a récemment dirigé les services de renseignements néerlandais.

Le Canada est entré dans les limbes politiques à la mi-décembre lorsque la vice-première ministre et ministre des finances (et membre du conseil d'administration du WEF) Chrystia Freeland a soudainement démissionné et que le premier ministre Justin Trudeau a donné l'impression de lutter pour sa vie politique au parlement. Quelques jours auparavant, Trudeau s'était rendu en pèlerinage à Mar-a-Lago pour s'entretenir avec Donald Trump, qui s'est moqué de lui de la manière la plus sévère en qualifiant le Canada de *« cinquante et unième État »* et en appelant Trudeau *« gouverneur »*. Le dollar canadien s'est effondré depuis lors et s'établit à 69 cents pour un dollar américain à l'heure où j'écris ces lignes. Trudeau partira au plus tard au début de l'année prochaine. Il sera remplacé par le chef du parti conservateur, Pierre Poilievre, qui fait preuve d'une capacité à penser correctement.

La superposition des réglementations de l'Union européenne est devenue un fardeau intolérable pour les pays membres de l'UE. L'UE semblait être une bonne idée à l'époque, et pendant de nombreuses années, des principes de fonctionnement de base comme une monnaie commune (l'euro) et l'accord de Schengen (libre circulation des

citoyens et des marchandises des États membres à travers les frontières nationales) ont facilité la vie quotidienne. Mais ces dernières années, la bureaucratie européenne a adopté un ensemble de politiques insensées : la destruction programmée des exploitations agricoles et des agriculteurs, l'immigration massive et non réglementée en provenance d'États du tiers-monde en déliquescence et l'hostilité aux ressources pétrolières au nom d'un changement climatique discutable. L'absence de responsabilité des commissaires européens non élus vis-à-vis du public ne fait qu'aggraver la situation. D'autres questions techniques, telles que l'absence de contrôle fiscal de l'UE sur les membres individuels et les problèmes que cela pose pour l'émission d'obligations, semblent insolubles.

Une fois, en 2012, des turbulences financières ont menacé l'existence de l'UE. Mais cette crise – l'effondrement de la Grèce et ses ramifications – a été *« masquée »* par des renflouements et des fraudes comptables. Aujourd'hui, l'Europe entre dans une ère non seulement de déséquilibres financiers critiques, mais aussi de graves bouleversements dans l'économie de la production réelle sur le terrain. L'afflux de migrants se poursuit et leur antagonisme agressif à l'égard de la culture européenne ancestrale s'accroît avec des appels à la charia et à l'instauration d'un califat européen. Cela ressemble de plus en plus à une reconstitution tragi-comique des conquêtes mahométanes du Moyen-Âge. Elle épuise les trésors des membres de l'UE, qui se ruinent à cause de la désindustrialisation. Et d'innombrables humiliations sont infligées à la population : meurtres de masse, décapitations, insultes constantes, violence de rue partout et, pas plus tard que la semaine dernière, les meurtres sur le marché de Noël à Magdebourg. Nous sommes à un point de rupture. Alors que l'Europe observe Trump commencer avec succès les déportations, l'Europe finira par suivre – mais pas avant une période tumultueuse au début de 2025, lorsque la rébellion balaiera les gouvernements de gauche. L'Union européenne pourrait être emportée avec eux. Les frontières se durciront, les monnaies nationales pourraient revenir, et un réalignement drastique nous attend.

Le Royaume-Uni semble être une cause perdue en raison de l'effondrement total du parti conservateur, laissant les travaillistes temporairement seuls sur le terrain, avec un Premier ministre monumentalement incompétent, Keir Starmer, à la tête d'un régime orwellien qui maltraite gravement le peuple britannique autochtone tout en dorlotant les immigrants hostiles. Cela ne durera pas très longtemps. Starmer sera chassé au cours du premier semestre 2025, tout comme Liz Truss (vous vous souvenez d'elle ?) en 2022. Nigel Farage, un leader véritablement charismatique destiné à devenir le Trump de la Grande-Bretagne, attend d'entrer en scène. Après avoir mené avec succès la charge du Brexit, il a séjourné dans le désert politique comme Churchill entre 1929 et 1939. Aujourd'hui, il dirige le Reform UK Party, qui est en train d'éclipser complètement les Tories. Il faut s'attendre à ce que Farage agisse rapidement en 2025.

Ensuite, il y a la situation lamentable en Ukraine. J'ai souvent écrit à ce sujet et je vais le récapituler aussi succinctement que possible : La guerre d'Ukraine était un projet néocon américain visant à déstabiliser la Russie et probablement à prendre le contrôle de ses ressources. Poutine a refusé de se laisser faire et a riposté. Ce fut un désastre extrêmement coûteux pour l'Ukraine en termes de sang, de capitaux et d'infrastructures. Ce n'est pas non plus une partie de plaisir pour la Russie. Mais Poutine atteindra probablement ses objectifs, à savoir l'annexion du Donbass et de la Crimée et l'établissement de ce qui reste de l'Ukraine en tant que pays neutre, non membre de l'OTAN.

Trump est impatient de mettre fin à ce qu'il appelle *« cette guerre stupide »*. Le problème est de savoir comment il peut la régler rapidement sans donner l'impression de capituler. Poutine ne cédera pas sur le maintien de la Crimée et des provinces (*« oblasts »*) du Donbass. C'est la condition pour entamer ne serait-ce que des pourparlers. L'humiliation associée à ce projet devrait être l'apanage de Joe Biden et, à certains égards, elle le sera certainement lorsque les liens et les machinations de sa famille seront pleinement révélés, comme cela ne manquera pas d'être le cas.

Trump et Poutine résoudront l'énigme en prétendant négocier le port d'Odessa, qui sera finalement attribué à l'Ukraine croupion afin qu'elle puisse avoir accès à la mer pour ses expéditions de céréales essentielles. Ils se disputeront pendant un certain temps à ce sujet, mais ce ne sera que pour la forme. La guerre prendra fin. L'Ukraine organisera enfin des élections et Volodymyr Zelenskyy sera chassé comme un chien qui a fait pipi sur le tapis trop souvent. Je doute qu'il survive à l'année qui vient. L'Amérique et la Russie débloquent des fonds pour reconstruire les infrastructures essentielles de l'Ukraine, mais pas beaucoup plus. Le monde finira par comprendre exactement ce qui s'est passé. L'OTAN ne sera plus que l'ombre de ce qu'elle était, si elle ne s'effondre pas complètement en raison des bouleversements politiques qui se produisent dans toute l'Europe.

Le Moyen-Orient

Je ne suis pas dans le bus avec la foule qui crie qu'Israël est l'auteur d'un *« génocide »*. Notre propre général Sherman l'a dit succinctement il y a 160 ans : La guerre est un enfer. Le Hamas n'aurait pas dû en déclencher une le 7 octobre 2023. Pour cela, les Palestiniens ont eu l'enfer. Les combattants du Hamas n'auraient pas dû (littéralement) se retrancher parmi les civils palestiniens de Gaza, avec leur labyrinthe de tunnels de guerre que les Israéliens devaient détruire pour mettre un terme aux conflits qui en émanaient.

Le problème essentiel de cette partie du monde est que la région ne peut pas supporter les populations énormes et toujours croissantes de la plupart des États arabes qui la composent. Elle est essentiellement désertique. La fantastique richesse de l'ère pétrolière s'est combinée à d'autres circonstances, telles que l'augmentation de la production céréalière, pour faire croître ces populations. Aujourd'hui, tragiquement, tout cela a atteint une limite et les choses vont dans l'autre sens : vers l'effondrement. Cet effondrement au ralenti se traduit par des frictions politiques, des migrations massives, de la violence et du fanatisme religieux. Les djihadistes veulent vraiment assassiner les non-musulmans. Si l'on considère ce qui s'est passé récemment en Europe, la truculence des migrants musulmans à l'égard de leurs hôtes, il est évident que les juifs et les chrétiens sont des cibles à part entière.

La population d'Israël est de 9,4 millions d'habitants. La population totale des Palestiniens dans le monde est estimée à environ 14,8 millions à la mi-2024. Ce chiffre inclut les Palestiniens vivant en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, en Israël et dans la diaspora à travers divers pays. La population des pays voisins – Égypte, Jordanie, Liban, Syrie – s'élève à 145 millions d'habitants. Une grande partie de cette population arabe souscrit à l'anéantissement de l'État d'Israël et le déclare publiquement en permanence. Israël n'est-il pas censé prendre ces menaces au sérieux ?

Dans ces conditions, êtes-vous choqué et offensé que les États-Unis soient un allié d'Israël ? Pensez-vous que les États-Unis n'ont aucun intérêt stratégique à faire contrepoids à des intérêts opposés au Moyen-Orient ? Grandissez un peu. Les woke-marxistes américains veulent vous faire croire que cette relation est illicite, injuste. Ils veulent que vous haïssiez les Juifs et Israël. Vous feriez mieux de vous demander : au service de qui sont ces woke-marxistes ? Pas nos intérêts, pas les intérêts américains.

Israël a réussi à faire prospérer son minuscule pays désertique au cours des soixante-quinze dernières années, tout en construisant une économie manufacturière et technologique. En raison des menaces constantes qui pèsent sur lui, une grande partie de la richesse générée par cette économie doit être affectée aux forces de défense israéliennes (FDI). C'est un véritable exploit pour ce minuscule État de tenir tête à tant d'ennemis. Il a gagné deux guerres majeures contre eux à l'époque moderne, ainsi que de nombreux affrontements frontaliers périodiques, des intifadas et des escarmouches. Leurs ennemis leur en veulent profondément et sont probablement jaloux de la réussite économique d'Israël.

L’attaque de viols, de tortures et de meurtres du 7 octobre 2023 par le Hamas a incité Israël à mettre en place une défense existentielle contre un ennemi obstinément et ouvertement meurtrier. Israël a conquis la bande de Gaza sur l’Égypte lors de la guerre de 1967. En 2005, il a confié la gestion de Gaza aux Palestiniens. Les Palestiniens auraient pu, entre autres, transformer le front de mer de Gaza, long de 25 miles, en une station balnéaire méditerranéenne de premier plan. Au lieu de cela, le gouvernement du Hamas a utilisé les fonds d’aide internationale qu’il a reçus pour construire des kilomètres et des kilomètres de tunnels de guerre. Mauvais choix. Ils ont utilisé Gaza comme rampe de lancement pour des attaques de missiles et des intifadas. Encore de mauvais choix. La ligne rouge du 10/7/23 a été franchie. Maintenant, il n’y a plus de Gaza. Les civils devront trouver un autre endroit où aller, et si leurs voisins arabes ne veulent pas les accueillir, ils devront blâmer leurs voisins arabes. Ils ont été chassés pour leur comportement atroce.

Les publicistes du djihad veulent vous faire croire qu’Israël s’est mal comporté. Il ne fait aucun doute que l’action des forces de défense israéliennes à Gaza a été brutale. La guerre est un enfer. En temps de guerre, partout et toujours, les soldats agissent sauvagement. Les Américains l’ont fait, parfois, au Viêt Nam et en Irak. C’est la réalité de la guerre. L’une des leçons à en tirer est que les guerres ne doivent pas être déclenchées avec désinvolture. La motivation d’Israël dans cette guerre est de mettre hors d’état de nuire les unités de guerre de ses ennemis. Il est sur le point d’y parvenir maintenant que le Hamas est dispersé, que le Hezbollah est coupé de son sponsor, l’Iran, et qu’Assad est parti de Syrie. Israël y est parvenu alors que le régime de *« Joe Biden »* prétendait soutenir les deux parties au conflit et qu’il avait finalement moins d’influence que jamais sur l’issue du conflit. Voilà où en sont les choses en décembre 2025, mais le plateau de jeu est très animé, et il y a beaucoup de potentiel pour de nouvelles actions et l’entrée d’autres joueurs, que nous allons aborder maintenant.

Soudain la Syrie

Eh bien, c’était rapide ! Il a fallu douze jours (du 27 novembre au 8 décembre). Phhhhht !!! Assad est parti (pour la Russie). Comment cela s’est-il passé ? Commençons par le problème de population que j’ai cité plus haut : la région est pauvre. L’augmentation de la population face à une base de ressources qui se rétrécit créera de grandes tensions politiques et sociales. La population de la Syrie a connu une croissance spectaculaire, passant de 7 millions d’habitants en 1972 à 22 millions en 2022. La Syrie est un grand pays avec des territoires distincts. La région la plus à l’est, limitrophe de l’Irak et de la Turquie, la Jazira, avec la ville de Raqqah, chevauche l’Euphrate, un couloir de culture céréalière qui nourrissait autrefois le peuple syrien. De nombreuses années de sécheresse et des projets d’irrigation bâclés ont anéanti l’agriculture dans cette région. Cela a été l’un des facteurs des migrations massives vers l’Europe au cours de la dernière décennie. Au total, 6 millions de Syriens ont fui le pays depuis le printemps arabe en 2011. La Jazira est également le lieu où se trouve le pétrole syrien, dont les États-Unis se sont emparés en 2019, alors que le pays était en proie à la guerre civile. La région est un carrefour culturel, avec une importante population kurde, qui déborde du Grand Kurdistan vers l’Irak et la Turquie.

En bref : la Syrie d’Assad était gravement affaiblie par les pénuries alimentaires, le manque de revenus et une guerre civile de longue haleine. Il pouvait à peine payer son armée, et lorsque les forces rebelles de Hayat Tahrir al-Sham (HTS) ont traversé le pays cet automne, ses soldats ont fondu. Le HTS est issu d’Al-Qaïda, et Al-Qaïda est issu des services secrets américains et de leurs stratèges néoconservateurs. Vous pouvez être sûrs que les États-Unis ont participé à l’élimination d’Assad. Comme nous l’avons vu précédemment, ce type d’opérations a tendance à être une arme à double tranchant, qui finit par poignarder l’Amérique dans le dos par la suite. Dans le cas présent, imaginons qu’en chassant Assad, nous ayons réussi à faire de la Syrie le centre du djihad au Moyen-Orient.

Dès que le HTS a pris le contrôle de Damas, la capitale, Israël a envoyé son armée de l’air et a détruit toutes les cibles militaires, les aérodromes, les parcs de chars, les dépôts de munitions en Syrie, afin qu’ils ne tombent pas entre les mains du Hezbollah, l’ennemi d’Israël soutenu par l’Iran. Israël contrôle une petite zone du sud de la

Syrie, près du plateau du Golan. Au début de l'année, Israël avait déjà causé de graves dommages au Hezbollah en tuant méthodiquement ses dirigeants, un par un. L'explosion d'un téléavertisseur a également causé d'énormes dégâts opérationnels au Hezbollah. Pour l'instant, Israël bénéficie d'une Syrie brisée. L'Iran a perdu son canal géographique pour l'approvisionnement en armes du Hezbollah. Les forces du HTS sont sunnites et le sponsor du Hezbollah, l'Iran, est chiite, avec tous les conflits que cela implique. Tout à coup, l'Iran a perdu son influence dans cette région adjacente à Israël, l'ennemi qu'il déclare vouloir *« rayer de la carte »*.

Les Turcs ont également participé au changement de régime en Syrie. La Turquie accueille actuellement des millions de réfugiés syriens qui fuient le chaos de la guerre civile syrienne. Les Kurdes de Syrie constituent également un problème, car ils sont liés au PKK, un groupe terroriste à l'intérieur de la Turquie. Le président pugnace de la Turquie, Recep Tayyip Erdoğan, oscille entre son alliance avec l'OTAN, ses relations stratégiques intermittentes avec la Russie et le monde arabe avec ses affinités culturelles. La Turquie est une OTAN mécontente. Pendant des décennies, elle a été ouvertement et souvent tournée en dérision par les autres nations occidentales qui la considéraient comme *« l'homme malade de l'Europe »*. Pourtant, elle contrôle l'entrée de la mer Noire, qui a toujours été un problème pour la Russie – ils sont entrés en guerre à plusieurs reprises – bien que la Russie s'engage aujourd'hui dans des projets de développement en Turquie.

N'oublions pas que l'Empire ottoman de Turquie a contrôlé l'ensemble du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord du XVIe au début du XXe siècle et que son influence s'étendait également à l'Europe. C'était bien avant que les richesses pétrolières n'alimentent le monde arabe. Les populations étaient alors peu nombreuses dans ce que l'on appelait alors la Terre sainte. Les Arabes indigènes parcouraient encore le désert à dos de chameau et vivaient sous des tentes. L'Empire ottoman s'est effondré lors de la Première Guerre mondiale, et ce que vous voyez sur le terrain dans une grande partie de la région sont des frontières artificielles créées par les Britanniques après la guerre pour des raisons d'efficacité administrative. M. Erdoğan peut nourrir l'ambition de voir la Turquie jouer à nouveau un rôle plus important dans les affaires mondiales. La Turquie possède la plus grande armée permanente de la région. Pour l'instant, la Turquie et M. Erdoğan jouissent d'une influence régionale quelque peu renforcée. Le contre-pied de ce dernier a été le penchant des États-Unis à créer des États en déliquescence via l'implication de la CIA dans les mouvements rebelles et djihadistes. M. Trump a laissé entendre qu'il était enclin à réduire au minimum l'implication des États-Unis en Syrie. Il commence son administration avec une aversion déclarée pour toutes les guerres actuelles dans le monde.

Je prévois que le gouvernement du HTS ne sera pas en mesure de contrôler une grande partie du pays et qu'il poursuivra son évolution vers une nation en faillite, avec des frictions et des violences entre les différents groupes qui y résident encore. Je doute qu'Israël veuille essayer de contrôler le pays, car il s'agit d'un bourbier évident. La Russie semble également se retirer de toute implication directe, mais on dit qu'elle négocie avec les HTS pour maintenir sa présence à la base aérienne de Khmeimim et à la base navale de Tartus. La tendance générale dans de nombreuses régions du Moyen-Orient est un retour à la pré-modernité. Les cent dernières années d'avions à réaction et de Range Rovers ressembleront à une étrange et anormale parenthèse dans l'histoire.

La Chine

Quoi qu'il se passe en Chine, ses dirigeants aiment jouer sur le long terme, se projetant dans des décennies, cinquante ou cent ans, alors que tous les autres s'efforcent d'élaborer des stratégies au mois le mois. Cela ne signifie pas pour autant que la Chine en sorte gagnante. Une partie de ce long jeu n'est qu'orgueil démesuré et prétention. La Chine a de nombreux problèmes. Elle est devenue un colosse industriel du jour au lendemain et aujourd'hui, l'économie techno-industrielle mondiale dans laquelle elle a trouvé un rôle si important vacille, en particulier en Europe, ce qui met à rude épreuve le système chinois axé sur l'exportation. Son architecture financière a toujours été bancale parce que le PCC est tellement imbriqué dans les banques, les bourses et les

entreprises commerciales géantes – et s'il n'aime pas la façon dont les choses se passent, le Parti prétend simplement que tout va bien. Rien ne peut remettre en cause la domination du PCC. Cependant, les choses finissent par se briser et le Parti doit créer un nouveau récit pour expliquer la rupture.

Ces derniers temps, des rumeurs font état de licenciements massifs et de nombreux jeunes qui quittent les villes pour retourner à la campagne. La population est majoritairement composée de personnes âgées, en raison des nombreuses années de politique de l'enfant unique en Chine. Il y a, bien sûr, la désastreuse bulle immobilière qui continue à détruire l'épargne des ménages, car de nombreux Chinois n'ont pas fait confiance aux banques ou aux marchés des actions et des obligations, et ont plutôt investi dans d'énormes projets de développement de complexes d'appartements qui ont échoué les uns après les autres. La réponse du PCC a été d'exercer un contrôle de plus en plus strict sur la population et ses activités. Le parti a peur de son propre peuple et aucun régime n'a la garantie de durer éternellement. Il faut s'attendre à des troubles dans ce pays en 2025, alors que la dépression économique gagne l'ensemble de l'économie mondiale.

Les problèmes de l'Amérique avec la Chine en matière de commerce et de fabrication seront probablement éclipsés en 2025 par les intrusions et les subversions flagrantes que la Chine a été autorisée à faire dans les institutions américaines et dans notre économie avec l'aide de l'administration de *« Joe Biden »*. Les Chinois ont infiltré les universités américaines de recherche, les télécommunications (en particulier le matériel pour les téléphones portables et la transmission par micro-ondes 5-G), les services de renseignement US et le secteur des entreprises, en volant la propriété intellectuelle et nos secrets de fabrication. Et, bien sûr, la Chine s'est profondément impliquée dans les fonctions électives – les opérations d'escroquerie de la famille Biden et la romance du représentant Eric Swalwel avec l'espionne Fang-Fang, parmi les plus notoires. La sénatrice Diane Feinstein a employé un espion chinois comme chauffeur de limousine et homme à tout faire pendant vingt ans, y compris de 2009 à 2015, lorsqu'elle présidait la commission sénatoriale du renseignement. Vous pouvez être sûr que le Congrès est bien pourvu en argent chinois et en influence qu'il achète. Attendez-vous à en savoir beaucoup plus en 2025. C'est l'une des choses qui lient si étroitement les élus à l'État de Washington.

Deux autres questions impliquant la Chine requièrent une attention urgente et l'administration Trump en attente en parle déjà. Le premier concerne les achats importants et récents de terres américaines par la Chine, qu'il s'agisse de terres agricoles de premier choix ou de biens immobiliers situés autour des bases militaires américaines. Il semble que la Chine va être expulsée de ces propriétés, avec ou sans compensation, on ne le sait pas encore. Il est possible que des enquêtes soient menées pour savoir comment ces achats ont été autorisés.

Le deuxième problème est le nombre de ressortissants chinois, en particulier des hommes en âge de servir dans l'armée, qui ont franchi la frontière avec les millions d'autres étrangers en situation irrégulière que *« Joe Biden »* a autorisés à entrer dans le pays sans aucun contrôle. Au cours de l'année fiscale 2023 – du 1er octobre 2022 au 30 septembre 2023 – ce nombre était d'environ 24 100. Pour l'année fiscale 2024, il était de 24 400. On peut supposer que les services de renseignement américains savent quelque chose sur certains d'entre eux, mais pas sur la plupart, et sur ce qu'ils font ici. Plusieurs *« postes de police »* chinois – c'est-à-dire des bureaux installés dans des villes américaines pour contrôler les migrants chinois aux États-Unis – ont été découverts et démantelés au cours des dernières années. Et puis il y a eu l'affaire du *« ballon météo »* chinois à haute altitude (soupçonné en fait d'être un ballon de surveillance militaire) que l'administration *« Joe Biden »* a laissé traverser complètement les États-Unis, du Pacifique à l'Atlantique, avant de l'abattre au large des Carolines.

L'ensemble de ces activités chinoises autour des États-Unis suggère une sorte de guerre furtive visant à prendre le contrôle du continent nord-américain et de ses ressources. Cela serait conforme à une réflexion stratégique à long terme vieille de cinquante à cent ans. Et cela fonctionnait apparemment très bien jusqu'aux élections de 2024. Cela

devrait être assez alarmant, mais d'une manière ou d'une autre, les sonnettes d'alarme n'ont pas été tirées jusqu'à il y a quelques mois. Des questions, quelqu'un ?

Je prévois que les États-Unis et la Chine n'entreront pas en guerre à propos de Taïwan en 2025. C'est une proposition trop perdante pour toutes les parties concernées. La Chine et les États-Unis seront tous deux préoccupés par des problèmes intérieurs et des négociations commerciales au cours de l'année à venir.

Quelques autres sujets d'actualité

Gardez un œil sur l'Argentine et son président, Javier Milei. Au début des années 1900, l'Argentine était la septième nation la plus riche du monde. À partir des années 1930, après de nombreux coups d'État, le pays a sombré dans un déclin chronique, aggravé par les longues dictatures de Juan et Eva Peron, et suivi de décennies de coups d'État militaires, de gouvernements péronistes et de malversations financières néolibérales qui ont laissé ce pays riche en ressources ruiné.

En 2023, Javier Milei (Mee-lay), président *« anarcho-capitaliste »* de l'Argentine, promet de *« passer à la tronçonneuse »* la bureaucratie parasitaire. Au cours de la première année de son mandat (essentiellement en 2024), Milei s'est débarrassé de 35 000 fonctionnaires et a équilibré le budget pour la première fois depuis des décennies. L'inflation est enfin en baisse. Le peuple argentin s'est réveillé des comas zombies successifs péronistes / néolibéraux dans lesquels il était plongé depuis des décennies. Prédiction : en 2025, l'Argentine donnera le ton à la révolution des gouvernements civils occidentaux. Milei connaît une nouvelle année de succès dans la réduction de la bureaucratie oppressive et inutile. Il lance un programme national pionnier en matière d'énergie nucléaire. L'Argentine commence à s'imposer comme un acteur majeur sur la scène mondiale.

Le Salvador est dirigé, dirons-nous, par le président excentrique et très intéressant Nayib Bukele-Ortiz (connu simplement sous le nom de Bukele), qui en est à son deuxième mandat. Sa campagne contre la violence des gangs, qui a fait du Salvador un endroit si sauvage, a produit des résultats spectaculaires. Son nouveau *« Centre de confinement du terrorisme »* est l'une des prisons les plus grandes et les plus modernes du monde. Elle a été construite pour accueillir 20 000 détenus. Il a arrêté environ 86 000 criminels endurcis appartenant à des gangs. Le Salvador a le taux d'incarcération le plus élevé au monde – ce qui est le cas lorsqu'on laisse les gangs criminels prendre le pays en otage pendant des décennies. De 2022 à 2023, le taux d'homicide a chuté d'environ 69 %. (Les données pour 2024 ne sont pas complètes.) Bukele jouit d'une cote de popularité de 91 % auprès des électeurs.

En 2021, le Salvador a fait du bitcoin une monnaie légale au même titre que le dollar américain. La *« loi sur le bitcoin »* de Bukele oblige les entreprises à accepter les transactions en bitcoins. (Le gouvernement lui-même a acheté des bitcoins dans le cadre d'une stratégie d'investissement à long terme). Le verdict n'est pas encore connu quant à la manière dont le destin de Bukele pourrait être lié au bitcoin. Pour l'instant, il a réussi un revirement épique dans un pays qui avait sombré dans l'anarchie et la criminalité pendant la quasi-totalité de son existence. Prévisions : Le Salvador continuera à prospérer grâce aux talents d'organisateur napoléonien de Bukele, même si le bitcoin vacille.

C'est tout ce que j'ai à vous dire dans ces prévisions de fin d'année pour l'année à venir. Je serai étonné de savoir si l'un d'entre vous a lu ce document jusqu'au bout.
Pour chacun d'entre vous personnellement : faites de votre mieux pour mener une vie éthique et utile en 2025. N'essayez pas de bousculer les autres. Occupez-vous de vos propres affaires. Et tenez-vous au courant de ce qui se passera au cours de l'année à venir sur notre bon vieux site Clusterfuck Nation ! Et surtout, restez calmes et joyeux !

▲RETOUR▲

.Bienvenue dans ce 2nd trimestre du XXIème siècle

Par Dmitry Orlov − Le 30 Décembre 2024 − Source Club Orlov

Comment se fait-il que le passage à l'an 2000 était censé être un événement bouleversant, alors que le passage du premier quart du XXIe siècle est généralement considéré comme un non-événement ? Et ce, en dépit du fait que le monde a changé de manière spectaculaire et que cela est devenu évident au moment où le calendrier s'est approché de la ligne de démarcation entre le premier et le deuxième *« trimestre »* du XXIème siècle ? Je me contenterai ici d'énumérer quelques changements évidents qui se sont produits. Pour de nombreuses personnes dans le monde, ces changements sont évidents, tandis que d'autres se complaisent dans le déni. Voici un top 10 de ce à quoi je pense que nous devrions nous attendre au cours du deuxième trimestre du XXIème siècle.

1. **Les États-Unis ne seront plus une puissance industrielle mondiale.** Ils resteront une puissance régionale, mais il est difficile de prédire pour combien de temps. La production industrielle américaine a stagné depuis le début du siècle, alors que d'autres pays ont fait un bond en avant. La production industrielle américaine a augmenté de 10 % depuis le passage à l'an 2000 et de 0 % depuis 2019. Pendant ce temps, depuis le début du siècle, la Chine a connu une croissance de près de 1 000 %, la Russie de plus de 200 % et l'Inde de plus de 320 %. Les pays dits *« développés »* (États-Unis et Europe occidentale) n'ont pas connu de croissance depuis 2019. Les économies d'Europe occidentale ont toutes atteint leur pic en 2007-2008, à l'exception de l'Allemagne, qui a atteint son apogée en 2017. L'Italie est le patient le plus malade du groupe, sa production industrielle ayant diminué d'un quart depuis le début du siècle.
2. **Les États-Unis ne seront plus une superpuissance militaire.** Ils ne sont pas compétitifs tant au niveau de la production d'armes (la Russie peut produire des obus d'artillerie dix fois plus vite) qu'au niveau du développement d'armes (ils n'ont pas réussi à mettre au point des systèmes d'armes hypersoniques utilisables et sont très en retard dans le domaine de la technologie de défense antimissile). Son principal investissement dans la puissance maritime réside dans ses groupes de porte-avions, qui ont été rendus obsolètes par les armes de précision à longue portée, capables de couler un porte-avions à distance de sécurité. Sa dissuasion nucléaire est trop ancienne pour être considérée comme fiable. L'ensemble de

l'establishment de la défense américaine, à commencer par le Pentagone, les entreprises de défense et une grande partie du Congrès américain, est totalement corrompu.

3. **Une grande partie de la terminologie que les gens utilisent encore habituellement n'est plus applicable.** Il n'existe plus d'*« **ordre mondial** »* identifiable. Le *« **globalisme** »* est mort car la planète se divise en clubs de nations tels que les BRICS. Le *« **droit international** »* n'est plus d'actualité, maintenant que 40 000 sanctions ont été illégalement imposées à la Russie. La Russie ne s'en plaint même pas ; puisqu'il n'existe plus d'*« ordre mondial »* permettant d'appliquer de telles sanctions illégales, celles-ci ne signifient pas grand-chose. Il n'existe pas non plus de *« communauté internationale »* à proprement parler. Sa dernière réincarnation, l'*« ordre international fondé sur des règles »*, constamment prêché par d'inutiles Américains affairés, est également finalement morte. Le néolibéralisme occidental est désormais ouvertement rejeté par une grande partie de la planète, y compris les *« **valeurs humaines universelles** »* et, avec elles, l'individualisme, le féminisme, l'homosexualité et l'athéisme/agnosticisme. Les *« **droits de l'homme** »* sont de moins en moins à la mode, car une grande partie du monde revient à l'ancien ensemble de valeurs universelles de foi, de loyauté, d'honneur, de devoir, de mérite et de privilège acquis par le service public. De plus en plus de familles occidentales cherchent un refuge politique contre le fléau LGBT en émigrant en Russie, les Américains en tête (les LGBT ont été déclarés extrémistes et interdits en Russie).
4. Compte tenu de l'effondrement de la politique électorale aux États-Unis et en Europe, **la *« démocratie »* à l'occidentale n'est plus une chose à laquelle personne ne peut raisonnablement aspirer.** Après l'échec de toutes les méthodes légales et illégales pour se débarrasser de Trump, il se dirige vers l'investiture – et c'est le meilleur résultat, puisque la volonté du peuple n'a pas été supprimée. Dans d'autres *« démocraties »* occidentales, le tableau n'est pas aussi rose : en France, on s'efforce de disqualifier Marine Le Pen, afin de s'assurer qu'elle n'accède pas à la présidence ; en Allemagne, des efforts similaires sont déployés pour mettre hors-la-loi *Alternative für Deutschland*. Ajoutez à cela une tentative ratée de révolution de couleur en Géorgie, après que les Géorgiens ont commis l'innommable et voté pour un gouvernement qui n'est pas anti-russe. Et la Roumanie n'a même pas été autorisée à aller aussi loin : les résultats de ses élections ont été invalidés après qu'un outsider non anti-russe a gagné au premier tour. Et puis il y a cette *« jeune démocratie »*, l'Ukraine, toujours dirigée par un président dont le mandat a expiré en mai dernier.
5. **Le catastrophisme climatique n'est plus à la mode.** Imputer le *« réchauffement climatique »* inexistant à une trace chimique – le CO2, qui est en fait de la nourriture pour les plantes – ne fonctionne plus. La nation la plus *« verte »* du monde, grâce à l'énergie hydroélectrique et aux immenses forêts boréales, s'avère être la Russie – oups ! Les panneaux solaires et les éoliennes ne sont pas renouvelables : ils doivent être achetés sans cesse – en Chine ! Ils ne sont pas non plus très utiles en raison du problème de l'intermittence, ils sont destructeurs pour l'environnement et représentent un risque majeur d'élimination des déchets toxiques. Après avoir été escroqués par la promesse vide des *« énergies renouvelables »*, les États-Unis et l'Europe ont perdu la capacité de construire des centrales nucléaires assez rapidement ou à un coût suffisamment bas pour faire la différence, tandis que la Russie et la Chine les ont tous deux devancés. La Russie est aujourd'hui le principal fournisseur de technologie nucléaire au monde et a réussi à boucler le cycle du combustible nucléaire, résolvant ainsi le problème de l'élimination des déchets nucléaires de haute activité. Les industriels américains parlent maintenant d'un nouveau développement de l'énergie nucléaire, mais ils n'ont ni la capacité ni l'expertise pour le réaliser.
6. **Le pic pétrolier est de nouveau au menu.** Depuis le pic du pétrole conventionnel en 2005-2006, le pétrole de schiste produit aux États-Unis a compensé les baisses de production presque partout ailleurs. Mais il s'avère aujourd'hui que le pétrole de schiste a lui aussi atteint son pic à la toute fin du premier trimestre du XXIème siècle et qu'il est désormais orienté à la baisse. Entre-temps, la Russie, qui est un autre grand producteur de pétrole, trouve de plus en plus de meilleures utilisations pour son pétrole que de l'exporter. Il est désormais raisonnable de s'attendre à ce que les carburants pour les transports soient de plus en plus

rares au cours du deuxième trimestre du XXIème siècle. Les pays qui dépendent du transport maritime trans-océanique seront les plus touchés. Parmi eux, nous devrions nous attendre à ce que l'Europe occidentale ressente la douleur la plus intense, ayant renoncé à la fois aux pipelines d'hydrocarbures russes et à l'énergie nucléaire et choisissant à la place d'importer du gaz naturel liquéfié des États-Unis (qui pourrait ne plus arriver avant peu).

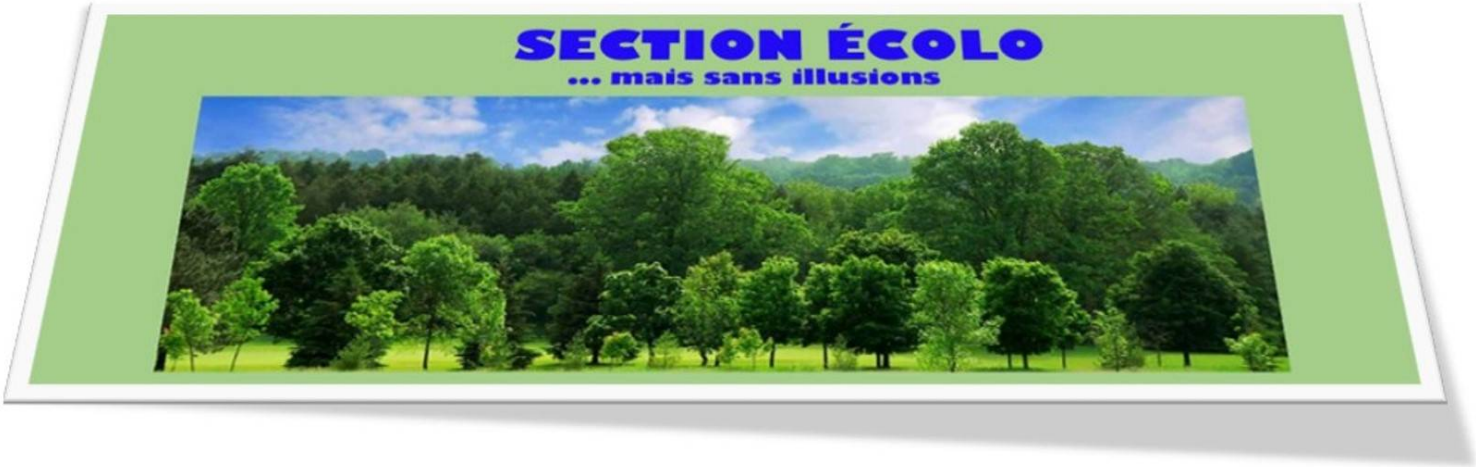
7. **Le nombre d'États en déliquescence dans le monde va continuer à augmenter.** En tête de liste des nouveaux États faillis figurent les quelques nations arabes laïques restantes. L'Irak, la Libye et maintenant la Syrie ont déjà disparu ; l'Égypte pourrait être le prochain pays à faire faillite. Le terme *« intégrité territoriale »*, en particulier lorsqu'il s'applique aux diverses lignes artificielles tracées sur la carte au cours ou à la fin de l'ère coloniale, ne restera probablement pas un vœu pieux très longtemps. De même, les frontières territoriales internes tracées par les bolcheviks et qui ont miraculeusement survécu à la dissolution de l'URSS ne continueront probablement pas à recevoir le respect qu'elles n'ont jamais mérité. De même, la *« souveraineté nationale »* ne sera plus appliquée bon gré mal gré à des nations qui n'ont aucune souveraineté nationale et qui sont à peine des nations. La Syrie en est un exemple : il s'agit d'un morceau arbitraire découpé sur les restes de l'Empire ottoman. Israël en est un autre. De nombreux petits États éparpillés dans le monde – Estonie, Lettonie, Lituanie, Abkhazie, Transnistrie, Ossétie du Sud… – devront fusionner avec une entité réellement souveraine, qui finira très probablement par être la Russie.
8. En l'absence de ce que l'on pourrait appeler un ordre mondial international ou un système universel de droit international, **le monde devient de plus en plus violent et désordonné.** Les quelques nations qui conservent leur souveraineté et leur intégrité territoriale fermeront leurs frontières aux migrations et ne fourniront pas d'aide humanitaire pour des raisons strictement humanitaires. Ils n'auront pas la latitude d'aider les étrangers aux dépens de leurs propres citoyens et les dirigeants politiques qui tenteront de le faire seront rapidement éliminés ou renversés. Regardez ce qui s'est passé en ce qui concerne le génocide israélien en cours en Palestine : beaucoup de paroles et pratiquement aucune action – pas même symbolique. Les équipes sportives israéliennes sont autorisées à participer aux compétitions internationales, sans poser de questions. Regardez aussi l'empressement avec lequel les pays d'Europe ont commencé à discuter de l'expulsion des réfugiés syriens dès le départ de Bachar Assad pour Moscou, sans se soucier du fait que la Syrie se dissout dans le chaos et la guerre civile sous leurs yeux.
9. À l'aube du deuxième trimestre du XXIème siècle, **l'intelligence artificielle** fait l'objet de toutes les attentions. Les nouvelles puces d'IA sont si gourmandes en énergie que les entreprises technologiques envisagent de construire de nouvelles centrales électriques spécialement pour les alimenter. Mais la réalité de l'IA n'est pas tout à fait rose. Tout d'abord, personne ne sait comment fonctionnent les systèmes d'IA, c'est-à-dire que leur processus de raisonnement est insondable, même pour les experts, et l'on peut raisonnablement penser qu'il n'y a pas de processus de raisonnement en jeu. On sait déjà que les systèmes d'IA mentent avec une grande facilité, qu'ils ne peuvent pas comprendre quand ils mentent et quand ils ne mentent pas, et qu'ils inventent volontiers des justifications totalement fausses pour se tromper. Au fur et à mesure que l'internet sera inondé de contenus produits par des systèmes d'IA, qui serviront ensuite d'intrants à ces mêmes systèmes d'IA, une boucle de rétroaction destructrice s'établira, aboutissant à un scénario d'entrée et de sortie de déchets. Lorsque cela se produira, les gens devront abandonner l'internet et se tourner vers les livres imprimés d'avant l'avènement de l'IA comme seules sources d'informations fiables. Entre-temps, à mesure que l'IA s'intégrera de plus en plus profondément dans les systèmes sociaux, elle cessera d'être artificielle et deviendra de plus en plus organique – mêlée aux cerveaux humains – et de moins en moins intelligente. En fin de compte, il s'agira de personnes très stupides et ignorantes qui dépendront complètement de systèmes d'information très stupides et ignorants. Lorsque les lumières s'éteindront, ils ne sauront plus comment faire bouillir de l'eau.

10. Au cours du deuxième trimestre du XXIème siècle, dans divers pays et communautés du monde, **la dépopulation fera son apparition.** Dans de nombreux endroits, les femmes donnent naissance à moins de deux enfants en moyenne, ce qui signifie que le taux de natalité est inférieur au taux de remplacement et que chaque cohorte suivante sera plus petite que la précédente. La Corée du Sud est peut-être le pire exemple, avec un taux de fécondité de seulement 0,72. Cela signifie que chaque génération de Sud-Coréens sera à peine un tiers de la taille de la précédente. C'est la voie de l'extinction. Les survivants seront religieux et patriarcaux, car ce sont les communautés qui ont les taux de natalité les plus élevés. Cela ne plaira peut-être pas à certains lecteurs à l'esprit libéral, mais la situation est indépendante de la volonté de chacun, alors pourquoi s'en inquiéter.

Heureux les doux, car ils hériteront de la terre.

Bonne année !

▲RETOUR▲



Escrologie… Ahurrissant, comment la Chine vend du plastique à l'Europe qui ne peut plus recycler le sien !

par Charles Sannat | 8 Jan 2025

Si en terme environnemental le plastique ce n’est pas fantastique, en terme de profits pour la Chine, c’est fantastique, le tout sur le dos de l’Europe.

Le témoignage livré par le président de la Confédération européenne des industries du recyclage est effrayant.

Il illustre parfaitement le problème de l’économie administrée menée par la grosse Commission bruxelloise et par les technocrates français quand nous parlons de notre pays.

De quoi s’agit-il ?

Il faut que les industriels mettent 25 % de plastiques recyclés dans leurs bouteilles plastiques neuves. L’idée est bonne. Mais nous sommes dans un marché ouvert, sans frontière ni droit de douane. Alors au lieu d’avoir une filière pour recycler notre propre plastique, ce qui était l’objectif, nos industriels se retrouvent à acheter de plastique chinois moins cher que le plastique européen… qui ne sera ni recyclé ni valorisé.

Écoutez ce témoignage… et n’oubliez pas de trier vos poubelles en remplissant consciencieusement la jaune comme il se doit, même si cela ne sert semble-t-il, pas à grand chose…

Il faut, sur tous les sujets, remettre les choses dans le bon sens et à la bonne place.

• • •

.« Elon Musk attaque Macron et le PDG de Facebook annonce mettre fin à la censure ».

Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Nous risquons de vivre un début d’année 2025 explosif dans tous les sens du terme. Entre les guerres et les tentations de paix qui reviennent, entre les risques économiques et les problèmes d’endettement, entre les prix et la disponibilité de l’énergie, entre la géopolitique, les tensions sino-américaines sans oublier évidemment l’arrivée de Trump le 20 janvier à la Maison Blanche, vous pouvez désormais attacher vos ceintures car cela a déjà commencé à secouer et sacrément.

Chaque jour apporte son lot de nouvelles et cela va bougrement vite.

Elon Musk qui a racheté Twitter il y a si peu, a transformé ce réseau social en arme de liberté de parole et aujourd’hui, Mark Zuckerberg le patron et fondateur de Facebook a annoncé qu’il mettait fin à toutes les censures sur son réseau pour redonner la liberté de parole.

La liberté de parole.

Vous pouvez la détester.

Vous pouvez avoir envie de boucher les oreilles… mais c'est le 1er amendement de la Constitution américaine.

La liberté mes amis, que cela plaise ou non, commence par avoir la liberté de dire, de refuser, de penser et d'exprimer ce que l'on voit.

Vous assistez à un combat de Titans entre mondialistes et souverainistes. Les premiers avaient confisqué la liberté de parole depuis trop longtemps, créant un climat dictatorial et étouffant.

Ce combat, cette bataille épique ne fait que commencer. Trump n'est pas encore dans le bureau ovale, et pourtant… le premier ministre anglais est attaqué et pilonné chaque jour. En Allemagne, le front est également ouvert pour faire gagner l'AFD. L'Autriche est déjà passé dans le camp "souverainiste". Au Canada, un Trudeau piteux a annoncé sa démission.

Hier, Musk a "épinglé" dans tous les sens du terme et du "tweet" le président français Macron désormais cible numéro 1 du patron de X et futur ministre de Trump. Que dit-il ?

"Oh, comme cette fois où Starmer a traité Donald Trump de raciste et a dit que le gouvernement britannique devrait tout faire pour l'arrêter ?

Ou lorsque Starmer a envoyé des membres du Parti travailliste britannique faire campagne aux États-Unis contre le président Trump cette année ?"

Quant à Mark Zuckerberg, je vous invite à prendre 5 minutes de votre vie et de votre temps précieux pour écouter ce qu'il vient de déclarer sur la censure institutionnalisée (et j'en connais un rayon je peux vous dire) qui a été imposée ces dernières années avec un emballement pendant la pandémie de Covid dont la première victime non physique a bien entendu été la liberté d'expression et de penser.

Souvenez-vous… "*on peut débattre de tout sauf des chiffres*"… derrière cet argument qui peut sembler intelligent se cache en réalité la pire des perversités intellectuelles. On peut débattre de tout surtout et y compris des chiffres à qui l'on peut faire dire ce que l'on veut ou presque ! Quand l'État affirmait cela, cela voulait surtout dire que l'on avait le droit de se taire et de ne débattre de rien.

La censure a été institutionnalisée pour nous forcer à penser comme les mondialistes veulent que nous pensions.

La censure a été institutionnalisée pour nous forcer à accepter des choses inacceptables, à commencer par une délinquance ahurissante qui est une violence faite aux peuples et qui est parfaitement évitable ne serait-ce qu'en mettant simplement les méchants et les brigands en prison !

La censure a été institutionnalisée aux États-Unis, en Angleterre de manière très importante, mais aussi partout en Europe et Thierry Breton a été l'homme de la directive européenne dont l'objectif jamais voilé était de mettre aux pas les réseaux sociaux et donc la liberté de parole des gens et des citoyens.

Cette censure, le patron de Facebook vient de la reconnaître officiellement.

Cette censure, il vient aussi d'annoncer y mettre fin.

L'Europe ne va pas seulement devoir censurer Twitter d'Elon Musk.

Il va falloir censurer aussi Facebook.

Demain certainement Youtube annoncera les mêmes modifications dans ses censures politiques.

Il faudra donc que l’Europe censure aussi Google…

Autant dire que l’Europe devra censurer les GAFA…

Mais censurer les GAFA entraînera des rétorsions américaines massives à l’égard de l’Union Européenne si dépendante… des États-Unis.

Soyons clairs.

Les culculgnagnans des ministères se plaignent des ingérences russes !

Hahahahahahahahaha…

A partir du 20 janvier, les “ingérences” américaines dans la liberté de pensée en Europe en général et en France en particulier vont leur poser un problème que jamais les Russes n’ont posé car cela va atteindre un niveau que les Russes ne pouvaient pas atteindre puisqu’ils ne disposaient ni de de Twitter (X), ni de Youtube, ni de Facebook.

Trump vient de déclarer la guerre aux gouvernements et aux dirigeants mondialistes européens. Trump veut reprendre l’Allemagne, l’Angleterre et la France. L’Italie c’est déjà fait, et les autres pays européens tomberont naturellement.

Cette guerre sera une guerre de l’information.

Attendez-vous à des révélations, à des scoops, à des déstabilisations violentes des dirigeants européens actuels, et Macron, le président français est évidemment dans le viseur de Musk.

Accrochez vos ceintures cela va bigrement tanguer… La Danemark risque de perdre le Groenland, Panama de devenir américain, de même que la Canada ce qui ferait, vous en conviendrait, america encore plus great again et tous les autres nettement plus petits! Je ne vous parle même pas du Golfe du Mexique qui devrait devenir le Golfe de l’Amérique. Nous ne sommes que le 8 janvier!!

▲RETOUR▲

Marée noire de pétroliers russes à Sébastopol

Laurent Horvath 3 Janvier 2025

Du pétrole provenant de deux vieux pétroliers russes ont atteint les côtes de Sébastopol, la plus grande ville de Crimée. Les deux pétroliers faisaient partie de la flotte fantôme qui transportent discrètement le pétrole Russe afin de contourner les sanctions occidentales.

La Russie fait appel à de vieux navires car les assureurs ont l’interdiction d’assurer les transports russes. Ainsi le Volgoneft-212 et le Volgoneft-239 ont été touchés le mois dernier par une tempête dans le détroit de Kertch, qui relie la Crimée à la région de Krasnodar, au sud de la Russie, et se trouve à environ 250 kilomètres de Sébastopol.

Le Volgoneft 212 a évacué 13 marins, dont un est décédé, et Volgoneft-239 s'est échoué (photo) avec 14 marins à bord. Les deux navires déversent environ 2’400 tonnes de mazout dans les eaux environnantes, selon le ministère russe des transports.

Une flotte fantôme sans assurance

Au moment de la catastrophe, les navires, tous deux âgés de plus de 50 ans, transportaient au total 62’000 barils de produits pétroliers (10 millions de litres).

La Russie utilise ce genre de navires afin de contourner les sanctions occidentales. Ils n'utilisent généralement pas de tracker de type GPS pour les suivre et les assureurs ne couvrent ni la marchandise, ni les marées noires.

Le président Vladimir Poutine a parlé de "catastrophe écologique" et des centaines de volontaires ont été déployés pour ramasser la terre contaminée sur les plages de Crimée. Selon les médias, 73'000 tonnes de sable contaminé ont été retirées des plages, sur les 200'000 tonnes que les autorités estiment affectées.

La ville de Sébastopol, qui compte plus d’un demi-million d’habitants, est la base historique de la flotte russe en mer Noire et une destination touristique majeure pour les Russes.

Nettoyages en cours

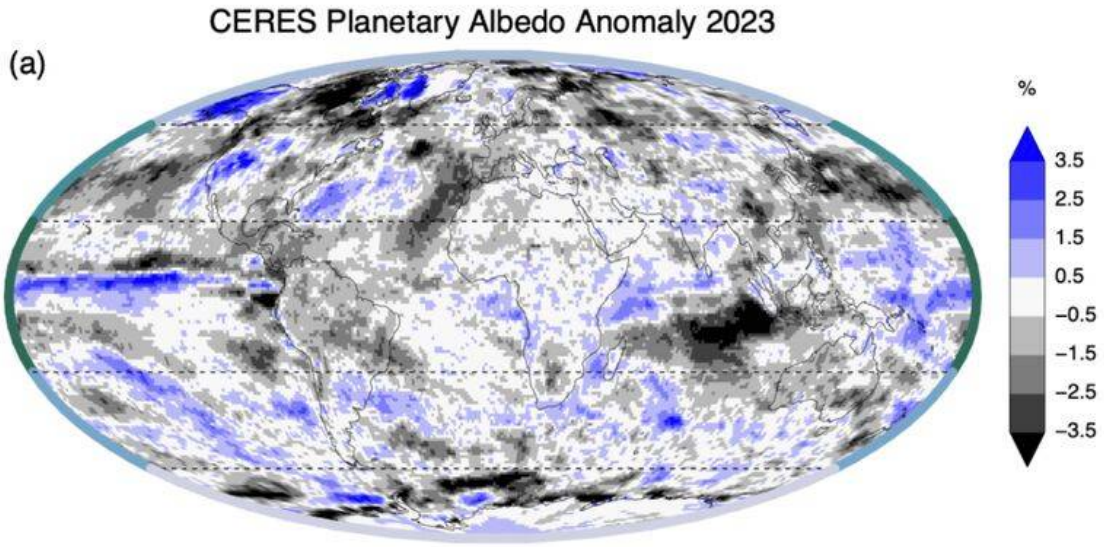
Plus de 10'000 personnes se sont employées à ramasser à la pelle le fioul visqueux sur les plages de sable d'Anapa, une station balnéaire très prisée.

Le ministère a déclaré que le déversement concernait du fioul lourd de qualité M100 qui se solidifie à une température de 25 degrés Celsius et qui, contrairement à d'autres produits pétroliers, ne flotte pas à la surface mais coule au fond ou reste en suspension dans la colonne d'eau.

▲RETOUR▲

LE COIN A JEAN-MARC JANCOVICI

.Température Journalière de l'air en surface



En 2023, notre bonne vieille Terre a connu une température moyenne (de l'air au niveau du sol) qui était bien plus élevée que celle des années précédentes, en particulier sur la 2è partie de l'année (cela peut se voir avec la courbe 2023 de https://t.ly/bLQl0).

C'est à cause d'El Nino ! Cette oscillation du système climatique, qui survient "toutes les quelques années" (le temps de retour varie) a notamment pour conséquence de faire grimper la température moyenne (inversement La Nina la fait un peu descendre).

Mais un article récemment paru dans Science (https://t.ly/D71El) avance une autre explication : le pouvoir de réflexion de la planète (que l'on appelle "albedo") a baissé.

Une partie - environ 30% - du rayonnement que nous recevons du soleil est en effet réfléchi par "tout ce qui brille" dans l'atmosphère ou à la surface (notamment les glaces, les nuages et les déserts). Si cette proportion baisse, cela signifie que la terre absorbe plus d'énergie solaire (et non que le soleil envoie plus d'énergie !), et elle chauffe plus.

Du coup une deuxième explication vient à l'esprit : c'est parce que la couverture neigeuse et glaciaire diminue ! En effet, avec la hausse des températures, la banquise est moins étendue, et il y a moins de neige sur les terres, et donc on remplace des surfaces particulièrement réfléchissantes (neige et glace) par des surfaces bien plus absorbantes (eau océanique, sol, et végétation).

Mais ce n'est pas non plus cela qui s'est produit (ou du moins pas à un niveau suffisant pour expliquer la hausse de température). Les coupables, ce sont apparemment les nuages, ou plus exactement leur diminution.

Les observations par satellite semblent montrer que, en moyenne sur l'année, la couverture nuageuse de 2023 a été un peu inférieure à celle de 2022 (et des années précédentes).

Il faut rappeler que les nuages sont des processus de "petite échelle" dans les modèles : leur faible taille (quelques kilomètres) empêche de les représenter explicitement dans des outils de calcul numérique (les modèles) qui représentent la surface en utilisant des mailles (des "pixels" on va dire) qui ont quelques dizaines à une centaine de km de côté.

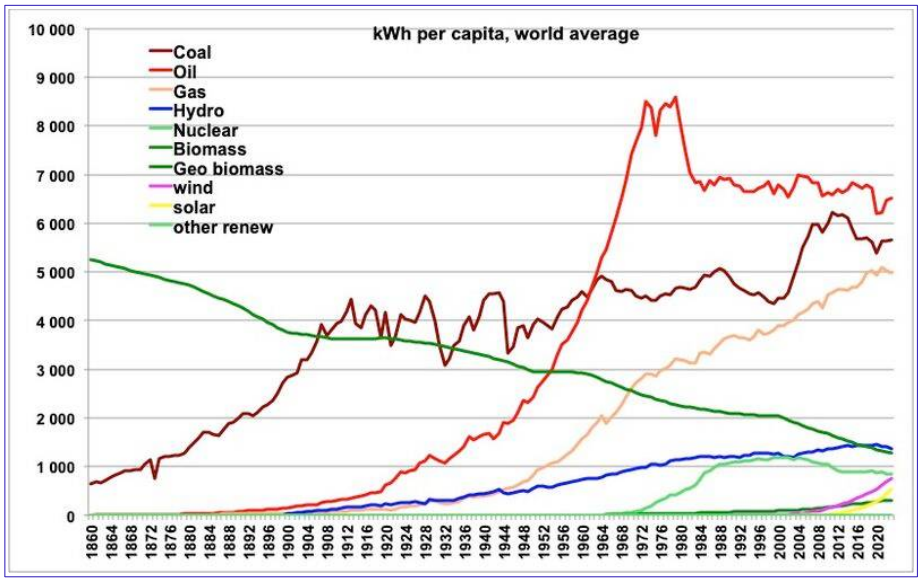
De ce fait, il y a toujours eu une incertitude sur l'évolution de la couverture nuageuse dans les simulations climatiques.

Ce qui s'est passé en 2023 pose une question, pour laquelle nous n'aurons malheureusement la réponse qu'une fois qu'il sera trop tard pour y changer quoi que ce soit : sommes nous juste dans le cas d'une variabilité naturelle, ou bien est-ce le début d'un "nouveau normal", qui verrait la couverture nuageuse diminuer sous l'effet du réchauffement climatique ?

Car, dans le deuxième cas, le réchauffement va s'accélérer par rapport aux "prévisions" antérieures. Rappelons à nouveau que le propre d'avoir une incertitude sur les projections est que l'on peut avoir des mauvaises surprises. Il serait bon de ne pas l'oublier !

• • •

D'où viennent nos esclaves énergétiques ?



Pour rafraîchir la mémoire de tout le mode en ce début d'année, la mienne y compris, je vous propose ci-dessous un petit graphique qui donne, sur un peu plus d'un siècle et demi (la dernière année est 2023), l'approvisionnement énergétique par personne en moyenne mondiale, exprimé en kWh.

Pour les sources purement électriques (hydro, éolien, solaire, géothermique & biomasse) la convention est de compter l'énergie qu'il faudrait utiliser dans une centrale électrique thermique pour avoir la même quantité d'électricité (c'est une convention classique pour comparer les énergies entre elles, et elle est bien sûr discutable comme toutes les conventions).

Plusieurs constats intéressants peuvent être faits au vu de ce graphique :

- les trois énergies qui arrivent en tête, encore aujourd'hui, sont de très loin le pétrole, le charbon et le gaz

- le gaz par personne n'a jamais été aussi haut qu'aujourd'hui (ce qui veut dire que sa production a continument augmenté plus vite que la population), et pour le charbon nous n'en sommes pas loin

- les Trente Glorieuses, c'est l'explosion du pétrole par personne, et cela n'est arrivé qu'une fois dans l'histoire de l'humanité

- les chocs pétroliers, ce n'est pas juste une affaire de prix : c'est avant tout la fin de la croissance physique du pétrole par personne, puis le début de sa décroissance, à une époque où le climat n'avait aucune espèce d'existence dans les politiques publiques. C'est donc purement l'impossibilité physique de continuer à faire croître la production au même rythme qui a joué (une première limite planétaire, déjà !)

- pour le gaz et le charbon, on ne voit malheureusement aucune inflexion qui pourrait être liée à une "prise de conscience climatique planétaire" (rappelons que le Sommet de la Terre, où a été signée la Convention Climat, date de 1992)

- il y a un siècle et demi, la biomasse représentait presque autant d'énergie par personne que le charbon aujourd'hui ! Mais l'efficacité de son usage (et donc les services que l'on pouvait en retirer) était évidemment considérablement moindre

- la première des énergies renouvelables purement électriques en 2023 était l'hydroélectricité, même si l'éolien augmentait bien plus vite, et faisait jeu égal avec le nucléaire

Au total, l'approvisionnement énergétique par Terrien représente un peu plus de 22000 kWh par personne en 2023. C'est "juste" 10% de plus que le total de 1979, il y a donc presque 45 ans, alors que pendant les 45 ans qui ont précédé 1979 l'augmentation avait été de plus de 130%.

La question à 100 euros est évidemment de savoir si, en quelques décennies, les 3 courbes du haut peuvent disparaître avec un approvisionnement par personne qui baisse peu.

Le pari le plus fréquent dans les politiques publiques est que oui, mais il serait bon d'avoir un plan B si ce n'est pas le cas, et pour le moment ce plan B intéresse peu de monde en haut lieu !

• • •

L'Europe peut-elle se "réindustrialiser" sans énergie ?

Et peut-elle avoir assez d'énergie sans combustibles fossiles ? Pour le moment, la réponse à cette double question semble plutôt négative, si l'on fait le constat de l'évolution des emplois et de la valeur ajoutée de l'industrie sur les 12 derniers mois : https://lnkd.in/eyXK52Eb

Historiquement, l'industrialisation a été indissociable de l'existence sur son sol de ressources à la fois minières et énergétiques. L'industrie, c'est en effet une activité qui consiste à transformer de la matière, et c'est à l'évidence plus facile de le faire quand on a chez soi la matière à transformer (les mines et la biomasse) et l'énergie pour le faire (ou plus précisément pour activer les machines qui vont le faire).

L'essor industriel de la Grande Bretagne, puis de l'Europe, puis des USA, puis de la Chine, a obéit à cette logique. Certes, il y a aussi des pays qui sont restées de grandes puissances industrielles avec désormais très peu de ressources sur leur sol (le Japon par exemple), mais cela serait impossible sans la mondialisation, c'est à dire la marine marchande qui permet d'acheminer dans ces pays minerais ou métaux, et énergie, et d'exporter ensuite une partie de la production effectuée.

La moindre disponibilité énergétique qui s'est emparée de notre continent depuis 2007, et qui s'est fortement accélérée ces dernières années, est donc un handicap évident pour avoir une industrie importante. Ajoutons à cela qu'il n'y a que très peu de ressources minières pour lesquelles nous soyons autosuffisants.

Les zones concurrentes souvent citées, USA et Chine, possèdent respectivement sur leur sol les premières productions mondiales de pétrole + gaz et de charbon (car leur industrie - et leur économie - ne tourne pas essentiellement à l'éolien ou au nucléaire !). Elles sont aussi bien dotées en ressources minières diverses, même si elles n'ont pas toute la panoplie - aucun pays ne l'a désormais.

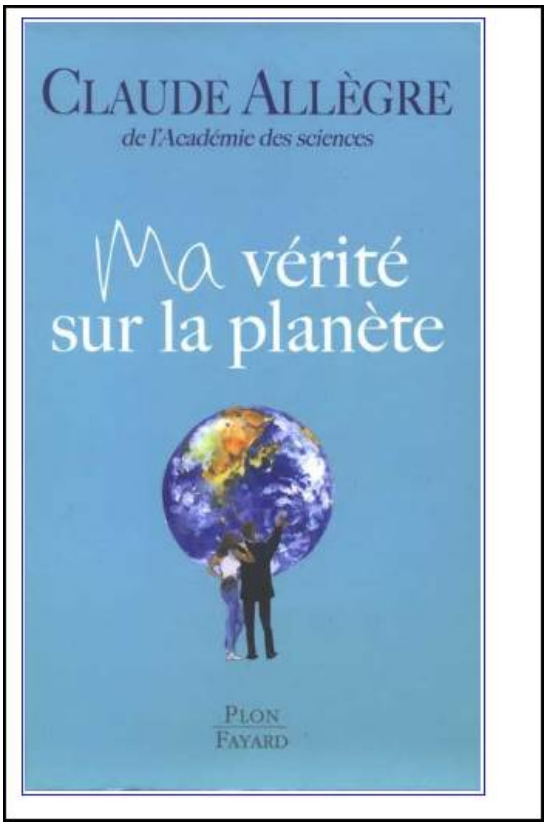
Notre "réindustralisation" va donc dépendre de 3 facteurs :

- la disponibilité énergétique sur notre sol (pour le moment l'essentiel de l'énergie est importée, et pour pétrole, gaz et charbon les importations baissent au fil du temps) : aurons nous assez d'énergies bas carbone pour cela ?
- la disponibilité en matériaux et minerais sur notre sol (ou plus exactement sous notre sol !)
- et comme il est peu probable que tout cela suffise, elle va aussi dépendre... de la pérennité de la marine marchande dans un monde avec moins d'hydrocarbures.

Le dernier point n'est à peu près jamais évoqué dans les débats. Il est pourtant crucial !

• • •

.Claude Allègre est donc mort



S'il n'avait été "que" scientifique, il n'est pas sur qu'il y aurait eu cet hommage (pour le moins maladroit !) de notre premier ministre sur X, mais voilà : il a aussi été ministre. Or, dans ce milieu, il est souvent de bon ton de dire du bien de vos adversaires une fois qu'ils sont morts.

Il est certain qu'Allègre a fait des choses bien dans sa vie. Mais il y a une chose qu'il a fini par faire très mal : parler du dossier du réchauffement climatique d'origine humaine. Et il l'a fait avec énormément d'énergie !

Rappelons tout d'abord que s'il a été si efficace dans cette "croisade", c'est notamment parce qu'à l'époque il était très facilement invité dans les media (pas de réseaux sociaux alors). Cela m'avait conduit à publier cette longue dissertation sur le fait que le "droit au débat", souvent mis en avant par des journalistes pour convier l'ancien ministre, était en l'espèce un argument dévoyé : https://t.ly/IlDmg

A l'époque où Allègre était très présent, je m'étais fendu de deux commentaires un peu longs sur les écrits de notre ancien ministre. Le

premier "analysait" une tribune qu'il avait publiée dans Le Monde en octobre 2006, où l'auteur se posait en victime parce qu'il avait le courage de dire la vérité : https://t.ly/imZNt

La tribune en question avait fait l'objet d'un appel en Une du journal, et la rédaction l'avait faite précéder d'un chapô dans lequel était écrite la phrase suivante : "L'unanimité actuelle sur la responsabilité de l'effet de serre dans le réchauffement de la Terre est suspecte." : https://t.ly/0SKeg

Et à l'époque il n'y avait pas que Le Monde ! De très nombreux organes de presse, écrite, radio ou télé lui ont ouvert leurs colonnes ou tendu le micro. La bonne nouvelle est que depuis la presse est devenue globalement beaucoup plus sérieuse sur la question climatique.

Emporté par mon élan, j'avais aussi recensé son livre "*Ma Vérité sur ma Planète*" : https://t.ly/TcA6E . En me relisant, je me dis qu'à l'époque j'étais un peu plus énervé qu'aujourd'hui sur la forme :).

Il subsiste pourtant un "*mystère Allègre*". En 1987, ce dernier a publié un ouvrage intitulé "12 clés pour la Géologie" (Belin). Il y écrivait : "[l'augmentation de la quantité de gaz carbonique dans l'atmosphère] est autrement plus important[e] que le danger nucléaire. La concentration en gaz carbonique augmente dans l'atmosphère, et, par ce que l'on appelle l'effet de serre, la température du globe augmente lentement. (…) Le problème est extrêmement important scientifiquement et nous devrions prendre des mesures rapidement. (…) la source du gaz carbonique est la combustion des combustibles fossiles. (…)".

Question, que j'aurais adoré voir traitée par la presse à l'époque : pourquoi, entre 1987 et 2006, notre ancien ministre a aussi radicalement changé d'avis, alors même que la science progressait ? Une chose est certaine : il est désormais un peu tard pour lui poser la question…

• • •

.Toutes les villes qui sont apparues il y a "longtemps"

Toutes les villes qui sont apparues il y a "longtemps" (quelques siècles ou plus) sont traversées par un cours d'eau, ou situées en bord de mer. Et plus la ville est grosse, plus le cours d'eau qui la traverse est important, sauf rarissime exception.

Pourquoi retrouve-t-on cette caractéristique de Moscou à Glasgow, de Belem à Prague, et de Toulouse à Bucarest ? Parce que, "avant", c'est à dire avant les trains, les routes et les camions, le seul mode de transport qui permettait de transporter de grandes quantités de matériaux de construction était la voie d'eau.

Or , pour construire une ville, c'est à dire une grande quantité de bâtiments, il faut nécessairement une grande quantité de matériaux de construction. Mais le fleuve permettait aussi d'acheminer d'autres marchandises pondéreuses, notamment les céréales.

Si cela a fonctionné dans le passé, pourquoi ne pas y revenir alors que nous allons devoir faire avec moins de camions ? C'est l'idée de développer le fret fluvial, ce que veut par exemple faire la région Ile de France : https://lnkd.in/esjrpDXQ

Sur le papier, cela semble une excellente idée. Et, de fait, il y a un certain nombre de cas de figure où c'est une excellente idée, par exemple pour assurer le transport après déchargement de marchandises entre un port et les grandes villes situées à l'amont sur le fleuve.

Mais, le plus souvent, les marchandises qui arrivent dans une ville ne sont pas parties d'un bord de fleuve. L'apparition du chemin de fer puis de la route a permis de s'affranchir des fleuves comme moyens de transport, et de mettre des usines, des entrepôts et des mines partout, sans compter que les champs sont par construction ailleurs qu'en bord de fleuve l'essentiel du temps.

Faire massivement machine arrière sans déplacer les usines et les entrepôts en bord de fleuve sera donc difficile. Les chiffres en attestent malheureusement : dans notre pays, le fret routier c'est 300 milliards de tonnes.km quand le fret fluvial c'est... (https://lnkd.in/eVMSG4Vs) 650 fois moins !

En Ile de France, ce serait 6% selon Les Echos, ce qui est trois fois plus... mais toujours assez peu comparé au routier. Et surtout, ce qui est intéressant ou amusant, c'est que le transport par barges et péniches concerne avant tout des matériaux de construction, comme dans l'ancien temps !

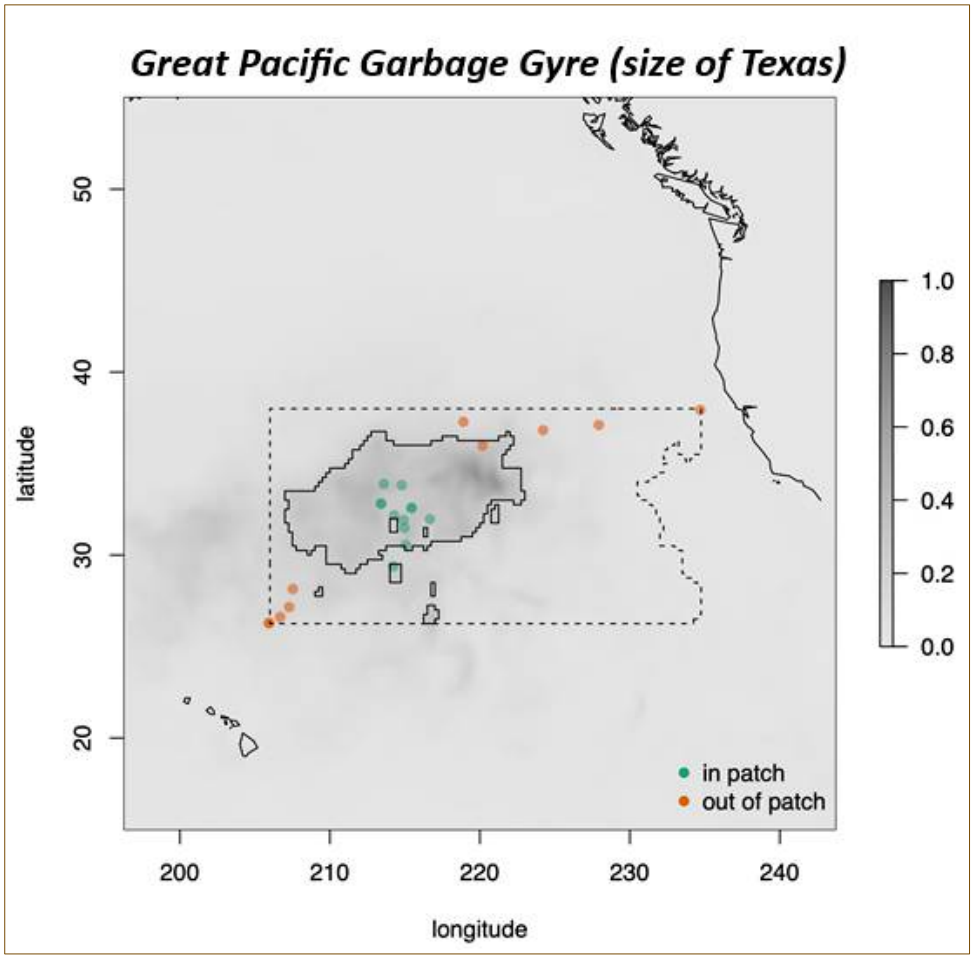
Le fluvial est assurément plus économe en émissions de gaz à effet de serre par tonne.km transportée. Là où il est possible d'en faire, il faut assurément le faire. Mais les villes sont désormais trop grosses, et la consommation par individu trop importante, pour que le fleuve redevienne la principale artère du commerce au 21è siècle.

▲ RETOUR ▲

La séquence d'autodestruction du système ne peut être désactivée

Charles Hugh Smith Vendredi 03 janvier 2025

of two minds.com charles hugh smith



La colline artificielle de tessons de poterie est chétive et localisée ; les conséquences de notre système feront s'effondrer le système d'une manière à laquelle il est complètement aveugle.

Nous connaissons tous l'intrigue de la séquence d'autodestruction qui se déroule au fur et à mesure que notre héros/héroïne essaie frénétiquement de trouver l'interrupteur qui l'éteint. Le système - quelle que soit la façon dont nous choisissons de le décrire - s'autodétruit et il n'y a pas d'interrupteur pour l'éteindre.

Nous sommes attirés par l'idée que les cabales et les conspirations sont à l'origine des maux du système. Si ces cabales étaient démasquées et privées de pouvoir, le système se redresserait rapidement et tout irait pour le mieux.

Les cabales et les conspirations ne sont pas la source, elles sont le symptôme d'un mécanisme d'autodestruction structurel plus profond, un mécanisme que nous prenons pour acquis comme étant la façon dont le monde fonctionne.

Quelle que soit l'étiquette idéologique - capitaliste, socialiste, communiste - tous les systèmes sont des marchés d'un type ou d'un autre, avec des producteurs, des vendeurs et des acheteurs/consommateurs. Le marché peut être plus ou moins ouvert, ou plus ou moins contrôlé par l'État, les seigneurs de la guerre ou les cartels, mais dans tous les cas, il y a des producteurs, des vendeurs et des consommateurs.

Dans tous les cas, ni le producteur, ni le vendeur, ni le consommateur ne sont responsables des conséquences en aval de ce qui est produit, vendu et acheté. Chaque participant est incité à maximiser son intérêt personnel sans se soucier des conséquences futures de cette poursuite de l'intérêt personnel.

Le producteur de la bouteille en plastique n'est pas responsable de ce qu'il advient de la bouteille après sa production, le vendeur n'est pas responsable de ce qu'il advient de la bouteille après sa vente, et le consommateur qui la jette dans la rivière après en avoir consommé le contenu n'est pas responsable de ce qu'il advient de la bouteille une fois qu'il a fini de consommer le produit.

Le marché n'a pas de responsabilité interne, intrinsèque, pour les conséquences d'un intérêt personnel étroit, ni de mécanisme qui regarde au-delà du présent. Le marché est aveugle aux conséquences futures et n'impose à aucun participant la responsabilité de le faire.

Le seul résultat possible de ce système est l'autodestruction. Prenons l'exemple du **grand tourbillon de déchets du Pacifique,** nom poétique donné à une masse flottante de plastique et d'autres déchets générés par l'économie mondiale de la « croissance à tout prix », d'une taille à peu près équivalente à celle du Texas (voir le graphique ci-dessous). (Il ne s'agit pas de la seule plaque d'ordures dans les océans de la planète ; c'est simplement l'une des plus grandes.

Qui se soucie d'une île d'ordures flottante ? C'est inoffensif, non ? C'est vrai. Peut-on en dire autant des produits chimiques « éternels », des aquifères d'eau douce épuisés, des montagnes de déchets électroniques et autres qui laissent échapper des boues toxiques et du reste des conséquences d'un système qui ne voit rien d'autre que la « *croissance à tout prix* », l'intérêt personnel et l'éternel « *maintenant* » ?

Les cabales et les conspirations attirent notre attention parce qu'elles dissimulent intentionnellement les conséquences destructrices que leur intérêt personnel fait subir aux autres. La cabale du tabac a travaillé avec diligence pendant des décennies pour dissimuler les conséquences mortelles du tabagisme, afin de maximiser ses profits et son intérêt personnel.

Identifions donc la cabale qui a intentionnellement créé le grand tourbillon d'ordures du Pacifique pour servir ses propres intérêts. Doit-on pointer du doigt les producteurs des 300 millions de tonnes de plastique produites chaque année, ou les entreprises qui ont vendu ces 300 millions de tonnes de plastique, ou les consommateurs qui ont acheté ces 300 millions de tonnes de plastique ?

Le flux de déchets est généré par le système, pas par une cabale, et le système est construit sur des valeurs et ce que j'appelle **la mythologie du progrès**, une mythologie de l'illusion et du jeu, dans laquelle nous regardons une vidéo d'un groupe recyclant une infime partie des déchets générés par le tourisme mondial et déclarons ensuite : « V*ous voyez, la technologie résout les problèmes créés par le système ! Pas d'inquiétude, tout sera résolu par les nouvelles technologies* ».

Débarrassés de cette pensée magique, nous sommes libres de poursuivre notre part de « *croissance à tout prix* » sans conséquences. C'est la logique interne du système de marché, et elle fonctionne de la même manière quelle que soit l'étiquette idéologique.

En théorie, les dirigeants politiques sont censés prévoir les conséquences futures, mais les dirigeants ne gouvernent que par l'autorité qui leur est conférée au moment présent. Si leurs partisans sont contraints de se sacrifier pour un bénéfice lointain, ils trouveront quelqu'un d'autre à soutenir.

Toute civilisation qui produit des biens « éternels » finit par créer des montagnes de déchets. Les tessons de poterie brisés s'empilent pour former des collines artificielles. Mais l'échelle du système moderne est si colossale que les conséquences sont désormais planétaires, affectant notre santé et des systèmes complexes que nous ne comprenons pas entièrement, et que nous contrôlons encore moins. La colline artificielle de tessons de poterie est chétive et localisée ; les conséquences de notre système feront s'effondrer le système d'une manière qui lui échappe totalement.

Même si la technologie consolidait à grands frais le grand tourbillon de déchets du Pacifique, que ferions-nous de l'île artificielle de déchets ? Et comme le système rejette 300 millions de tonnes de nouveau plastique chaque année, un nouveau Grand tourbillon d'ordures du Pacifique se formera bientôt.

Il n'y a pas d'interrupteur sur la séquence d'autodestruction du système. Nous ne nous en apercevrons, ou ne nous en soucierons, que lorsque le système commencera à s'effondrer sous le poids écrasant des conséquences qui se sont accumulées et qui ont été ignorées par des solutions ludiques telles que le recyclage.

▲ RETOUR ▲

.La crise du plafond de la dette américaine qui se prépare...

par David Stockman 6 janvier 2025

Le réveil des partisans du MAGA va être brutal. En effet, Donald Trump est monté sur scène ces dernières semaines en promettant un nouvel « *âge d'or* » de la prospérité américaine dès son retour dans le bureau ovale, mais c'est presque le contraire qui se profile à l'horizon. Ce qui se profile, c'est la revanche de l'UniParty - une catastrophe financière et économique qui risque d'éclipser tout ce qui s'est passé auparavant.

Il n'y a pas de mystère à ce sujet. En effet, un derby de démolition se prépare dans les fosses d'obligations et menace d'anéantir tout espoir, même ténu, de débrancher la machine de la catastrophe fiscale de Washington.

Nous parlons ici de la paralysie fiscale totale qui résulte de la combinaison de l'addiction du GOP aux réductions d'impôts et aux gros budgets de défense et de la démagogie des démocrates concernant la sécurité sociale, Medicare et le reste de l'État-providence. Cela signifie que sur les rives du Potomac, il n'y a pratiquement plus personne dans le camp de la rectitude fiscale. Et, ce qui est tout aussi important, il n'y a pas de foin politique à récolter en faisant campagne contre les penchants « *emprunter et dépenser* » d'un gouvernement central démesuré, qui s'est maintenant fortement isolé de la vie quotidienne des gens qui luttent pour payer leurs factures et repousser les imprécations économiques de l'inflation et de l'impôt.

Cette paralysie fiscale intégrée est en fait quelque chose de nouveau sous le soleil. Il en allait tout autrement à la fin des années 1970. À l'époque, nous trouvions de nombreux partisans parmi les députés du GOP à la Chambre des représentants des États-Unis, qui lançaient des campagnes politiques à grand bruit contre l'augmentation de la dette publique et les « modestes » rivières d'encre rouge que faisait couler Jimmy Carter, le « *grand dépensier* ».

Nous utilisons ici les guillemets car il s'est avéré que le déficit annuel le plus important de Carter, en dollars constants de 2024, n'était que de 240 milliards de dollars au cours de l'année de récession 1980. Étant donné que le déficit fédéral a atteint 367 milliards de dollars pour le seul mois de novembre 2024, on peut dire que le parti unique de Washington est désormais capable de générer plus d'encre rouge en 20 jours que Jimmy Carter au cours de sa pire année.

Bien sûr, ce résultat lui a valu un aller simple pour la Géorgie des plaines. Pourtant, ce revers électoral n'est pas le fruit du hasard et n'est même pas dû à la supériorité du style de campagne de l'acteur de série B d'Hollywood qui l'a remplacé. À l'époque, le déficit avait des ramifications immédiates dans la rue, car la Fed ne monétisait pas encore le flux de papier du Trésor. En conséquence, les coups de coude du département du Trésor dans le domaine des obligations ont provoqué une hausse sensible des taux d'intérêt et l'éviction des emprunteurs du secteur privé.

Il va sans dire que notre base politique, qui représentait un district typique du Michigan, était particulièrement sensible aux effets de l'aspiration par l'Oncle Sam de l'épargne privée disponible. Parmi ces partisans, par exemple, il y avait les concessionnaires automobiles, dont les coûts de financement des planchers ont été gonflés par la hausse des taux d'intérêt, et les dirigeants des caisses d'épargne et de crédit, dont le portefeuille de prêts hypothécaires à taux fixe a été mis à mal par la forte hausse des coûts de financement. Il y avait aussi les agriculteurs, dont les coûts de financement pour le carburant, les engrais, les tracteurs, etc. ont explosé, et les petits fabricants, qui avaient besoin de financer leurs stocks et leurs équipements - parmi d'innombrables autres citoyens productifs immédiatement et négativement touchés par les déficits fédéraux.

Il n'est donc pas surprenant que l'impact économique négatif du déficit fédéral sur la rue principale ait été rapidement et complètement transmis à Washington par le biais du courrier du Congrès et de la pression politique locale - une force puissante qui n'a pas échappé aux démocrates du Congrès dirigés par le président Tip O'Neill. En fait, nous, les députés de l'arrière-ban, avions l'habitude de provoquer des paroxysmes de colère chez le président de la Chambre des représentants avec nos hurlements sur les déficits, car il savait parfaitement que le maintien de son marteau pouvait être compromis dans les circonscriptions électorales de tout le pays par les candidats du GOP sur le sentier de la guerre concernant les dépenses et les déficits, surtout en période d'inflation croissante ou d'autres difficultés économiques.

Jusqu'à l'ère d'Alan Greenspan et de ses héritiers et ayants droit, il existait donc une forme d'équilibre des pouvoirs politico-économique. La dette fédérale n'a jamais vraiment échappé à tout contrôle parce qu'il y avait une boucle de rétroaction dans le processus de gouvernance de la nation qui motivait le GOP à fonctionner comme le parti anti-gouvernemental et le chien de garde du Trésor contre le rôle auto-désigné des Démocrates comme le parti gouvernemental et le champion du peuple et des havenots.

L'équilibre politique tolérable qui en résulte est plus qu'évident dans l'évolution de la dette fédérale par rapport au PIB après la Seconde Guerre mondiale. Après des périodes de financement bipartisan en temps de guerre, le ratio d'endettement a régulièrement baissé, passant du pic de 120 % atteint lors de la Seconde Guerre mondiale à un

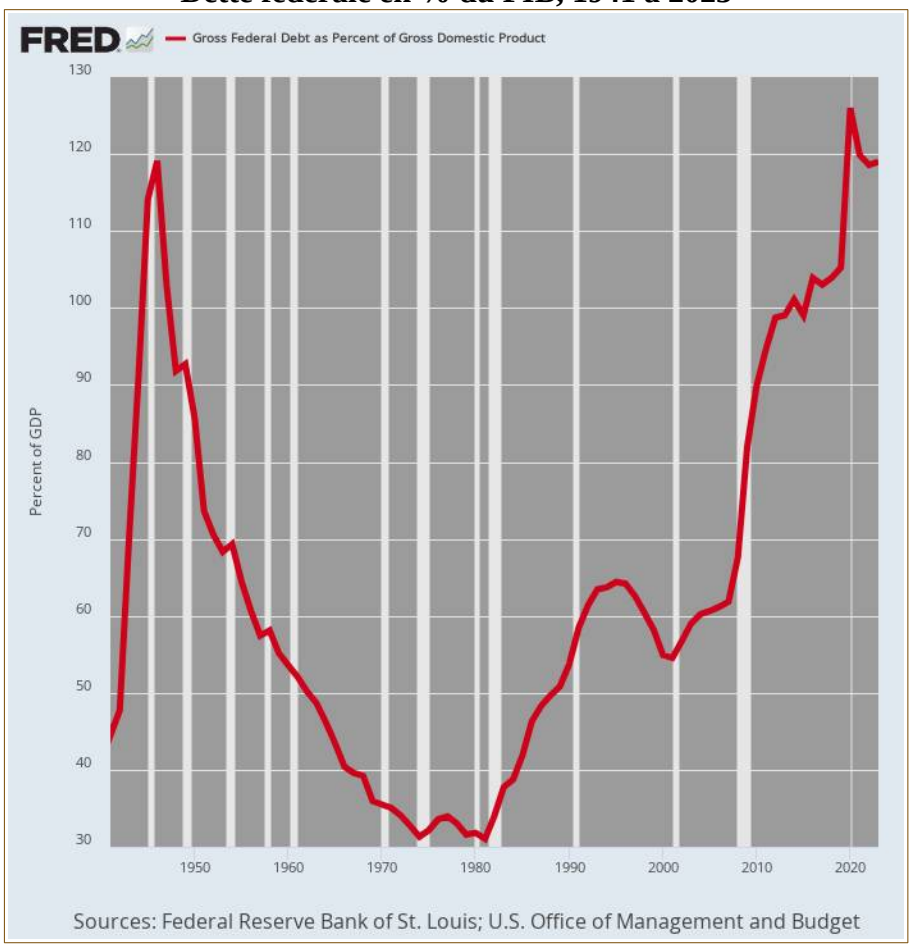
niveau plancher de 31 % au début des années 1980. En fait, ce n'est qu'après que Paul Volcker a été remercié en 1987 par James Baker, l'homme de l'argent facile au Trésor américain, que cet équilibre de gouvernance contenant la dette a finalement échoué.

La cause de l'échec, bien sûr, était le passage à la monétisation massive de la dette publique par la Fed après le départ prématuré de Volcker. Il y avait là une ironie amère, car Volcker était un conservateur fiscal, un partisan de la monnaie saine et un opposant résolu à la monétisation de la dette publique pour la commodité des politiciens au pouvoir.

En d'autres termes, sa position était l'incarnation même de ce que le Gipper était venu accomplir en ville. Pourtant, il s'est fait embobiner par Baker en nommant président de la Fed un chercheur d'or déchu et un opportuniste politique sans vergogne qui ne voulait rien de moins qu'être la coqueluche de la ville à Washington. Cette aspiration n'incluait certainement pas la possibilité de laisser les taux d'intérêt s'établir sur le marché au niveau que les besoins d'emprunt massifs de Washington imposaient.

En d'autres termes, une fois que Greenspan a mis la Réserve fédérale au service de la monétisation de la dette publique, le système d'équilibre des pouvoirs s'est effondré car la boucle de rétroaction de la hausse des taux d'intérêt et de l'effet d'éviction a été court-circuitée. La suite de l'histoire parle d'elle-même : la dette publique rapportée au PIB n'a cessé de grimper depuis lors, quel que soit le parti qui contrôlait le Congrès et/ou la Maison Blanche.

Dette fédérale en % du PIB, 1941 à 2023



Pourtant, cet interrègne de 37 ans est sur le point d'expirer. La Fed s'est enfermée dans une impasse et n'est plus en mesure de recommencer à monétiser la dette. L'inflation des biens et des services, obstinément ancrée, maintiendra probablement les presses à imprimer de la Fed à l'arrêt pour les années à venir.

En outre, malgré les bonnes intentions des hommes du DOGE et les alarmes concernant les dépenses et les emprunts excessifs de l'État fédéral qu'ils parviennent à faire passer dans le discours public par le biais de X et d'autres médias alternatifs, nous sommes toujours une démocratie de lois. Cela signifie qu'en l'absence de changements statutaires radicaux dans les droits et d'une réduction drastique des crédits annuels pour la défense et les dépenses discrétionnaires non liées à la défense, la machine de l'apocalypse budgétaire de la nation continuera à tourner, poussant la dette publique vers le haut.

En fait, le mécanisme madisonien d'équilibre des pouvoirs qui a si bien servi la nation au cours des 236 dernières années signifie qu'en matière fiscale, il est pratiquement impossible d'aligner les 218 voix de la Chambre, les 51 voix du Sénat et la signature du président, comme on pourra le constater au cours des 100 premiers jours de la deuxième administration Trump.

Plus précisément, la suspension actuelle du plafond de la dette a pris fin le 1er janvier et il n'y a aucun espoir qu'elle soit prolongée ou levée dans une Chambre des États-Unis divisée par une seule voix sur une base rouge/bleue. À juste titre, les 30 à 40 derniers faucons fiscaux du GOP ne vont pas s'engager en faveur d'un renouvellement illimité de la suspension ou d'un relèvement pur et simple du plafond de la dette, qui s'élèvera à 36,3 trillions de dollars. Cela déclenchera certainement le plus grand jeu de « poulets » politiques jamais vu sur les rives du Potomac.

En d'autres termes, le Trésor américain est assis sur un tas de liquidités de 800 milliards de dollars et dispose de quelques centaines de milliards supplémentaires grâce à des emprunts et des prêts intergouvernementaux ponctuels. Cependant, ces deux sources de liquidités et d'emprunts pour payer les factures de l'Oncle Sam seront rapidement réduites à zéro au cours du premier semestre 2024, lorsque les politiciens de l'UniParty s'aligneront en cercle sur les rives du Potomac pour se viser les uns les autres et plus particulièrement l'occupant de la Maison-Blanche.

Et nous voulons dire que ce qui se profile est un périlleux jeu de poulets politiques face à un trésor qui s'épuise rapidement. En effet, au cours des deux premiers mois de l'exercice 2025 jusqu'en novembre, les dépenses cumulées se sont élevées à 1 253 milliards de dollars, alors que les recettes n'ont atteint que 629 milliards de dollars. Les 624 milliards de dollars d'encre rouge qui en résultent représentent 10 milliards de dollars de nouveaux emprunts chaque jour, y compris les week-ends, les jours fériés et les jours de mauvais temps.

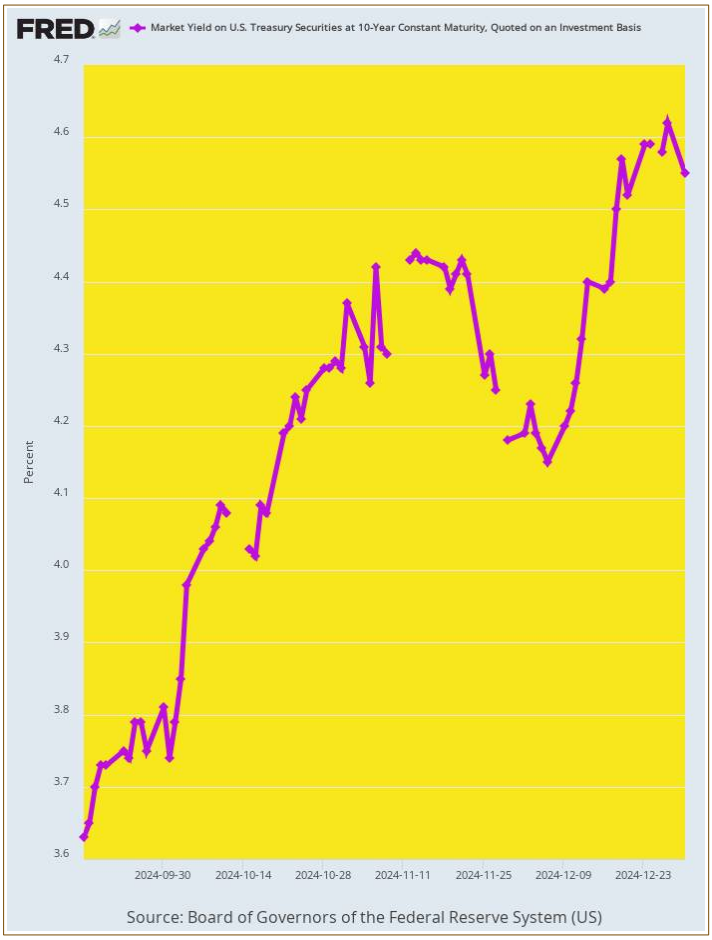
C'est exact. Le taux actuel d'épuisement des liquidités du Trésor américain est la véritable revanche de l'UniParty. Il garantit que tout ce que l'administration Trump et ses conseillers du DOGE ont pu avoir en tête sur le front fiscal sera rapidement dépassé par la mère de toutes les crises du plafond de la dette dans les mois et les semaines qui suivront l'investiture.

De plus, sans l'intervention de la Fed, les taux d'intérêt allaient déjà monter en flèche, avant même que la crise du plafond de la dette ne soit au cœur de l'actualité après le 1er janvier. Et si le GOP cherche à faire passer le projet de réduction d'impôts de 5 000 milliards de dollars de Trump au Capitole, la vengeance des justiciers obligataires sera encore plus virulente.

L'écriture est déjà sur le mur. Le rendement de l'UST à 10 ans a augmenté de 100 points de base depuis le 18 septembre, bien que la Fed ait réduit le taux d'intérêt au jour le jour de 100 points de base au cours de la même période de trois mois. En d'autres termes, la Fed ne débarrasse pas les fosses obligataires des nouveaux titres de la dette publique, qui s'écoulent désormais à un rythme de 3 000 milliards de dollars par an.

Ce n'est donc qu'une question de temps avant que la ligne violette ascendante ci-dessous ne provoque des bouleversements en cascade parmi les 100 000 milliards de dollars de dette publique et privée en circulation.

Rendement des obligations américaines à 10 ans, de septembre 2024 à décembre 2024



▲RETOUR▲

.Le plan de Trump pour mettre fin à la guerre des monnaies 3.0

James Rickards 3 janvier 2025

Ces derniers jours, on a beaucoup parlé du retour de la guerre des monnaies. Alors que Trump 2.0 est sur le point de commencer, examinons son dernier mandat et ce à quoi il faut s'attendre pour le second.

Trump a mal géré sa transition après avoir été élu président pour la première fois en 2016. Il n'était pas prêt avec une longue liste de personnes loyales. Nombre de ses hauts responsables, tels que Rex Tillerson au poste de secrétaire d'État, James Mattis au poste de secrétaire à la Défense et John Kelly au poste de chef de cabinet, n'aimaient secrètement pas Trump, mais ont accepté leur rôle de « *supervision adulte* » autour d'un Trump supposé téméraire.

Ils ont contrecarré son programme. Ce coup de poignard dans le dos est venu s'ajouter au grand nombre de conservateurs d'Obama dans l'État profond qui se considéraient comme un mouvement de « résistance ».

M. Trump se prépare mieux à un second mandat présidentiel, mais la résistance ne reste pas inactive non plus. Comme l'ont rapporté le Washington Post, Politico, le Wall Street Journal, Yahoo Finance et d'autres médias, M. Trump travaille sur un plan secret visant à dévaluer le dollar américain. L'objectif serait d'abaisser le prix des exportations américaines, ce qui permettrait d'améliorer la balance commerciale des États-Unis et de créer des emplois liés à l'exportation.

Mais les critiques affirment que cela ne fera qu'augmenter l'inflation aux États-Unis, car les Américains devront payer plus cher leurs produits importés en utilisant des dollars moins chers. Ils affirment également que d'autres pays prendront des mesures de rétorsion contre les États-Unis en dépréciant leur propre monnaie (c'est l'essence même d'une guerre des monnaies) et qu'aucun pays ne sera plus en avance. En fait, le monde entier s'en portera moins bien.

Les règles de la guerre (des monnaies)

Avant d'examiner de plus près ce qui se passe réellement, il convient d'expliquer quelques principes de base de la guerre des monnaies. La première règle est que le monde n'est pas toujours en guerre monétaire. Les périodes allant de 1944 à 1971 (l'ère originale de Bretton Woods) et de 1987 à 2010 (la période du Consensus de Washington) ont été des périodes de paix monétaire. En revanche, les périodes 1921-1936 (guerre des monnaies I), 1967-1987 (guerre des monnaies II) et la période actuelle, depuis 2010 (guerre des monnaies III), ont été marquées par la paix monétaire.

La deuxième règle est que lorsque nous sommes dans une guerre monétaire, celle-ci peut durer quinze ans ou plus. Il n'est donc pas surprenant que la guerre des monnaies qui a débuté en 2010 soit toujours d'actualité 14 ans plus tard, en 2024. Cela met en évidence un autre aspect essentiel de ce débat.

La guerre des monnaies dont parlent aujourd'hui les médias n'est pas une nouvelle guerre des monnaies. C'est la même que celle qui se déroule depuis 2010. Nous sommes simplement dans une nouvelle phase ou une nouvelle bataille.

Il est vrai qu'en dépréciant sa monnaie, on peut importer de l'inflation. Il s'agit parfois d'un objectif politique légitime si votre pays souffre de déflation. Ce n'est manifestement pas le cas des États-Unis aujourd'hui.

Il est également vrai qu'en réduisant la valeur de votre monnaie, vous pouvez exporter de la déflation, car vos partenaires commerciaux paient moins pour vos produits. C'est ce que la Chine a fait au monde entier de 1994 à 2010 et c'est pourquoi les États-Unis ont lancé une guerre des monnaies en 2010 - pour lutter contre la désinflation et la quasi-déflation causées par les produits chinois bon marché.

Les guerres des monnaies peuvent également déplacer des emplois à l'étranger et détruire l'industrie manufacturière nationale, car les termes de l'échange se modifient en fonction de l'évolution de la valeur des monnaies. Dans toute

guerre des monnaies, les représailles sont toujours à portée de main. Le dollar américain a atteint son plus bas niveau historique en août 2011, ce qui correspondait à l'objectif des États-Unis d'essayer d'importer de l'inflation.

Mais l'Europe a riposté et le taux croisé EUR/USD s'est effondré de 1,60 à 1,04 dollars. Il est donc exact que personne ne gagne une guerre des monnaies et que tout le monde en subit les conséquences en raison de la volatilité, de l'incertitude et des coûts liés à la conduite de la guerre.

Le plan de Trump : La paix monétaire

Les critiques ont-ils raison de dire que Trump a un plan secret pour dévaluer le dollar ? Et ont-ils raison de dire que cette nouvelle étape de la guerre des monnaies entraînera de l'inflation et nuira à l'économie américaine ?

Les critiques se trompent et ne comprennent pas ce que Trump essaie réellement de faire. M. Trump n'essaie pas de déclencher une guerre des monnaies, mais d'y mettre fin une fois pour toutes.

Tout d'abord, aucun président n'a le pouvoir de dévaluer unilatéralement le dollar. Cela aurait pu être possible dans le cadre de l'étalon-or ou d'une norme de taux de change fixes, mais ce n'est plus le cas depuis 1973.

Les taux de change fluctuent en fonction d'un certain nombre de facteurs, dont les taux d'intérêt, la croissance industrielle, le contrôle des changes, les interventions des banques centrales, les flux de capitaux, les taux d'imposition et bien d'autres variables macroéconomiques. Mais l'idée selon laquelle le président peut dévaluer le dollar d'un simple geste de la main est fausse.

Loin du processus irréfléchi et inflationniste que les médias prétendent, le plan de Trump est basé sur le modèle très efficace développé par James Baker pour Ronald Reagan et mis en œuvre dans l'Accord du Plaza de 1985 et l'Accord du Louvre de 1987.

Après la grave récession économique de 1982 et la politique de Paul Volcker consistant à ramener les taux d'intérêt à 20 %, l'inflation aux États-Unis a finalement été jugulée. L'inflation est passée de 13,5 % en 1980 à 6,1 % en 1982, puis à 3,2 % en 1983. L'investissement aux États-Unis s'est emballé. La croissance réelle des États-Unis a été de 16 % entre 1983 et 1986. Tout le monde voulait des dollars pour investir aux États-Unis et le dollar s'est envolé pour atteindre son plus haut niveau historique en 1985.

Finalement, l'administration Reagan a décidé que le dollar américain était trop fort et qu'il nuisait aux exportations et à l'emploi aux États-Unis. Le secrétaire au Trésor, James Baker, a convoqué une réunion des ministres des finances de la France, de l'Allemagne, du Japon, du Royaume-Uni et des États-Unis à l'hôtel Plaza de New York. L'objectif n'était pas de mener une guerre des monnaies. Il s'agissait plutôt de remettre de l'ordre sur les marchés des changes, après le chaos qui régnait depuis 1973.

Les parties sont parvenues à un accord commun prévoyant une dévaluation ordonnée du dollar américain par rapport au franc français, au yen japonais, à la livre sterling britannique et au deutschemark allemand. Une fois le niveau visé pour le dollar atteint, les parties feraient de leur mieux, y compris en intervenant sur le marché si nécessaire, pour maintenir ces niveaux à l'intérieur de fourchettes étroites.

Lors d'une réunion séparée qui s'est tenue à Paris au Louvre en 1987, il a été convenu que la phase de dévaluation était terminée et que le dollar serait maintenu aux nouvelles parités. Il ne s'agissait pas d'une guerre des monnaies, mais d'une paix des monnaies obtenue par accord et mise en œuvre de manière coopérative. L'accord du Louvre (incluant cette fois les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, le Japon et le Canada) a inauguré une période de prospérité mondiale qui a duré vingt ans, jusqu'à la crise financière mondiale de 2008.

L'objectif de Trump est de réitérer le succès des accords du Plaza et du Louvre. Le conseiller de Trump en la matière est Robert Lighthizer, qui est l'un des esprits financiers les plus brillants qui soient et qui a été le représentant américain au commerce de Trump (2017-2021).

Lighthizer a également été représentant américain au commerce pour Ronald Reagan de 1983 à 1985, il est donc un vétéran des guerres monétaires précédentes et il faisait partie de l'administration à l'époque où l'accord du Plaza était en cours d'élaboration. M. Lighthizer est la personne idéale pour aider M. Trump à obtenir le même succès que Reagan et Baker dans les années 1980.

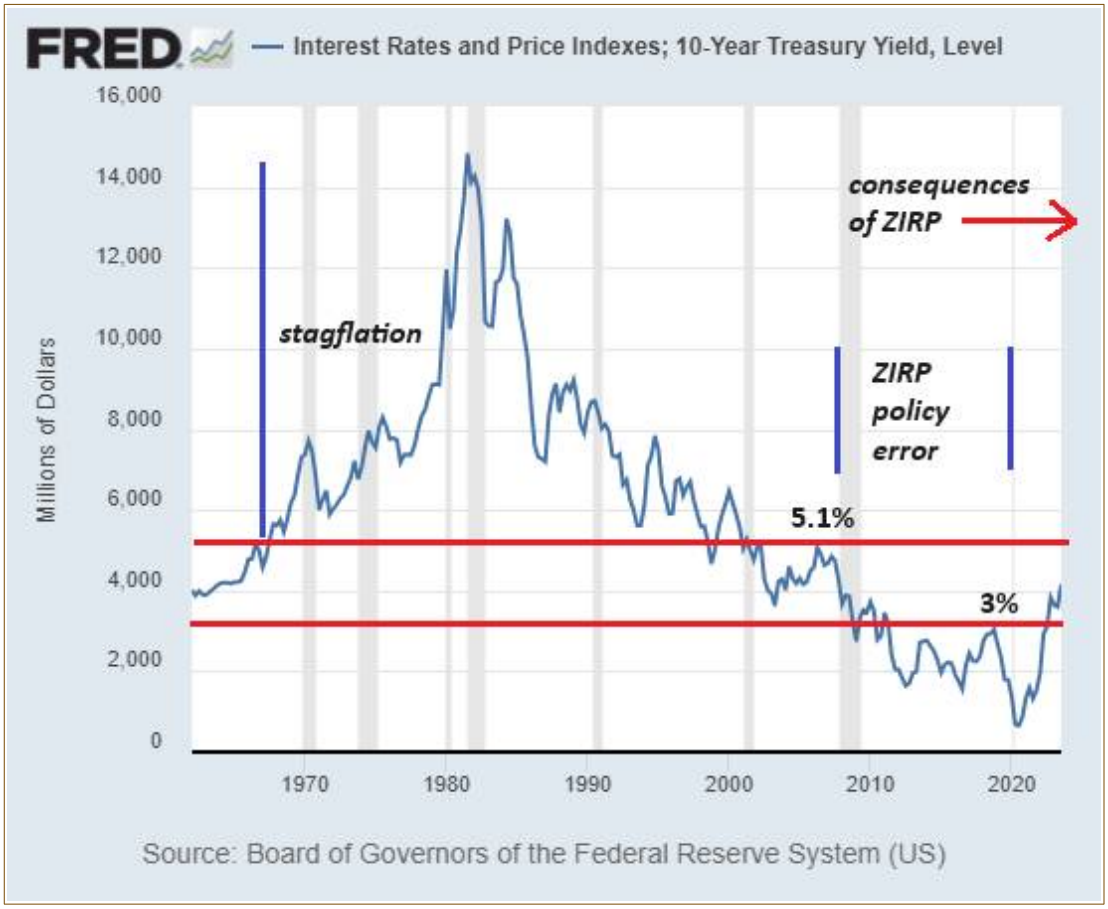
Les médias tentent de faire passer Trump pour un imprudent alors qu'il propose quelque chose de très bénéfique pour l'emploi et l'industrie aux États-Unis. Ne vous laissez pas abuser par les fausses allégations de nouvelles guerres monétaires. Trump tente d'instaurer une nouvelle ère de stabilité monétaire et de prospérité durable.

▲RETOUR▲

Les taux d'intérêt élevés sont sains, les taux bas sont un poison

Charles Hugh Smith Lundi 06 janvier 2025

of two minds.com charles hugh smith



Le statu quo a pris le problème à l'envers : les taux d'intérêt bas sont désormais indispensables pour réparer les dégâts causés par les défaillances et les pertes en cascade des années précédentes.

L'économie dépend de deux facteurs connexes : des taux d'intérêt bas et des bulles d'actifs. Ces deux éléments s'influencent mutuellement, car les taux bas et le crédit souple permettent aux acheteurs marginaux qui n'auraient

pas pu se qualifier autrement d'entrer sur le marché, ce qui génère une pression de la demande qui stimule la valorisation des actifs, lesquels fournissent alors plus de garanties pour des emprunts supplémentaires.

C'est cette dynamique qui a gonflé la première bulle immobilière en 2003-2007, lorsque les organismes de crédit hypothécaire (Fannie Mae, Freddie Mac), les prêteurs du secteur privé et les agences de crédit ont tous ouvert les vannes des normes de prêt souples et des taux d'intérêt bas pour permettre à des acheteurs marginaux - environ 5 % de l'ensemble du marché des propriétaires - d'acheter des maisons.

À l'autre bout du spectre, ceux qui avaient facilement accès au crédit se sont lancés dans des projets de développement marginaux pour profiter du gonflement de la bulle. Cette dynamique a fonctionné de la même manière : des projets qui auraient été trop risqués lorsque les taux étaient élevés et le crédit restreint étaient désormais considérés comme des opportunités de profiter de la bulle en vendant des maisons non construites dans des zones marginales à des acheteurs marginaux cherchant à pyramider leurs châteaux d'endettement.

Comme la première maison qu'ils avaient achetée avec un acompte de 3 % avait pris beaucoup de valeur, ils pouvaient maintenant emprunter sur cette « richesse » / garantie pour acheter une deuxième maison spéculative, et comme celle-ci prenait de la valeur (même si elle n'était pas encore terminée), ils pouvaient utiliser ce gain comme levier pour une troisième hypothèque / maison spéculative. Les promoteurs s'enrichissaient au fur et à mesure que les acheteurs s'arrachaient des maisons qui n'étaient même pas encore commencées.

Cette bulle de crédit à faible taux d'intérêt a éclaté, comme toutes les bulles basées sur le crédit, avec des conséquences dévastatrices. La richesse fantôme de la bulle s'est évanouie, laissant des cratères géants de défaillances et de pertes.

Les faibles taux d'intérêt et le crédit non structuré sont un poison dont le goût est si bon qu'on ne peut s'empêcher d'en consommer davantage. Ensuite, les effets se font sentir, et les mesures d'urgence - le renflouement des prêteurs et des agences « Too Big To Fail » - ne rétablissent pas la richesse fantôme ni une économie saine. Au contraire, elles rendent l'économie dépendante du fentanyl financier pour sa « croissance ».

Des taux d'intérêt élevés et des normes de crédit strictes obligent les consommateurs à discipliner leurs habitudes financières pour économiser de l'argent et rembourser leurs dettes, car c'est le seul moyen d'augmenter leur solvabilité. La même discipline est imposée aux grands promoteurs/investisseurs : les projets marginaux ne sont plus rentables et les paris risqués sont mis de côté.

L'économie prospère lorsque les emprunteurs marginaux voués à la défaillance sont exclus et que les projets risqués voués à l'échec sont mis de côté. La faiblesse des taux d'intérêt et le relâchement du crédit entraînent des défaillances et des pertes catastrophiques dans le système, et lorsque ces défaillances et ces pertes se répercutent sur le système financier étroitement lié, elles déclenchent d'autres défaillances et pertes, ce qui oblige les autorités financières à récompenser les perdants en les renflouant : les bénéfices tirés des prêts et des investissements risqués sont privés, mais les pertes sont supportées par les contribuables et le public.

En effet, les gros joueurs du casino peuvent se lancer dans des paris à haut risque, sachant que la maison couvrira leurs pertes. Les particuliers qui se sont laissés entraîner dans des dettes sur marge, des dettes pyramidales et des paris risqués seront anéantis - pas de renflouement pour vous - tandis que ceux qui ont permis au casino d'exister seront épargnés des conséquences de leurs paris risqués.

La Réserve fédérale a remué ciel et terre pour rapprocher les taux d'intérêt de zéro et ouvrir les vannes du crédit afin de « faire croître l'économie ». Dépendre d'un poison supplémentaire pour traiter l'empoisonnement précédent est en soi un pari risqué. Comme pour le fentanyl dans le monde réel, on ne sait pas si la dose de fentanyl financier est mortelle ou non avant qu'il ne soit trop tard.

Des taux d'intérêt élevés et un resserrement du crédit sont sains, des taux bas et un relâchement du crédit sont un poison à haute teneur en sucre. Le statu quo a pris le problème à l'envers : les taux bas sont désormais essentiels pour soutenir l'épave laissée par les précédentes doses de défaillance et de pertes en cascade.

▲ RETOUR ▲

Ces 30 milliards que la Syrie doit à l'Iran qui n'en verra jamais la couleur

By Michel Santi janvier 7, 2025

La dette syrienne envers l'Iran est de l'ordre de 30 milliards de dollars US. Ce chiffre, émanant de la Présidence de la République iranienne, avait fuité en août 2023. Il représente le prix payé, depuis 2011, par l'Iran pour maintenir Assad au pouvoir. Le remboursement de cette dette massive est d'autant moins certain que ceux aujourd'hui au pouvoir en Syrie vouent au pays des Mollahs une aversion éternelle pour avoir soutenu quasi-inconditionnellement l'ancien dictateur.

Doit-on rappeler que l'Iran n'a toujours pas récupéré les 1'000 milliards dus par l'Iraq pour réparations, suite à la guerre sanglante provoquée en 1980 par Saddam qui a duré 8 ans ? Les deux nations s'entendent pourtant désormais bien, ayant un commerce bilatéral en constante progression ces 10 dernières années. N'empêche que l'Iran n'a rien récupéré, tandis que le Kuwait, pour sa part, a bel et bien reçu les 50 milliards lui étant dus par l'Iraq, condamné pour l'avoir envahi en 1990. A l'évidence, l'Iran paie de la sorte le manque total de soutien international, ainsi que de réseaux, dont le Kuwait bénéficie largement.

Les relations commerciales et économiques entre l'Iran et la Syrie furent multiformes et englobaient – jusqu'à la chute d'Assad – des secteurs aussi variés que l'énergie, la vente de produits industriels, de véhicules, d'armes, de produits pétrochimiques, des matériaux divers, d'investissements financiers, et des flux considérables en espèces amenés en Syrie par des pèlerins iraniens en visite auprès de sites chiites sacrés près de Damas. Ainsi, l'Iran a exporté en moyenne 60'000 barils de pétrole par jour vers la Syrie en 14 ans. A 50 $ le baril, la Syrie lui doit donc 1 milliard par an, soit 14 milliards depuis 2011, et sur ce seul domaine. Par exemple, un super tanker iranien censé

livrer 750’000 barils dut faire demi-tour le 8 décembre dernier dans le Golfe de Suez du fait de l’offensive de ceux qui n’étaient encore que les «rebelles».

Parvenus au pouvoir, ces derniers n’auront certes pas la tentation d’honorer la dette du pays. Pour autant, les autorités iraniennes étaient déjà anxieuses et incertaines de recouvrer leurs deniers, et ce déjà sous Assad. Voilà pourquoi elles avaient multiplié avec lui accords et contrats couvrant un large éventail de secteurs, afin de s’assurer d’un minimum de retour sur investissements…En septembre 2022, un gros contrat portant sur 8 projets avait été signé entre les deux pays, en vertu duquel Damas règlerait 18 milliards à Téhéran. L’Iran était censé dépenser un nouveau milliard et en récupérer 18 sur une période de…50 ans. Un autre contrat prévoyait la mainmise iranienne sur le port syrien de Tartus pour une durée de 49 ans, renouvelable automatiquement pour 49 autres années, soit jusqu’en 2093…Le 13 novembre 2024 – donc un mois avant la fuite d’Assad ! – le Parlement iranien adoptait encore une loi établissant la libéralisation totale des échanges commerciaux avec la Syrie, dont l’Iran espérait se tailler la part du lion dans le cadre de sa reconstruction.

A cet effet, l’Iran ne se contentait pas d’envoyer en Syrie des conseillers militaires, mais également du personnel qualifié, sorte de missi dominici, facilitateurs en termes d’échanges commerciaux et de surveillants de ces accords bilatéraux. Certaines sources font état de 10’000 officiels iraniens actuellement en Syrie, dont le sort est devenu incertain. L’ambiguïté de cette situation est aggravée car ces dépenses substantielles – dont la plupart touchent à des projets civils en Syrie – sortent en réalité du budget militaire iranien dans le cadre de la «sécurité avancée» conclue entre les deux pays.

Le mécontentement populaire – dont les autorités iraniennes n’ont cure – était déjà patent avant l’éviction d’Assad, car de nombreux médias avaient régulièrement manifestés leur colère par rapport à ces sommes soustraites au pays qui auraient pu être précieuses dans un contexte de situation économique désastreuse. Aujourd’hui, de plus en plus responsables politiques nationaux et locaux questionnent ouvertement cette politique, car cette dette syrienne de 30 milliards représente pas moins de 10% du Produit Intérieur Brut iranien.

▲RETOUR▲

.Un haut plateau permanent

Il y a toujours une raison de parader. Dans les années 1990, c'était l'internet et une nouvelle génération de génies de la technologie. Ils étaient les jeunes arnaqueurs qui « avaient compris ». Ils ont compris comment l'internet allait nous rendre riches

Bill Bonner Lundi 6 janvier 2025

Le palais du Potala sur le plateau tibétain

Bill Bonner, écrivant aujourd'hui de Baltimore, Maryland.

Bonne année, car nous allons tous devenir très riches.

-George Gilder et Richard Vigilante

L'espoir est éternel...

Oh, flamme brillante de la promesse...

Se pourrait-il que Gilder et Vigilante aient raison ?

Peut-être que l'IA nous rendra tous « vraiment riches » ?

Voilà ce qu'écrit Eugene Doyle :

> *2025 devrait être l'année de la percée de l'intelligence artificielle. Mark Zuckerberg affirme que nous verrons arriver d'abord des milliers, puis bientôt des milliards d'« agents » d'IA qui, par l'intermédiaire des grandes entreprises technologiques, s'intégreront dans nos vies et effectueront un nombre croissant de tâches à notre place. Un agent peut être défini comme « une entité logicielle dotée d'une intelligence artificielle conçue pour percevoir son*

environnement, prendre des décisions et agir de manière autonome ou semi-autonome afin d'atteindre des objectifs spécifiques ». Certains l'appellent l'aube de l'ère de l'IA ou l'ère agentique.

Presque tous les jours, chez Bonner Private Research, nous examinons comment les États-Unis se dirigent vers une crise de la dette. Elle se profile à l'horizon. Et l'équipe Trump ne l'arrêtera pas.

Mais qu'en est-il de l'IA ? Nous avons posé la question au copilote de Microsoft, doté d'une intelligence artificielle, qui se trouve dans notre ordinateur :

> *Hey, AI... tu es si intelligente... comment les États-Unis peuvent-ils éviter de se retrouver au bord du précipice fiscal ?*

La réponse :

- *Travailler sur des solutions économiques à long terme en collaboration avec des universitaires et des décideurs politiques.*
- *Reconnaître que les règles budgétaires actuelles n'ont pas permis de résoudre la crise de la dette.*
- *Étudier les possibilités de réduire les dépenses et d'augmenter les recettes.*

Voilà qui est utile !

Mais attendez... qu'en est-il des avancées technologiques elles-mêmes ? Posons à nouveau la question :

L'IA nous rendra-t-elle riches ?

La réponse :

> *L'IA a le potentiel d'avoir un impact significatif sur la création de richesse, mais ce n'est pas un chemin garanti vers la richesse pour tout le monde. Voici quelques façons dont l'IA peut contribuer à la réussite financière :*
>
> *1. Efficacité commerciale : L'IA peut automatiser les tâches répétitives, optimiser les opérations et améliorer la prise de décision, ce qui permet de réaliser des économies et d'accroître la productivité.*
>
> *2. Opportunités d'investissement : Les outils pilotés par l'IA peuvent analyser de grandes quantités de données pour identifier les opportunités d'investissement et gérer les portefeuilles plus efficacement.*

3. *Nouveaux modèles d'entreprise : L'IA permet de créer des produits et des services innovants, ouvrant ainsi de nouveaux marchés et de nouvelles sources de revenus.*

Il convient de noter que le monde est compétitif. Les entreprises rivalisent pour proposer de nouveaux produits et services. Les consommateurs se font concurrence pour obtenir le meilleur rapport qualité-prix.

Et comme tout le monde a plus ou moins accès aux mêmes outils d'IA, personne n'a d'avantage durable. Les entreprises resteront en concurrence les unes avec les autres, ce qui maintiendra leurs marges bénéficiaires à un niveau très bas. Les investisseurs, dans l'ensemble, obtiendront les mêmes rendements aléatoires qu'auparavant.

Et il est peu probable qu'une prestidigitation alimentée par l'IA nous permette de nous élever et de « sortir par la croissance » du gouffre de la dette.

Dans les années 1920, de nombreuses personnes étaient convaincues que les nouvelles merveilles technologiques - automobiles, avions, appareils électriques - nous rendraient tous riches. Elles porteraient la valeur des actions à un nouveau « plateau élevé en permanence », a déclaré le principal économiste du pays, Irving Fisher.

Cela n'a pas marché. Les prix des actifs ont augmenté dans les années 20. Puis ils ont chuté dans les années 30. Les interventions de Hoover et de Roosevelt ont conduit à la Grande Dépression. Les améliorations technologiques se sont poursuivies.

Le grand espoir suivant était les actions « Nifty Fifty » des années 1960. Pfizer, Phillip Morris, IT&T, Xerox et Eastman Kodak représentaient le meilleur de la technologie et du marketing américains. L'investissement était simple. Il suffisait d'acheter ces actions et d'oublier de faire quoi que ce soit d'autre. Elles étaient les meilleures... elles pouvaient embaucher les meilleurs talents... et emprunter aux taux les plus bas pour construire l'avenir.

Hélas, l'avenir est arrivé... et bon nombre de ces sociétés « à acheter et à oublier » n'en faisaient pas partie. Globalement, après avoir atteint un sommet en 1966, les actions ont perdu de la valeur à cause de l'inflation pendant les 16 années qui ont suivi.

Mais il y a toujours une raison de parader. Dans les années 1990, il s'agissait d'Internet et d'une nouvelle génération de génies de la technologie. Ils étaient les jeunes arnaqueurs qui « avaient compris ». Ils ont compris comment l'internet allait nous rendre tous riches.

Michael Saylor - aujourd'hui célèbre pour avoir investi toute sa fortune, et plus encore, dans le bitcoin - était alors absolument certain que ces sociétés « d'information » atteindraient bientôt une sorte de « vitesse d'évasion » qui leur permettrait de créer de plus en plus de richesses, sans qu'il soit nécessaire d'investir davantage de capitaux. Mais en 2000, la pluie s'est mise à tomber.

Saylor a été contraint de revoir les résultats financiers de sa société pour les deux dernières années... ses actions ont chuté de 60 % en un jour... et l'effondrement des dot.com a commencé.

Comme nous le savons maintenant, la plupart des dot.coms loufoques ont disparu. Seule une poignée de personnes se sont enrichies. Et au lieu de s'accélérer, la croissance du PIB a boité... encore plus lentement qu'avant.

La bulle de l'IA sera-t-elle différente ? Nous ne parions pas là-dessus.

▲RETOUR▲

.Côtelettes d'agneau

Les négociations Mega-Maga finiront par ressembler à la résolution permanente destinée à maintenir le financement du gouvernement jusqu'au mois de mars. Il s'agit de 1 500 pages de privilèges et de cadeaux.

Bill Bonner Mardi 7 janvier 2025

Bill Bonner, écrivant aujourd'hui de Baltimore, Maryland

Qu'il descende comme la pluie sur l'herbe fauchée
Comme des averses qui arrosent la terre
En son temps, la justice fleurira
Et l'abondance de la paix
Jusqu'à ce que la lune disparaisse.

--Psaume 72

Le grand moment approche. Une belle et grande facture... et nos problèmes seront réglés. (Du moins, c'est ce qu'on nous a promis dimanche. Lundi, le Grand Timonier pourrait avoir changé de cap). Agence France Presse :

Un républicain américain de premier plan souhaite l'adoption rapide de la méga-proposition de loi prioritaire de Trump

Le président de la Chambre des représentants des Etats-Unis a déclaré dimanche qu'il souhaitait un calendrier « agressif » pour qu'un projet de loi de plusieurs milliards de dollars portant sur l'immigration, les réductions d'impôts et d'autres sujets soit déposé sur le bureau de Donald Trump d'ici le mois d'avril, dans les 100 premiers jours de son mandat.

Et voici le Wall Street Journal :

> **Les républicains s'orientent vers un « grand et beau projet de loi » pour l'agenda de Trump**
>
> *Les républicains semblent de plus en plus enclins à essayer de combiner toutes leurs principales priorités législatives - réductions d'impôts, réductions des dépenses et sécurité des frontières - en un seul grand projet de loi, dans le but de faire passer le programme du président élu Donald Trump au Congrès en une seule fois.*
>
> *L'approche du projet de loi unique tente d'unir les factions disparates du parti républicain, et des mois de négociations délicates pourraient être nécessaires pour trouver un équilibre entre les politiques qui satisfasse presque tout le monde. Le Parti républicain disposera d'une majorité de 53 à 47 au Sénat et, dans le meilleur des cas, d'un avantage de 220 à 215 à la Chambre des représentants, une fois que les sièges vacants auront été pourvus.*

Mike Johnson :

> *En fin de compte, le président Trump préférera, comme il aime à le dire, un grand et beau projet de loi. Et il y a beaucoup de mérite à cela parce que nous pouvons tout mettre ensemble - un seul grand vote vers le haut ou vers le bas - ce qui peut sauver le pays littéralement parce qu'il y a tellement d'éléments dans ce projet. Et cela nous donnera un peu plus de temps pour négocier et faire les choses correctement.*

Cette approche est très différente de celle adoptée par Javier Milei en Argentine. Il a déclaré que l'équilibre budgétaire n'était pas négociable. Et il s'y est tenu, produisant le premier budget équilibré en 123 ans.

De retour aux États-Unis, trois mois de « négociations délicates » permettront-ils de trouver un « équilibre des politiques qui satisfasse presque tout le monde » ? Ou s'agit-il simplement d'une meute de loups décidant quel agneau manger en premier ?

Il est fort probable que les négociations du Mega-Maga se terminent comme la résolution permanente destinée à maintenir le financement du gouvernement jusqu'au mois de mars. Il s'agit de 1 500 pages de privilèges et de cadeaux...

Baltimore reçoit de l'argent pour réparer son pont... 10 millions de dollars ont été réservés pour un musée de la confiserie... tandis que 5 millions de dollars ont été consacrés à une étude sur les habitudes d'accouplement des grenouilles. Un milliard par-ci, un milliard par-là... et bientôt, on parle d'argent réel.

> *Et les mêmes personnes qui se sont congratulées pour cette monstruosité... qui ont approuvé le déficit de près de 2 000 milliards de dollars de 2024 et creusé le cratère de la dette de 36 000 milliards de dollars à Washington...*
>
> *... ces loups et ces chacals... les membres du Congrès... les lobbyistes... les décideurs politiques... les riches donateurs... et les médias de propagande...*
>
> *... vont-ils maintenant choisir l'option végétarienne ?*

Les lobbyistes de l'industrie de la puissance de feu admettront-ils qu'ils n'ont pas besoin d'autant d'argent public ? Après tout, nous n'avons pas vraiment besoin de dominer l'ensemble du spectre, diront-ils, nous nous contenterons de protéger le pays... ».

Et les personnes âgées... les gériatres désintéressés renonceront-ils généreusement à leurs pensions de retraite et à leurs prestations médicales ? Nous savons que le pays est dans une situation difficile, qu'il doit tant d'argent et tout le reste. Nous ferons donc notre part pour l'aider. Nous prendrons un trillion de dollars de moins ».

Le Congrès refusera-t-il une augmentation de salaire ? Israël et l'Ukraine feront-ils la paix et diront-ils aux États-Unis de garder leur argent ?

Et que dire de ces milliardaires de la Silicon Valley qui ont investi des millions pour aider Donald Trump à se faire élire ? Leurs dons ont porté leurs fruits la dernière fois. Latin Times :

> *Une étude menée par des professeurs et des chercheurs de diverses institutions démontre que les entreprises ont plus de chances d'être approuvées [pour des exemptions des droits de douane de Trump] si elles ont fait des dons au Parti républicain. En revanche, les entreprises qui soutiennent des campagnes démocrates ont beaucoup moins de chances d'être approuvées.*

Elles s'attendent à un autre bon retour sur investissement. Au lieu de cela, saisis par l'esprit communautaire et un altruisme débordant, vont-ils soudainement devenir hétérosexuels ?

Nous sommes déjà milliardaires », diront-ils, “le pays n'a probablement pas besoin de notre technologie de pointe, de toute façon”. Et l'utiliser pour diffuser de la propagande et traquer les Américains est probablement anticonstitutionnel…

Oui, nous attendons avec impatience ce jour glorieux où les parasites et les escrocs se rallieront à un grand et beau projet de loi Mega-Maga.

Mais nous ne retiendrons pas notre souffle…

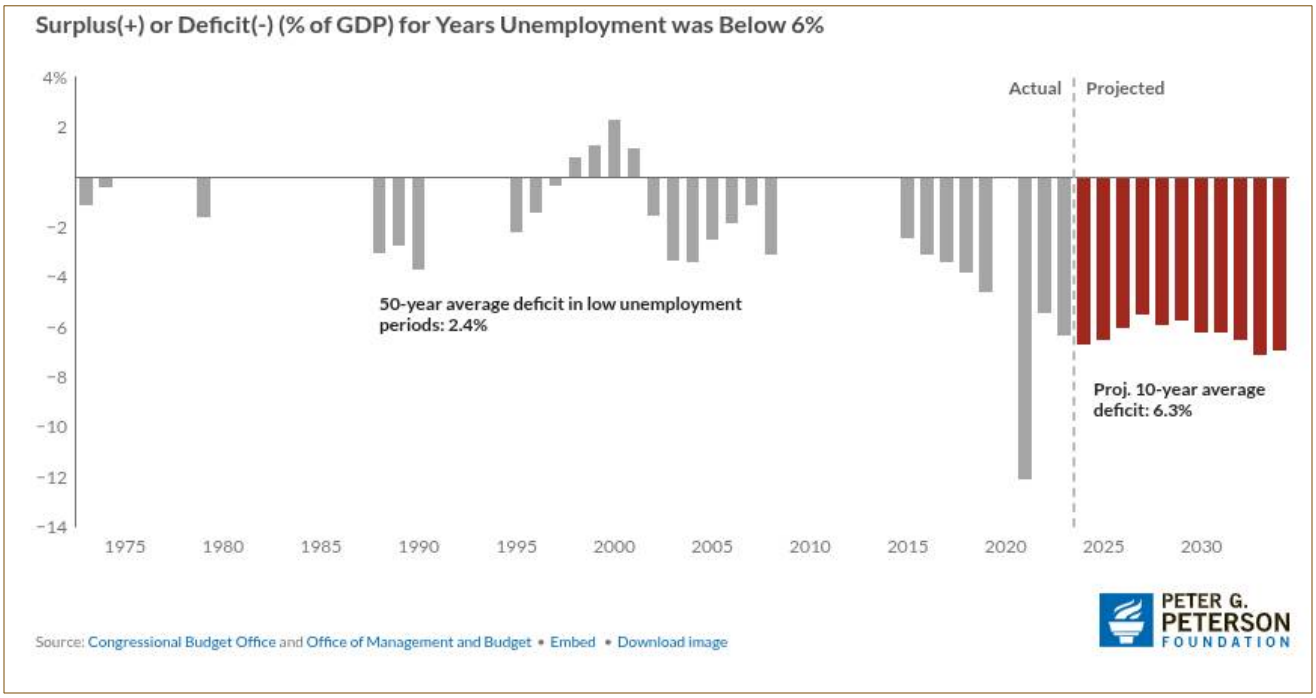
▲RETOUR▲

.Une prise de conscience soudaine

Les élites des deux partis représentent le même groupe : elles-mêmes. Elles se querellent sur des questions culturelles. Sur les questions vraiment importantes, les deux choses qui nous ruineront, la guerre et l'argent, elles en veulent toujours plus.

Bill Bonner Mardi 8 janvier 2025

Bill Bonner, écrivant aujourd'hui de Dublin, Irlande



Aujourd'hui, nous allons décoller certaines étiquettes trompeuses que nous trouvons sur les tendances politiques et économiques… et essayer de comprendre ce qui se passe vraiment.

De nombreux lecteurs pensent que nous sommes trop « négatifs » ou que nous sommes affligés du syndrome de dérangement de Trump, aveuglés par le bien que cet homme pourrait faire.

Peut-être. Notre barman nous dit que le syndrome de déréliction à l'égard de Trump est probablement en rémission. Et nous allons mettre en place une ligne téléphonique spéciale de prévention du suicide ici au bureau, juste au cas où.

Mais il n'y a rien dans les propositions politiques de M. Trump... ou dans ses commentaires errants... qui nous fasse penser qu'il fera quelque chose de très différent de la dernière fois qu'il a été président. Ou que les tarifs douaniers fonctionneront maintenant, alors qu'ils ont échoué tant de fois par le passé. Ou que les réductions d'impôts ne feront rien d'autre qu'augmenter le déficit.

Ou que - dans le meilleur des cas (nous examinerons demain ce qui pourrait être le pire des cas) - nous terminerons les quatre prochaines années avec plus de dettes, plus d'inflation et une économie ébranlée par plus de chaos et de dysfonctionnements. Telle est la principale tendance politique, et il est peu probable qu'elle change de sitôt.

Investors' Business Daily :

> **Le rendement du Trésor à 10 ans a atteint un nouveau sommet en 16 ans**
>
> *Le rendement des obligations du Trésor à 10 ans est sorti de sa fourchette d'évolution qui remontait à la crise financière de 2007...*

À mesure que l'inflation et les taux d'intérêt augmentent, la Fed doit passer de la stimulation de l'économie à la suppression de l'inflation. Les actions n'apprécieront pas. Seeking Alpha :

> *Les actions américaines ont été vendues mardi, tandis que les obligations ont été abandonnées après que des données économiques plus fortes que prévu aient tempéré les attentes de nouvelles réductions des taux d'intérêt de la Réserve fédérale... L'Institute for Supply Management a déclaré que l'activité économique dans le secteur des services américains a augmenté pour un sixième mois consécutif en décembre. Mais surtout, une mesure clé de l'inflation dans les prix payés par les organisations de services pour les matériaux et les services a augmenté pour atteindre son plus haut niveau depuis près de deux ans.*

Une grande partie de l'action à Wall Street n'est que du jeu... des suppositions sur la politique de la Fed et sur la manière dont elle affectera les prix des actions.

À un niveau plus profond, les politiques qui augmentent la dette et l'inflation réduisent également les ventes et les bénéfices réels, ce qui rend les entreprises intrinsèquement moins précieuses. Le Financial Times, aujourd'hui :

Au moins 686 entreprises ont déposé le bilan l'année dernière, les faillites d'entreprises américaines atteignant leur plus haut niveau depuis le lendemain de la crise financière [2008]...

Ensuite, l'écart entre les attentes des gens (créanciers, investisseurs, retraités) et ce qu'ils sont susceptibles d'obtenir réellement se creuse... ce qui ouvre la voie à une prise de conscience soudaine, au cours de laquelle les prix réels des actifs sont ramenés à des niveaux raisonnables.

C'est la grande perte que nous souhaitons le plus éviter.

Ce qui nous amène aux étiquettes frauduleuses. Donald Trump n'est pas responsable des crises qui menacent l'économie américaine. Il est plus un symptôme qu'une cause, plus un imbécile qu'un chevalier. Des décennies de décisions politiques - prises tant par les démocrates que par les républicains - nous ont permis d'accumuler une dette de 36 000 milliards de dollars. Trump n'a fait qu'en rajouter.

La division des États-Unis entre « gauche » et « droite » n'est plus très utile. Les gauchistes (démocrates) sont censés représenter le progrès, les classes laborieuses et les opprimés. Les droitiers (républicains) sont censés favoriser les valeurs conservatrices plus traditionnelles des classes supérieures.

Mais aujourd'hui, les élites des deux partis représentent le même groupe : elles-mêmes. Ils se chamaillent sur des questions culturelles. Mais sur les questions vraiment importantes, les deux choses qui vont nous ruiner... la guerre et l'argent, ils veulent tous les deux la même chose : plus.

Depuis les années 1980, aucune personnalité majeure des deux partis ne s'est opposée au programme de l'empire, avec ses déficits, sa planche à billets et **plus de 800 bases américaines dans le monde abritant des garnisons américaines.**

On ne peut compter que sur un seul membre du Congrès (sur 535) **[Ron Paul]** pour voter contre les déficits. Et aucun des deux partis ne défend aujourd'hui le libre-échange, la liberté d'expression, l'équilibre budgétaire et des ambitions militaires modestes.

En d'autres termes, la ligne de fracture la plus importante en politique s'est déplacée d'un parti à l'autre vers un fossé grandissant entre les élites et les personnes qu'elles prétendent représenter.

C'est cette faille que Donald J. Trump a réussi à ouvrir à deux reprises... en se posant en véritable champion des « déplorables » et des « ordures ».

Mais ce n'est pas la renaissance du conservatisme. Ce n'est pas un antidote aux fantasmes des élites de ces 30 dernières années... ni le triomphe de politiques plus responsables. En bref, il ne

s'agit pas d'un changement de direction... mais d'une accélération de la vitesse... en direction de l'épave dégénérée vers laquelle les républicains et les démocrates ont couru.

▲RETOUR▲

.Envahir le Canada

La longue marche de la civilisation humaine a été un processus de suppression de certaines choses. Le meurtre. Le viol. Le vol. Guerre agressive. Tuer les prisonniers de guerre. Torture. Utiliser la force pour obtenir ce que l'on veut.

Bill Bonner Jeudi 9 janvier 2025

Bill Bonner écrit de Youghal, Irlande

Notre hypothèse... pour autant que nous le sachions, non partagée par aucun historien, géopoliticien ou analyste réputé... est que l'élection de Donald Trump ne représente pas un véritable changement de direction. Il s'agit plutôt d'une intensification d'une tendance existante... qui s'accélère vers la catastrophe finale de la faillite, de la guerre et de l'inflation.

La principale tendance politique est l'accroissement du pouvoir et de la richesse concentrés dans la classe politique... les élites des deux partis. C'est une tendance qui se poursuit au moins depuis que Jimmy Carter a quitté la Maison Blanche. Aujourd'hui, elle devient plus flagrante, plus corrompue et plus dangereuse.

Il suffit de lire les gros titres. Le Financial Times rapporte :

Les dirigeants de Pfizer se rendent à Mar-a-Lago pour tenter d'obtenir des faveurs.

En voici un autre, tiré du même journal :

Meta réorganise la vérification des faits alors que Zuckerberg construit des ponts avec Trump

Ces équipes de fact-checking étaient là pour construire des ponts avec l'administration précédente. Elles ne se sont pas contentées de « vérifier » les faits... elles les ont déformés à des fins politiques. Elles les ont manipulés pour satisfaire leurs suzerains fédéraux.

Pourquoi déployer tant d'efforts pour s'attirer les faveurs de la Maison Blanche ? Les chefs d'entreprise de l'élite se sont-ils rendus à Plains, en Géorgie, lorsque Jimmy Carter a été élu ? Ont-ils rapidement modifié leurs politiques pour lui plaire ? Il n'y a aucune trace de cela.

Mais dans les années qui ont suivi, le gouvernement est devenu beaucoup plus puissant... et les faveurs de l'homme au volant peuvent désormais faire - ou défaire - une entreprise. CNN :

> **Biden a fait échouer l'accord avec US Steel, même si certains fonctionnaires américains ont rejeté les questions de sécurité nationale**

La « *sécurité nationale* » ne fait que masquer une nouvelle prise de pouvoir des élites politiques. Il en va de même pour les « *réglementations* ».

Au début du XXe siècle, il a fallu un amendement à la Constitution pour rendre l'alcool illégal. Pourtant, voici Joe Biden qui tente d'interdire les cigarettes de son propre chef, en modifiant un règlement. The Washington Examiner :

> *Le président Joe Biden cherche à réglementer les niveaux de nicotine dans les cigarettes, dans une ultime tentative pour faire baisser le taux de tabagisme au niveau national, mais les opposants à cette mesure affirment qu'elle aura des effets catastrophiques en aval sur l'économie et la criminalité. Si elle est adoptée, la règle de la Food and Drug Administration fixera un nouveau taux maximal de nicotine pour les cigarettes, interdisant de fait la quasi-totalité des cigarettes actuellement en vente dans le commerce aux États-Unis.*

Et voici Donald Trump qui envisage de déclarer l'état d'urgence afin de pouvoir donner un coup de matraque dans les rayons du commerce mondial. Fortune :

> **Donald Trump envisagerait de déclarer l'état d'urgence économique pour mettre en œuvre ses tarifs douaniers.**

Donald Trump, l'ancien et futur président et l'autoproclamé « homme des tarifs », pourrait déclarer une urgence économique nationale pour justifier légalement les tarifs universels qu'il a lancés lors de sa campagne et depuis sa victoire, selon CNN, qui cite quatre personnes au fait de la question.

Une source a déclaré à la chaîne que M. Trump était un adepte de la loi en raison de son caractère exhaustif, dans la mesure où il peut décider de la mise en œuvre des droits de douane sans avoir à en prouver la nécessité. « Rien n'est exclu », a déclaré une autre personne au courant à CNN.

Rien n'est exclu ?

La longue marche de la civilisation humaine a essentiellement consisté à retirer des choses de la table. Le meurtre. Le viol. Le vol. La guerre agressive. Tuer les prisonniers de guerre. Torture. En règle générale, il est devenu interdit d'utiliser la force pour obtenir ce que l'on veut plutôt que de négocier pacifiquement.

Mais la tendance politique principale s'infléchit de temps à autre ; la civilisation recule. Aujourd'hui, tant les républicains que les démocrates soutiennent l'idée d'arnaquer le public avec des déficits et de l'inflation... ainsi que la poursuite des bombardements en Ukraine et au Levant. Pas d'excuses pour Guantanamo.

Et l'équipe Trump dit qu'elle pourrait même envahir le Groenland... ou le Panama... ou le Mexique. Quant au Canada, s'il n'adhère pas au programme de Trump, quel qu'il soit, il risque des « sanctions financières sévères ».

Toujours sur la même route, en d'autres termes. Mais comme disent les Irlandais, le conducteur ne se contente plus de boire de la Guinness, il est passé à la Jameson.

▲RETOUR▲